



Conseil de Développement
006 6 40 000 000 - 006 6 40 000 000 - 006 6 40 000 000

Le grand
débat national



REUNIONS D'INITIATIVE LOCALE
12 février-12 mars 2019

Débats animés par le
Conseil de développement
du pays de Vannes.

COMPTES-RENDUS

SOMMAIRE



12 février

Baden - [Page 3](#)

18 février

Ploeren - [page 18](#)

28 février

Malansac - [page 33](#)

1^{er} mars

Arradon - [page 52](#)

5 mars

Theix-Noyalo - [page 70](#)

7 mars

Muzillac - [page 87](#)

11 mars

Elven - [page 104](#)

12 mars

Questembert - [page 122](#)



Conseil de Développement

Golfe du Morbihan Vannes Agglomération — Arc Sud Bretagne — Ouestembert Communauté

Le grand
débat national

Date et horaire : Mardi 12 février 18h-20h

Lieu : « Le Seniz » à Baden (56)

COMMUNICATION

La réunion a été annoncée par la Mairie dans la presse locale à partir du 7 février
Le Conseil de développement a créé un « événement » sur sa page Facebook
NB : La réunion a été enregistrée sur le site du Grand Débat National le 7 février mais n'est jamais apparue dans la liste des réunions.

DEROULE DE LA REUNION

Environ 120 personnes présentes pour 2h de réunion.
Equipe d'animation composée de 3 bénévoles du Conseil de développement et de l'animatrice salariée.

En tout, 75 contributions ont été placées par l'équipe d'animation sur des panneaux pendant la réunion (voir photos en fin de document)

Il n'y a eu peu de débat entre les participants, chaque intervenant s'exprimant librement, y compris en contre-point d'une autre intervention.

Pour plus de cohérence dans la synthèse, certaines contributions ont été déplacées d'un thème à l'autre.

REGLES ET METHODE

Les participants ont été invités à s'exprimer au micro pendant une vingtaine de minutes sur chacun des quatre thèmes décidés par le Président de la République, auxquels s'est ajoutée une séquence « autres sujets ». La première intervention, libre et sans question préalable, a déterminé le premier thème traité. Il n'y a eu aucune question posée par les animateurs, à part pour faire préciser le propos des intervenants.

Les contributions étaient affichées sur des panneaux au fur et à mesure, et les participants ont été invités à la fin de la réunion à positionner des gommettes vertes et rouges sur celles-ci pour les soutenir ou les contester (voir photos du résultat final en annexe).

NB : le nombre de gommettes n'était pas limité par personne et certains participants ont utilisé indifféremment les deux couleurs. Il ne s'agit pas d'un « vote » représentatif mais d'une possibilité supplémentaire d'expression, qui nous permet de visualiser l'engagement suscité par les différents propos (Nombre de gommettes apposées indiqué dans les cartouches en face de chaque sujet. Taille de police agrandie pour les contributions ayant suscité le plus de réactions).

CONTENU DES ECHANGES

NB : Les contributions sont réunies selon les thèmes proposés par le Président de la République, avec en plus un thème « Autres sujets ». Les « sous-catégories » indiquées ont été créées par le Conseil de développement pour plus de lisibilité, elles n'ont pas été validées par les participants.
Les citations ont été retranscrites à partir d'un enregistrement sonore. Elles ont été simplifiées pour une forme plus lisible, en collant au plus près possible des mots des participants.

ORGANISATION DE L'ETAT ET DES SERVICES PUBLICS

Fonctionnaires et élus qui écoutent le peuple

5

Une participante : « Je souhaiterais que les personnes qui occupent des postes au niveau du pouvoir (élus et fonctionnaires) entendent et écoutent le peuple et qu'il y ait moins de personnes inutiles à ce niveau. »

ORGANISATION TERRITORIALE

Regrouper les communes

13

Un participant : « Je souhaiterais que les communes se réunissent davantage pour mutualiser les services. Quand je vois qu'à Larmor-Baden on est en train de déplacer de l'argent public pour agrandir une mairie alors qu'un jour ou l'autre on sera rattachés à Baden c'est du gaspillage ! »

Réduire le mille-feuilles administratif -> civisme des élus

20

Un participant : « Tout le monde parle du mille-feuilles administratif mais ceux qui doivent le réformer ce sont nos élus, qui sont très bien là où ils sont, dans leurs petits chaussons. (...) Moi je ne suis pas dans l'administration, je ne sais pas comment faire mais si on demande le civisme des citoyens pour le paiement de l'impôt il y a aussi le civisme de nos élus ! Quand on demande aux sénateurs de diminuer leur nombre vous avez vu la réaction ? La réticence au changement fait qu'on n'arrive pas à engager des réformes qui soient efficaces. L'Allemagne l'a fait à la Réunification grâce au mouvement émotionnel que cela a provoqué : ils ont réformé leur système administratif. En France peut-être que les « gilets jaunes » vont nous permettre de lancer ce grand changement. »

Article 72 de la Constitution¹ (décentralisation) à mettre en œuvre rapidement

7

Un participant : « Il serait temps qu'on décentralise en France parce que toutes les décisions sont prises là-haut à Paris !

A l'école maternelle on apprend aux enfants à être autonomes, à l'hospice on essaie de maintenir l'autonomie le plus longtemps possible et entre les deux on est traités comme des enfants ! »

Supprimer le département

10

4

Renforcer les Régions

17

Un participant : « Il faut donner le pouvoir aux Régions et pas à des « régions-croupions » (la Bretagne a 5 départements historiques). C'est à ce niveau-là qu'on peut prendre le pouvoir et la réduction du « mille-feuilles » peut aussi se régler là : une assemblée régionale unique, sans départements. »

Simplification administrative efficace

8

Un participant : « Le constat est clair : depuis des années on est passés de l'Etat omniprésent et tout puissant à des compétences qu'on a vu passer dans les mains des Régions, des Départements, des Communes puis des Communautés de Communes, puis des Agglomérations etc. Le problème c'est que rien n'est clair, chacun ayant gardé son petit bout de compétences il n'y a pas de cohérence dans tout ça !

2ème point (...) beaucoup de structures ont monté des systèmes (syndicaux ou autre), qui permettent de rémunérer des gens de manière différente, soi-disant pour donner de la souplesse au système. C'est très joli en théorie mais dans la pratique où sont les économies (notamment de personnels) qu'on attendait de ce système ? Où est la clarté entre les différentes strates ? »

Interrogation du modèle de croissance centré sur les métropoles

6

Un participant : « On a un modèle de développement économique qui est de plus en plus centralisé dans des mégalo-poles or, je pense que c'est un non-sens si on prend en compte les coûts, et on oublie les gens qui vont habiter dans la campagne donc il faut une justice dans la répartition des activités et penser aux surcoûts (...) Il faudrait une réflexion sur un nouveau projet de réaménagement du territoire ! »

¹ [Article en intégralité sur Légifrance \(service public de la diffusion du droit par l'internet\)](#)

RAPPORT AUX ADMINISTRATIONS

Conserver enquête publique traditionnelle 3

Une participante : « J'ai vu que la dématérialisation des enquêtes publiques était testée en Bretagne² et je souhaite que l'on puisse continuer à y participer sans passer par internet ! »

Interlocuteur unique pour chaque service 6

Un participant : « Il faudrait parvenir à ce que quand on fait une démarche on ait un interlocuteur unique qui embrasse l'ensemble des dossiers »

Rétablir de vrais interlocuteurs (moins de boîtes vocales) 7

Une participante : « Maintenant, avoir un interlocuteur dans les services administratifs est très difficile : on a une boîte vocale, on appuie sur # on appuie sur * et on attend des heures. (...) On a supprimé beaucoup d'emplois et on a plus d'interlocuteurs, c'est déshumanisé. »

PLU³ par communes -> PLUI Plus rationnel 4

Une participante : « Toutes les communes autour de nous refont actuellement leurs plu et ce sont des prestations qui coûtent très cher pour des documents « copier-coller » simplement ajustés aux réalités locales. Il y a là pas mal d'argent qui pourrait être rationalisé en mutualisant ces documents. »

FISCALITE ET DEPENSES PUBLIQUES

EQUITE FISCALE

Impôts payés par tous (quel que soit le revenu) même 10 € 15

Attention à la part du revenu pour les plus modestes 1

Un participant : « L'impôt est un élément de justice et d'égalité citoyen. Tout citoyen français doit participer au prélèvement de l'impôt, qui sert à faire fonctionner notre pacte social (...) or, aujourd'hui moins de 47% des contribuables sont assujettis à cet impôt.

L'impôt doit être juste, participatif, contributif et distributif. Chaque citoyen percevant des revenus, y compris par le biais des aides sociales ou du SMIC, doit s'acquitter d'un impôt. Chaque citoyen doit sentir aujourd'hui qu'il est français et qu'il percevra en retour quelque chose. »

Un autre participant, en réponse : « Sur le principe ça paraît formidable mais il ne faut pas oublier que les personnes les moins aisées sont les plus ponctionnées en proportion de leurs revenus. (...) Il y a des gens pour qui 10 € c'est très élevé »

Suppression du prélèvement forfaitaire⁴ sur les revenus financiers 10 6

Un participant : « Peu de gens sont concernés, mais sur la partie des revenus qui excède 152 000 € (environ 13 000 euros mensuels), l'impôt est de 45%, or, depuis 2018 les revenus financiers (dividendes, ou obligations notamment) ne sont plus imposés que par un prélèvement forfaitaire unique de 30%. Cette mesure diminue de 2 milliards les recettes fiscales donc je propose qu'on supprime le prélèvement forfaitaire unique et qu'on impose à nouveau les revenus financiers au taux progressif de l'impôt sur le revenu »

Encourager civisme fiscal 4

Un participant : « Avant d'envisager une augmentation des impôts que ce soit en bas ou en haut de l'échelle, je pense qu'on n'insiste pas assez sur la fraude fiscale au quotidien. (...) Parce que finalement on vit tous un peu avec la fraude fiscale ! Qui n'a jamais payé une location saisonnière en espèce ? qui n'a jamais payé en espèce une prestation de services pour ne pas payer la TVA ? (...) Moi je dis que si tout le monde payait l'impôt comme il le doit, on aurait beaucoup moins de problèmes de finances publiques et on pourrait mieux participer aux dépenses publiques que tout le monde voudrait augmenter. »

Equité fiscale dans les territoires (DOM-TOM)

Une participante : « Je ne sais pas si mon information est bonne mais il paraîtrait que les français qui vont vivre 6 mois à l'étranger ne payent pas d'impôt. Si à l'étranger ils payent à l'étranger c'est très bien mais dans le cas des DOM-TOM, si c'est une vérité je la trouve tout à fait inéquitable et injuste. »

Impôts payés par les entreprises là où elles produisent 10

Un participant : « Je voudrais parler de la fiscalité des grosses entreprises qui payent leurs impôts à l'étranger et ça ne me paraît pas très normal »

² Article dans [La Gazette des Communes \(hebdomadaire de la fonction publique territoriale\)](#)

³ Document fixant les normes de planification de l'urbanisme pour une commune ou un groupement de communes

⁴ Informations sur le [site du Trésor Public](#)

Harmonisation fiscale en Europe

23

Un participant : « Si les entreprises se délocalisent sur le plan fiscal c'est parce que des pays comme l'Irlande, le Luxembourg ou la Hollande ont des régimes fiscaux plus avantageux »

DEPENSES PUBLIQUES

Transparence dans les marchés publics

10

Un participant : « Ce serait une bonne solution pour éviter toutes les magouilles qu'il peut y avoir en la matière »

Baisser le train de vie de l'Etat et des collectivités locales

16

Un participant : « Je pense qu'il y a un problème de train de vie de l'Etat : tant au niveau des politiques (sénateurs, députés...) qu'autour d'un certain nombre de manifestations dont on pourrait se demander si elles ne pourraient pas être plus modestes. Ça pose la question d'un certain rôle international de la France qu'on met beaucoup en avant, mais la France n'est plus ce qu'elle a été et ça nous coûte extrêmement cher pour des résultats sur lesquels on peut s'interroger. C'est aussi les collectivités locales parce qu'à ce niveau-là (...) on pourrait aussi être plus modestes : par exemple en laissant les illuminations de Noël un peu moins longtemps.

On a donné 10 milliards pour la crise des « Gilets jaunes », va-t-on réfléchir à instaurer une nouvelle taxe pour les trouver ? »

Pas de privilèges pour les anciens élus (Présidents...)

22

Une participante : « Pourquoi laisser à nos présidents et nos ministres un train de vie assez incroyable une fois qu'ils sont en retraite ? Nous, lorsque nous sommes à la retraite nous perdons nos avantages professionnels ! »

Fin des subventions aux entreprises privées

7

Une participante : « Je ne vois pas pourquoi les entreprises, sous prétexte qu'on a peur qu'elles ne créent pas d'emplois etc. reçoivent de l'argent public. Si elles ne veulent pas créer du chômage, pourquoi elles ne créent pas des mutuelles entre elles ? Qu'elles se débrouillent ! D'accord c'est une prise de risque pour elles mais pour moi l'argent public doit aller au public. »

Stop aux dépenses publiques stupides

9

Un participant : « Actuellement la grogne qu'il y a dans le pays vient de ce qu'on demande beaucoup à l'Etat. Et l'Etat n'arrête pas de faire des dépenses publiques inconsidérées et stupides alors il faudrait peut-être mettre un peu de bon sens dans la gestion du pays ! »

Renforcer Cour des comptes⁵ (décisions opposables)

18 4

[Intervention dans la séquence « Organisation de l'Etat et des services publics »]

Une participante : « Je voudrais savoir pourquoi la Cour des Comptes n'a pas plus de pouvoir. Elle dénonce le gaspillage d'argent public mais ne peut pas intervenir directement. Qu'elle puisse faire quelque chose quand elle dénonce des scandales ! »

DEMOCRATIE ET CITOYENNETE

REFERENDUM(S)

Utiliser le référendum

3 2

Un participant : « Tout le monde déplore l'absentéisme aux élections, tout le monde a une petite larme et dit qu'il faut faire quelque chose et lors des élections suivantes on fait le même constat et rien ne se passe. Je pense que les gens veulent participer à la citoyenneté et donc pour qu'ils puissent avoir les moyens de s'exprimer, peut-être qu'il faut les citoyens puissent donner leur avis avec des référendums ponctuels. »

RIC⁶ : bonne idée mais à bon escient prise en compte si + de 50% de participation

2 4

6 1

Un participant : « Je trouve que le RIC est une bonne idée mais qu'il faut bien déterminer les sujets sur lesquels il peut être utilisé. Il faut également fixer également un nombre de signatures minimum relativement important et surtout, que le résultat de ce référendum soit entériné à la condition que la participation soit au moins de 50% pour qu'on ne se retrouve pas avec un référendum applicable avec une participation réduite »

⁵ [Site officiel](#) de la Cour des comptes (juridiction spécialisée chargée de vérifier les comptes publics et de juger les comptables publics de l'Etat)

⁶ Référendum d'Initiative Citoyenne

MODALITES DE VOTE

Prise en compte du vote blanc pour diminuer l'abstention Vote obligatoire et seuil d'éligibilité

10	1
11	2

Un participant : « Je pense que quand les gens ne trouvent pas leur compte dans l'offre politique qui est faite il devrait y avoir la possibilité de voter blanc et de le prendre en compte dans le calcul des résultats. Ça pousserait les gens à venir voter ! »

Un autre participant : « je suis a priori pour, mais à condition qu'il soit assorti de deux choses : que le vote soit obligatoire et qu'il y ait un seuil d'éligibilité. Pourquoi ? Avec le vote blanc comptabilisé, ils vont avoir honte de leurs scores pendant 3 élections et après on va s'habituer et donc il n'y aura pas de changement. Si les gens sont obligés d'aller voter et que personne n'obtient plus de 20 ou 25% et bien le candidat qui est en tête n'est pas élu, et il y aurait un tirage au sort. »

Rendre le vote obligatoire/scrutin en semaine/vote en ligne

4	3
---	---

Une participante : « Il faut que les gens se sentent responsables de leur pays et donc qu'ils s'investissent. Je pense que le vote obligatoire est très intéressant car cela permet que tout le monde soit concerné. En Belgique, si je ne me trompe pas, c'est obligatoire et les scrutins ont lieu pendant le temps de travail ce qui permet à tout le monde d'avoir du temps pour aller voter. En Suisse, on peut voter sur internet donc ça permet à beaucoup de gens de voter. »

Introduction de la proportionnelle dans les élections diverses

4	2
---	---

PARTICIPATION CITOYENNE/RELATIONS AVEC LES ELUS

Les élus doivent avoir conscience de la démocratie/plus de concertation sur les projets locaux

5

Une participante : « Par exemple dans le cadre de l'élaboration du PLU, il y a des réunions publiques d'information mais tout est déjà plié. On nous informe sans nous donner à un moment de possibilité d'échanger. Je pense que les gens demandent à élaborer des projets avec les élus pour qu'ils soient de meilleure qualité. »

Plus d'occasions de débattre comme ce soir

3

Un participant : « On parle de lutter contre l'individualisme, de créer un esprit collectif et bien je trouve que ce type de réunion est un moyen de créer un collectif : on parle tous ensemble d'un même sujet, on ne se connaît pas forcément, et je trouve ça très bien ! »

Multiplier les rencontres élus/citoyens

5

Un participant : « Avec des mandats électifs de 5 ans on peut aussi avoir des exigences sur des rencontres régulières avec le député du coin pour discuter »

CIVISME

Réintroduire l'instruction civique dans les écoles. Apprendre le « vivre ensemble »

7

Un participant : « Je pense qu'une partie des problèmes que nous avons en France est liée à l'incivisme et à l'individualisme et au fait qu'on a plus conscience de vivre en collectivité. Je souhaiterais qu'au niveau des écoles on fasse davantage de pédagogie auprès des enfants pour leur donner des éléments sur la citoyenneté et la façon de vivre ensemble. »

Le civisme : s'écouter, se parler, se comprendre

4

Une participante, en réponse à une personne déçue du faible nombre de « jeunes » dans le public : « Les jeunes ils travaillent (...). J'en connais bon nombre qui ne sont pas là parce qu'ils sont en train de travailler ou qu'ils s'occupent de leurs enfants, qu'ils n'ont pas les moyens de laisser à la garderie jusqu'à 20h. Le civisme c'est aussi essayer de se parler, de s'écouter et de comprendre pourquoi les situations de chacun sont différentes. »

EUROPE

Repenser l'Europe/plus de souveraineté Europe. Des députés plus proches. Plus de transparence

7
6

Une participante : « Que vaut notre souveraineté quand de nombreuses décisions sont prises à Bruxelles ? Est-ce que ça suffit de voter pour des députés qui vont nous représenter à Strasbourg ou à Bruxelles ? Il faudrait repenser ça que ce soit au plus près des citoyens (...) parce que beaucoup de décisions, qui ont un impact sur notre propre vie, sont prises à Bruxelles mais on ne sait même pas lesquelles ! (...) Moi je suis profondément européenne mais il faut repenser l'Europe. »

TRANSITION ECOLOGIQUE

EAU

Réhabiliter l'eau dans les territoires/réapprendre l'eau Economiser, préserver l'eau

5
8

Un participant : « Au niveau de l'eau en fait ce qui paraît important c'est de réhabiliter l'eau dans les territoires : pendant un demi-siècle on a fait en sorte que l'eau parte très vite des terres et avec les changements climatiques, paradoxalement en Bretagne où on dit qu'il pleut beaucoup, on risque d'être dans des territoires sous pression. Il est donc extrêmement important de réapprendre à vivre avec l'eau en ayant des politiques d'aménagement du territoire qui réconcilient l'eau et les territoires, qui font en sorte de garder l'eau et de préserver cette ressource et qui encouragent aux économies d'eau »

ENERGIE

Taxer le Kérosène comme les autres carburants

12	1
11	2

[Egalement énoncé dans séquence « Fiscalité et dépenses publiques »]

Un participant : « A propos de la taxe sur le carburant automobile qui a entraîné l'arrivée des gilets jaunes sur les ronds-points, le carburant pour les avions, qui profitent aux personnes qui ont les moyens, et bien ce n'est pas taxé. Ca l'est en Allemagne, pourrait-elle en France ? »

Un autre participant : « On veut taxer le kérosène mais il faut peut-être taxer aussi le gasoil sur les bateaux, notamment les porte containers. C'est l'équivalent d'un million de voiture ! Je ne sais pas si vous vous rendez compte, c'est tellement gros qu'on a du mal à imaginer ce que ça coûte ! »

Des énergies compatibles avec l'écosystème

2

Un participant : « Il conviendrait qu'avant de développer une source d'énergie renouvelable, on soit très attentifs aux impacts des dispositifs et des équipements qui sont mis en place. On a parfois des effets qui sont contre-intuitifs. »

Economiser l'énergie avant de développer les énergies renouvelables

9

Un participant : « Il faut avoir une politique volontariste d'économies d'énergie : "le kilowatt le plus efficace c'est celui qu'on ne consomme pas". Une telle politique est bonne pour la planète mais également pour l'emploi et contre la précarité sociale. »

Hydroliennes⁷ : rattraper le retard

7

Un participant : « On n'utilise pas assez l'eau comme énergie, or, nos ingénieurs sont prêts, avec ces fameuses hydroliennes sous-marines et cela nous permettrait d'être plus autonomes au niveau de l'énergie. Aujourd'hui on est en retard, encore une fois, d'une décennie par rapport à nos voisins nordiques. »

Energie nucléaire : des effets collatéraux importants -> passer aux énergies renouvelables

8

Une participante : « J'ai habité à côté de Flamanville et fait partie d'une association où j'étais préleveur volontaire. Le nucléaire déclenche beaucoup de cancers, ce qu'on appelle dans les hautes instances, les « dommages collatéraux » et il y a énormément de déchets radioactifs ce qui n'est pas anodin. (...) Avec le développement des voitures électriques, ça devient un problème si on s'en sert comme prétexte pour construire de nouvelles centrales. »

ECONOMIE/EMPLOI

Faire une prospective en matière d'emplois et de formations

Un participant : « La transition écologique va certainement bouleverser toute l'économie et toute notre production or, derrière cette production il y a des emplois. (...) Je pense qu'il faut réfléchir à des plans échelonnés dans le temps et voir l'impact sur l'emploi et sur leurs évolutions, et donc à la formation à mettre en œuvre. »

Développer des filières de recherche et développement. Trouver les ressources nécessaires

4

Un participant : « Je pense que c'est le moment de créer des filières et pour cela il faut des moyens. L'argent on peut le trouver, peut-être en renationalisant les sociétés d'autoroute par exemple, et le réinvestir dans des projets de développement, en créant des emplois pour avoir une industrie nationale forte. »

⁷ Turbine immergée qui utilise l'énergie des courants marins, et parfois fluviaux, pour produire de l'électricité

Aider financièrement les entreprises « vertes »

2 2

Une participante : « Il faudrait favoriser les entreprises qui œuvrent en direction du développement durable véritable (et pas du « greenwashing⁸ ») en aidant financièrement notamment les entreprises qui ne sont pas nocives pour l'environnement »

Relocaliser les productions

10

Un participant : « La question des relations commerciales se pose aussi : est ce qu'il faut acheter loin et faire circuler les produits pour faire des économies ? »

Des subventions mieux ciblées (petits producteurs)

7

Une participante : « Moi je serais pour favoriser l'agriculture biologique en remettant à plat les subventions pour les verser aux petits producteurs avant les gros qui ont déjà suffisamment. »

Supprimer rapidement le glyphosate

17

Une participante : « J'aimerais que nos élus aient le courage de voter enfin la suppression du glyphosate à court terme. On est là face à une vraie catastrophe : la moitié des espèces animales sont en train de disparaître, les humains sont malades et tout le monde le sait, donc qu'est-ce qu'on attend ? Pour moi c'est un crime contre l'humanité ! »

COMPORTEMENTS INDIVIDUELS/VIE QUOTIDIENNE

Acheter en vrac/supprimer les bouteilles plastiques

6

Déchets : sensibiliser les mauvais élèves, éventuellement sanctionner

3

Un participant : « On voit sur nos routes voient de nombreux déchets qui jonchent le bas-côté ; cela a un coût puisque ce sont les employés communaux et départementaux qui les ramassent. Il y a peut-être une sensibilisation à faire dans les médias. Il faudrait aussi mettre en place une procédure de recherche de ces personnes : on continue à les ramasser mais on fait des analyses scientifiques pour les identifier. »

Produire et consommer local

13

Changement d'heure : vivre à l'heure solaire

11

Une participante : « On change d'heure au bout de 5 mois l'hiver et 7 mois l'été et personnellement je le vis très mal. J'aimerais qu'on vive tout simplement à l'heure naturelle, c'est à dire l'heure solaire, parce qu'en hiver on est pas une heure en retard par rapport à l'été mais on est encore une heure en avance par rapport au soleil ! Je pense que ça a des impacts sur la santé de tout le monde, les êtres humains qui doivent subir cette obligation ne la vivent pas bien, et la planète nous en saurait gré. Si les gens ont envie d'avoir des longues soirées, on pourrait peut-être aménager les horaires de travail mais pour la vie courante, on respecterait l'heure solaire pour être au rythme de la nature. »

Refus du Linky⁹

18 2

Une participante : « Pour faire des économies, on pourrait éviter de jeter tous les vieux compteurs électriques et donc refuser chacun l'installation du compteur Linky. »

DEPLACEMENTS/VOITURES

Promouvoir et développer les transports collectifs

17

Favoriser le télétravail

2

Un participant : « Si on travaille de chez soi on n'a pas besoin de prendre sa voiture. Il faut pour cela un internet qui fonctionne ce qui n'est pas le cas dans beaucoup d'endroits. »

Véhicules électriques : une mauvaise solution

5

Un participant : « Aujourd'hui on nous dit que tout le monde va devoir rouler à l'électrique. Il faut savoir que la voiture électrique, on n'arrivera pas à s'en défaire à 100%, et elle va nous coûter un max parce que ce sont des choses polluantes qui sont dans les batteries par exemple. Ce n'est donc pas la solution pour la transition, surtout pas ! »

Les voitures électriques : pourquoi c'est cher ?

1

Promouvoir les moteurs à hydrogène

7

Une participante : « Je trouve que les fabricants automobiles ne s'investissent pas assez dans la transition écologique. Il paraît que fabriquer une voiture électrique ça coûte beaucoup moins cher (moins de main d'œuvre...) alors pourquoi ça coûte si cher ? »

⁸ Ou en français « blanchiment écologique », qui consiste pour une entreprise à orienter ses actions marketing et sa communication vers un positionnement écologique.

⁹ Compteur électrique nouvelle génération. [Présentation par Enedis](#)

Il faudrait aussi leur demander d'accélérer sur la voiture à hydrogène et la voiture électrique pour faire en sorte que chacun puisse en acheter une parce que c'est trop cher et ça ne se justifie pas. »

AUTRES SUJETS

Supprimer loi sur secret des affaires¹⁰

15

RETRAITES

Suppression de la CSG et de la désindexation des pensions pour les retraités

21

3

Un participant : « Ce débat est intéressant mais le point principal qui manque dans les thèmes proposés, c'est les salaires et le pouvoir d'achat : c'est quand même le fond du problème ! On est ici dans une assistance ou il y a beaucoup de retraités, on est bien placés pour parler du pouvoir d'achat parce qu'on nous tape dessus (CSG, désindexation des retraites) alors qu'il y a 100 milliards d'€ d'évasion fiscale... C'est pas les retraités qui faut taper c'est là où il y a de l'argent ! »

Une retraite digne pour tous Universalité des pensions

12

5

2

Un participant : « Je souhaiterais une équité, une égalité des chances pour que ceux qui auront travaillé toute leur vie puissent avoir une pension digne du travail qu'ils ont produit sur 40,45 ou 50 ans. Les agriculteurs par exemple n'ont aujourd'hui pratiquement rien du tout, souvent en dessous de 1000 euros. Je suis pour une universalité des pensions pour que personne ne travaille toute une vie pour rien et qu'on puisse vivre dignement de sa retraite. On ne souhaite qu'une chose, c'est que la retraite par répartition et par points continue. »

DEPENDANCE

Plan National sur la dépendance

10

Un participant : « Plus ça va aller, plus la démographie des personnes âgées va se développer et, d'une part, le coût dans les EPHAD actuellement est relativement élevé (il y a des personnes qui ont du mal à faire face et ce sont souvent les enfants qui doivent participer) et d'autre part, il n'y a pas actuellement suffisamment d'établissements et de personnel compétents pour accueillir ces personnes âgées dépendantes. »

Revaloriser en urgence les métiers de l'accompagnement

12

Une participante : « Il faut absolument former des aides-soignantes et des aides médico-sociales pour les personnes âgées, à la fois chez elles et en EPHAD. C'est une urgence car ça manque cruellement : il faut revaloriser ces métiers et les rendre attractifs par une paye correcte pour qu'ils attirent les jeunes. »

LOGEMENT

Plafonnement des loyers (pour les jeunes)

4

Un participant : « Les jeunes ont de plus en plus de mal à se loger parce que c'est trop cher donc je suis pour un plafonnement des loyers »

Priorité à la lutte contre la présence de personnes à la rue

3

[Intervention dans la séquence « Fiscalité et dépenses publiques »]

Un participant : « Je suis frappée qu'en France au 21^{ème} siècle il y ait toujours des gens qui dorment dehors. Où va l'impôt ? Raoul Follereau¹¹ avait dit à l'époque de la guerre froide, « donnez-moi le prix de deux bombardiers et je réglerai la lèpre. » Je ne connais pas le montant pour régler le problème du logement en France mais je pense que ça ne doit pas être si élevé que ça. Que notre impôt aille là »

Priorité aux locations longue durée (civisme)

1

[Intervention dans la séquence « Fiscalité et dépenses publiques »]

Une participante : « On fait presque tous appel à Airbnb et dans les grandes villes comme à Paris, Lyon ou Marseille, combien de personnes qui sont propriétaires d'appartement préfèrent le louer au week-end plutôt qu'au mois à des gens qui en auraient besoin ?

Il faut faire des efforts et passer par des systèmes de location adéquats, c'est aussi une question de civisme ! »

¹⁰ [Texte complet de la loi sur Legifrance](#)

¹¹ Ecrivain français, créateur de la journée mondiale contre la lèpre.

POUVOIR D'ACHAT

Augmenter les salaires

11

Un participant : « Il faut augmenter les salaires de manière décente pour ne pas que ce soit ceux qui ont un tout petit peu qui donnent pour ceux qui n'ont pas grand-chose

On a vu dans l'actualité Carlos Gohn, qui ne sait plus où mettre son fric et on va bientôt demander à nos retraités de donner de l'argent pour nos enfants parce qu'ils ne gagnent pas assez d'argent : le SMIC est trop bas¹². Il faut augmenter le SMIC de manière décente pour que les gens puissent vivre parce que ça va relancer la consommation c'est ça le moteur de l'économie ! »

EDUCATION

Mise sous tutelles régionale des formations professionnelles

3

Un participant : « Je voudrais parler des 1 500 000 jeunes en France qui sont sans emploi et sans formation. Ce nombre est en grande partie alimenté par les 100 à 110 000 jeunes qui sortent chaque année du système éducatif sans diplômes. Ma proposition soient mis sous tutelle régionale l'ensemble des formations professionnelles, les lycées professionnels, les centres d'apprentissage...et que les jeunes puissent passer d'un statut à un autre selon leurs besoins et leurs capacités. »

¹² Montant du Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance mensuel au 1^{er} janvier 2019 : 1 521,22 € brut soit un peu moins de 1200 € nets

CONFIGURATION DE LA SALLE



EN FIN DE REUNION, VOTE PAR « GOMMETTES » DES PARTICIPANTS



Photos des panneaux par thèmes avec les contributions retranscrites au fur et à mesure et le « vote » par gommettes



L'ORGANISATION DE L'ETAT ET LES SERVICES PUBLICS

CONSERVER
ENQUÊTE
PUBLIQUE
TRADITIONNELLE

REGROUPER
COMMUNES

REDUIRE
MILLE FEUILLES
ADMINISTRATIF
→ CIVISME DES ÉLUS

SIMPLIFICATION
ADMINISTRATIVE
EFFICACE
→ ~~Interlocuteur unique~~

Interlocuteur
unique pour
chaque service

RETABLIR
VRAIS INTERLO-
CUTEURS
(@ de boîtes locales)

SUPPRIMER
LE
DEPARTEMENT

Fonctionnaires
et élus
qui écoutent le
peuple

Art 72 de la Constitution
décentralisation
à mettre en œuvre
rapidement

RENFORCER
REGIONS

PLAFONNEMENT
DES
LOYERS (→ Jeunes)

RENFORCER
COURS DES
COMPTES
(décisions opposables)

AUTRES

SUPPRIMER
LOI SUR SECRET
DES AFFAIRES

PLAN NATIONAL
SUR LA
DEPENDANCE

SUPPRESSION
CSG et
Desindexation
pour retraites

INTERROGATION
DU MODÈLE DE
CROISSANCE
CENTRÉ SUR
METROPOLES

REVALORISER
EN URGENCE
METIERS DE
L'ACCOMPAGNEMENT

UNIVERSALITE
DES
PENSIONS

MISE SOUS TUTELLE
REGIONALE DES
FORTIATIONS
PROFESSIONNELLES

AUGMENTER
LES SALAIRES

UNE
RETRAITE
DIGNE POUR
TOUS

LA DEMOCRATIE ET LA CITOYENNETE

Utiliser
le
référendum.

Prise en compte
du vote blanc
pour diriger
l'absentéisme.

Vote
obligatoire
et seul d'éligibilité.

RIC.
Donne idée,
mais à bon escient.

Les élus doivent avoir
conscience de la déperdition
Plus de concertation
sur des projets locaux.

Peu par communes
↳ P.M.I.
plus rationalisé.

RIC.
Prise en compte
si +50% participent.

Reintroduire
l'inscription civique
dans les écoles
Apprendre à "vivre ensemble".

Multiplier les
réponses
élus / citoyens.

Rendre le vote obligatoire
Sauf en cas de
vote en ligne.

Plus d'occasions
de débatte.
Gagner ce soir.

Repenser l'Europe
Plus de souveraineté.

EUROPE.
des députés plus
proches.
Plus de transparence.

Introduction de
la proportionnelle
dans les élections
diverses.

de civisme :
s'écouter
se parler.
se comprendre.

2019/02/12

LA TRANSITION ECOLOGIQUE

Eau :
économiser.
préservé

Taxer le
Heroséje

Rehabilité
l'eau dans les
démoties.
Réapprendre l'eau.

des déchets :
Sensibiliser les
mauvais élèves.
eviteilles sandwichs.

L'économie l'énergie
avait de développer
les énergies renouvelables

Des énergies
compatibles avec
l'éco-système.

Accepter en vrac.
Supprimer les herbicides
en pastillage.

Changement d'igne :
venir à l'igne solaire.

des voitures
électriques :
pourquoi cest d'qs ?

Supprimer
rapidement
le glyphosate.

AIDER FINANCIÈ-
REMENT
ENTREPRISES
VERTES

Favoriser le
télé-travail.

Promouvoir les
voitures à
hydrogène.

Relocaliser
les productions.

Développer des
filieres de recherche
et développement
Tous les territoires
ruraux

Transition écologique :
faire une prospective
en matière d'emplois
et de formations

Véhicules électriques :
une nouvelle solution

Hydrogènes :
rattraps le retard.

Energie nucléaire :
des effets collatéraux
importants
↳ passer aux
énergies renouvelables.

Refus du dinky.

Produire
et
consommer
local.

Transition écologique :
des substrations
nouveaux cités.
(Pôles producteurs).

Promouvoir et
développer les
transports collectifs

2019/02/12



Conseil de Développement

Golfe du Morbihan Vannes Agglomération — Arc Sud Bretagne — Questembert Communauté

Le grand
débat national

**Date et horaire : Vendredi 22 février 8h30-
20h30**

**Lieu : Salle polyvalente « le Triskell »
- Ploeren (56880)**

COMMUNICATION

La réunion a été annoncée dans la presse locale et enregistrée sur le site du Grand Débat National.

Le Conseil de développement a créé un « évènement » sur sa page Facebook.

DEROULE DE LA REUNION

Une cinquantaine de personnes présentes. 2h de réunion.

Equipe d'animation composée de 4 bénévoles du Conseil de développement et de l'animatrice salariée.

En tout, 69 contributions ont été placées par l'équipe d'animation sur des panneaux pendant la réunion (voir photos en fin de document)

Pour plus de cohérence dans la synthèse, certaines contributions ont été déplacées d'un thème à l'autre.

REGLES ET METHODE

Les participants ont été invités à s'exprimer au micro autour des quatre thèmes décidés par le Président de la République, non exclusivement. Ils étaient libres de s'exprimer sur les sujets de leur choix.

Les contributions étaient affichées sur des panneaux au fur et à mesure, et les participants ont été invités à la fin de la réunion à positionner des gommettes vertes et rouges sur celles-ci pour les soutenir ou les contester (voir photos du résultat final en fin de document).

NB : le nombre de gommettes n'était pas limité par personne et tous les participants ne sont pas restés pour cette séquence. Il ne s'agit pas d'un « vote » représentatif mais d'une possibilité supplémentaire d'expression, qui nous permet de visualiser l'engagement suscité par les différents propos (Nombre de gommettes apposées indiqué dans les cartouches en face de chaque sujet. Taille de police agrandie pour les contributions ayant suscité le plus de réactions).

CONTENU DES ECHANGES

NB : Les contributions sont réunies selon les thèmes proposés par le Président de la République, avec en plus un thème « Autres sujets ». Les « sous-catégories » indiquées ont été créées par le Conseil de développement pour plus de lisibilité, elles n'ont pas été validées par les participants.

Les citations ont été retranscrites à partir d'un enregistrement sonore. Elles ont été simplifiées pour une forme plus lisible, en collant au plus près possible des mots des participants.

ORGANISATION DE L'ETAT ET DES SERVICES PUBLICS

Réduire le mille-feuilles administratif

7

Moins de comités, Plus de pouvoir

Un participant : « Il y a beaucoup de commissions en France, entre autres la commission du conseil économique sociale et environnemental, c'est Mme Jouanno qui avait été prévue pour le grand débat si je ne m'abuse, et elle s'est désistée¹³.

Ces commissions, qui ne sont que des commissions consultatives, il en y a à peu près une vingtaine. Elles servent à quoi ? J'aimerais le savoir, puisqu'au niveau fiscal, je pense que l'on a beaucoup trop d'impôts à payer pour payer ces gens-là. Avant de nous imposer, l'Etat doit d'abord faire des restrictions ou des économies. Il y a trop d'élus, trop de commissions rien qu'au niveau de notre région on a la Région, le Département, l'Agglo, la Mairie...à un moment, arrêtons le mille-feuilles ça nous coute beaucoup trop d'argent ! Qu'on supprime une grande partie de ces comités, et que ceux qui restent ne soient plus consultatifs et aient une efficacité ! »

EMPLOI PUBLIC

Non à la précarité dans le service public

4

Une participante : « Il y a un scandale dans la fonction publique qu'elle soit hospitalière, territoriale ou d'Etat. L'Etat emploie des gens de plus en plus pour des emplois précaires. Moi j'ai rencontré des infirmières à l'hôpital de Vannes, ça fait 6 ou 7 ans qu'elles sont infirmières et elles ne sont pas titularisées, elles restent toujours à 1500 euros par mois, et c'est sur tout le territoire français que ça existe ! On dit qu'il faut supprimer les fonctionnaires mais on ne les supprime plus : on les emploie sous contrat pendant des années, si bien que les personnes n'évoluent pas dans leur carrière. Je suis une ancienne cadre de la Fonction Publique Hospitalière et franchement je n'aurais pas envie d'y rentrer actuellement, quand on voit comment ils sont exploités et n'ont pas d'ascenseur social, parce qu'on les titularise plus.

Il y a un fossé qui s'est creusé : il y a des gens qui sont privilégiés à fond et il y a un disfonctionnement sur la redistribution. Monsieur Macron disait toujours : il faut que du haut ça descende en bas. Moi je pense que ça ne descend pas beaucoup en bas ! »

RURALITE

Présence minimum du service public dans la ruralité

4

Un participant : « Je ne sais pas si c'est le cas en Bretagne mais je viens d'un département du centre de la France, le Cantal, où ça devient un véritable désert des services publics. Les gens dans les villages se retrouvent sans plus personne : la Poste, les services fiscaux...il n'y a plus rien ! C'est quand même dommage qu'il n'y ait pas un minimum qui reste en place dans certains bourgs ! »

Egalité pour tous pour internet

1

La connexion internet pour tous

2

Un participant : « Ça fait un an et demi que j'habite à Ploeren et je n'ai pas internet. Aujourd'hui, internet est primordial, vital : on y paye nos impôts, on contacte le médecin, on joint nos enfants qui, eux, travaillent dessus, alors que fait l'Etat à ce niveau-là ? »

Une participante : Nous sommes tout un groupe d'une zone rurale qui est plutôt abandonnée. Pour internet, on est sortis d'une zone blanche il y a dix ans et on nous a installé un NRA¹⁴ à 4,5km, 3 ans de combat pour avoir un débit ridicule ! On se retrouve à nouveau dans une impasse face aux investisseurs (pouvoirs publics, Orange...) et donc on continue à avoir de très gros problèmes. On s'est manifesté dans la presse, on a fait des réunions et il n'y a rien ! L'Agglo et Orange n'ont pas réussi à s'entendre et comme on est maintenant en « zone grise », on

¹³ Chantal Jouanno préside la Commission Nationale du débat Public (CNDP) qui est une autorité administrative indépendante (même statut que la CNIL par exemple) et a pour objet de « faire respecter et d'assurer la correcte mise en place des procédures de démocraties participative prévues par la loi » ou volontaires. Elle organise les débats publics autour de grands projets. Son rôle n'est pas consultatif. Chantal Jouanno s'est retirée en janvier du Grand Débat National, mais reste la présidente de la CNDP, qui poursuit ses activités habituelles (voir sur son [site internet](#))
La CNDP n'a pas de lien direct avec le Conseil Economique, Sociale et Environnemental (CESE). Le CESE est la 3^{ème} chambre de la République, avec l'Assemblée Nationale et le Sénat, il s'agit d'un conseil consultatif qui conseille le gouvernement sur l'élaboration des lois et les orientations des politiques publiques. Voir son [site internet](#).

¹⁴ NRA= Nœud de Raccordement d'Abonnés : local technique sécurisé au sein duquel sont raccordées toutes les lignes téléphoniques appartenant à la même boucle locale.

ne peut pas accéder aux services de Megalis¹⁵, Orange ne va déployer sa fibre qu'en zone dense ... donc c'est de la galère quotidienne notamment pour les foyers avec ados !

La fibre c'est la seule solution, puisque de toute façon le cuivre va être abandonné par Orange !

On n'a pas été entendus, on a pas été écoutés et aujourd'hui on est méprisés, par contre les impôts on le paye autant que les autres ! En zone rurale, on a le droit aux mêmes services que les autres ! »

FISCALITE ET DEPENSES PUBLIQUES

Faire apparaître le mot élus dans le financement

2

Un participant : « Dans la [Lettre aux Français](#) du Président de la République, on nous dit que l'impôt finance les services publics (les profs, les pompiers, les militaires les magistrats etc.) et je ne vois pas les élus. Si on fait une énumération je ne vois pas pourquoi les élus n'y apparaissent pas... c'est quand même une part importante des impôts qui part pour les financer donc ça me choque de ne pas les voir apparaître dans la liste ! »

Pouvoir appréhender ce qu'on paye à l'Etat et ce qu'il nous offre

Un participant : « Moi je voulais souligner que dans les gens qui sont payés par l'Etat, il y a les personnels hospitaliers, les enseignants... donc je pense que les taxes et les impôts même si, c'est sûr, il y a des choses à revoir, il ne faut pas oublier qu'on alimente quand même la population des fonctionnaires et que c'est nécessaire. Inversement on sait qu'on est beaucoup taxés mais il y a aussi beaucoup de choses qui sont données aux gens sous forme d'aides. On est l'un des pays où il y a le plus d'aides sociales donc je crois qu'il faut bien réfléchir à ce qu'on fait entre les taxes d'un côté et les aides sociales. »

EQUITE FISCALE

Impôts pour tous

5 1

Mieux adapter les tranches d'imposition

3

Un participant : « Je pense qu'il serait logique que tous les citoyens payent l'impôt sur le revenu, même pour des sommes symboliques. Ça me semble important qu'on ait une vision globale au sein de la population. Il faut aussi des tranches qui soient adaptées au revenu de chacun et je pense qu'une tranche supplémentaire vers le haut est nécessaire pour qu'il y ait un équilibre au niveau de la fiscalité et des citoyens. »

Moduler la TVA : 0% sur les produits de première nécessité

2

Baisser les taxes pour permettre à tous les citoyens de payer l'impôt sur le revenu

2

Un participant : « Je suis d'accord avec le principe de l'impôt sur le revenu pour tous : c'est le seul impôt qui est juste puisqu'il est directement lié aux revenus. 50% des français ne le payent pas et je suis pas sûr que dans la salle ceux qui ne payent pas d'impôt seraient d'accord pour le payer en plus du reste. Le « gilet jaune » type c'est un couple de travailleurs avec des enfants ils ne payent pas d'impôt mais ils ont quand même des difficultés financières en fin de mois, donc il faut compenser le fait de payer l'impôt sur le revenu par une baisse de la fiscalité ailleurs comme sur la TVA, en la mettant à 0% sur les produits de première nécessité et en la baissant dans d'autres domaines. Il faudra forcément compenser la hausse d'un impôt par la baisse d'autres taxes »

Pas d'impôts sur l'impôt

3

Un participant : « J'avoue que j'ai vraiment du mal à accepter de devoir payer de la TVA sur des taxes, par exemple sur les carburants il y a tout un tas de taxes qui s'alignent les unes derrière les autres et au bout du compte on nous taxe encore avec la TVA. »

Rendre l'impôt plus simple et plus compréhensible

3

Une participante : « Il faut demander au service des impôts qu'ils soient beaucoup plus pédagogiques dans leurs documents parce que c'est très compliqué et très facile de se tromper. »

RETRAITES

Plus de priorité à ceux qui ont payé et cotisé en France

1

¹⁵ [Mégalis](#) : Syndicat mixte piloté par les collectivités territoriales (Région, départements, agglomérations... et qui a en charge le développement du haut-débit sur le territoire

Un participant : « Moi je voudrais savoir pourquoi qu'une mère au foyer n'a pas de retraite parce qu'elle n'a pas cotisé bien sûr et qu'une étrangère qui arrive elle en a une. On se demande laquelle est française... »

Un autre participant (à propos de l'Europe): « Ce qui me choque aujourd'hui au niveau de l'Europe : vous avez une famille bulgare qui arrive en France vous avez une personne bulgare qui a plus de 60 ans qui arrive en France elle a le droit à 960 euros par mois de retraite et elle n'a jamais cotisé ! »¹⁶

Remettre la demi-part¹⁷ pour les veufs/veuves

5

Une participante : « Il faut absolument remettre la demi-part pour les retraités veufs puisqu'ils touchent systématiquement un salaire et demi avec la demi-pension du conjoint, et un salaire et demi pour une part fiscale c'est énorme ! »

Réforme des régimes spéciaux de retraite

3

Egalité des citoyens face à la retraite

3

Une participante : « Je trouve absolument anormal qu'il y ait des différences de conditions de départ à la retraite qui soient aussi importantes. Comment on peut justifier qu'une personne puisse partir à la retraite entre 50 et 60 ans et que d'autres ne puissent pas ? Moi je suis infirmière et je partirai à 67 ans donc je voudrais savoir pourquoi des professions ont l'obligation de travailler autant ? Est-ce qu'il y a des professions qui sont "moins chanceuse" ? C'est difficile, mais il faudrait revoir tous ces régimes spéciaux qui sont absolument anormaux à mon avis. »

Indexation des pensions de retraite sur le coût de la vie

3

Trop de taxes pour les retraités. Trop d'impôt tue l'impôt

3

Augmenter le pouvoir d'achat

4

Impôts et taxes raisonnables

1

Un participant : « Je voudrais parler de notre pouvoir d'achat : taxe foncière, taxe d'habitation, taxe sur le gasoil, taxe sur ci, taxe sur là... On est étouffés, nous les retraités. On n'en peut plus le 20 du mois et pour nos enfants c'est pareil ! Que fait le gouvernement a ce niveau-là ?

Moi pour la transition écologique je veux bien que ce soit taxé mais toute taxe doit être raisonnable or je pense qu'on est sur un abus, on est étouffés ! Trop d'impôt tue l'impôt ! »

DEMOCRATIE ET CITOYENNETE

JEUNESSE

Favoriser la participation des jeunes et les impliquer dans la citoyenneté

3

Une participante : « Personne n'est responsable dans cette pièce mais je suis un peu déçue que les jeunes ne soient pas là. Je pense que ce serait bien qu'on les implique un petit peu par rapport à ce qui se passe en ce moment car c'est quand même eux qui ont l'avenir de la France entre les mains. Il faudrait que les jeunes, à partir du lycée, s'impliquent dans la citoyenneté, dans le respect de l'environnement là où ils vivent, parce que nous, on ne pourra pas tout changer, c'est eux qui doivent changer les choses ! »

Redonner aux jeunes une envie d'avenir

4

¹⁶ Il faut distinguer dans la protection sociale les systèmes d'assurance et d'assistance.

Pour les systèmes d'assurance (assurance maladie, prestations chômage, retraite...), les travailleurs versent une cotisation en fonction de leur revenu, et s'ouvrent ainsi des droits, notamment à une pension de retraite.

Les prestations d'assistance (minimas sociaux, allocations familiales) sont versées sous conditions mais sans nécessité de cotisation préalable et sont financées par l'impôt. L'ASPA, qu'on appelle communément le « minimum vieillesse » est un montant minimum garanti, qui n'est pas systématiquement versé intégralement mais en complément des revenus de la personne pour arriver à ce montant. Il est accordé aux français et européens dans les mêmes conditions, tandis qu'un étranger non européen doit pouvoir justifier de 10 ans de résidence légale en France. Il est versé aux plus de 65 ans sous conditions de ressources et s'élève à 868,2 € mensuels. Les pensions de retraite des personnes ayant cotisé pendant leur carrière peuvent être inférieures à ce montant mais elles ont dans ce cas le droit à un complément, à condition de le demander. Source :

[Service public](#)

¹⁷ Les veufs et veuves, qui touchent une part de la pension de retraite de leur conjoint décédé (pension de réversion) pouvaient jusqu'en 2014, déclarer une demi-part supplémentaire pour l'impôt sur le revenu. Cette possibilité est désormais réservée aux personnes ayant encore au moins un enfant à charge.

Un participant : « C'est vrai qu'il y a peu de jeunes qui participent au débat mais, pour avoir travaillé avec eux de nombreuses années, je crois que pour ceux qui vont faire partie de la classe moyenne, et de la classe ouvrière, l'horizon est passablement bouché. Ils ne voient pas du tout ce qu'ils vont devenir alors ils vivent au jour le jour, c'est le brouillard, et ils ne voient pas ce que la vie va pouvoir leur offrir. La solution vient peut-être par l'emploi, une vision de l'emploi qu'ils n'ont plus... Quand on entend quasi-quotidiennement des nouvelles sur des entreprises qui ferment, quelle perspective peuvent avoir des jeunes issues d'un milieu moyen ? Ils n'ont pas envie de s'impliquer ! »

MODALITES DE VOTE

Vote obligatoire

4

Prendre en compte le vote blanc

5

Un participant : « Je suis partisan du fait que le vote devienne obligatoire. Il faut que le vote blanc soit accepté et je trouve que c'est le minimum pour vivre en démocratie. »

ELUS

Exiger un casier judiciaire vierge pour tous les élus

20

Une participante : « On demande à bien des professions d'avoir un casier judiciaire vierge et pour les hommes de l'Etat (élus) ce n'est pas exigé et c'est bien malheureux ! »

Halte aux privilèges des élus (retraites...)

12

Un participant : « Moi ce qui m'a choqué, c'était monsieur Debré qui était au perchoir¹⁸ et a fait voter 6 mois avant sa démission une loi ou une personne qui est députée si elle n'est pas réélue, va toucher son salaire pendant 5 ans... Dans une entreprise quelle qu'elle soit quand on travaille 5 ans et qu'on est mis à la porte ou qu'on part, on n'est pas payés !

Autre chose, un député qui a un mandat de 5 ans a une retraite de 1500 euros à l'âge de la retraite, le double pour deux mandats...c'est cumulable 4 fois. Une personne qui a travaillé 20 ans va toucher 6500 euros de retraite ¹⁹! Moi j'ai bossé 47 ans je n'ai pas ça ! »

Députés trop absents

6 1

Un participant : « C'est vrai que quand on voit le train de vie là-haut c'est aberrant ! Il faut arrêter tout ça parce que ça nous coute très cher ! Je regarde de temps en temps les réunions à l'assemblée l'après-midi on les voit tous en train de regarder leurs téléphones (c'est à se demander si ça dort pas) et quand il y a des lois à voter, je sais même pas si y a les 50% dans la salle... »

Un autre participant : « Ce qui est choquant c'est que les députés, qu'ils soient présents à l'assemblée ou pas ils ont leur salaire de payé : moi demain je ne vais pas au travail, mon patron il paiera pas ! Je regarde les émissions à la télé et quand on voit des députés qui sont en train de dormir ou de lire leur journal pendant l'assemblée alors qu'ils sont payés c'est lamentable ! »

Réduire le train de vie des élus

2

Préserver la représentativité des élus/préserver la démocratie

2

Un participant : « Je suis étonné des propos qui sont globalement tenus au niveau des élus, des assemblées etc., et je trouve qu'il faut qu'on souligne quand même qu'on est en démocratie, qu'on est dans un pays qui a cette chance. Je pense que nous avons le pouvoir de voter, de choisir les gens qui sont mandatés par nous les citoyens pour faire les choix et qu'il faut garder la démocratie, garder des élus il faut garder des votes »

Reconnaître le travail des élus et rémunérer en conséquence

3

¹⁸ « Perchoir » : surnom donné à la Présidence de l'Assemblée Nationale. Jean-Louis Debré a occupé ce poste de 2002 à 2007

¹⁹ Le système de protection sociale des députés a été réformé pour se rapprocher de celui des salariés.

La fin de leur mandat leur ouvre des droits à une indemnité chômage alignée sur le régime des salariés : 57% de l'indemnité parlementaire de base, soit 3191 € bruts, pendant 5 ans maximum s'ils ne trouvent pas d'emploi.

Concernant leur retraite, les députés cotisent pendant leur(s) mandat(s) à la Caisse de pensions des députés et anciens députés. La pension est calculée sur le même principe que celle des fonctionnaires.

Source : [Assemblée nationale](#)

Voir aussi cet article de synthèse du journal [Le Monde](#)

Un participant : « Je suis un peu désolé qu'on matraque en ce moment députés, sénateurs et même les maires ! Je voulais rappeler que, quel que soit les élus, ce n'est pas un métier, c'est une fonction et ils sont indemnisés. Ils sont sur le terrain aussi ! Les députés et les maires ils ont un sacré boulot et moi je leur tire un grand coup de chapeau ! Je pense qu'il y a un travail des élus qu'on imagine pas et je pense qu'il est légitime de les indemniser. »

FONCTIONNEMENT LEGISLATIF

Rendre les lois plus efficaces Supprimer les niches fiscales Minimum de votes pour une loi

3	
4	1
4	

Un participant : « On s'aperçoit que quand il y a un problème particulier en France, c'est l'habitude, on crée une nouvelle loi et on la fait financer avec une niche fiscale ou un truc comme ça ; et on s'aperçoit quelques temps après que finalement ça n'a pas servi à ce qu'on voulait. Y en a qui se sont enrichi c'est à dire tous les intermédiaires - pas seulement l'Etat mais plutôt les entreprises etc. qui s'engouffrent dans les niches dites fiscales - et finalement ça ne va pas là où ça devait aller. »

Un autre participant : « Rendre le vote obligatoire je suis pour, mais quand on voit que le dernier vote à l'assemblée a été fait avec 57 députés sur 500...le vote devrait être obligatoire aussi à ce niveau-là ! D'ailleurs il y a une loi qui a été votée : 57 participants dans l'assemblée et la loi a été votée avec 35 contre 20, vous trouvez ça normal ? Moi ça me choque ! »

Renforcer la présence et les votes des élus au niveau de l'Assemblée nationale et du parlement européen

2

Pas de nouvelles lois avant de vérifier les anciennes lois Faire des lois applicables

2

3

Un participant : « On entend quotidiennement que des nouvelles lois sont votées et je m'interroge sur les lois déjà existantes : que sont-elles devenues ? Est-ce qu'elles sont regardées avant d'en créer de nouvelles ? Je n'en suis pas persuadé. On fait un empilement de nouvelles lois sans s'occuper de ce qui existe déjà et je crois que ça serait nécessaire qu'il y ait une recherche effectuée avant de proposer quelque chose de neuf. Il faut aussi vérifier qu'elles soient applicables parce qu'il y en a quand même pas mal qui restent en rade avec, pour certaines, des décrets d'application qui ne voient jamais le jour »

Préserver le contre-pouvoir du Sénat

1

2

Un participant : J'ai été très heureux en tant que citoyen de voir le rôle de contre-pouvoir du Sénat dans l'affaire Benalla et j'estime qu'ils ont fait un excellent travail donc je ne suis pas persuadé qu'ils ne servent à rien. »

EUROPE

NB : Ces remarques ont été faites, après que l'animateur ait proposé d'évoquer le sujet.

Territorialisation des dépenses européennes

3

Une participante : « Moi je ne suis peut-être pas assez impliquée et je vois de ma petite lorgnette mais l'Europe va mal et nous avons des difficultés avec les échanges entre nos pays. Les agriculteurs dépendent trop de l'Europe et des décisions européennes de Bruxelles, les pêcheurs aussi sont en difficulté, donc moi je ne suis pas contre l'Europe mais actuellement l'Europe c'est un petit peu déroutant et je crois que notre pays en bave à cause de l'Europe, de leurs normes et de leurs décisions. On est à plat ventre devant eux et du coup dans notre pays on est dans la misère et on a du mal à joindre les deux bouts ! Je pense qu'on est beaucoup trop nombreux dans l'Europe et du coup elle n'avance pas, parce que les autres pays donnent chacun leurs arguments, ce qui est normal, mais je pense que nous on en pâti... »

Uniformiser les règles pour une cohérence globale en Europe

4

Une participante : « Pour l'Europe, il faudrait qu'il y ait une unification au niveau des charges patronales notamment. Vous avez des transporteurs qui viennent de l'étranger et ils n'ont pas du tout les mêmes conditions de travail donc on peut pas parler d'égalité entre tous les gens qui travaillent au niveau de l'Europe : les Français ils peuvent plus rivaliser avec tout ça ! »

TRANSITION ECOLOGIQUE

AGRICULTURE

Priorité à l'alimentation humaine dans l'agriculture

4

Un participant : « Aujourd'hui on incite les agriculteurs à investir dans des outils de méthanisation (qui coutent 2 millions d'euro) qu'on va alimenter avec du maïs pour la fermentation. Résultat : ça fait monter le prix du maïs, la pression foncière... et pendant ce temps-là effectivement on a des gens qui meurent de faim, qu'on n'arrive pas à nourrir. On n'essaie pas de réfléchir un peu plus loin, c'est un effet de mode. »

Harmonisation des normes européennes pour l'agriculture Plan pour l'agriculture à moyen terme Désinstitutionnaliser l'agriculture

3

2

2

Un participant : « Je travaille dans l'agroalimentaire et je sais ce qui se passe dans la vie de tous les jours : il n'y a pas très longtemps, la France était le premier producteur laitier européen et c'était la même chose en activité porcine et en volailles. Sauf qu'aujourd'hui la France est le meilleur élève, applique toutes les réglementations qui s'imposent et on s'est fait doubler par les Polonais qui produisent aujourd'hui plus de volaille que nous, les Espagnols qui produisent plus de cochons... donc on est passé 3ème ou 4ème quel que soit les espèces ! Pourquoi ? Parce qu'on a subi des distorsions de concurrence énorme, nous on a appliqué les réglementations, les Espagnols ont fait tout et n'importe quoi et on les a laissé faire, les Allemands travaillent dans les abattoirs avec des travailleurs détachés²⁰ (des Roumains, des Polonais etc.) dont les salaires sont beaucoup plus bas. Résultat : ils nous ont piqué toutes nos parts de marché et nous on laisse faire ! On comprend bien qu'il faut attendre que les pays émergents nous rattrapent, on leur laisse le temps de gérer la progression sociale mais est ce qu'on a au moins un plan à 5 ans ou 10 ans pour se dire que demain on aura encore une agriculture ?

Aujourd'hui, ce qui est aberrant c'est qu'on a des Chambres d'agriculture qui sont financées par les pouvoirs publics, qui font des essais pour des vaches laitières qui produisent 5000 kilos de lait alors que tous les concurrents sont à 9 ou 10 000... Nos chambres d'agriculture ont des augmentations de salaires exponentielles, des pertes de résultat énormes et derrière on paye des conseillers pour les éleveurs, des prescripteurs pour donner des conseils complètement inadaptés qui font plaisir aux instances parisiennes (des gens qui n'ont jamais vu ni une vache ni un cochon de près) »

ENERGIE

Taxer le kérosène

2

Taxer tous les carburants (Kérosène, fuel lourd etc.)

2

Une participante : « On nous ennuie beaucoup au niveau de la voiture et quand on voit la quantité d'avions qui circulent...Et là, le kérosène est pas taxé donc il y a quelque chose qui est pas clair ! »

Un participant : « C'est vrai pour tous les carburants, parce que des bateaux qui consomment du fioul lourd quand on ramène des produits de chine etc. ça a un cout et ça fait du carbone aussi ! Mais ce n'est pas une décision seulement française c'est international »

ENERGIE/GRANDS PROJETS

Transparence et honnêteté des projets éoliens

1

Un participant : « J'aimerais que la présentation d'un projet éolien soit faite d'une façon tout à fait honnête et sincère, en respectant les normes qui sont en vigueur et sans piper les dés lors de la présentation du projet. J'ai eu l'occasion de participer à plusieurs débats sur des implantations d'éoliennes et il y a une pression énorme des lobbys de ces systèmes sur les élus et sur la population des lieux où elles doivent être implantées. Il y a des pylônes d'éoliennes qui e retrouvent à moins de 200m d'une habitation alors que la loi définit un minimum de 1000 mètres. »

Plus d'acceptation des grands projets par les citoyens Non au référendum citoyen

3

4

²⁰ Travailleur détaché : employé salarié d'une entreprise européenne, « détaché » pour aller travailler dans un autre État membre. Son salaire et ses conditions de travail dépendent du pays d'accueil, tandis que les cotisations sociales sont celles du pays d'origine.

Un participant : « Je voudrais revenir sur les projets qui sont choisis et une fois que ce projet est lancé, les gens bloquent localement. (...) C'est un choix citoyen de dire « faut que j'accepte des éoliennes pas loin », des voitures qui soient plus propres etc.

On se heurte à ce problème là et ça pose le problème du référendum et des choix qu'on peut poser. Le référendum citoyen moi j'y crois pas du tout parce que faire voter les gens -c'était le cas par exemple pour l'aéroport de Nantes- pour que le vote ne soit pas respecté parce que y a une minorité battante qui empêche le truc... »

Représenter le citoyen face aux lobbys

2

Un participant : « Dans les projets éoliens ou dans d'autres grands projets, pour pouvoir lire 300, 400 ou même plusieurs milliers de pages d'un dossier technique présenté par un lobby il faudrait des fonctionnaires bien payés pour les lire et en faire une synthèse efficace. En tant que citoyens, on profiterait éventuellement de leurs conclusions. Qui payons nous face aux lobbys ? qui peut représenter le citoyen face aux lobbys ? »

DEPLACEMENTS/VOITURES

Aménagement des voies en circulation douce (pistes cyclables...)

3

Développer transports collectifs en zone rurale

3

Une participante : « Il faut des aménagements notamment de pistes cyclables pour pouvoir aller de la campagne au bourg sans systématiquement prendre la voiture. On ne peut même pas y aller à pied parce qu'il n'y a pas de bas-côté où on peut marcher et c'est extrêmement dangereux, donc on est obligés de prendre la voiture systématiquement : on a pas le choix ! »

Une autre participante : « On est nombreux à vouloir aller dans la transition écologique sauf que si on ne nous donne pas les moyens de le faire je vois pas comment on peut s'en sortir... Actuellement en zone rurale on est obligés de prendre la voiture puisqu'il n'y a pas de transports en commun donc on demande le développement des transports doux là où il y a des besoins (à la demande, en transports collectifs, transports doux, des voies cyclables...) »

Promouvoir la voiture à hydrogène = pollution 0

2

Un participant : « Il y a des voitures qui existent à l'hydrogène. Le Japon a maintenant des voitures à hydrogène, Volvo est en train d'en sortir, il y a une société à Paris qui en a 40... L'hydrogène, sur le plan écologique c'est 0 : c'est de l'eau ! Mais vous savez combien y a de pompes à hydrogène en France ? 4 !

J'aimerais bien que les écologistes s'emparent du sujet. On les cache aujourd'hui mais vous pouvez vous renseigner ça existe !²¹ »

Vision claire de la voiture écologique

3

Une participante : « J'aimerais que le gouvernement nous explique où il veut aller avec la voiture, parce qu'entre le fioul, la voiture électrique et tous les futurs développements dont on entend parler, on ne comprend plus rien et on perd un peu confiance ! Qu'il nous explique ce qu'il veut et où il veut aller de façon beaucoup plus claire ! Quel est le futur des voitures qu'on a aujourd'hui ? On a l'impression qu'on passe d'un truc à l'autre et qu'à peine une mesure est prise, elle est complètement rendue caduque par une autre... »

AUTRES SUJETS

Urgence d'agir pour les SDF et les pauvres

8

Un participant : « Nous sommes en 2019, est-il normal qu'il y ait 8 millions de pauvres et 200 000 SDF ? »

INFORMATION

²¹ Les avantages écologiques de la voiture à hydrogène font débat, la production du carburant étant encore très coûteuse en énergies fossiles. Voir par exemple [cet article de L'Argus](#)

Encourager le citoyen à s'informer

1

Un participant : « J'ai entendu qu'on se plaint du non travail de nos députés, mais on peut trouver l'info²² et savoir ce que fait le député : quelle loi il vote, à quelle commission il participe etc. En tant que citoyens, on a accès à une quantité d'information importante mais avons-nous envie d'aller la chercher ou voulons-nous rester dans nos idées toute faite et ne pas en sortir ? Il y a certainement besoin d'en connaître davantage et de plus de transparence mais il faut que les citoyens fassent leur travail et trouvent le temps de s'informer. On a quand même accès à beaucoup d'informations, et il y a aussi des médias indépendants qui font bien leur travail. »

Accès à l'information pour le citoyen/donner une information transparente, juste et sincère

2

Favoriser l'accès à la bonne information

1

Un participant : « Plusieurs choses ont été dites ce soir et c'est vrai qu'on pourrait en débattre pendant des heures puisqu'on est pas d'accord sur les chiffres etc. Moi en tant que citoyen, je m'estime chanceux de pouvoir lire, de pouvoir essayer de comprendre, décrypter, lire éventuellement plusieurs médias pour me faire ma propre idée mais ce qui me pose problème, c'est qu'à voir la crise de la démocratie de la participation citoyenne dans les différents votes et la mobilisation aujourd'hui notamment des « gilets jaunes » un peu partout, on s'aperçoit qu'il y a une défiance vis à vis de l'information donnée. On est seuls face à des informations ou on a trop d'informations et au final, plus personne ne croit en rien... Donc il faut de la transparence et j'irai même jusqu'à la pédagogie : donner l'information la plus réaliste possible, la plus juste possible pour que tout le monde puisse vraiment se faire une idée. »

Réseaux sociaux : qui parle ?

1

Pour un meilleur encadrement des réseaux sociaux

2

1

Une participante : « Sur la communication en général, je demanderais au gouvernement qu'il fasse vraiment quelque chose pour les « fake news » parce que c'est vraiment un poison ! Qu'il demande aux réseaux sociaux d'être capables de savoir qui parle ! Parce que quand quelqu'un parle mal, il faut qu'ils soient capables de lui dire qu'ils parlent mal. Qu'on arrive à mieux « surveiller » les réseaux sociaux et surtout les mauvaises informations. Il y a quand même 27 millions de personnes qui sont sur Facebook en France, qui s'y expriment et pas toujours de façon respectueuse. Qu'on sache qui parle ! La deuxième chose c'est demander au gouvernement qu'il fasse une campagne pédagogique pour apprendre aux gens à se servir des réseaux sociaux. »

EMPLOI

Plus de souplesse dans la réglementation sur le temps de travail

1

Un participant : « Les 35 h, c'était bien beau au départ : on faisait 35 heures pour être payé 39 mais ça n'a pas duré ! Maintenant c'est la précarité ! Alors si les gens veulent travailler 39 heures et que l'entreprise est d'accord je ne vois pas pourquoi on les empêche ! Moi j'ai fait plus de 39 heures par semaine : 40, 50... et je ne suis pas mort pour autant ! Qu'on laisse les gens travailler comme ils veulent ! »

Valoriser la formation professionnelle vis-à-vis des jeunes et des professionnels

3

Une participante : « Depuis de nombreuses années, la formation professionnelle a été complètement défavorisée. Les enseignants n'ont pas du tout soutenu les jeunes qui n'avaient pas la possibilité de continuer à faire des grandes études pour, au moins, leur donner une chance dans une formation professionnelle. Ensuite, ils se découvrent et arrivent même à progresser et à faire de grandes études ! La formation professionnelle en France a été énormément négligée et du coup on se retrouve avec des jeunes qui n'ont aucun objectif et qui sont démunis car ils ne trouvent que des petits boulots où ils sont mal payés et exploités et c'est vrai que ça leur donne pas envie de travailler. »

Réhabiliter l'apprentissage

3

Une participante : « Il faut que les entreprises prennent des apprentis parce que les apprentis veulent faire un métier mais ne trouvent pas d'entreprise ! Je pense qu'il faut donner aux jeunes des tuteurs, des entreprises qui les prennent, afin d'avoir un bon métier. On manque de plein de catégories de métiers et elles ne sont pas valorisées par le salaire ni par l'accompagnement. »

²² Sur le site de l'[Assemblée nationale](http://Assemblée.nationale), ou par exemple [Nos députés.fr](http://Nos.députés.fr), « observatoire citoyen de l'activité parlementaire »

Un participant : Remettons en place l'apprentissage, parce que quand on a des gens qui ont envie de faire un métier, et qu'on leur dit « non, attendez 16 ans parce que vous ne pouvez pas », avant on sait qu'ils n'étudieront pas... Ils n'ont pas envie, ils ont envie de faire un métier manuel ! »

Revaloriser la notion de travail

5

Inciter chacun à remplir sa mission

2

Un participant : « A ce sujet-là, je dirais qu'il y a quand même beaucoup d'entreprises qui cherchent à embaucher et les jeunes, entre autres, ont un comportement étrange : ils restent deux jours, cinq jours et repartent ! Je pense que c'est un problème d'éducation, de conscience, d'effort et ça, c'est le rôle des familles en premier chef et puis après celui de la société et donc des responsables, les députés, les élus etc. pour inciter les gens à faire en toute conscience leur travail. »

Un autre participant : « J'ai un ami qui est maire d'une grosse station dans les Alpes et aujourd'hui il y a 40% des employés hôteliers qui sont étrangers. Ils ne trouvent pas d'employés et ont été obligés de prendre des Roumains, des Bulgares...dans beaucoup d'hôtels parce qu'il faut bien ouvrir. Là, moi je pense qu'il y a une priorité à redonner aux salaires et au travail, parce que vous avez beaucoup de jeunes qui disent « on va travailler 8 mois et on a le droit au chômage », c'est pas un droit le chômage !»

Revoir les conditions de travail dans l'hôtellerie et la restauration

3

Un participant : « Je voudrais rebondir là-dessus: dans l'hôtellerie, que je connais un petit peu, on trouve pas de personnes à embaucher. Mais il faut aussi voir à quel tarif ces gens-là sont payés, le nombre d'heures qu'ils ont à faire, quel type de contrat ils vont avoir, les logements qu'on va leur offrir pour pouvoir faire ce travail. Il y a plein de choses comme ça qu'il faudrait revoir. Je rappelle tout simplement que le SMIC hôtelier est de 200 euros inférieur au SMIC normal ! »

Pas de travail pour tout le monde - Comment vivre dignement ?

2

Un participant : « Il y a 600 000 offres d'emploi sur le site de Pôle Emploi et 5,5 millions de demandeurs d'emploi donc il est évident qu'il n'y a pas de travail pour tout le monde ! On a beau critiquer ceux qui, a priori, ont le luxe de ne pas investir le travail, mais on nous dit qu'en fait il n'y a pas de boulot pour tout le monde ! Nos jeunes s'ils sont pas là, c'est qu'aussi ils ont du mal à se projeter dans l'avenir puisque de toute façon... Comment construire une société avec cette problématique : il n'y a pas de travail pour tout le monde, le nombre de salariés est en baisse... ? Comment permettre à chacun de vivre dignement ? »

MEDECINE

Stop au numerus clausus en médecine

2

Une participante : « J'ai un point à ajouter et à faire remonter en haut lieu : le problème du numerus clausus²³ des étudiants en médecine. On est récemment arrivés en région Bretagne et on a des rdv chez un spécialiste que dans 6 mois ou plus, c'est une catastrophe ! »

CONFIGURATION DE LA SALLE

²³ Numerus clausus : limitation du nombre de personnes admises à poursuivre les études de médecine, sur concours, après la première année Le numerus clausus est fixé par arrêté signé par les ministres chargés de l'enseignement supérieur et de la santé.



EN FIN DE REUNION, VOTE PAR « GOMMETTES » DES PARTICIPANTS



Photos des panneaux par thèmes avec les contributions retranscrites au fur et à mesure et le « vote » par gommettes

AUTRES

la connexion internet
pour tous

Egalité pour
tous pour
internet.

Accès à l'information
pour le citoyen.
Donner une informa-
tion transparente.
et juste et sincère

Encourager le
citoyen à s'in-
former

Valoriser la formato
professionnelle vis à
vis des jeunes et des
professionnels

Plus de souplesse
dans la réglementation
Sur le temps de
travail

Pour un meilleur
encadrement des
réseaux sociaux

Favoriser l'accès
à la bonne
information

Urgence d'agir
pour les SDF et
les pauvres.

Réseaux sociaux:
Qui parle?

Réhabiliter
l'apprentissage

Revaloriser
la notion de
travail...

Stop au
numeros closés
en médecine

Revoir les conditions
de travail dans
l'hôtellerie et la
restauration

Pas de W pour H
le monde -
Comment vivre
dignement?

LA TRANSITION ECOLOGIQUE

Vision claire
de la voiture
écologique

Taxer le
Kerogène

Taxer tous
les carburants
(Kerogène, fuel
lourd, etc.)

Développer trans-
port collectif en
zone urale
(piste cyclable, bus,
piétons)

Aminagement
de voies en
circulation
douce (piste cyclable)

Plus d'acceptation
des grands projets
pour les citoyens

Transparence &
honnêteté des
projets éblins

Promouvoir la
voiture à hydrogène
= Pollution 0

PLAN POUR
L'AGRICULTURE
A MOYEN TERRE

Désinstitution-
naliser
l'agriculture

PRIORITE A
L'ALIMENTATION
HUMAINE DANS
L'AGRICULTURE

Harmonisation
des normes
européennes pour
l'agriculture

LA FISCALITE ET LES DEPENSES PUBLIQUES

Faire apparaître le mot élus dans le financement des élus.

Réduire le train de vie des élus

Mieux adapter les tranches d'imposition

Indexation des pensions de retraite sur le coût de la vie

↓ de Communes
↑ de Pouvoir

Pouvoir appréhender de ce qu'on paye à l'Etat et de ce qu'il nous offre

Impôts pour tous

Remettre la demi-part pour les veufs/veuves

~~Eviter~~
Supprimer les niches fiscales

Pas d'impôts sur l'impôt

Moduler la TVA sur produits première nécessité et

Trop de taxes pour les retraités
Trop d'impôts tue l'impôt.

Rendre l'impôt plus simple et plus compréhensible

Réforme des régimes spéciaux de retraite

plus de priorité à ceux qui ont payés et cotisés en Fce

Impôts et taxes raisonnables

Egalité des citoyens face à la retraite

Baisser les taxes pour permettre à tous les citoyens de payer l'impôt sur le revenu

Augmenter le pouvoir d'achat

L'ORGANISATION DE L'ETAT ET LES SERVICES PUBLICS

Réduire le mille
feuille administratif

Députés trop
absents.

Exiger un casier
vierge pour tous
les élus

Rendre les lois
plus efficaces.

Non à la
précarité dans
le service public

Présence minimum
du service
public dans la
ruralité.

Territorialisation
des décisions
européennes

Uniformiser les
règles pour une
cohérence globale
en Europe.

LA DEMOCRATIE ET LA CITOYENNETE

Prendre en compte le vote blanc

VOTE OBLIGATOIRE

Préserver la représentativité des élus
Préserver la démocratie

MINIMUM DE VOTES POUR 1 loi

Renforcer la présence et les votes des élus au niveau de l'assemblée nationale et du parlement européen

Préserver le Centre pouvoir du Sénat

HALTE aux privilèges des élus.
(RETRAITES...)

Faire des lois applicables

Pas de nouvelles lois avant de vérifier les anciennes lois

Représenter le citoyen face aux lobbys

Redonner aux jeunes une envie d'avenir

Non au référendum citoyen

Favoriser la participation des jeunes et les impliquer dans la citoyenneté

Reconnaître le travail des élus et rémunérer en conséquence

Insister chacun à remplir sa mission



Conseil de Développement

Golfe du Morbihan Vannes Agglomération — Arc Sud Bretagne — Questembert Communauté

Le grand
débat national

**Date et horaire : Jeudi 28 février 18h30-
20h30**

**Lieu : Le Pâlis bleu, Malansac
(56220)**

COMMUNICATION

La réunion a été annoncée par la Mairie par ses différents canaux d'information (journal municipal, panneaux lumineux...) ainsi que dans la presse locale. Elle a été enregistrée sur le site du Grand Débat National.

Le Conseil de développement a créé un « évènement » sur sa page Facebook

DEROULE DE LA REUNION

Environ 35 personnes présentes. 2h de réunion.

Équipe d'animation composée de 5 bénévoles du Conseil de développement et de l'animatrice salariée.

En tout, 57 contributions ont été placées par l'équipe d'animation sur des panneaux pendant la réunion.

Pour plus de cohérence dans la synthèse, certaines contributions ont été déplacées d'un thème à l'autre.

REGLES ET METHODE

Les participants ont été invités à s'exprimer au micro autour des quatre thèmes décidés par le Président de la République, non exclusivement. Ils étaient libres d'aborder les sujets de leur choix.

Les contributions étaient affichées sur des panneaux au fur et à mesure, et les participants ont été invités à la fin de la réunion à positionner des gommettes vertes et rouges sur celles-ci pour les soutenir ou les contester (voir photos du résultat final en fin de document).

NB : le nombre de gommettes n'était pas limité par personne et tous les participants ne sont pas restés pour cette étape. Il ne s'agit pas d'un « vote » représentatif mais d'une possibilité supplémentaire d'expression, qui nous permet de visualiser l'engagement suscité par les différents propos (Nombre de gommettes apposées indiqué dans les cartouches en face de chaque sujet. Taille de police agrandie pour les contributions ayant suscité le plus de réactions).

CONTENU DES ECHANGES

NB : Les contributions sont réunies selon les thèmes proposés par le Président de la République, avec en plus un thème « Autres sujets ». Les sous-thèmes indiqués ont été créés par le Conseil de développement pour plus de lisibilité, ils n'ont pas été validés par les participants.

Les citations ont été retranscrites à partir d'un enregistrement sonore. Elles ont été simplifiées pour une forme plus lisible, en collant au plus près possible des mots des participants. Certains éléments ont été précisés suite à une question de l'animatrice mais l'idée de départ était présentée à chaque fois spontanément.

ORGANISATION DE L'ETAT ET DES SERVICES PUBLICS

ORGANISATION TERRITORIALE

Simplification territoriale. Suppression des petites communes

4	1
---	---

Un participant: « Puisqu'on parle des communes, c'est un sujet qui m'intéresse particulièrement même s'il m'intéresse moins aujourd'hui, et je ne voudrais pas qu'on se fige sur une situation désormais passiste.

Vous avez peut-être vu dans la presse, l'interview de la maire de Daubeuf-la-campagne dans l'Eure²⁴, une commune de 268 habitants avec un budget annuel de 150 000 €. Quand on regarde l'usage qui est fait de ce budget, il y en a de mémoire 85 000 qui sont immédiatement renvoyés vers les structures légèrement supérieures : le syndicat de piscine, le syndicat de ceci ou cela... Il reste sans doute de quoi payer un bout de route de 500m par an et l'indemnité de madame la Maire. La maire de Daubeuf-la-campagne doit coûter 15 fois par habitant ce que coûte le maire de Malansac aux habitants de Malansac, donc si on se fige sur des communes qui sont à une toute petite échelle, on est aussi complètement passiste. Il faut pas se bloquer sur la situation d'aujourd'hui, donc simplification territoriale c'est à dire suppression des communes de taille vraiment très très faible, dont le sens n'est plus pertinent aujourd'hui »

Décentraliser : + d'autonomie locale (communes, communautés de communes)

2

Un participant: « Je pense qu'il serait important de relancer l'idée de décentralisation, de donner beaucoup plus d'autonomie au niveau local. On se plaint que les gens vont de moins en moins voter mais il y a aussi le fait que le pouvoir est de plus en plus loin, on le constate à travers les municipales où le taux de participation est toujours élevé, c'est-à-dire que quand la décision est locale, les gens se mobilisent davantage.

Ça éviterait aussi certains choix qui sont inappropriés. Par exemple, j'entendais que pour lutter contre les déserts médicaux on va mettre en place la télémedecine²⁵, moi je veux bien, mais je sais pas s'ils ont déjà mis les pieds sur le terrain les gens qui ont pondu une idée comme ça, parce qu'on va aller mettre de la télémedecine dans des endroits où internet et le téléphone portable ne fonctionnent pas bien, où il y a un certain nombre de personnes âgées en difficulté avec le numérique... Si ce type de choix était fait au niveau local, les gens connaissent le terrain et trouvent des solutions beaucoup plus adaptées. Donner beaucoup plus d'autonomie au niveau local pour que les gens se sentent concernés par le développement du pays à travers leur réalité locale, et pour qu'on ait une évolution qui corresponde plus aux besoins locaux et que les gens ne se sentent pas écartés...

Je pense qu'il faut que dans une commune, le Maire soit pas tributaire de l'Etat pour un certain nombre de décisions, il faut une autonomie suffisante pour pouvoir faire des choix appropriés au niveau local (régional et municipal).

Je pense que l'entrée financière de vouloir tout rendre rentable, crée une rupture de liens qui est dommageable : avoir des petites communes dans certaines zones de montagne, peut être que ça fait petit mais s'ils sont très loin de tout c'est quand même une entité qui est proche du terrain, proche des gens. Il ne faut pas tout décider avec une pensée parisienne ! »

Une participante : « J'adhère à ce que vous dites mais sur le mot "local" je sais pas si nous, à Malansac, on a la même notion que les personnes qui habitent dans une grande métropole donc j'aimerais bien qu'on rajoute « au niveau commune et communauté de communes ». Même la région pour moi c'est trop loin avec les nouvelles grandes régions. »

SERVICES PUBLICS

SNCF : ne pas pénaliser les voyageurs sans internet et gares sans guichet et sans bornes

7

Une participante : « Depuis le 1er janvier, pour les petites gares comme Malansac qui n'ont plus de guichet et qui n'ont même pas de borne pour prendre un billet, ils ont instauré un système qui pénalise les voyageurs qui vont prendre le train sans billet : on monte à bord et on a une amende de 10, 15 ou 25 euros selon la durée du trajet parce qu'on aura pas pris de billet or, rien n'est mis à disposition pour le faire et c'est scandaleux ! Le seul moyen c'est par internet, mais tout le monde n'a pas internet et c'est très compliqué ! »

24 « Faire avancer les choses, c'est du temps plein » : une journée avec une maire de l'Eure ». Article

Ouest-France du 15 février 2019.

25 Médecine pratiquée à distance, par exemple en visioconférence grâce à un ordinateur

Repenser le service public sur le coût global. Solidarité territoriale des services 1

Un participant: « Je pense qu'il faudrait qu'on repense en terme de coûts les services publics au niveau global plutôt qu'isolés. Quand on prend un petit bureau de poste, effectivement il n'est pas rentable, mais il faut savoir si le service au niveau national est capable, avec les excédents de certains lieux, d'entretenir aussi un service de proximité ailleurs. Ça s'oppose tout de suite à la privatisation des services, c'est évident, parce que ça ne peut pas fonctionner comme ça mais est-ce qu'on tient au service public ? Est-ce qu'il n'y a pas une organisation différente à penser pour qu'il y ait une solidarité entre les zones mieux pourvues et les zones moins bien pourvues pour que les services persistent ? Ça ne remet pas en cause le fait que quand c'est vraiment très très petit on puisse en discuter, mais il y a des fermetures d'établissements qui mériteraient de rester et qui disparaissent. On est plus dans une analyse systémique globale, c'est à dire qu'on isole et on arrive toujours à trouver des bonnes raisons pour supprimer un service.

La finalité du concept de service public c'est bien sûr de pas dépenser trop d'argent, mais ce n'est pas d'être rentable à tout prix. La priorité c'est d'assurer un service et l'argent est un moyen pour assurer le service.

Il y a des incidences, je pense au courrier postal on met en concurrence aujourd'hui dans les endroits juteux plusieurs services de distribution de courrier, je sais pas si c'est très transition écologique d'avoir 3 voitures qui circulent alors qu'avant il n'y en avait qu'une... »

ECOLES

Sauver les petites écoles en désengorgeant celles des grandes villes 7

Une participante: « Quand, dans un village, une école n'a pas assez d'enfants, on envoie tous les enfants à ce qui était autrefois le chef-lieu de canton. Est-ce qu'on ne peut pas penser qu'on pourrait peut-être extraire quelques enfants du bourg plus grand pour les ramener dans le petit village, pour garder l'école ? Notre système colbertiste fait qu'on n'a pas l'idée de ce choix et je pense qu'on pourrait peut-être y penser avant de fermer une école ou une classe. Si des enfants peuvent aller de A à B ils peuvent aussi aller de B à A pour permettre à un village de garder son école et ne pas pénaliser 17 enfants, alors qu'il suffirait peut-être d'en ramener 2 ou 3 d'un peu plus loin »

Un autre participant: « Pour transporter les enfants les d'une école importante vers une petite école il va falloir trouver des volontaires ! Sinon la carte scolaire ne fonctionne qu'au niveau des écoles publiques et les parents vont mettre leurs enfants dans le privé ! »

Plus de souplesse dans le nombre d'enfants par classe 6

Une participante : « Je suis absolument contre ce que dit cette dame : les enfants c'est pas des pions qu'on met où on a envie de les avoir, là ils sont utiles... C'est pas du tout comme ça qu'il faut voir le système ! Il faut plutôt revoir le système Education Nationale qui met des quotas pour garder une classe. On peut effectivement avoir, comme dans le temps, des classes à 12 ou 14 enfants et on n'est pas obligés d'attendre les 25 que nous réclame l'Education Nationale. Il ne doit pas y avoir de seuil : s'il y a des enfants dans l'école d'une commune, ces enfants doivent aller dans leur école. Dans l'Education Nationale, on ferme une classe s'il n'y a pas 27 enfants, mais il peut y en avoir que 15 ! Si y a 3 enfants il est bien évident qu'on ne peut pas garder une classe mais on ne doit pas être rigides ! »

FISCALITE ET DEPENSES PUBLIQUES

Permettre à chaque français de vivre correctement : social, financier, environnement 6

Un participant: « Moi j'ai un petit message pour l'Etat : j'aimerais simplement lui demander de faire son boulot ! Ça veut dire quoi faire son travail ? Ça veut dire permettre à chaque français de vivre correctement sur le plan économique, sur le plan social et sur le plan environnemental ! »

Comment payer moins d'impôt pour plus de services publics ? 2 2

Un participant : « Il y a eu plusieurs expressions sur fiscalité et dépenses publiques et moi j'aimerais bien qu'on se pose collectivement la question : comment on paye moins d'impôts ? Parce que je suppose que pratiquement tout le monde, comme moi, trouve qu'il en paie trop (même si je suis un citoyen et que je paye les impôts que je dois payer) et en même temps on veut plus de professeurs, plus d'infirmiers, plus de policiers, plus de juges, on veut un postier dans chaque village et je ne sais pas comment on fait les 2 donc j'aimerais bien que dans l'assemblée on nous donne des hypothèses pour réduire cette contradiction. »

Connaître l'utilisation de l'argent public

1

Un participant: « Je ne pense pas qu'on soit contre le fait de payer des impôts si c'est fléché correctement. Donc connaître réellement le devenir des impôts et pas seulement en nous disant « le budget de l'Etat c'est tant de milliards pour l'Education nationale, tant de milliards pour ceci... ». Non, c'est connaître réellement, point par point, la destination des sommes ! »

Appliquer les préconisations de la Cour des comptes²⁶

3

Un participant: « Il y a un truc qui m'a toujours étonné, c'est qu'on a un excellent rapport de la Cour des comptes qui nous détaille la gabegie publique et ça reste toujours lettre morte. Pourquoi est-ce qu'on ne rend pas obligatoire systématiquement des correctifs après chaque rapport des cours des comptes (régionales ou nationale) qui à chaque fois nous font toucher du doigt la dépense publique inutile et galvaudée ? On a l'impression que chaque année on découvre les mêmes marronniers, avec les mêmes problématiques de dépenses publiques totalement inutiles qui n'ont servi strictement à rien. La première économie, elle serait peut-être là ! »

Taxer tous les carburants

1 1

Un participant: « On taxe fortement l'essence, le gazoil, il n'y a rien à dire là-dessus, par contre on taxe pas le kérosène on taxe pas le fioul lourd, très néfaste, des cargos qui nous amènent des containers venant de Chine alors qu'on pourrait très bien fabriquer ça chez nous, donc il faut taxer cela aussi parce qu'un porte-container qui vient de Chine pollue davantage que toutes les voitures qu'on a en France. »

DETTE

Que l'Etat fasse des budgets à l'équilibre (supprimer la dette)

2

Un participant: « Moi ce qui m'inquiète c'est la dette de la France. La France est encore en train de faire des emprunts pour payer nos dettes et il est grand temps que ça s'arrête. Ça fait 40 ans qu'ils ont pas fait un budget en équilibre et il serait peut-être temps que le gouvernement commence à faire des budgets en équilibre parce que je m'inquiète pour l'héritage de nos enfants. »

Relativiser l'importance de la dette avec la richesse du patrimoine

1 1

Un participant: « Sur la dette, je partage un point de vue qui est un petit peu différent : il y a un économiste qui a écrit le « Traité d'économie hérétique »²⁷ qui explique ce qu'on appelle « dette » et c'est assez intéressant de comprendre. En fait c'est pas la dette qui est un problème, parce qu'on en a tous dans les ménages et il faut savoir que les dettes privées sont le double de la dette publique, mais le principe de la dette c'est qu'il faut avoir en face l'équivalent c'est à dire que quand je fais un emprunt et que j'achète une maison bien sur j'ai une dette, mais j'ai aussi une richesse : j'ai la maison. C'est l'équilibre des deux qu'il faut assurer, donc la dette en tant que telle je pense que c'est un argument qui justifie une politique d'austérité depuis un sacré paquet d'années. La France c'est pas forcément un pays pauvre, on a quand même des richesses, du patrimoine. Deuxième aspect quand on compare la dette publique à la dette des ménages il y a une certaine subtilité : si vous avez plus de 60 ans et que vous allez faire un emprunt vous allez voir que votre banquier va vous dire que le nombre d'année va être limité parce qu'après 70 ans on vous prête plus parce qu'il y a le risque que vous ne soyez plus là pour payer. Ce n'est pas le cas d'un état : l'Etat il ne naît pas, il ne meurt pas, il est pérenne, donc la dette, bien sûr il faut la maîtriser mais il ne faut pas lui donner non plus, plus d'importance qu'elle n'en a, parce que c'est elle qui justifie les politiques d'austérité. Par contre, quand on vend du patrimoine qui a une certaine valeur là effectivement on peut s'interroger : si on le vend on va récupérer de l'argent à la place, mais si on le dépense rapidement on appauvrit le pays ! Y a un équilibre à trouver, il ne faut pas qu'on se retrouve en situation de déficit, mais la faillite c'est pas la dette. »

EQUITE FISCALE

Remise à plat du système d'imposition pour que toutes les richesses contribuent

2

Un participant: « On est dans un monde en grosse transformation, avec beaucoup de choses qui bougent et qu'on a du mal à imaginer. Le travers, ce serait de dire « il faut baisser la fiscalité ». Le problème est plutôt je pense dans « comment on va répartir » et « comment on va impacter toutes les richesses pour que la répartition soit équitable ». Je pense au secteur numérique en particulier : aujourd'hui beaucoup de richesses passent à côté de l'impôt alors que ce serait des rentrées importantes pour assurer ensuite des services publics. La question c'est « quel mode de répartition pour qu'elle soit équitable et que ce ne soit pas toujours les mêmes qui ont le

²⁶ La Cour des comptes est l'institution de contrôle chargée de vérifier l'emploi des fonds publics et de sanctionner les manquements à leur bon usage. Elle est notamment constituée de Chambres Régionales. [Site officiel](#)

²⁷ Thomas PORCHER, éditions Fayard, 2018

sentiment d'être pompés systématiquement ? » Donc il faut intégrer réellement l'économie numérique dans la participation à l'impôt. »

Faire la chasse à l'évasion fiscale

7

Un participant: « Il y a 80 milliards qui sont déroutés de la fiscalité pour être envoyés dans les paradis fiscaux et comme on diminue le nombre de contrôleurs, je ne vois pas comment on va les récupérer ! »

ENTREPRISES

Faire participer les autoroutes dans les frais de sorties d'autoroute (voire routes) jusqu'aux villes

1

Une participante: « S'il faut trouver de l'argent, autant en dépenser moins ! Moi je me posais la question des autoroutes : on paye tous les autoroutes, on sait très bien que l'argent des autoroutes ne va pas seulement dans le bitume, ni dans les personnes avec des gilets jaunes sur les bas-côtés, donc pourquoi les autoroutes ne participeraient pas aussi à l'entretien des routes qui vont de la sortie de l'autoroute jusqu'au centre-ville ? Je ne parle pas de toutes les petites routes mais de la sortie d'autoroute au centre-ville parce qu'ils sont très contents lorsqu'il y a, par exemple, les 24h du Mans : tout le monde prend l'A10, tout le monde sort au Mans, et entre la sortie Le Mans et la ville c'est la collectivité qui paye le bitume ce ne sont pas les autoroutes or les autoroutes elles ont encaissé le ticket... »

Faire payer les GAFA²⁸ (et les autres multinationales)

3

Un participant (suite à une proposition d'un autre participant de « faire payer les GAFA ») : « On montre toujours du doigt les GAFA mais ce ne sont pas les seuls, je crois que toutes les entreprises multinationales du CAC 40 ont un taux d'imposition de l'ordre de 15% (impôt sur les sociétés) or en France normalement c'est 30% pour l'ensemble des autres entreprises donc la taxation, toutes les multinationales y échappent »

Supprimer le CICE²⁹

4

Un participant: « Monsieur Hollande nous avait fait cadeau du CICE, soit disant pour créer des emplois : on a dépensé 20 milliards d'euros la première année et on a créé 100 000 emplois. Si vous faites le calcul ça fait 200 000 euros l'emploi, où est passé le reste ? Dans la poche des rentiers tout simplement... »

Pas privatiser les sociétés rentables/nationaliser l'autoroute

3

Un participant: « On parlait des autoroutes tout à l'heure, c'est une vraie gabegie ! On a tranquillement vendu des autoroutes à bon prix à des entreprises de travaux publics, c'est amorti et ils ont l'exploitation jusqu'en 2035 c'est à dire que tout ce qu'il y a maintenant ça rentre dans leurs poches ! On a un président qui vante la valeur travail mais en fait, toutes ses décisions c'est pour les rentiers ! On parle même de vendre Aéroports de Paris, qui est absolument rentable. On va le vendre, comme on a vendu Toulouse et maintenant les Chinois ils le revendent en faisant un gros bénéfice. Donc, aucune privatisation des choses rentables, je ne vois pas l'intérêt et renationalisation des autoroutes, si possible sans indemnités ! »

Conserver l'écotaxe pour faire payer les étrangers qui transitent en France et utilisent les nationales

3

Interdire le cabotage

Un participant: « Je vais rebondir sur ce que vous dites et je pense qu'il faut inciter les gens à reprendre l'autoroute. Moi, je travaille pour un transporteur et ils nous disent de moins en moins de prendre l'autoroute : on prend toutes les nationales. Il y a je ne sais pas combien de camions qui circulent, parce qu'en plus y a tous les pays de l'est : pour aller en Espagne ils passent tous par la France, ils ne prennent que les nationales, ils font même pas le gasoil en France parce qu'ils ont des réservoirs de 2000l, ils le prennent en Espagne avant de remonter chez eux. Les routes c'est eux qui les abiment, nous on arrive derrière en ayant des prix plus élevés qu'eux parce qu'ils sont payés au tarif de leur pays ce qui fait qu'ils sont payés 500 euros par mois et nous on gagne 3 à 4 fois plus : forcément on est moins compétitifs !

Moi j'étais pas d'accord avec les Bonnets rouges pour supprimer l'écotaxe : il fallait la conserver, ne serait-ce que pour les gens qui traversent le pays gratuitement ! En plus quand vous avez traversé la France en traversant tous les bleds je vous dis pas ! Maintenant on fait tout pour dévier les camions, on en veut plus dans les centres-bourgs : entre les trottoirs qui sont d'une hauteur incroyable et qui augmentent de 15 à 20% les éclatements de pneus dans les coins de trottoirs, les ralentisseurs...et on pourrit la vie des gens parce qu'on passe partout sous les fenêtres des gens qui dorment en pleine nuit. C'est pas normal !

Madame disait de demander aux sociétés d'autoroute de financer les nationales moi je dirais encore plus : qu'on fasse dans les alentours le comptage des gens qui prennent trop la nationale et qu'on taxe les sociétés

²⁸ Acronyme désignant quatre des entreprises les plus puissantes dans le domaine des nouvelles technologies : Google, Apple, Facebook, Amazon. Le M de Microsoft y est parfois ajouté.

²⁹ Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi

d'autoroute qui font un bénéfice, comme à La Gravelle³⁰. Je parle que pour les étrangers : conserver l'écotaxe pour ceux qui prennent la nationale !

Et il faut arrêter le cabotage ou à la limite autoriser un cabotage. Le cabotage c'est charger en France pour livrer en France par un étranger.

Dans le temps c'était autorisé : y avait des Espagnols qui montaient par exemple à Lille, ils vidaient et rechargeaient à Paris pour vider par exemple à Bayonne ou Bordeaux et recharger pour rentrer chez eux. Maintenant, les étrangers ils restent en France et il y a des grosses sociétés qui embauchent des étrangers et qui les amènent en car en France. Ils tournent pendant trois mois en France et ils nous piquent tous les voyages. »

DEMOCRATIE ET CITOYENNETE

MODALITES DE VOTE

Reconnaitre le vote blanc : éviter le vote-sanction, mise en place d'un palier

6	1
---	---

Une participante : « Reconnaitre le vote blanc comme un vote de mécontentement pour éviter ce qu'on appelle le « vote-sanction », et il faudra peut-être fixer un palier pour reporter une élection si le vote blanc est très important. On recommence une campagne avec la notion qu'il y a eu un vote blanc et je pense que les débats après seront différents »

Rendre le vote obligatoire

1	2
---	---

Un participant : « Je serais assez d'accord pour que ce soit obligatoire d'aller voter, parce que on s'aperçoit quand même que dans beaucoup de situations les gens qui grognent sont souvent des gens qui vont jamais voter. Je ne vais pas dire qu'ils ont pas le droit de parler mais quand même c'est pénible parfois... donc moi je suis favorable à reconnaitre le vote blanc mais aussi obliger les gens à aller voter ! »

Redonner de l'intérêt au vote

3

Un participant: « J'aurais plutôt tendance à me poser la question de pourquoi les gens ne vont plus voter. Je pense qu'on est dans des situations de non-vote certaines fois, c'est à dire qu'on ne choisit pas forcément le candidat qu'on aimerait avoir, mais on choisit celui qui sera le moins pire parmi ceux qui restent. Je crois qu'il y a un problème de représentativité qui se pose, parce qu'on peut être majoritaire dans une minorité. On peut bien sûr imposer le vote mais ça va pas changer les choses, si les gens ne vont pas voter c'est qu'ils n'y trouvent plus d'intérêt. Pourquoi ils n'y trouvent plus d'intérêt ? Qu'est-ce qu'on peut faire pour leur donner envie d'aller voter ? Je pense qu'on leur donnerait envie si quand ils vont voter, il y a du choix et qu'ils croient dans le choix qu'on leur propose. Quand, au deuxième tour, on vote pour quelqu'un qu'on ne choisirait pas mais pour éviter de prendre l'autre, on démotive des gens parce qu'au bout de deux ou trois fois ils n'y vont plus... »

Autoriser les listes incomplètes dans les petites communes. Donner du choix

1

Une participante: « Dans nos petites communes de plus de 1000 habitants, pour l'élection du maire, il faut une liste fermée³¹, où le nombre de candidats doit correspondre au nombre de sièges. Or, dans les petites communes, on a bien du mal à avoir deux listes et on se retrouve à aller voter avec une seule liste, donc pas d'opposition et des gens qui sont totalement démotivés parce que deux mois avant on sait qui va être maire, qui seront les conseillers... On a aucun choix et je trouve que c'est un peu frustrant et ça ne me paraît pas logique. Je ne sais pas s'il faudrait revenir aux listes ouvertes mais qu'on laisse le choix aux citoyens et qu'on les incite à aller voter ! »

PARLEMENT

Quorum exigé pour le vote des lois à l'Assemblée nationale

6

Un participant: « A l'Assemblée nationale il y a des votes et les députés ne sont pas toujours présents surtout en fin de soirée ou en début de matinée donc je voudrais qu'il y ait un quorum de députés qui soit exigé au moment des votes »

Conserver le Sénat

--

Une participante: « Je pense que le Sénat est une chambre absolument indispensable parce qu'autrement on aurait une Assemblée nationale qui est souvent un peu godillot et les lois passeraient peut-être un petit peu trop facilement. Le Sénat a l'avantage d'être un organisme de réflexion, qui prend son temps, qui réfléchit... »

³⁰ Péage sur l'autoroute A81

³¹ Le seuil pour les listes fermées a été fixé par une loi du [17 mai 2013](#) à 1000 habitants à partir des élections de 2014, auparavant il était à 3500.

D'ailleurs il est assez symptomatique que tous les chefs d'État, tous les présidents de la république aient eu l'idée un jour ou l'autre de se débarrasser du sénat, parce que « franchement avec ces gens-là » on pouvait pas faire ce qu'on voulait, et je pense qu'il faut le conserver c'est absolument indispensable ! »

Arrêt des séances nocturnes de l'Assemblée nationale

2 1

Un participant: « La France est l'un des seuls pays où il y a des séances nocturnes au parlement et des lois qui sont votées à 57 députés en pleine nuit. Qu'il y ait un quorum c'est bien, mais qu'on supprime ces séances nocturnes de sorte à pouvoir aussi redonner à nos députés une vie décente »

Faire en sorte qu'une partie des députés aient une expérience locale

1 1

Un participant: « Le cumul des mandats, effectivement ça peut coûter un peu cher parce qu'il y a une personne qui est payée deux fois. Mais si elle est payée deux fois en faisant un travail efficace elle ne coûte pas plus cher qu'une autre. Regardez, actuellement la composition des chambres que ce soit le sénat ou la chambre des députés, malheureusement il y a là-dedans beaucoup de gens qui antérieurement n'ont pas exercé des mandats locaux. Je pense qu'il serait bon que quand les décisions sont prises au niveau national, il y ait aussi, parmi les gens qui votent ces lois, beaucoup qui aient une expérience locale avant d'avoir uniquement une expérience nationale. Peut-être pas la totalité de la chambre mais un certain nombre de députés sur les 577! »

Pas de cumul des mandats

1 1

Un participant: « Moi je suis pas du tout d'accord, je suis contre le cumul des mandats ! Bien sûr, si on veut acquérir de l'expérience il faut d'abord passer par le local, mais ce n'est pas facile à mon avis d'être à la fois un député et un maire, ou alors le député n'avantage que sa commune... »

DEMOCRATIE LOCALE

Redonner un sentiment de citoyenneté (- de critiques, + de respect)

1

Une participante: « On se pose la question d'aller voter ou pas, mais dans les petites communes, c'est d'abord un problème de candidats. C'est facile de râler, mais il faut y aller aussi ! Ce n'est pas forcément évident et y a énormément de maires et de conseillers municipaux qui vont lâcher l'affaire. Il y a des endroits, des petites communes où c'est problématique de constituer une liste. Donc râler sur les élus et aller voter ou pas c'est une chose mais il faut aussi que les citoyens respectent les élus et du travail accompli plutôt que d'être toujours dans la critique et ne jamais proposer quoi que ce soit... »

Revaloriser le statut des maires (élus locaux) pour permettre un meilleur engagement citoyen

1

Un participant: « Le constat qui est fait nationalement c'est que c'est difficile d'avoir des candidats. Une fois élu il y a le problème du respect, mais aussi la charge de plus en plus importante. Il faudrait déjà une réflexion de l'État sur comment redonner du pouvoir à la démocratie et à la citoyenneté locales, en revalorisant le statut des maires, en leur permettant d'avoir réellement des pouvoirs, plus qu'ils n'en ont aujourd'hui (parce que souvent ils ne sont que les applicateurs de lois) Avec plus d'autonomie au niveau local, ça engagerait peut-être d'autres personnes à devenir candidat.

Revaloriser le statut de l' élu local en lui permettant réellement de pouvoir gérer correctement sa commune en évitant les coups de bâton, parce que ce n'est pas lui qui est responsable des lois »

Encourager la participation aux conseils municipaux (communication)

3

Un participant: « On peut assister aux réunions de conseil municipal et de communautés de communes. J'y ai assisté assez régulièrement et on est peu nombreux. Tout le monde ne sait pas qu'on peut y assister, on peut peut-être en parler ! Par contre, une petite critique sur ces conseils : il y a trop de sigles, on ne s'y retrouve pas ! »

EDUCATION A LA CITOYENNETE

Eduquer à la citoyenneté dès l'enfance

3

Un participant: « Quand j'entends la difficulté à se syndicaliser, à être candidat... c'est au plus jeune âge qu'on éduque à la citoyenneté et depuis 50 ans notre pays met le caillou sur la jambe de bois systématiquement à chaque gouvernement par rapport aux politiques de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse et des Sports et ça ne marche pas. C'est clair qu'on a une perte de plus en plus forte de la notion de citoyenneté y compris parmi les plus jeunes alors que c'est avec eux qu'il faut travailler en tant que futurs adultes qui pourront eux se positionner comme citoyens. Quand on a 40, 60, ans ou plus, on est passés par un certain nombre d'étapes qui permettent d'avoir une idée de la citoyenneté... Il faut réfléchir réellement à des notions d'éducation à la citoyenneté depuis le plus jeune âge, avec des approches de ce que c'est que se syndiquer par exemple. Tout le monde est futur salarié et quand est-ce qu'on apprend ce qu'est un syndicat ? Quand on est dans l'embaras dans son entreprise... »

Savoir écouter l'engagement des jeunes

3

Une participante: « J'ai la chance d'être enseignante en lycée agricole, de la 4^{ème} au BTS. J'ai des tous petits de 4^{ème} et lorsqu'on demande qui pourrait représenter pour la cantine, il y a 20 doigts sur 24 qui se lèvent, quand on leur dit « qui veut être délégué de la classe ? », 20 doigts sur 24, : ils fourmillent d'idées et ils ont une énergie folle, ils ont envie de faire plein de choses pour leur classe, pour leur école, pour tout... Et puis vous arrivez au niveau première « Qui veut être délégué ? » « Réponse : « Pff toute façon on ne nous écoute jamais, ça sert à rien, moi je vais faire mes loisirs et puis j'ai pas le temps". Vous continuez et vous arrivez au BTS et là ils vous disent "ben qu'est-ce que j'y gagne ? est-ce que j'aurai moins d'heures ? si je suis délégué j'ai droit à quoi ?" et là, la notion de partage, l'idée de se battre pour une idée commune qu'on avait en 4^{ème}, elle est cassée. Elle est cassée parce que les jeunes on leur dit « c'est bien, représentez ! » et quand ils ouvrent le bec, on leur dit « tu ne peux pas comprendre ça coute cher ! » et c'est vrai aussi dans les associations sportives. Les jeunes disent « on voudrait bien avoir des cours de foot pendant les vacances » et on leur répond « ça nous embête nous, les adultes, donc non, toi, tes vacances tu les passes chez mamie ! ». A quoi ça sert de discuter quand on a quinze ans ? Donc il faut savoir écouter l'engagement des jeunes et des très jeunes.

SYNDICATS

Education et incitation à l'engagement syndical

2

Une participante: « Je trouve qu'aujourd'hui, on a un manque d'engagement au niveau syndical et que si la population était plus engagée dans les syndicats, on n'aurait peut-être pas eu ce mouvement qui aurait surgit d'un coup puisqu'il aurait pu être discuté au niveau des corps intermédiaires. Je trouve dommage qu'aujourd'hui les syndicats ne soient plus qu'une infime représentation du monde salarié. Je ne suis pas pour l'obligation de se syndiquer mais la solution c'est qu'on puisse faire un travail dans le monde du travail, parce que dans une grande entreprise, chez les fonctionnaires c'est facile de se syndiquer mais dans une petite entreprise c'est beaucoup plus difficile. Par exemple dans l'agroalimentaire les personnes ont du mal à se syndiquer puisque vous êtes catalogué... donc qu'il y ait une éducation au syndicalisme et, au niveau de la direction des entreprises, une incitation à ce que les salariés puissent se syndiquer »

Redonner une place aux syndicats/respect des partenaires sociaux par le pouvoir

5

3

Un participant: « Pour rebondir sur la place des syndicats, je crois qu'il faut qu'on relise un peu les 15 dernières années pour voir ce qui s'est passé : combien de conflits très durs, pourtant légitimes, n'ont jamais abouti ? Ça, ça a complètement décrédibilisé les syndicats auprès des salariés : « à quoi ça sert que je me syndique ? On a fait la grève, on a perdu de l'argent et ça n'aboutit pas... » Je crois que le pouvoir a une responsabilité très forte, c'est de respecter les partenaires sociaux. Quand c'est « non » avant de commencer mais « venez discuter » et que ça n'aboutit pas, effectivement au bout d'un moment, on a plus d'interlocuteurs ! Quand j'entendais le président dire, il n'y a pas très longtemps « il faudrait des syndicats avec qui on puisse discuter » et bien ne les cassez pas !

Bien sûr que c'est pratique d'avoir des interlocuteurs mais quand on les casse on en a plus et après il se passe ce qu'on a vécu. Quand les gens sont pas d'accord il est légitime qu'ils le manifestent ! Donc si on veut redonner la place aux syndicats c'est effectivement, comme pour les élus, de leur redonner une place qui sert à quelque chose et où ça se voit, autrement on ne s'en sortira pas ! »

Pas de politique dans les syndicats

1

4

Une participante: « Pourquoi les gens se désintéressent des syndicats ? C'est peut-être parce qu'ils sont un peu trop politisés, ça a beaucoup nuit ! Il existe des syndicats professionnels qui fonctionnent très bien dans certaines branches de métiers donc on devrait peut-être plus encourager ce système où les gens défendent les gens qu'ils connaissent et les métiers qu'ils connaissent parce que franchement dans les débats, dans certaines tribunes qu'on peut entendre, on ne sent pas vraiment l'engagement pour défendre les travailleurs et je pense que le problème il est là ! Alors des syndicats oui, mais apolitiques ! »

TRANSITION ECOLOGIQUE

EAU

Limiter la pollution des eaux par les pesticides et traiter les médicaments et pesticides dans les stations d'épuration

4

Un participant: « 80% de l'eau potable provient de prise d'eau dans les rivières, l'eau de ces rivières est polluée en particulier par l'agriculture conventionnelle, notamment par les pesticides. Ça coute très cher de traiter cette eau brute pour la transformer en eau potable et je voudrais qu'il y ait des actions qui soient prises pour

qu'on limite la pollution au niveau de l'agriculture conventionnelle pour des eaux brutes plus propres. Il faut aussi des stations d'épuration avec des systèmes qui puissent aussi traiter les médicaments. »

Un autre participant : « Je pense que dans le milieu agricole on n'exploite pas des pesticides par plaisir : on utilise les produits modérément, à des quantités réduites pourquoi utiliser plus s'il n'y a pas de nécessité ? c'est un coût supplémentaire et du travail supplémentaire donc notre intérêt en tant qu'agriculteurs c'est pas de faire tout et n'importe quoi ! Le milieu agricole on est quand même sérieux... »

ENERGIE

Intégrer le traitement des déchets dans le coût du kw/h. Intégrer dès la conception la fin de vie du produit

2
2

Un participant: « Je pense qu'il faudrait qu'on intègre dès le départ dans le coût du kWh le traitement des déchets. On aurait des choix énergétiques qui seraient un petit peu différents de ce qu'on vit aujourd'hui. Par exemple, si on chiffrait le coût de traitement des déchets nucléaires dans le coût du kWh nucléaire je suis sûr que ce soit le plus avantageux, et avec l'argent qu'on y a engouffré, on aurait peut-être fait d'autres choix en termes énergétiques qui nous mettraient dans une situation beaucoup plus favorable aujourd'hui. »

Une participante: « Cette idée n'est pas mauvaise mais il faudrait aussi la faire pour les éoliennes dont on sait qu'au bout d'un certain temps, elles doivent être démontées et qu'on ne sait absolument pas quoi faire des déchets »

DEPLACEMENTS/VOITURES

Promouvoir l'hydrogène plutôt que l'électrique

2 1

Un participant: « Comment se fait-il qu'on promeuve une technologie qui n'est absolument pas aboutie comme l'électrique ? Les voitures électriques c'est bon pour les gens qui habitent en ville, pas pour ceux qui habitent dans nos zones rurales ou semi-rurales : il faut 8h pour charger une voiture et il faut quelques heures pour faire 400km et la décharger complètement. Il y a une solution technique qui existe dans certains pays, qui commence à démarrer et qui s'appelle l'hydrogène : pourquoi est-ce qu'on ne met pas le paquet sur l'hydrogène ? On peut tous le fabriquer chez nous avec un panneau solaire, on a tous appris ça à l'école, ça s'appelle l'électrolyse de l'eau. De l'eau on en a, du soleil on en a et des panneaux solaires on en a ! Il faut investir dans la recherche ! »

Faire en sorte que le travail ne nécessite pas trop de déplacements

Un participant: « Je pense qu'il y a un lien à faire avec des accords sociaux qui peuvent être passés : on a libéralisé beaucoup le code du travail et il y a des gens aujourd'hui qui, pour faire un temps plein, font 2 ou 3 entreprises et se retrouvent sur des postes distants...et quand on croise ça avec la transition écologique on est en train de créer un système qui va encore multiplier les déplacements. Donc pour moi la transition écologique elle doit être prise en compte dans toute réflexion qu'on peut avoir, qu'on la prenne en compte dès le départ parce qu'après on crée des solutions où effectivement on a des situations problématiques. Quand on veut organiser l'entreprise avec une souplesse extrême dans laquelle on peut avoir des petits contrats et qu'on les empile sur plusieurs entreprises... pourquoi on aurait pas un maximum pour que les gens ne se déplacent pas trop ? Si y a deux mi-temps dans deux entreprises très proches ça ne change pas les déplacements mais quand y a deux mi-temps à 80km de distance ça pose problème »

Recréer de l'emploi local

Un participant: « Chez nous on est obligés d'aller à Redon ou à Vannes alors il y a un souci, et puis le travail y en aura jamais ici et la logique c'est de ramener le travail au près. On peut parler de plein de choses mais s'il n'y a pas de travail y a pas de richesse ! »

Aménager des voies protégées pour les transports doux

6

Une participante: « Nous on est tous en zone rurale, le transport ça nous prend beaucoup de temps et surtout on fait de la distance. Moi je veux bien me déplacer à vélo, j'ai la forme, sauf que j'ai peur sur certaines routes : on va se faire écraser, c'est clair ! Il n'y a pas de place, c'est un bas-côté qui ne tient pas, et y a des fossés partout donc 80 ou 90 km/h c'est dangereux ! Pourquoi ne pas avoir une voie protégée, un seul côté qui autoriserait les vélos les piétons et autres moyens de transport, ça éviterait d'utiliser des voitures. Ça existe beaucoup en ville... »

Pourquoi pas plus de Colza dans les véhicules (40% export) ?

Un participant: « On produit beaucoup de colza et on en exporte 40%.³² Pourquoi ne pas l'utiliser plus pour la consommation des véhicules en France ? »

³² NB : Un autre participant a affirmé pendant la réunion que d'après ses recherches la balance commerciale du Colza était équilibrée. Nos recherches ne nous ont pas permis de trouver un chiffre fixe pour 2018 mais d'après FranceAgrimer la production française a été inférieure en 2018 par rapport à 2017 ce qui a entraîné une hausse des importations. Source : FranceAgrimer

FISCALITE ECOLOGIQUE

Appliquer les normes aussi aux produits importés

9

Une participante: « Je souhaiterais que les normes qui sont appliquées en France soient aussi appliquées pour les produits qui sont importés c'est-à-dire que les agriculteurs français ne soient pas les seuls pénalisés. Qu'on taxe les produits importés puisque ce serait vraiment injuste pour les agriculteurs français qu'ils subissent une mise aux normes et que la population française mange des produits qui viennent de l'extérieur mais pollués »

TVA calculée sur l'empreinte écologique des produits/augmenter progressivement la TVA sur les produits à fort impact écologique

8

Une participante: « Pour tous les produits, à quelques exceptions près, il y a 20% de TVA et je me demande si elle ne devrait pas être dépendante de la valeur ajoutée au niveau écologique : plus un objet est écologiquement recyclable ou a été créé avec peu de consommation, plus cet objet va avoir une TVA faible, plus l'objet va demander de l'énergie, des infrastructures pour son recyclage, plus la TVA va monter. Ça permettrait de valoriser des produits plus écologiques et de pénaliser quelque part des produits moins écologiques. On peut relier comme ça fiscalité et transition écologique.

Dans un deuxième temps, je dis bien dans un deuxième temps parce qu'il faudra qu'on s'adapte : augmenter les TVA progressivement des produits les plus polluants, ce qui permet quand même de récupérer de l'argent »

Maintenir l'activité pour pouvoir rester dans son pays

2

Un participant: « Une chose qui me paraît importante c'est de repenser la distribution de l'activité au niveau du territoire, parce qu'il y a quand même une concentration très forte de l'activité autour des grandes villes, ce qui crée des problèmes dans des zones où y a beaucoup moins d'activité, moins de population, donc des problèmes en matière de services. Une répartition plus équitable des activités sur l'ensemble du territoire national éviterait peut-être des problèmes de déplacement, aurait un impact différent sur l'environnement, favoriserait des circuits courts... L'aménagement du territoire est aussi une façon d'éviter des désertifications, des fermetures de services etc. Donc ça c'est un axe à ne pas oublier. Ça se résume dans un slogan d'il y a quelques années : « le droit de vivre et travailler au Pays » mais pour ça, il faut qu'il y ait de l'activité !

AUTRES SUJETS

MIGRANTS

Investir l'argent des centres de rétention pour les migrants

2

Une participante: « La loi immigration a changé au 1er janvier 2019, elle s'est durcie et les politiques portent un regard et une parole très négatif par rapport à cette immigration. Moi ce que je souhaiterais, c'est que l'argent qui est investi dans les centres de rétention ou dans le transfert des personnes dublinées serve à accueillir les personnes sur le territoire et à leur donner une vie digne. »

Arrêter le renvoi des personnes dublinées

4

Une participante: « Il faut arrêter le transfert des personnes dublinées qui coutent des sommes importantes pour un ping-pong entre les pays.

Une personne dublinée est une personne qui a laissé ses empreintes dans le premier pays d'arrivée et qui doit donc demander l'asile dans ce pays-là, or les personnes ne veulent pas forcément demander l'asile dans ce premier pays : elles vont dans le pays souvent où elles parlent la langue. Pour ce qui concerne la France, si une personne est passée par l'Italie par exemple elle sera transférée en Italie et les transferts peuvent avoir lieu jusqu'à deux ou trois fois donc à chaque fois, il y a un vol, des personnes de la police, de la gendarmerie... et ça coûte énormément d'argent. Or chaque pays a le droit de passer outre la procédure Dublin³³ »

NUMERIQUE

Garantir l'autonomie numérique de l'Europe

3

Un participant: « Je pense que l'économie numérique doit participer à hauteur des richesses qu'elle développe. On a de nouvelles rentrées qui sont pas utilisées aujourd'hui faut y aller ! D'autant plus qu'il y a des choix que

³³ Du nom du règlement européen « Dublin III »

je trouve particulièrement risqués et inquiétants aujourd'hui : quand on va travailler avec les grosses entreprises GAFa, qui s'arrangent bien pour optimiser fiscalement, sachant que ces entreprises là nous enlèvent toute autonomie. Il n'y a pas tellement longtemps quand il y a eu l'embargo des USA en Iran, des grosses sociétés qui y étaient installés sont parties aussi. Imaginez qu'un jour quelqu'un d'un peu farfelu décide qu'Amazon ne traite plus avec l'Europe, tous les gens qui travaillent avec Amazon ils vont faire quoi ? est-ce qu'on a pas à défendre des solutions au niveau européen (parce qu'il faut quand même une échelle suffisante), au niveau du numérique pour qu'on ne soit pas tributaires d'entreprises qui aujourd'hui ont un pouvoir au-dessus des états. Ils ont des tribunaux au-dessus des états ! Comment on va garder notre indépendance et notre autonomie dans une société numérique ? Avoir l'ambition d'avoir un projet européen qui assure une autonomie et qui garantit qu'il y a une contribution sur les richesses pour alimenter l'impôt, parce qu'on est dans un nouveau monde, il faut aussi qu'on en tienne compte pour les rentrées autrement on va épuiser les derniers qui cotisent »

ETUDIANTS/JEUNESSE

Favoriser l'accès au logement et à la nourriture pour les étudiants

3

Une participante: « je lisais l'autre jour qu'il y avait, une épicerie solidaire qu'il s'était monté à l'université de Rennes 2 puisque les étudiants avaient de plus en plus de mal à se nourrir, et on remarque qu'il y en a de plus en plus aux restos du cœur. Il faudrait mettre en place plus que les bourses nationales qui existent pour que les étudiants puissent se loger et manger correctement et ne soient pas toujours obligés d'aller chercher un travail pour subvenir à leurs besoins puisqu'on peut penser que s'ils sont obligés de travailler, ils consacrent moins de temps à leurs études donc forcément ils mettront plus de temps à obtenir leurs diplômes »

Aides pour financer les coûts de concours des étudiants

2

Une participante: « Quand on voit les concours d'entrée au niveau de la terminale dans les écoles (éducateurs, orthophonie...) qui coutent 90 euros à chaque écrit et peut être 50 euros à chaque oral. Il y a vraiment une inégalité au niveau des familles puisque certains enfants pourront passer plusieurs concours et d'autres devront se limiter à un seul. Donc je pense qu'on devrait instaurer une aide pour que tous les futurs étudiants puissent passer un nombre plus important de concours souhaitent ou la suppression du cout du concours »

RSA moins de 25 ans

2

Une participante: « Il faut accorder le RSA aux moins de 25 ans, qui n'existe pas. Il existe bien la garantie jeunes³⁴ mais je ne suis pas sûre qu'elle soit dans tous les départements... »

TRAVAIL

Conserver et créer les emplois dans les métiers de relations humaines non robotisables

6

Un participant: « Je pense que dans les dix ans à venir, on va avoir des surprises pas forcément agréables en terme d'emplois, avec l'arrivée en particulier des applications de l'intelligence artificielle. Et quand on réfléchit pour savoir dans quel secteur elle aura encore du mal à percer, c'est dans la relation humaine : aujourd'hui un robot il est pas capable de remplacer un humain dans l'écoute etc. Or, on fait quoi aujourd'hui ? On supprime les métiers dans le social, dans la santé, dans l'enseignement, dans la justice... on est en train de supprimer des emplois qu'on devrait créer si on veut répartir de l'activité humaine entre les humains dans les années qui viennent : c'est paradoxal ! Il faut penser à l'avenir, on peut aujourd'hui avoir une idée plus précise des métiers qui vont disparaître parce que c'est les robots qui vont les faire et donc voir dans quel domaine il faut s'investir pour que l'humain garde une activité et repenser l'activité humaine sur des secteurs où il n'y a pas encore de concurrence de l'automatisation.

Il faut orienter les professions sur des métiers dans lesquels y a encore de l'avenir : quand je parle avec un malade, que je l'écoute etc. le robot il fait pas ça ! C'est là qu'on a besoin d'humains et c'est là qu'on les enlève pour réduire le travail d'une infirmière, par exemple, à des tâches mécaniques alors qu'elle voudrait bien avoir du temps pour discuter avec le malade. Le problème de répartition des activités entre humains il se pose de plus en plus vite ça fait des années qu'on lutte contre le chômage on sait bien qu'on ne trouve pas le plein emploi c'est pas par hasard »

Un autre participant: « Je vais rebondir sur ce que vous dites et j'aime bien vous entendre parler parce que actuellement j'ai un petit souci de santé cardiaque et j'ai été à l'hôpital Chubert l'autre : ils ont une équipe là-bas au service cardiologie, chapeau ! ils viennent vous parler, vous expliquent tout de A à Z c'est super parce qu'au moins tu sais ce qu'ils vont te faire et ensuite, tu pars plus tranquille, quand ils quittent la chambre t'es apaisé. C'est vrai que c'est vachement important parce que ça joue sur l'état de santé ! »

³⁴ La « garantie jeunes » est un dispositif géré par les Missions locales destiné aux jeunes de 16 à 26 ans, en situation de précarité qui ne sont ni en emploi, ni en formation, ni en étude. Le dispositif a été étendu à toute la France en 2017, après une phase d'expérimentation. Source : [ministère du Travail](#)

Revaloriser le travail Augmenter les indemnités maladie

4

Un participant: « Il faut remettre la valeur travail en avant parce que là je suis en arrêt de travail j'ai été au chômage il n'y a pas longtemps, j'ai quitté une boîte après 27 ans de maison, j'ai retrouvé un autre travail à côté mais il m'a pas gardé du coup j'ai retouché du chômage. Moi le chômage, j'aime pas trop ça et puis dans le transport y a quand même énormément de boulot, et j'ai retrouvé du travail vite fait. Jje suis passé à la médecine du travail là ils m'ont dit : « vous avez un problème cardiaque, on vous met en arrêt » et depuis que je suis en arrêt, je touche 50% de mon salaire, alors que si vous avez des problèmes d'argent en plus que d'avoir des problèmes cardiaques c'est pas fait pour arranger les choses... Je peux pas reprendre le travail en tant que chauffeur routier avec des soucis cardiaques, je dois me faire installer un pacemaker et tant qu'il n'est pas installé et qu'ils m'ont pas donné l'aval j'ai pas le droit de reprendre le boulot, pourtant moi j'ai bien insisté pour reprendre le travail. A côté de ça quand j'étais au chômage je gagnais plus que quand je suis en arrêt : il vaut mieux être en pleine forme et au chômage que d'être travailleur et malade ! »

PRINCIPES

Arrêter la surréglementation

2

Un participant: « Je vais dire tout simplement au président Macron : qu'il arrête de nous embêter ! J'en reviens toujours au transport, parce que c'est mon domaine, mais les 80km/h, les choses comme ça, qu'il les laisse à la compétence des régions ! Ce n'est pas au niveau national qu'on règle si une route doit être à 60, 80 ou 90 km/h ! Il y a des endroits où on peut plus dépasser et c'est plus dangereux qu'avant ! Qu'ils arrêtent de nous emmerder avec toutes leurs législations ! Dans le transport, c'est une catastrophe : quand vous partez le matin, vous êtes sans arrêt en train de réfléchir pour ne pas attraper une prune en fin de journée et c'est pénible de travailler comme ça ! Qu'ils nous laissent libres un peu, qu'ils nous lâchent avec tout ça ! »

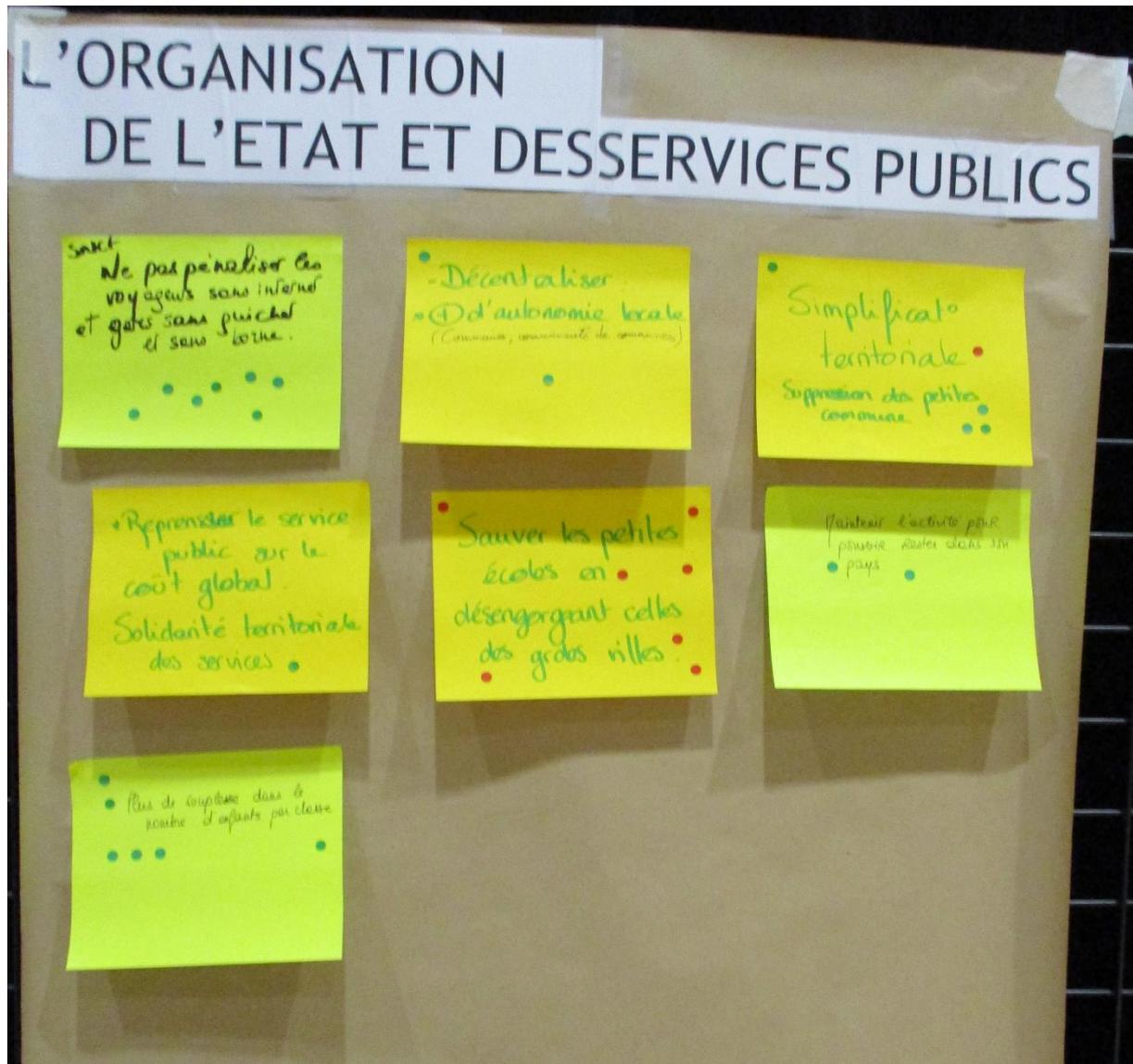
CONFIGURATION DE LA SALLE



EN FIN DE REUNION, VOTE PAR « GOMMETTES » DES PARTICIPANTS



Photos des panneaux par thèmes avec les contributions retranscrites au fur et à mesure et le « vote » par gommettes



LA FISCALITE ET LES DEPENSES PUBLIQUES

* Remise à plat
du système d'im-
position pour que les
les riches contribuent

TAXER les tous
les carburants

Supprimer la
CICE

Comment payer
d'impôt pour
de services
publics?

Faire la chasse à
l'évasion fiscale

Faire payer les
CAFA
et les autres
multinationales

Faire participer
les autoroutes ds
les frais de sorties
d'auto route (voir
Jusqu'au villes routes)

Appliquer les prescriptions
des rapports des Comptes

* Pas privatiser les
sociétés rentables
* Nationaliser
l'autoroute

Conserver l'éclatane
pour faire payer les étrangers
qui travaillent en France
et utilisent les nationales.

Mettre le colotype

* Que l'Etat
fasse des Budgets
à l'équilibre.
(Supprimer la dette)

Relativiser l'importance
de la dette avec la
richesse du patrimoine

Permettre à chaque
français de vivre correcte-
ment: social, financier,
environnement.

* Connaître l'utilisat
de l'argent
public.

LA DEMOCRATIE ET LA CITOYENNETE

Quelques idées pour le vote des lois à l'Assemblée nationale

- Arrêt des séances nocturnes de l'Assemblée Nationale

Faire les lois qui ont plus de chances d'être votées

Pas de cumul des mandats

Conserver le Sénat

Arrêter la sur-réglementation

Reconnaître le vote blanc
Éliminer le vote sanction
Mise en place d'un salaire

* Augmenter les listes incomplètes des petites communes
Donner du choix

Prendre le vote obligatoire

Encourager la participation aux conseils municipaux (communaux)

Redonner de l'intérêt au vote

Redonner un sentiment de citoyenneté (- de critiques - de espoir)

Éducation d'initiation à l'engagement syndical

Revaloriser le statut des maires (plus faibles) permettre meilleur engagement citoyen

* Pas de politique dans les syndicats

Redonner une place aux syndicats
Respect des partenaires sociaux par le pouvoir

Savoir écouter l'engagement des jeunes par l'entretien

* Éduquer à la citoyenneté dès l'enfance

LA TRANSITION ECOLOGIQUE

- TVA calculée sur l'empreinte écologique des produits
- Augmenter progressivement la TVA sur les produits à fort impact écologique

- Intégrer le traitement des déchets dans le coût du kWh (nucléaire)
- Intégrer dès la conception la fin de vie du produit.

Faire en sorte que le travail ne nécessite pas trop de déplacements.

* Pourquoi pas + de colza ds les véhicules? (40% export)

* Promouvoir l'hydrogène plutôt que l'électrique

limiter la pollution des eaux par les pesticides et traiter les médicaments et les pesticides dans les stations d'épuration

Appliquer les normes aussi aux produits importés

* Recréer de l'emploi local

* Aménager des voies protégées pr les transports doux

AUTRES

- Arrêter le renvoi
des ^{Personnes} ~~transferts~~
dublimés

- Investir l'argent des
centres de rétention
pour les migrants.

Garantir l'autonomie
numérique de
l'Europe

• Favoriser l'accès au
logement et à la
nourriture pr les étudiants

* Aides pour ~~passer~~
financer les
coûts de ~~centres~~
des étudiants.

* RSA moins de
25 ans.

Conserver et créer
des emplois dans les
métiers de relation humaine
non robotisables -

Augmenter les
indemnités maladies

* Revaloriser le
travail



Conseil de Développement

Golfe du Morbihan Vannes Agglomération — Arc Sud Bretagne — Questembert Communauté

Le grand
débat national

Date et horaire : 1^{er} mars 18h-20h

Lieu : La Lucarne - Arradon (56610)

Cette synthèse est destinée au site du Grand débat National et aux participants ayant demandé à la recevoir par courriel.

COMMUNICATION

La réunion a été annoncée par la Mairie dans la presse locale et sur ses supports d'information, ainsi que sur le site du Grand Débat National.

Le Conseil de développement a créé un « évènement » sur sa page Facebook.

DEROULE DE LA REUNION

Environ 120 personnes présentes. 2h de réunion.

Equipe d'animation composée du président et de l'animatrice salariée du Conseil de développement

En tout, 74 contributions ont été placées par l'équipe d'animation sur des panneaux pendant la réunion (voir photos en fin de document)

Pour plus de cohérence dans la synthèse, certaines contributions ont été déplacées d'un thème à l'autre.

REGLES ET METHODE

Les participants ont été invités à s'exprimer au micro autour des quatre thèmes décidés par le Président de la République, non exclusivement. Ils étaient libres les sujets de leur choix. Les contributions étaient affichées sur des panneaux au fur et à mesure, et les participants ont été invités à la fin de la réunion à positionner des gommettes vertes et rouges sur celles-ci pour les soutenir ou les contester (voir photos du résultat final en fin de document).

NB : Très peu de participants sont restés pour cette étape, le résultat est donc peu significatif. Le nombre de gommettes apposées est néanmoins indiqué dans les cartouches en face de chaque sujet.

CONTENU DES ECHANGES

NB : Les contributions sont réunies selon les thèmes proposés par le Président de la République, avec en plus un thème « Autres sujets ». Les sous-thèmes indiqués ont été créés par le Conseil de développement pour plus de lisibilité, ils n'ont pas été validés par les participants.

Les citations ont été retranscrites à partir d'un enregistrement sonore. Elles ont été simplifiées pour une forme plus lisible, en collant au plus près possible des mots des participants. Les contributions ne sont pas présentées dans un ordre chronologique ou hiérarchique.

ORGANISATION DE L'ETAT ET DES SERVICES PUBLICS

Baisse du nombre d'élus (exécutifs locaux) Supprimer les comités inutiles

Un participant: « Ne serait-ce que dans le Morbihan, ce qui me frappe, c'est par exemple l'Agglo : on a 15 vice-présidents ! Dans le département, on a plus de 80 commissions et quand on a des commissions, on a un président, une secrétaire... Si on multiplie ça par le nombre de départements en France, je pense qu'on arrive à faire certaines économies. D'autre part, la [Cour des comptes](#)³⁵ fait des remontrances chaque année et on en tient pas compte : est-elle nécessaire ? Les « comités Théodule »³⁶, à quoi servent-ils ? On en sait rien, certains n'ont même pas une réunion par an... Le Conseil économique et social³⁷, qui est chargé de faire des lois, on s'aperçoit que bien souvent on case les gens qui n'ont pas autre chose, on les met là-dedans pour faire quelques projets et personne ne s'en sert... »

Peut-être qu'en diminuant le nombre de commissions, on arrivera à faire des économies ! »

ORGANISATION TERRITORIALE

Réduire mille-feuilles administratif (ex : Agglo)

1

Clarification des compétences → simplification

Un participant: « Je suis d'accord pour qu'on simplifie le mille-feuilles mais en même temps, il y aurait un besoin de simplification et de clarification des compétences parce qu'on a des domaines où on a l'impression que tout le monde s'occupe de tout. Si on prend l'exemple de l'énergie dans le pays de Vannes, on se rend compte qu'il y a plein de structures qui s'en occupent : on a Morbihan Energies³⁸, c'est normal, on a l'Agglo, le PNR³⁹...maintenant on travaille sur le SMVM⁴⁰ et il s'en occupe aussi. En fait tout le monde s'occupe de ce sujet, il y a un gaspillage d'énergie humaine colossal ! »

Rapprocher les centres des décisions du citoyen

Un participant: « Il y a parmi nous qui voudraient refaire la nuit du 4 août⁴¹. C'est sympathique, mais évidemment ça ouvre la voie à toutes les démagogies : haro sur les fonctionnaires, comparaison avec des pays anglo-saxons... Personnellement j'ai pas du tout envie de vivre dans un pays anglo-saxon, la France a une histoire, une fonction publique... Il y a certainement des réformes de fond à faire et d'ailleurs, depuis plusieurs septennats il y a eu des bonnes volontés qui ont essayé de promouvoir ces réformes et tout le monde s'y est cassé le nez : peut-être que cette fois-ci on va réussir, mais il faut néanmoins éviter les facilités. »

Je pense qu'il faudrait une deuxième étape dans la décentralisation, après les lois Deferre⁴² - qui sont relativement insuffisantes au regard de l'économie nationale et de l'immersion de la France dans une économie mondialisée - et rapprocher certains services de l'Etat des collectivités territoriales dont, effectivement, on pourrait réduire le nombre. Ça me paraît quelque chose de sain de rapprocher les prises de décision effectives de ceux qui ont la connaissance fine du terrain. Ce mouvement qui existe en France depuis 3 mois est d'ailleurs le signe de cette volonté de rapprocher les services de l'Etat, d'avoir une plus grande proximité avec les prises de décision effectives et une plus grande efficacité, notamment des services publics. Certains services de l'état pourraient très bien être délégués aux collectivités territoriales soit sous la forme de département, communes ou autres, soit sous une forme de DSP⁴³ de la part de ces collectivités territoriales. Il faut une nouvelle étape audacieuse, véritable, efficace, de la décentralisation. »

SERVICE PUBLIC - GENERAL

Maintenir et renforcer le service public

Un participant: « Je voulais m'exprimer par rapport au terme de « dépense publique », pourquoi on se laisse imposer ce terme de « dépense » ? Pour moi c'est de la production ! Une infirmière qui soigne des gens, elle produit de la santé ! Une institutrice qui enseigne, elle produit du savoir ! A penser en termes négatifs, »

³⁵ La Cour des comptes est l'institution de contrôle chargée de vérifier l'emploi des fonds publics et de sanctionner les manquements à leur bon usage. Elle est notamment constituée de Chambres Régionales. [Site officiel](#)

³⁶ Expression créée par le Général De Gaulle, qui désigne un comité ou une commission qui a peu ou pas d'utilité.

³⁷ Le Conseil Economique Social et Environnemental (CESE) est la 3^{ème} chambre de la République, avec l'Assemblée Nationale et le Sénat, il s'agit d'un conseil consultatif qui conseille le gouvernement sur l'élaboration des lois et les orientations des politiques publiques. Voir son [site internet](#).

³⁸ Organisme regroupant les 253 communes du Morbihan, propriétaire des réseaux d'énergie à basse et moyenne tension, il organise le service public de la fourniture et de la distribution d'électricité. [Site internet](#)

³⁹ Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan. [Site internet](#)

⁴⁰ Schéma de Mise en Valeur de la Mer et du littoral. Il s'agit d'un instrument d'analyse et de gestion spécifique de l'espace maritime et littoral du golfe du Morbihan, actuellement en cours de révision et piloté par l'Etat. Plus d'infos [ici](#)

⁴¹ Référence à la nuit du 4 août 1789, au cours de laquelle l'Assemblée nationale constituante vota l'abolition des privilèges féodaux.

⁴² Les « lois Deferre » (du nom du ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation du gouvernement Mauroy), votées de 1982 à 1984 constituent ce qui est communément appelé l'« acte 1 de la décentralisation ». Plus d'informations [ici](#).

⁴³ Délégation de Service Public

forcément on a envie de supprimer la dépense, moi je suis fier d'habiter dans un pays où on soigne les gens, où les enfants sont instruits gratuitement...donc ma proposition c'est de maintenir et d'améliorer les services publics et de cesser de nous rabâcher ce mot de « dépenses », qui est négatif. »

Transparence sur ce que coûtent les services

Une participante: « Je pense qu'il faudrait mieux connaître ce que les choses coûtent : combien ça coûte une opération d'appendicite ? combien ça coûte une année de collégien ? Je crois que très peu de gens le savent et ça fait, à mon avis, aussi partie de la citoyenneté et de la démocratie, pour revenir au premier sens du mot « démocratie » qui est le pouvoir par le peuple. »

Financement par l'État des services publics locaux

Un participant: « Il faut absolument que l'Etat se réinvestisse dans l'aménagement du territoire, comme il l'avait fait il y a plus de 30 ans : il y avait la DATAR⁴⁴, qui a été supprimée et qui avait le souci de l'équilibre entre les territoires. Je pense qu'il est absolument urgent que l'Etat reprenne en main cette question, en ayant le souci de vérifier qu'il y ait une certaine égalité de l'ensemble des citoyens français quant à l'accès aux différents services. Je pense qu'il y a beaucoup d'initiatives qui sont prises dans les communes : création de maisons médicales, multi services etc. mais les communes sont un peu seules dans cette entreprise. L'Etat devrait soutenir toutes ces entreprises communales qui ont pour but de réintroduire du service local.

SERVICES PUBLICS

Suppressions des monopoles publics et privés

Un participant: « Sur les privilèges : suppression de la situation de monopole de certaines organisations corporatistes, j'ai nommé EDF, GDF, Air France et Education nationale⁴⁵. »

Hôpital public : moins d'encadrement, plus de personnel (infirmiers par ex)

1

Une participante: « Actuellement, à l'hôpital de Vannes, il y a une dizaine de directeurs (et ils en rajoutent encore) et en même temps ils réduisent le nombre d'infirmiers. Est-ce que c'est vraiment utile d'avoir autant de directeurs pour des personnes qui ne produisent rien - puisque ceux qui produisent ce sont les infirmiers d'après moi ? J'ai rien contre les directeurs mais je ne comprends pas pourquoi il y en a autant. »

+ de structures d'accueil pour adultes handicapés -> libérer des places pour les + jeunes

2

Un participant: « On vit dans une société où il y a des gens normaux et puis il y a aussi des handicapés. Il y a des tas de handicapés, des tas de genres de handicap mais il y en a un qui m'intéresse en particulier c'est la trisomie 21. Les médias nous montrent des trisomiques vachement bien, des gens qui sont capables de servir dans un restaurant, très bien mais il y a aussi des handicapés profonds, que les médias ne montrent jamais. Il faut savoir que dans la trisomie vous avez des niveaux variables et il y a des handicapés profonds, qui seront toujours assistés, du début à la fin de leur vie. Ce que je propose c'est qu'on remette en question la loi Creton⁴⁶, c'était une loi très intelligente pour un handicapé qui arrivait à l'âge adulte et qu'on ne sait pas où placer. Le résultat c'est que les plus jeunes ne peuvent pas rentrer en IME⁴⁷, parce que la place est conservée par ces jeunes adultes qui devraient partir en foyer. Ils bloquent l'entrée des plus petits, qui arrivent à aller à l'école jusqu'au niveau maternelle mais après ça coince : on les conserve dans les CLIS⁴⁸ où ils n'ont pas du tout leur place. S'ils étaient pris jeunes dans les IME, ils auraient le bénéfice de ce que font les éducateurs spécialisés et peut être que leur vie pourrait changer. Ce n'est pas la loi Creton que je veux critiquer mais qu'on dépense de l'argent public pour faire des foyers pour les handicapés âgés, qu'on puisse les recevoir quoi et qu'on libère les places pour les plus jeunes ! »

FISCALITE ET DEPENSES PUBLIQUES

Favoriser les grandes entreprises et l'agriculture

Un participant: « On a beaucoup parlé des dépenses et de la manière de diminuer quelques petites dépenses par ci par là, mais on n'a pas assez parlé des recettes. Les recettes, elles viennent de notre industrie, de nos agriculteurs et de ce qu'on fait de leur production. Alors d'accord, c'est évident qu'il faut réduire un certain

⁴⁴ La Délégation interministérielle à l'Aménagement du Territoire et à l'Attractivité Régionale était un service de l'Etat décentralisé qui a existé sous différentes formes et appellations de 1963 à 2014. Ses services ont alors été intégrés, avec le Secrétariat général à la politique interministérielle des villes (SGCIV) et de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSE) dans le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET - [Site internet](#)). Le CGET « Il appuie le Gouvernement dans la lutte contre les inégalités territoriales et le soutien aux dynamiques territoriales, en concevant et animant les politiques de la ville et d'aménagement du territoire avec les acteurs locaux et les citoyens »

⁴⁵ NB : L'ouverture à la concurrence commerciale a eu lieu pour Air France, EDF et GDF en 1997, et 2007.

⁴⁶ « Amendement Creton » : « dispositif législatif permettant le maintien temporaire de jeunes adultes de plus de 20 ans en établissements d'éducation spéciale dans l'attente d'une place dans un établissement pour adultes. ». Source : [portail des MDPH](#)

⁴⁷ Instituts Médico Educatifs. : établissements d'accueil des enfants et adolescents atteints de handicap mental.

⁴⁸ Classes spécialisées destinées aux élèves handicapés, au sein des écoles primaires. Remplacées par les ULIS (Unités Localisées pour l'Inclusion Scolaire) depuis 2015

nombre de dépenses, on est plus à l'époque où les maîtres des forges faisaient couler l'argent comme de l'eau et on pouvait faire un tas de choses : on a plus de fer, on a plus de charbon...donc ce qu'il faut favoriser surtout c'est nos recettes c'est à dire la création de grosses entreprises capables de résister aux grandes entreprises chinoises ou américaines.

Il y a une autre chose : arrêter de tout remettre en cause et simplifier les circuits de décision. Actuellement tout le monde parle des éoliennes mais dès que quelqu'un veut en installer, on y arrive plus, ce qui fait qu'il n'y a pratiquement plus aucun grand projet qui arrive. Par exemple à Notre-Dame-Des-Landes, on fait pas, parce qu'il y a tout un tas d'opposants donc les circuits de décision c'est 0 en France actuellement. »

Réduire dépenses des forces armées et diplomatiques

Un participant: Je pense qu'on peut réfléchir à la baisse des prestations publiques, par exemple : Nous avons une nation qui joue dans le concert des états et des nations, qui entretient des forces militaires et des forces diplomatiques qui coutent très cher et ne sont plus à la mesure de la réalité de l'état en France.

Equité fiscale

TVA

TVA injuste : à moduler en fonction des produits

Un participant: « On est tous soumis à la TVA et c'est fondamentalement l'impôt le plus injuste puisque quel que soit son revenu, on paye le même pourcentage sur les biens qu'on achète. Elle est à un niveau de 5,5% pour les produits de première nécessité, ce qui est un niveau important donc je pense que sur ces produits, notamment l'alimentation, ramener la tva à un taux proche de zéro serait nécessaire, ce qui peut être compensé par une augmentation sur les produits de luxe en parallèle, puisque l'objectif, on a bien compris, ce n'est pas d'augmenter les impôts mais au grand maximum de laisser l'imposition au niveau où elle est. »

TVA récupérable en fonction des revenus (pour les particuliers) = entreprises

Un participant: « Quelqu'un a parlé de la TVA, qui est effectivement un impôt injuste. Il y a quelques années, sous le mandat du président Sarkozy je crois, la TVA avait été supprimée pour les restaurateurs. Ça n'a duré que quelques mois et on s'est aperçu que, rapidement, les prix étaient au même niveau qu'avant la suppression. On le sait, c'est un effet de manche et à plus ou moins long terme, on revient aux mêmes prix qu'avant, ça ne fait qu'augmenter les marges. Je ne suis ni juriste ni fiscaliste mais pourquoi est-ce qu'on ne peut pas envisager, comme les APL ou les aides par rapport à un quotient qui peut être familial ou autre, de faire une TVA particulière comme pour les entreprises, qui ont la possibilité de récupérer la TVA sur ce qu'elles achètent ? Une TVA « particuliers » où les gens les plus nécessiteux par rapport à un seuil ou un barème, pourraient faire une déclaration simple ? Même esprit que les entreprises : on fait confiance et on déclare ou pas mais on peut être contrôlé mais dans ce cas-là on fait une déclaration : on achète les produits de première nécessité et à la fin on déclare « je récupère 30, 40 ou 50 € de TVA » ce qui peut permettre de donner du pouvoir d'achat non pas de façon artificielle, mais de façon plus juste.

Je sais pas, c'est peut être complètement à cote de la plaque ce que je dis, mais supprimer la TVA ça changera de toute façon rien, les prix vont augmenter et les gens paieront la même chose. »

IMPOTS

Remettre à plat impôt(s) sur la fortune

Un participant: « Le mouvement des Gilets jaunes a démarré il y a quelques mois, notamment suite à une incompréhension, une colère par rapport à l'augmentation des taxes sur le gasoil : ça a été le point de départ. Ce qui s'en est suivi derrière, c'est une interrogation importante sur la fiscalité en France. Un des constats qu'on peut poser c'est qu'on a aujourd'hui une incompréhension du système fiscal, tel qu'il existe aujourd'hui, par les citoyens - notamment avec la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune, l'augmentation de la CSG, tout un tas de taxes aussi qui ont augmenté. Donc, dans les pistes qu'on peut donner, je pense qu'il y a la question de l'impôt de solidarité sur la fortune, remplacé par l'impôt sur la fortune immobilière⁴⁹, qui nécessiteraient a minima d'être revisités par le gouvernement. »

Suppression de la taxe d'habitation pour tous

Un participant: « J'aimerais qu'on n'oublie pas le sujet de la taxe d'habitation : l'équité fiscale ça va jusqu'à supprimer pour tout le monde ou la laisser pour tout le monde. »

Supprimer les dispositifs qui favorisent la fraude fiscale

1

⁴⁹ Impôt pour les personnes possédant un patrimoine net taxable supérieur à 1 300 000 € au 1er janvier. Source : [Direction Générale des finances publiques](#)

Supprimer les niches fiscales

Une participante: « Dans le sens de plus de justice fiscale et donc de solidarité, je demande la suppression de tous les dispositifs qui favorisent les fraudes fiscales et des niches fiscales qui ne rapportent rien au budget de l'Etat. »

Déclaration unique de tous les revenus

Un participant: « Pour aller jusqu'au bout de la simplification : intégrer, dans une même déclaration, les revenus du travail et les autres revenus, y compris actions etc., comme ça se fait dans certains pays. »

IMPÔTS SUR LE REVENU

Impôts (sur le revenu) payés par tous

Un participant: « On a beaucoup parlé des niveaux d'imposition en France : comment on arrive à faire en sorte que l'impôt et notamment l'acceptation de l'impôt soit remise sur la table telle qu'elle doit l'être, en étant plus juste et plus équitable ? Que tout citoyen puisse contribuer à l'imposition, au fonctionnement de la société, à due proportion de ses revenus et de ce qu'il touche, quel que soit l'origine des ressources. »

Un autre participant « On dit ça mais tout le monde paye déjà la CSG, qui est appliquée sur tous les revenus notamment les revenus fonciers etc. donc on a aujourd'hui un double impôt : l'impôt sur le revenu qui est payé par 46% des français seulement, et la CSG qui est payée par la quasi-totalité des gens y compris ceux qui ne sont pas salariés mais qui peuvent avoir des revenus autres (immobiliers etc.) Il faudra peut-être à un moment qu'on bascule l'impôt sur le revenu sur la CSG et que la CSG soit appliquée sur l'ensemble des français, quel que soit l'origine et le montant des revenus dont ils disposent. »

ENTREPRISE/TRAVAIL

Halte à l'évasion fiscale

Mobilisation citoyenne pour une harmonisation fiscale entre états

2

Une participante: « Je pense qu'il y a un sujet majeur qui est celui de l'évasion fiscale. Il y a des articles sérieux, depuis longtemps, qui mettent en jeu des sommes absolument colossales et si on arrivait à en récupérer ne serait-ce qu'une partie, on abonderait les budgets publics de façon importante et on éviterait peut-être entre français de se regarder en chiens de faïence pour savoir si Pierre paye un peu plus que Paul.

L'évasion fiscale réelle a 3 aspects : l'aspect qu'a évoqué madame, qui est l'optimisation fiscale, il y a carrément la fraude fiscale pour les gens qui payent des avocats d'affaire pour aller mettre leur argent dans les paradis fiscaux et il y a le troisième volet qui est celui du dumping fiscal que se font les états européens entre eux. Quand on voit par exemple que l'Irlande a voté une disposition pour que Apple paye 0% d'impôt s'ils viennent chez eux... donc ma proposition elle est que les citoyens se mobilisent le plus possible pour exiger de l'Europe qu'on aille vers une harmonisation fiscale, parce qu'on sait qu'il est difficile au niveau d'un état de lutter contre ça. Il va y avoir bientôt des élections et ma proposition c'est que y ait une incitation très forte faite à nos représentants pour que, au niveau de l'Europe, on accentue la marche vers une harmonisation fiscale et une justice fiscale entre tous les états pour que les multinationales et les grandes entreprises payent les impôts qu'elles devraient payer. »

Taxation du travail modulée

Un participant: « Je suggère qu'on aborde la fiscalité du travail, en revoyant la taxation du travail. On est en train de discuter des malaises qui se sont réveillés ces derniers temps : on est tous des individus, on voudrait tous acheter pas cher et avoir de meilleurs salaires et à un moment donné il va falloir équilibrer cette équation. Pour ne pas tuer la compétitivité de la France sur le marché international tout en donnant des ressources améliorées au niveau des bas salaires, on peut travailler sur la fiscalité du travail en réduisant les charges salariales et patronales des bas salaires et en répartissant cette non rentrée sur les plus hauts salaires. Ça permettrait de donner une meilleure compétitivité, et cette économie fiscale on pourrait la répartir entre l'entreprise et le salarié de manière à ce que l'entreprise et le produit gagnent en compétitivité et les salariés gagnent en pouvoir d'achat. »

DEPENSES PUBLIQUES

Réduire dépenses publiques

Un participant: « On a beaucoup parlé de fiscalité mais il faut voir ce qu'il y a en face de la fiscalité, c'est à dire les dépenses publiques. Comme quelqu'un l'a dit tout à l'heure, on est un peu les champions d'Europe voire du monde de la dépense publique par habitant. Je pense qu'il faut qu'on fasse un effort là-dessus, pour réduire nos dépenses publiques en simplifiant, en réorganisant et en optimisant. Le président Macron lors de sa campagne avait fait la promesse de modérer ça, moi j'aimerais bien que ça se fasse parce que si on ne réduit pas les dépenses publiques on arrivera pas à faire ce qu'on veut faire sur la fiscalité. »

Transparence fiscale

Recevoir bilan annuel du coût de ses soins

Un participant: « Une des questions fondamentales que tout citoyen se pose, et chacun d'entre nous ici également, c'est celle de ce qu'on donne et de ce qu'on reçoit, et je pense que le sentiment de chacun c'est qu'il y ait le maximum de justice dans ce mouvement. C'est la question fondamentale de la justice fiscale. Je vais simplement faire une proposition très concrète, qui va dans le sens de la transparence souhaitée par d'autres tout à l'heure : que chaque année, chaque citoyen, ou chaque famille de citoyens puisse, en matière de santé, recevoir de la sécurité sociale (quel que soit l'organisme) ce dont il a bénéficié en matière de santé pendant l'année.⁵⁰ On a mis en place quelque chose d'extraordinaire en France en 1945, c'est la sécurité sociale, or, aujourd'hui, il y a plein d'enfants qui ne savent même pas ce que c'est, quelle est son origine et comment ça fonctionne.

J'entendais l'autre jour quelqu'un dire « j'ai été à l'hôpital où j'ai subi une opération et je suis rentré à la maison. Je suis tombé des nues quand j'ai su que mon séjour avait coûté 6000 € ». Nous allons tous voir le médecin, le dentiste, le pharmacien etc. et je pense que pour la transparence et la responsabilité de chacun il serait important que chaque famille reçoive ce dont elle a bénéficié en matière de santé à l'année. »

RETRAITES

Mettre en œuvre les promesses faites en campagne électorale (retraites...)

Un participant: « Je vais parler des dépenses publiques je voudrais savoir une chose : pourquoi on a un président menteur comme un arracheur de dents puisqu'il avait promis avant de se faire élire qu'il ne toucherait pas aux retraites, non seulement il y touche mais en plus il met des taxes et en plus il supprime l'indexation sur les retraites c'est normal ? »

Suppression de l'augmentation de la CSG pour les retraités

Un participant: « A cause d'un sentiment d'envie d'un certain nombre de français, une majorité bénéficie d'exonérations en ayant droit à toutes les aides sous conditions de ressource et une minorité : la classe moyenne (à définir parce que on est riche à partir de combien ? On est riche par son travail, ses compétences et ses choix de vie...).

Je propose la suppression de la part supplémentaire de CSG qui a été mise en œuvre, sans condition de ressources »

Equité des pensions par rapport aux cotisations

Un participant: « Le président avait promis avant de se faire élire qu'il ne toucherait pas aux retraites et non seulement il y touche mais en plus il met des taxes et il supprime l'indexation sur les retraites !

Et est-ce que c'est normal que des gens touchent 700 euros de retraite et 1200 euros s'ils sont mariés, en ayant jamais cotisé, et s'ils viennent de l'étranger ils y ont droit, quand il y a des commerçants, des paysans qui ont travaillé, qui ont nourri la France, et qui ne touchent même pas cette retraite ? »

FONCTIONNAIRES

Baisse du nombre de fonctionnaires en privatisant des services

1

Un participant: « En France, on a 15% de fonctionnaires, l'Allemagne a 3,5 millions de fonctionnaires pour à peu près 80 millions d'habitants et nous on en a plus de 5 millions pour 66 millions. Moi c'est très simple, je voudrais diminuer le nombre de fonctionnaires : il y a des services qu'on peut rendre privés, par exemple une partie de la SNCF. On peut privatiser des tas de choses comme ça. »

Fonctionnaires polyvalents

Un participant : « Une proposition ponctuelle : la création de fonctionnaire disons « poly-compétents ». On a beaucoup parlé dans la presse des gens de la Poste qui faisaient du travail pour la SNCF etc. moi je propose qu'on développe ce modèle, pour des fonctionnaires polyvalents. »

Stop au « bashing » des fonctionnaires

⁵⁰ Pour information, un relevé annuel (2017 actuellement) est disponible sur le compte Ameli.fr (rubrique « Mes paiements » de chaque bénéficiaire de la CPAM (non vérifié pour les autres caisses).

DEMOCRATIE ET CITOYENNETE

GENERALITES

Faire appliquer les lois sur tout le territoire

Respect de la laïcité

Un participant : « Je voudrais qu'on respecte un peu plus des lois en France qui ne sont pas du tout respectées : il y a des quartiers qu'on appelle « de non-droit », c'est là où il y a toute la drogue qui circule à n'en plus finir et on laisse faire, on laisse courir...

Quand on pense que nos femmes vont bientôt porter le tchador, en tout cas on y va, ça je ne suis pas d'accord je trouve que c'est pas les religions qui donnent les lois c'est les religions qui se mettent sous la coupelle des lois il faut pas inverser les choses. Donc respect de la laïcité parce qu'il y a des maires qui se font condamner parce qu'ils mettent des crèches dans leur mairie mais par contre quand il y en a qui vont prier dans les rues, là on laisse faire... »

Limitation du paritarisme à sa sphère (patronat/syndicats)

Un participant : « Renvoyer le paritarisme à sa sphère et non pas qu'elle empiète sur les questions de budget, les questions pour lesquelles ce n'est pas sa vocation... qu'il n'y ait pas d'empiètement sur, par exemple, la question des retraites en général. Tout le pouvoir politique passe par les fourches caudines des syndicats pour différentes questions. »

ISSUE DU GRAND DEBAT NATIONAL

Vote obligatoire pour un referendum « multi-questions »

Un participant : « Je voulais poser la question sur la représentativité des décisions qui seront prises après toutes ces réunions, parce que en France une élection c'est 50% d'abstention et sur les 50% qui votent c'est 50% d'un côté et 50% de l'autre, donc les décisions qui sont prises sont la représentation de 25% des gens, ça fait 10 millions de voix en gros.

Les réunions comme celle-ci, internet etc. ce sera peut-être 2 millions de personnes donc, si 2 millions de personnes veulent que ça avance dans un certain sens, quel que soit le sujet, et qu'une décision est prise en fonction de ces deux millions, par rapport à d'autres décisions qui sont validées par 10 millions, voire plus, c'est un peu court ! Je pense qu'il faudrait que pour les sujets importants il y ait un referendum multi questions avec un vote obligatoire pour que les décisions qui soient prises soient des vraies réponses à tout le monde, plus que les 2 millions de personnes qui auront eu le culot d'aller dans un débat. »

Référendum OK mais bonne information sur la question

Une participante : « On entend beaucoup parler de referendum en ce moment, il y en aura certainement et la préoccupation que j'ai moi c'est que tout le monde ait un bon niveau d'information pour savoir s'il faut dire oui ou non à la question qui sera posée. On a un exemple sous les yeux c'est l'Angleterre : beaucoup d'anglais sont très malheureux, ils ont demandé le Brexit mais ils n'avaient pas toutes les informations entre les mains et ils se mordent les doigts d'avoir voté pour la sortie de l'Angleterre [de l'Union Européenne] donc il faudrait pas que la même chose se passe en France. Un referendum oui, c'est super, ça permet d'avoir l'avis de toute le monde mais alors avec une information suffisante au préalable. »

PARLEMENT

Appliquer les lois existantes (décrets d'application) avant d'en faire une autre

Une participante : « On a un arsenal de lois en France qui est considérable et dès qu'il y a une affaire ou un problème qui est médiatisé, on dit « il faut faire une loi ». Je pense que c'est beaucoup de temps perdu parce que si on examine ce qu'il y a dans les lois et qu'on regarde le détail, on voit que certaines lois ne sont pas du tout appliquées alors qu'elles devraient l'être. Beaucoup de lois qui n'ont pas de décrets d'application par exemple et ça n'est pas normal ! »

Parlementaires ou fonctionnaires : il faut choisir

1

Un participant : « Vous avez pas mal de fonctionnaires qui sont parlementaires et qui mènent la double carrière. Il faut choisir entre parlementaire ou fonctionnaire ! D'ailleurs, c'est une situation qui se retrouve dans les pays anglo-saxons et notamment l'Angleterre⁵¹. »

⁵¹ Voir le comparatif « [Fonction publique et mandats électifs dans l'Union européenne](#) » sur le site de l'Assemblée nationale (française), rubrique « Royaume-Uni. Document de 2006

Député = casier judiciaire vierge

2

Un participant : « Un agent immobilier qui est condamné n'a plus le droit d'avoir sa carte d'agent, c'est terminé pour lui, pourquoi un député a le droit de se représenter quand il est condamné ? Un député condamné doit pas pouvoir se représenter ! »

Baisser nombre de parlementaires

Diminuer indemnités des parlementaires

Un participant : « On pourrait réduire le nombre de sénateurs : il y en a 348 [en France], en Allemagne il n'y en a que 69 pour 82 millions d'habitants et aux Etats Unis, 100 pour 320 millions. On pourrait faire de sérieuses économies ! On peut aussi réduire les salaires des sénateurs parce qu'ils ont un gain de 5500 € par mois + 7500 pour payer les assistants, plus 6000 pour les frais et 1700 par an pour l'informatique, forfait de téléphone, gratuité en 1ere classe de la SNCF, l'avion gratuit, cercueils gratuits et tout ça sans impôts !⁵² »

MODALITES D'ELECTIONS

Vote obligatoire (tous scrutins)

Introduction de la proportionnelle dans les scrutins

Un participant : « Je pense qu'il faudrait réintroduire une part de proportionnelle dans les scrutins nationaux et locaux »

Un mandat court pour un représentant « tiré au sort »

Un participant : « Moi je me pose une question sur la représentativité de nos élus et je me demande pourquoi on n'intègre pas dans nos représentants une part de citoyens tirés au sort (ça marche très bien dans les jurys d'Assises). On pourrait très bien imaginer un mandat qui serait court, avec une formation disons pendant un an et un an d'action et que tout ça soit pris en charge complètement par l'Etat. Au niveau national d'abord et puis après ça peut se décliner comme on veut, pourquoi pas au niveau d'une municipalité ?... »

REFERENDUM

Référendum d'Initiative Populaire à partir d'un million de signatures

Un participant : Je pense qu'il faut instituer un referendum d'initiative populaire, c'est-à-dire qu'à partir d'un certain nombre de personnes, par exemple 500 000 ou 1 million de signataires, on met en œuvre un referendum

EDUCATION AU CIVISME

Développer/conforter éducation civique à l'école. Apprendre les droits et les devoirs

Une participante : « Je voudrais parler de l'éducation : les enfants sont de futurs citoyens et il n'y a que très peu d'éducation civique. Je souhaiterais vraiment que ce soit davantage développé dès le primaire, puis au collège et au lycée, pour changer une sorte de mentalité qui fait dire à des jeunes "madame j'ai des droits !". Être un citoyen, c'est certes avoir des droits, mais c'est aussi avoir des devoirs. »

Apprendre à vivre ensemble → démocratie (à l'école notamment)

Une participante : « Je crois que la démocratie c'est quelque chose qui s'apprend ce n'est pas spontané, et ça, les grecs l'avaient déjà bien compris. Dans le corps électoral, on voit bien qu'année après année il y a toujours une division entre grandes composantes et dans notre société il y a toujours des composantes différentes qui n'ont pas les mêmes valeurs, les mêmes points de vue, les mêmes visions de l'avenir... Il y a des gens ici avec lesquels je ne suis absolument pas d'accord, et on est bien obligés de vivre ensemble et de fonctionner ensemble. Et ça, c'est quelque chose qui manque dans notre système éducatif : on n'apprend pas à fonctionner en groupe, à prendre des décisions dans un cadre collectif. On apprend à réussir individuellement, à être le meilleur de la classe mais on n'apprend pas à fonctionner d'une manière où on tient compte des autres, à argumenter sans essayer de manipuler, à respecter le point de vue des autres, à l'écouter... On ne développe absolument pas ces compétences dans notre système éducatif, si bien qu'on arrive à une société où chaque composante essaie de prendre le pouvoir et d'imposer son point de vue aux autres : ce sont des affrontements perpétuels et on bascule de l'une à l'autre... Ma proposition c'est qu'on développe à la fois dans le système éducatif et dans tous les

⁵² L'indemnité parlementaire des sénateurs s'élève à 5380,72 € net au 1^{er} janvier 2019 et est imposable. Concernant leurs frais de mandats ils disposent d'une somme générale de 5900 € auxquels s'ajoutent 1200 € par mois pour l'hébergement parisien (sauf les Sénateurs d'île de France), et, pour les moyens informatiques, 3000 € à la prise de fonction puis 1000 €/an. Depuis 2018, l'utilisation de ces avances est contrôlée et doit faire l'objet de justificatifs. Les sommes non dépensées ou non justifiées sont remboursées au Sénat. Pour l'embauche de collaborateurs, ils disposent d'une enveloppe mensuelle de **8 402,85 € bruts**. (source : [Sénat](#))

systèmes extra-scolaires l'apprentissage des compétences qui sont nécessaires à la démocratie, pour le débat et la décision. »

TRANSITION ECOLOGIQUE

Transition énergétique = privilégier une approche globale

Un participant : « Je voudrais intervenir sur le besoin d'une approche globale de tous les problèmes. On l'a dit, la France c'est 1% des émissions de CO₂ au niveau mondial, et il est bien évident que si la France fait quelque chose toute seule, on arrivera à rien du tout et si on ne regarde pas ce qui se passe ailleurs, on est complètement absurdes. Là, en France, on va réduire ou supprimer nos centrales à charbon et on apprend que les chinois sont en train de construire 500 unités de production d'électricité au charbon donc on est dans l'absurde. Les voitures électriques, sur le plan écologique c'est aussi une catastrophe : quand vous regardez ce qui se passe au Chili en ce moment, où les paysans sont en train de crever parce qu'on utilise l'eau des rivières pour laver le sel pour extraire le lithium, l'Afrique où on exploite les enfants... on est dans l'absurdité totale donc, nécessité d'une approche globale de tous les problèmes sinon on va conduire la France à une catastrophe sur le plan économique. »

Maitriser la transition écologique/soutenir le recyclage sur les énergies renouvelables/écologie industrielle à développer

Un participant : « Je pense qu'il faut rétablir la taxe carbone, rétablir les portiques et maitriser la transition écologique. Je pense qu'il faut bien se rendre compte que du pétrole il n'y en a plus pour très longtemps : dix, vingt, trente ans peut-être ? Pour le nucléaire, il n'y a plus d'uranium alors j'ai un copain scientifique qui propose de brûler du thorium, très bien et so what ? Dans 20 ans on aura plus de thorium non plus et pendant ce temps-là on accumule des poubelles nucléaires... Donc je pense qu'il faut maitriser cette transition écologique et financer le passage vers autre chose que sont les sources renouvelables, le passage au moteur à hydrogène pour tous les véhicules pour lesquels c'est possible... Il faut le financer et ça veut dire mettre des taxes sur la consommation, notamment des produits pétroliers. L'erreur qu'a fait le gouvernement lors du dernier trimestre c'est de mettre des taxes sans prévoir d'accompagnement, sans anticiper le mécontentement généré et les problèmes posés, donc pour moi il y a une vraie écologie industrielle à mettre en place. C'est pas seulement l'écologie au sens pollution, c'est aussi générer du savoir-faire et du travail autour des énergies renouvelables, arrêter d'importer du pétrole à prix fou, aller vers des nouvelles énergies et rétablir la balance commerciale. Il y a des solutions, il y a une volonté politique à avoir : on cite souvent certains pays comme exemples et il y a un certain nombre de pays qui ont mis en place des plans d'action pour sortir du nucléaire et d'un certain nombre de dépenses énergétiques par exemple la Suisse ou l'Allemagne. »

PÊCHE/AGRICULTURE

Halte à la surpêche (sauver les dauphins...)

Un participant : « Que les pêcheurs arrêtent de pêcher à outrance et avec des chaluts : il y a encore eu 600 dauphins morts sur les plages françaises⁵³ ! Le chalut, c'est la surpêche qui sert à rien, où on balance des poissons : on ne les utilise pas et on ne respecte pas. Un jour y aura plus de poissons dans nos mers : on aura de l'argent oui, mais l'argent ne nourrit pas l'homme ! »

Réduire l'empreinte foncière sur les terres agricoles

Une participante : « Je voudrais parler de l'agriculture et de l'urbanisme : je trouve qu'aujourd'hui il y a une pression immobilière trop importante, est-ce qu'on ne pourrait pas la réduire pour ne pas amputer toutes ces terres agricoles ?⁵⁴ On est concernés plus particulièrement ici dans la région, est-ce qu'il y aurait quelque chose à faire de ce côté-là de manière à conserver de la terre cultivable pour les agriculteurs ? Parce que je pense qu'on en a besoin et qu'on en aura besoin de plus en plus »

EAU

Obligation de récupérateurs d'eau pour constructions neuves

Un participant : « Il faudrait au niveau de chaque maison, de chaque permis de construire, une rétention d'eau de quelques m³. Dans certaines régions du sud, quand il pleut beaucoup, 24h avant on nous dit « videz vos cuves pour retenir l'eau puisqu'il va y avoir des fortes pluies » : l'été on a de l'eau et c'est du pouvoir d'achat, et l'hiver on a beaucoup moins de casse au niveau des assurances puisque les retenues d'eau, c'est d'autant moins de niveau d'eau au niveau des vallées. Ça permet de réguler les catastrophes naturelles au moins en partie, et de faire travailler des gens du coin puisque les maçons ne sont pas délocalisables. »

⁵³ Au 18 mars 2019, le Réseau National d'Échouage compte près de 850 échouages de petits cétacés dont 90% de dauphins communs depuis le 1^{er} janvier. Source : [Observatoire Pelagis](#)

⁵⁴ Différentes lois (littoral, SRU, ALUR ou dernièrement ELAN notamment) visent à limiter les consommations d'espaces naturelles et agricoles. Les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) et les Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) traduisent ces lois dans leur objectifs en limitant les consommations foncières, en favorisant l'intensification des espaces urbanisés, en protégeant les espaces agricoles et naturels mais aussi la Trame Verte et Bleue. Voir la présentation du projet de SCOT de Golfe du Morbihan-Vannes agglomération, en cours d'élaboration [ici](#)

CONSOMMATION

Interdire le suremballage et réduire les déchets

2

Une participante: « Essayer de réduire les déchets en général et d'interdire le suremballage, notamment dans les grandes surfaces »

ENERGIE

Attention au coût des énergies renouvelables/privilégier les économies d'énergie

Un participant: « Monsieur a évoqué ce qu'a fait l'Allemagne en matière d'énergie renouvelable, effectivement ils sont passés aux travaux pratiques avec la volonté de réduire le nucléaire et de promouvoir le renouvelable. Le bilan de l'opération à mon sens peut se résumer à deux chiffres :

Ils ont dépensé 125 milliards d'€ dans le renouvelable et avec ça on produit annuellement 75 milliards de kWh. Or, ce qui est demandé à la France enfin ce que prévoit la loi de transition c'est de produire 25% de notre électricité en renouvelable, donc quand on fait la règle de 3, ça conduit à une dépense de 240 milliards d'€ ! Il faut avoir conscience de ce chiffre-là, qui est totalement hors de portée d'ici 2025 !

Aujourd'hui, quand on regarde la production d'effet de serre, un Français c'est 5 tonnes d'équivalent CO₂ par an, un Allemand c'est 10 tonnes. Pourquoi ? Parce que quand les énergies renouvelables sont défaillantes (par exemple quand il y a du froid et pas de vent) c'est le charbon ou la lignite qui compensent, avec la pollution que l'on connaît en terme d'effet de serre et de particules

Ma proposition c'est de changer de stratégie en la matière et d'orienter fortement nos efforts plutôt sur les économies d'énergie où on est sûrs de ne pas se tromper, plutôt que sur des énergies renouvelables qui sont une forme de leurre aujourd'hui. »

PHOTOVOLTAÏQUE

Moraliser le domaine des panneaux photovoltaïques

Un participant: « J'ai voulu installer des panneaux solaires chez moi. J'en suis au troisième devis et à chaque fois j'ai eu l'impression d'avoir affaire à des escrocs... Je voudrais résoudre le problème et j'ai l'impression que la pose de panneaux actuellement, c'est vraiment la proposition d'escrocs pour venir vous faire des contrats où vous devez vous engager pour 15 ans - on m'a même proposé 25 ans alors que j'ai 74 ans : j'ai trouvé ça génial ! »⁵⁵

Prendre au sérieux la filière photovoltaïque = une politique pérenne du gouvernement

Un participant: « Est-ce qu'on ne pourrait pas résumer ce qui vient d'être dit en disant de revenir sur l'accompagnement fiscal du déploiement des panneaux solaires ? Il y a eu des volte-face gouvernementaux entre les équipes Sarkozy puis Hollande : un coup on a supporté et on a dit qu'on allait racheter à un certain prix puis on a arrêté. Je pense qu'il y a là une réflexion politique à faire au niveau du gouvernement sur l'accompagnement du déploiement des panneaux solaires, avec une vision relativement stable, parce que je comprends les gens qui sont un peu choqués des changements de stratégie du gouvernement. »

NUCLEAIRE

Conforter le nucléaire

Un participant: « Retour au nucléaire et en particulier réouverture de Superphénix⁵⁶ qui était une merveille et qu'on a scandaleusement fermé ! »

TRANSPORTS

Développer les énergies propres et sans déchets

1

Un participant: « Je suis 100% d'accord pour une transition écologique, le problème c'est qu'on a décidé que le diesel n'était pas polluant donc il fallait acheter des voitures diesel, maintenant on ne peut plus parce que c'est très polluant alors on passe à l'essence. Mais on met des pénalités sur la carte grise parce qu'on a de l'essence et il y a des diesels qui n'ont pas la pénalité... Et puis on veut passer aux voitures électriques : je sais pas si vous savez mais les voitures électriques c'est encore plus polluant que le diesel, parce que le lithium qui est dans les batteries on ne sait pas ce qu'on peut en faire. Elles vont s'entasser les unes au-dessus des autres et ça va polluer les terres donc c'est pas mieux que le nucléaire, le diesel et autres... Ma proposition c'est de développer des énergies propres qui ne polluent pas, du style des plaques photovoltaïques ça y a pas de problème, des voitures à hydrogène et tout ce genre de choses... »

⁵⁵ NB : Les particuliers propriétaires occupants (dans des logements construits il y a de plus de 15 ans) souhaitant entreprendre des travaux dans le domaine énergétique peuvent contacter l'[Opération Renovee](#) de Golfe du Morbihan-Vannes agglomération, pour des conseils neutres et gratuits, y compris par exemple sur la pose de panneaux photovoltaïques. Contact : Direction Habitat - Logement - 02 97 60 42 55 - operation.renovee@gmvaggllo.bzh

⁵⁶ Ancien réacteur nucléaire, arrêté en 1997

Diminution taxe produits pétroliers/Suppression taxe carbone/taxer le fuel lourd/taxer le kérosène

1

Un participant: « J'ai quatre propositions qui se tiennent : diminution de la taxe sur les produits pétroliers (essence et gasoil des voitures), ça c'est facile ; suppression de la taxe carbone ; imposition du fioul lourd des bateaux, qui est non taxé sachant un litre de fioul lourd est plus polluant que 3000l de gasoil de voitures, qu'un bateau consomme en moyenne 10 à 12 000l par heure et qu'il y a plus de 10 000 bateaux qui circulent 24h/24 ; quatrième chose : imposition du kérosène des avions - bien que la convention de Montréal⁵⁷ demande qu'il ne soit pas imposé, certains pays le font, en particulier des états d'Amérique, le Japon, la Suisse et certains pays du nord. »

Développer les transports en commun Des transports en communs plus nombreux et gratuits

Une participante: « Je pense que ce n'est pas parce que c'est pire ailleurs qu'il faut pas faire des efforts de notre côté : pour les voitures, l'idéal serait de privilégier les transports en commun et donc d'en mettre en place qui desservent plus. »

Une autre participante: « Il faudrait développer effectivement les transports en commun mais surtout une gratuité des transports en commun, ce qui est fait dans certaines villes et les gens l'utilisent. Donc plus de transports en commun, avec un nombre important de navettes - qu'on ait pas qu'une heure pour aller à Arradon par exemple - et que ça soit gratuit ! »

AUTRES SUJETS/SUJETS TRANSVERSAUX

POUVOIR D'ACHAT

Augmenter le SMIC

Plafonner les dividendes et distribuer le surplus aux salariés

1

Un participant: « Je pense que ce serait bien de plafonner les dividendes reversés aux actionnaires et, s'il y a trop d'argent, le reverser aux travailleurs. »

LEGISLATION

Remettre à plat l'arsenal juridique

Un participant: « Au cours de ce débat j'ai entendu beaucoup de choses intéressantes, beaucoup de propositions, sur beaucoup de sujets, et l'arsenal juridique est à remettre totalement à plat : il faut le revoir de fond en comble parce que parmi toutes ces propositions, à aucun moment une personne ne s'est demandé si c'était réalisable et recevable sur un plan juridique. Toutes ces propositions pourraient être remises en cause parce que nous n'avons pas la capacité de les accepter avec l'arsenal juridique dont nous disposons. Je ne sais plus si c'est le citoyen qui parle ou le magistrat, mais c'est pas recevable en l'état. »

Augmenter le seuil de retrait de points/différencier amende et retrait de points

Un participant: « Il y a sur la route bon nombre de gens qui conduisent sans permis et donc sans assurance, c'est navrant mais ça a une cause, ce n'est pas arrivé comme ça ! On sait bien qu'il y a des gens qui n'en ont rien à faire : ils sont sur la route pour rouler à 150, 180 ou même 200 s'ils pouvaient ! On s'en fout, ils sont pas nombreux ! Ce qui est gênant, c'est qu'il y a des gens sans permis qui ont besoin de rouler pour travailler et qui se font avoir pour un dépassement de 5 ou 6 km/h ramené à 1km/h. Et qu'est-ce qu'on leur fait ? Une amende, ça c'est juste, mais un point de retrait est-ce que c'est juste ? Je parle de ces gens qu'on voit en fourgonnette, qui roulent, qui roulent, et qui font très attention, et là intervient une injustice parce que les gens plus aisés, qui ont des voitures un peu plus modernes, ils roulent en régulateur de vitesse et ceux-là ils ne se font pas avoir, et il y a les autres qui sont concentrés sur leur compteur, qui font très attention mais qui se font avoir quand même, parce que c'est très difficile de rouler en contrôlant sa vitesse avec tous les changements de panneaux. Ce que je voudrais c'est que l'on déplace le retrait de points de 10km/h de dépassement c'est à dire par exemple on est à 81, tout va bien et qu'on retire le point quand on est à 91 mais qu'on conserve l'amende à 81 pour qu'il y ait moins de retrait de permis et donc moins de gens qui roulent sans permis et sans assurance. »

⁵⁷ NB : c'est la Convention de Chicago, signée en 1944, qui prévoit que, pour les vols internationaux, « Le carburant (...) se trouvant dans un aéronef d'un État contractant à son arrivée sur le territoire d'un autre État contractant et s'y trouvant encore lors de son départ de ce territoire, sont exempts des droits de douane, frais de visite ou autres droits et redevances similaires imposés par l'État ou les autorités locales. ». Concrètement, la taxation du Kérosène est possible et appliquée par certains pays mais uniquement sur des vols intérieurs.

Pénaliser aussi les clients de la drogue⁵⁸

Un participant: « Le mot "drogue" a été évoqué tout à l'heure, moi je voudrais faire une proposition : nous constatons hélas que l'agglomération de vanves est bien placée sur le plan national pour le trafic de drogue. Pourquoi on ne ferait pas une loi pénalisant les acheteurs comme on a une loi pour les personnes qui pratiquent qui fréquentent les dames du bois de Boulogne et autres lieux ? Parce qu'on est très fiers quand on saisit de la drogue, on parle des dealers mais on ne parle jamais des acheteurs - je sais très bien pourquoi, parce que c'est sans doute en général du beau monde qui le fait acheter par des intermédiaires. C'est scandaleux ! »

Halte aux normes inutiles

Une participante: « Je crois qu'on croule actuellement sous les contraintes et sous les normes. Je prends l'exemple du contrôle technique des voitures le nombre de points de contrôle a été multiplié par deux ou par trois⁵⁹ et on est en face de quelques aberrations. Par exemple, les pneus de voiture maintenant, je sais pas si tout le monde le sait, vous devez les changer systématiquement au bout de trois ans je crois⁶⁰ pour les personnes qui roulent beaucoup, qui usent leurs pneus et les personnes âgées ou ceux qui ne roulent pas beaucoup. On ne vous demandera pas s'ils sont usés ou pas usés vous devez les changer ! On connaît le coût des pneus aujourd'hui, c'est un poste de dépense important pour les français, et ce sont des choses qui peuvent agacer ! »

INFORMATION

Rendre information globale et objective

1

Un participant: « On a une très forte insatisfaction par rapport à l'information en général, d'où qu'elle vienne. Aujourd'hui tout le monde peut s'exprimer partout, sur les médias, internet...le gouvernement s'exprime etc. et on ne reçoit que des petits bouts d'information. On sait que ça, c'est mieux en Allemagne, ça, c'est mieux en Espagne, ça, c'est mieux aux Etats Unis et donc il y a un bashing⁶¹ permanent alors que moi, pour avoir beaucoup voyagé par mon travail, je sais qu'en France on n'est quand même pas si mal, même si y a des gens malheureux. Donc, ce que j'aimerais c'est que l'information soit un peu plus globale, qu'elle nous donne des données qui évitent que tout le monde puisse avoir un avis qui n'a éventuellement aucun sens parce qu'on regarde par le petit bout de la lorgnette. »

+ de pédagogie sur les bénéfices de l'Europe

1

Un participant: « Je pense qu'on parle beaucoup d'Europe de façon critique, en termes de charge etc. mais on ne voit pas tous les bénéfices que nous apporte l'Europe. Moi je suis évidemment convaincu qu'il n'y a pas d'avenir pour la France en dehors de l'avenir de l'Europe, donc il faut faire plus de pédagogie et rendre plus visibles l'Europe dans notre vie quotidienne »

SANTE

Production européenne des médicaments (contre la pénurie)

Un participant: « Je voudrais m'exprimer sur la question des médicaments : il faudrait qu'on ait une obligation au niveau de l'Europe de produire nos propres médicaments, sur place, parce qu'il y a une spéculation des prix et des gens qui vont mourir parce qu'il y a des pénuries de plus en plus importantes. Refixer des usines en Europe pour qu'il y ait au moins une solidarité au niveau européen de la production des médicaments »

⁵⁸ NB : L'usage de drogues est actuellement puni jusqu'à 1 an d'emprisonnement et 3500 € d'amende. Source : ServicePublic.fr

⁵⁹ Au 20 mai 2018, le nombre de points de contrôle est passé de 123 à 133. La liste des « défaillances » devant faire l'objet de réparation plus ou moins obligatoires est, elle, passée de 410 à 610

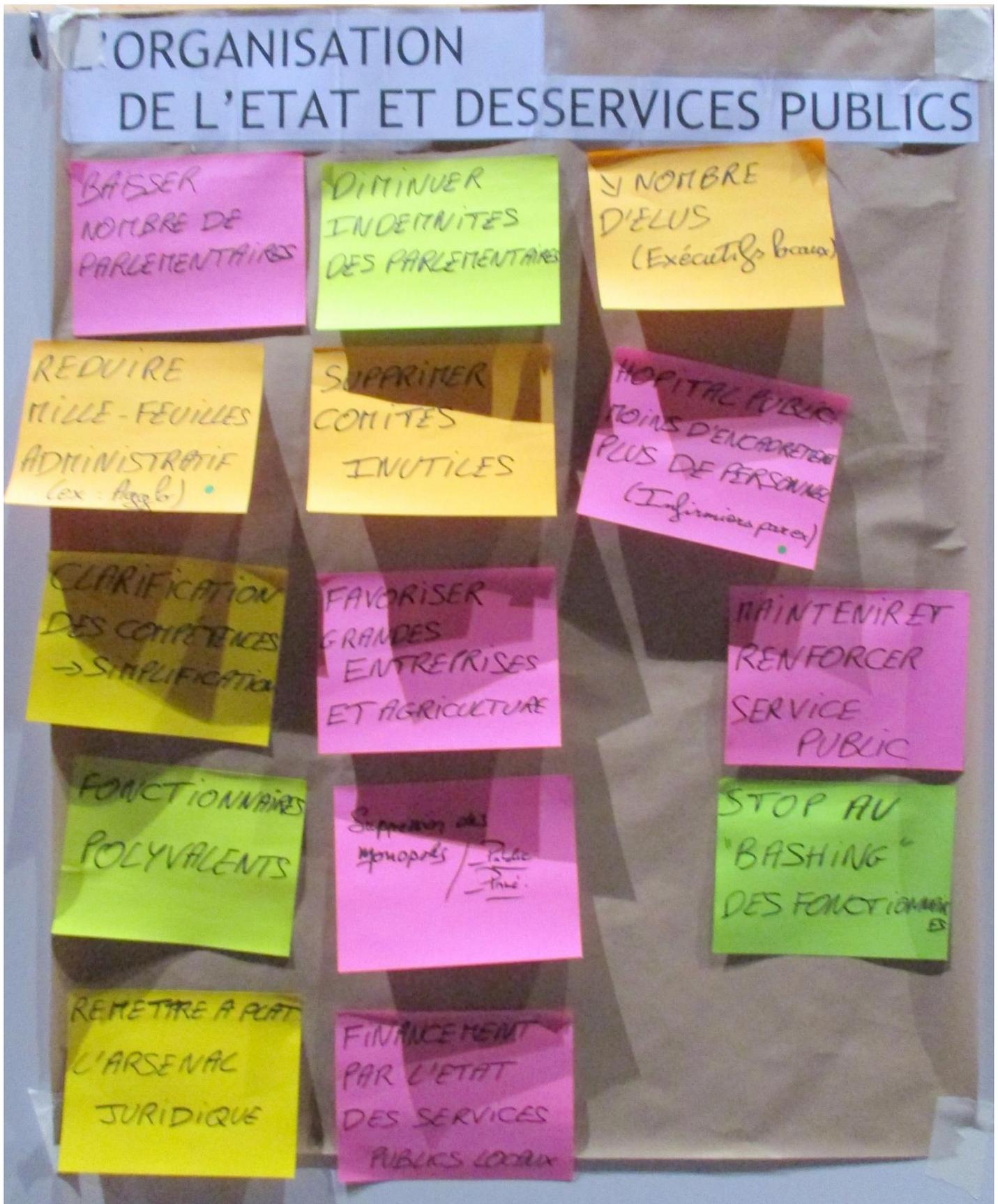
⁶⁰ NB : Malgré nos recherches, nous n'avons pas trouvé la trace d'une telle réglementation

⁶¹ « Critique, attaque systématique »

CONFIGURATION DE LA SALLE



Photos des panneaux par thèmes avec les contributions retranscrites au fur et à mesure et le « vote » par gommettes



LA FISCALITE ET LES DEPENSES

PUBLIQUES

TVA injuste
A MODULER EN
FONCTION DES
PRODUITS

IMPÔTS (revenu)
PAYÉS PAR TOUS

Remettre à plat
Impôt(s) sur la
fortune

SUPPRESSION
TAXE D'HABITATION
POUR TOUS

Mettre en œuvre
les promesses faites
en campagne
électorale
(réduites)

REQUERRE
DEPENSES
FORCES ARMÉES
ET DIPLOMATIQUES

Equité des
pensions par
rapport aux
cotisations

UN NOMBRE DE
FONCTIONNAIRES
EN PRIVATISATION
DES SERVICES

EQUITE
FISCALE

DECLARATION
UNIQUE DE
TOUS LES
REVENUS

TAXATION
DU TRAVAIL
MODULÉ

TRANSPARENCE
FISCALE

SUPPRESSION
DE L'AUGMENTATION
DE LA CSG POUR
LES RETRAITÉS

SUPPRIMER
NICHES
FISCALES

SUPPRIMER
DISPOSITIFS
QUI FAVORISENT
LA FRAUDE FISCALE

REQUERRE
DEPENSES
PUBLIQUES

TVA RECUPERABLE
EN FONCTION DES
REVENUS (particuliers)
= entreprises

RECEVOIR BICAN
ANNUEL DU
CÔTÉ DE SES
SOINS

HABITE A
L'ÉVASION
FISCALE

MOBILISATION
CITOYENNE POUR
L'HARMONISATION
FISCALE ENTRE
ÉTATS

LA DEMOCRATIE ET LA CITOYENNETE

Vie démocratique
par un référendum
"open question"

VOTE
OBLIGATOIRE
(Vote scruté)

Un mandat court
pour un référendum
"à vie au ser"

Faire appliquer les
lois sur tout le
territoire.

Parlementaire.
factograph
il faut élargir...

Député = Casier
Judiciaire
noir.

Respect de la
laïcité

Référendum
d'initiative
populaire
à partir d'un
nombre de signatures

Développer/Élargir
l'éducation civique
à l'école.
Apprendre les droits
et devoirs.

Transparence et
ce qui coûte les
services
"Démocratie"

Apprendre à
vivre ensemble.
→ démocratie
(à l'école y compris)

INTRODUCTION
DE LA
PROPORTIONNELLE
DANS SCRUTINS

droit de
participation
à sa sphère
(Sachet / Sphère)

Rapprocher des
Centres des décisions
du citoyen.

Appliquer les lois
existantes (droits
d'application)
avant d'en
faire une autre.

~~NON~~ OBLIGATION
DE RECUPERATEURS
D'EAU POUR
CONSTRUCTIONS
NEUVES

Proposer une
facteur juridique
performante.

REFERENDUM
OK MAIS
BONNE INFORMATION
SUR LA QUESTION

LA TRANSITION ECOLOGIQUE

- Augmenter Taxe Inc. Venés
- Supprimer l'excise
- Taxer le fuel lourd
- Taxer le tourisme

Coûter le yachting

- Faciliter la transition écologique
- Soutenir la recherche sur les énergies renouvelables
- Ecologie industrielle et développée

Développer des énergies propres et sans déchets

Halte à la surpêche (sauver les dauphins...)

- Attention au coût des énergies renouvelables
- Privilégier les énergies décarbonées

Des transports en commun plus confortables et gratuits

Transition énergétique = Privilégier une approche globale

Interdire le suremballage et réduire les déchets

Développer les transports en commun

Réduire l'empreinte foncière sur les terres agricoles

Privilégier le montage des panneaux photovoltaïques

Prendre au sérieux la filière photovoltaïque = une politique publique au Sénégal

AUTRES

AUGMENTER
LE SMIC

PENALISER
AUSSI
CLIENTS DE
LA DROGUE

Augmenter le seuil
de retrait de point.
Différencier
l'impande # retrait de
points

HÂTE AUX
NORMES
INUTILES

PRODUCTION
EUROPEENNE
DES MEDICAMENTS
(contre la pénurie)

RENDRE
INFORMATION
GLOBALE ET
OBJECTIVE

PLAFONNER
LES DIVIDENDES
ET DISTRIBUER LE
SURPLUS AUX SALARIÉS

⊕ de structures
d'accueil pour adultes
handicapés
→ libérer des places
pour les ⊕ jeunes

⊕ de pédagogie
sur les bénéfices
de l'Europe



Conseil de Développement

Golfe du Morbihan Vannes Agglomération — Arc Sud Bretagne — Questembert Communauté

Le grand
débat national

**Date et horaire : 5 mars, 19h-
21h**

**Lieu : Salle de la Landière, Theix-Noyal
(56450)**

COMMUNICATION

La réunion a été annoncée dans la presse locale et par la Mairie sur ses supports de communication (panneaux lumineux, site internet...). Elle a également été enregistrée sur le site du Grand Débat National.

Le Conseil de développement a créé un « événement » sur sa page Facebook

DEROULE DE LA REUNION

Environ 80 personnes présentes. 2h de réunion.

Equipe d'animation composée de 4 bénévoles du Conseil de développement.

En tout, 79 contributions ont été placées par l'équipe d'animation sur des panneaux pendant la réunion (voir photos en fin de document)

Pour plus de cohérence dans la synthèse, certaines contributions ont été déplacées d'un thème à l'autre.

REGLES ET METHODE

Les participants ont été invités à s'exprimer au micro autour des quatre thèmes décidés par le Président de la République, non exclusivement. Ils étaient libres d'aborder les sujets qu'ils souhaitaient.

Les contributions étaient affichées sur des panneaux au fur et à mesure, et les participants ont été invités à la fin de la réunion à positionner des gommettes vertes et rouges sur celles-ci pour les soutenir ou les contester.

NB : le nombre de gommettes n'était pas limité par personne et tous les participants ne sont pas restés pour cette séquence, il ne s'agit donc pas d'un « vote » représentatif mais d'une possibilité supplémentaire d'expression, qui nous permet de visualiser l'engagement suscité par les différents propos (Nombre de gommettes apposées indiqué dans les cartouches en face de chaque sujet. Taille de police agrandie pour les contributions ayant suscité le plus de réactions).

CONTENU DES ECHANGES

NB : Les contributions sont réunies selon les thèmes proposés par le Président de la République, avec en plus un thème « Autres sujets ». Les sous-thèmes indiqués ont été créés par le Conseil de développement pour plus de lisibilité, ils n'ont pas été validés par les participants.

Les citations ont été retranscrites à partir d'un enregistrement sonore. Elles ont été simplifiées pour une forme plus lisible, en collant au plus près possible des mots des participants. Les contributions ne sont pas présentées dans un ordre chronologique ou hiérarchique.

DEMOCRATIE ET CITOYENNETE

Supprimer le poste de président, de maire, de président du conseil départemental

4 6

Un participant : « Déjà, merci aux gens qui sont descendus dans la rue dès le mois de novembre, c'est grâce à eux qu'aujourd'hui on a ce genre de débats, parce que le débat en France il est pas facile à obtenir. Pourquoi ? Parce qu'en France, la République elle a reproduit un régime hiérarchique qui est celui de l'Empire romain, de l'Ancien Régime et de l'Empire napoléonien donc ma proposition c'est d'en finir avec les figures de chefs, sur le modèle patriarcal, qui sont ancestrales depuis 2000 ans, et qu'on réinvente la démocratie, comme on le fait ce soir et qu'on puisse tous s'exprimer. Il ne suffit pas d'être élu pour ensuite être le chef pendant des années et que tout le monde la ferme alors, qu'on supprime le poste de Président de la République, la fonction de Maire et le poste de président du Conseil Général.⁶² »

Nouvelle démocratie fondée sur 5 pouvoirs : législatif, exécutif, judiciaire, financier, média et savoir

3

Un participant : « Je me permets de vous faire une proposition à propos de démocratie, on a tous appris que la démocratie c'était le pouvoir par le peuple et la séparation des pouvoirs législatif, judiciaire et exécutif, mais de mon point de vue il y en a deux qui sont apparus dans le monde moderne c'est le pouvoir de l'information et du savoir, qui appartiennent maintenant aux grands médias, qui appartiennent tous à des milliardaires. Ce n'est pas un problème national, mais c'est un problème qui mérite d'être soulevé dans une des prétendues démocraties de la planète. Si nous voulons construire une démocratie, ou sauver la nôtre, il faut la refonder, non pas sur les principes de trois mais de cinq pouvoirs séparés, qui reviennent tous au peuple bien évidemment et chacun ici, je pense, a pu constater qu'on était très loin de cet idéal. »

PARTICIPATION CITOYENNE

Referendum d'Initiative Citoyenne plus régulier et en toutes matières

5 2

Un participant : « Moi, ma proposition va être claire, c'est le RIC pour avoir une démocratie. Le RIC c'est les citoyens qui votent pour les lois qui les concernent, ce n'est plus une partie qui vote pour nous : on doit être consultés plus souvent. On peut voter pour notre vie, on ne veut pas être dirigés comme on est dirigés depuis des années ! »

Un autre participant : « Il faut écrire « en toutes matières ». C'est très important parce qu'on sait pertinemment qu'il y a 5 ou 6 pays qui ont des RIC qui ne sont pas en toutes matières : par exemple, on peut rien dire sur la façon générale dont le budget est déterminé, on parle pas des lois budgétaires ni de destitution d'un élu. »

Création d'une chambre constitutionnelle, liée au RIC constituée de 50 % d'experts et 50 % de citoyens tirés au sort pour 4 ans non rééligibles

Un participant : « On dit que le Référendum d'Initiative Citoyenne c'est compliqué, donc pour que ça le soit moins, il faut qu'il y ait une chambre constitutionnelle de façon à vérifier que les propositions de referendum sont constitutionnelles. Cette chambre, ce n'est pas le conseil constitutionnel, c'est une chambre à part, dans laquelle il y aurait 50% d'experts civils reconnus des experts civils et 50% de citoyens tirés au sort, et cela pour 4 ans. Et au bout de 4 ans, ils ne peuvent plus y participer, quoi qu'ils aient fait. »

Rendre obligatoire le conseil citoyen pour les communes

3

Un participant : « Il y a mille formes de démocratie et elle se réinvente tous les jours. En France, quand vous remettez en cause le modèle d'organisation de la démocratie, on vous accuse de la mettre en danger. C'est pas vrai, au contraire ! Il y a beaucoup d'autres façons de la faire fonctionner, par exemple dans les communes en obligeant que les comités citoyens existent et que les communes qui les suppriment soient dénoncées. Ça devrait être une obligation, même dans les petites communes. Comment ça se fait qu'il y a aucune instance où les citoyens peuvent participer quotidiennement à la démocratie ? »

⁶² NB : Depuis 2015, le « Conseil Général » est officiellement appelé « Conseil Départemental »

MODALITES DE VOTE

Prise en compte du vote blanc/quitter le système de vote en 2 tours pour présidentielle

2

Un autre participant : « Pour les élections de nos représentants en France : il faut que le vote blanc soit évidemment, non pas noté mais reconnu, pris en compte dans le résultat en pourcentage, parce que le deuxième derrière Macron c'était les abstentionnistes et le vote blanc, c'était pas Le Pen !

Egalement, que le mode de choix du Président ne soit plus uninominal à deux tours : Il y a une loi mathématique qui permet de prendre le candidat/la candidate qui a eu le moins de gens qui se sont opposé à ce qu'il arrive, c'est tout à fait différent (...) ça limite totalement les deux extrêmes. »⁶³

Vote obligatoire et accessible à tous

6 1

Un participant : « On pourrait éventuellement proposer le vote obligatoire, parce que beaucoup de gens qui critiquent les pouvoirs s'exprimeraient, en blanc s'il faut, mais au moins que ça existe, je pense que ça serait important. Quitte à éventuellement le mettre en semaine, comme ça se fait en Belgique par exemple. »

ELUS

Exemplarité des élus dans leur fonction

5

Un participant : « On observe depuis quelques décennies que notre jeunesse se désintéresse le plus souvent de ces temps forts que représentent les élections législatives ou présidentielles et on entend toujours le même refrain : « à quoi cela servira-t-il ? on sera toujours là où on est, des laissés pour compte ». Alors moi je pose clairement la question : j'assiste à certaines séances à l'Assemblée nationale et quand je vois l'absentéisme de beaucoup de députés lors de votes de lois, à quoi servent-ils ? Certains, de façon outrancière, délèguent un collègue pour signer l'acte de présence alors qu'ils ne sont pas là, retenus sans doute dans leur fief pour leurs fonctions de députés... et pour nos jeunes c'est vrai que nos élus ne sont pas toujours des exemples à suivre. Quand on voit parfois l'effervescence qui se produit et les noms d'oiseau que l'on entend... les élus à mon avis doivent être absolument exemplaires ! »

Casier judiciaire vierge pour tout élu national et local

6

Un participant : « Le [Conseil Constitutionnel](#), c'est un endroit où, en réalité, il n'y a pas d'experts, par contre il y a des gens qui y finissent leur carrière. On a même quelqu'un qui y va alors que c'est un repris de justice (il s'appelle Juppé), alors que le travail du Conseil Constitutionnel c'est de vérifier si les lois et la constitution sont bien appliquées et ne sont pas transgressées, ça affiche quand même bien ! Il faudrait qu'automatiquement, sur la totalité de nos représentants, lorsqu'une condamnation a eu lieu, cette personne ne peut plus se représenter.

Un autre participant : « Je suis agent de sécurité et nous, on nous demande d'avoir un casier vierge, on a tout un dossier à faire et les fonctionnaires c'est pareil donc il faudrait faire pareil pour les élus : un casier judiciaire vierge. »

Pas de privilèges pour les élus

9

Un participant : « Quand on voit le train de vie de l'état actuellement et les avantages des élus que ce soit l'avion, les logements de fonction ou autre et quand on compare à la deuxième puissance européenne qu'est l'Allemagne qui dépense moins que nous, faudrait arrêter tous les avantages et privilèges pour les élus : on est tous pareil, tous citoyens, tous français, donc pas de privilèges ! »

Limiter le salaire des élus/revoir leur retraite...même régime que chaque citoyen

6

Une participante : « Je pense qu'il faudrait limiter le salaire des élus, parce que c'est la course au fric et c'est une de leurs principales motivations malheureusement, avec la retraite. Ils cumulent leurs retraites et un autre emploi et il y a beaucoup d'élus qui en font profession jusqu'à la fin de leur vie et je trouve ça un peu aberrant. Est-ce qu'une retraite est indispensable ? Ils ont eu un métier, on peut compter les années où ils ont été employés

⁶³ Un autre participant a précisé que la référence de cette loi mathématique était Condorcet.

Pour une illustration de ce système de vote, voir l'[expérimentation scientifique](#) menée sur le scrutin 2017 par une association, en partenariat avec des universitaires. NB : Les participants étant volontaires, le résultat ne peut être ici représentatif.

comme élus comme les années où ils ont travaillé et qu'ils aient la retraite qui corresponde à leur métier et non pas une retraite d'élus, ça ne veut rien dire ! »

Limiter les mandats successifs des élus ; Âge de retraite obligatoire pour les élus nationaux

6

Un participant : « Il faudrait limiter le nombre de mandats, avec retour obligatoire à la vie active de façon à ne pas être déconnecté, quitte, après, à ce qu'ils puissent se présenter de nouveau mais pas dans une continuité. Il faut aussi fixer un âge limite pour se présenter (70 ou 72 ans), de toute façon après, ils peuvent mettre leurs compétences dans les associations qui en ont besoin. »

Pour les élus nationaux : imposer une représentation proportionnelle entre le corps social Introduire une part de proportionnelle

4

Un participant : « A l'Assemblée Nationale, la plupart des élus sont issus de la fonction publique parce que les fonctionnaires ont un statut qui leur permet le retour à l'emploi au terme de leur mandat. C'est un avantage que n'ont pas les employés du secteur privé et donc, de ce fait là, la représentation nationale c'est très majoritairement des fonctionnaires⁶⁴. La proposition ce serait d'imposer une représentation équitable des différentes catégories socio-professionnelles comme on le fait pour la parité homme-femme. On doit pouvoir l'organiser aussi pour les différentes CSP sinon, on arrive à un état complètement bureaucratique. D'autre part, il faudrait aussi, pour une meilleure démocratie, une dose significative de proportionnelle pour les élus nationaux »

Baisser nombre d'élus

2

Un participant : « Par rapport aux pays équivalents, nous avons trois fois plus de députés et de sénateurs⁶⁵ donc on peut faire des économies en diminuant le nombre des représentants »

Imposer aux parlementaires de rendre des comptes

4

Un participant : « Je crois que tout le monde partage à peu près l'idée que les élus tout en haut sont déconnectés des citoyens et on se demande ce qu'ils décident là-haut. On vote pour des députés et des sénateurs et après, on ne sait pas ce qu'ils font. Je trouve que ce serait pas mal qu'ils rendent compte de ce qu'ils ont fait, qu'ils expliquent leurs votes assez régulièrement aux citoyens directement. »

Analyser l'impact des taxes sur les citoyens

2

Une participante, à propos de fiscalité : « On se fait taxer de partout mais les gens qui nous posent les taxes ne savent même pas combien coûte une baguette et moi je trouve pas ça du tout normal ! »

CIVISME

Instauration de journées citoyennes assez régulièrement au service des personnes, obligatoire et pour tous et compenser points retraite

2

Une participante : « Je demander qu'au cours de notre vie professionnelle, c'est à dire de 18 ans à la retraite, on ait des journées citoyennes à raison d'une tous les 3 ans, obligatoires, qui pourrait éventuellement être compensées par des points retraite. Lors de ces journées citoyennes, on pourrait par exemple, aller dans des EPHAD et aller aider les services et comme ça, ça deviendrait intergénérationnel parce qu'on saurait ce que c'est que le 4ème âge.... Un service civique qui nous suivrait tout au long de notre vie pour tous et qu'on améliore les conditions de vie des salariés. »

ORGANISATION DE L'ETAT ET DES SERVICES PUBLICS

Suppression des comités inutiles

1

Un participant: « Il y a d'autres dépenses à réduire et notamment ce que j'appelle les « comités Théodule »⁶⁶ : il y a tout un tas de gens privilégiés qui sont dans des comités, des conseils, j'en ai subi un certain nombre qui

⁶⁴ D'après le site Nosdeputes.fr, « observatoire citoyen de l'activité parlementaire », on compte 42 fonctionnaires, toutes catégories confondues, en activité ou retraités auxquels on peut ajouter 24 personnels ou retraités de l'enseignement (dont certains sont contractuels et n'ont pas le statut de fonctionnaires), soit 11% de l'Assemblée.

⁶⁵ Le Parlement Français est composé de 577 députés et 348 sénateurs

⁶⁶ Expression créée par le Général De Gaulle, qui désigne un comité ou une commission qui a peu ou pas d'utilité.

vivent dans les sphères parisiennes, qui vont de colloque en colloque (...) donc je propose de supprimer tout ça et il doit y avoir déjà un bon paquet à économiser »

La propriété du peuple français est invendable

6	1
---	---

Un participant : « On l'a vu avec Alstom, la France n'est plus en capacité aujourd'hui de fabriquer des grandes entreprises, monsieur Macron a vendu l'entreprise de Nantes⁶⁷, qui fabrique des grandes éoliennes, on était une des premières du monde même les américains nous l'achetaient et il a vendu l'entreprise et la France n'est plus maître de ses éoliennes marines : un grand succès ! Il y a plein d'exemples comme ça : privatisation de la santé qui va en s'accéléralant - on connaît tous des hôpitaux publics mais les cliniques, qui sont la propriété de fonds de pension américains, se multiplient donc la sécurité sociale subventionne les fonds de pension américains ; privatisation de tous les moyens de production industrielle, privatisation rampante des écoles et des universités ; privatisation en cours de la sécurité et même de la justice puisque les dernières réformes européennes ont introduit ce qu'on appelle les tribunaux arbitraux⁶⁸ qui sont des tribunaux totalement privés. Il est grand temps d'organiser l'Etat et de reconquérir les services publics. Je souhaite que le pouvoir politique, aussi gradé soit-t-il, n'ait plus le pouvoir à lui tout seul de vendre quoi que ce soit qui appartienne aux citoyens : les services publics, les industries nationales, c'est notre propriété collective or tous ces gens-là l'ont vendu à leurs petits copains pour faire des profits inouïs ! »

Réglementation opportune et applicable

4

Un participant : « Je trouve qu'on arrête pas de réglementer, on en rajoute toujours plus dans tous les domaines et ça devient lassant, surtout qu'une règle n'est pas appliquée : s'assurer quand on réglemente que c'est opportun, que c'est pas une lubie comme ça, que ça va être efficace, que c'est applicable et savoir qui va payer. Dans mon métier, il y a des règlements que je n'ai pas appliqués parce que je pouvais pas, on marche sur la tête : ceux qui ont décidé ça n'y connaissant rien, c'est pas possible ! »

Décentralisation⁶⁹ de l'Education Nationale au niveau régional. Meilleure liaison entre éducation nationale et entreprise pour la formation

3	2
---	---

Un participant : « Un secteur qui est primordial pour un pays c'est l'Education Nationale : des milliards sont budgétés chaque année pour des formations dont certaines ne débouchent pratiquement sur rien. Moi je prends l'exemple allemand et il faut d'abord une décentralisation de l'éducation nationale, que tout ne passe pas par Paris et que chaque région ait donc son propre système éducatif qu'elle gèrerait.

Et ce qui serait important c'est que le monde de l'entreprise puisse communiquer à ces régions, en fonction de leur secteur d'activités, leur besoin de main d'œuvre, parce que quand on entend qu'il y a 400 000 postes à pourvoir en France où on est à la recherche de candidats... dans chaque région, vous avez des secteurs qui recrutent : en Bretagne le tourisme, ailleurs ça va être l'industrie ou l'agroalimentaire... et on se rend compte que chaque année on manque cruellement de personnel dans ces secteurs-là. Ça ferait gagner beaucoup de sous et ça permettrait à des jeunes motivés d'avoir une profession stable. »

ORGANISATION TERRITORIALE

Maintien des départements et revenir aux anciennes régions

1

Un participant : « Les nouvelles régions, c'était pour diminuer le mille-feuilles et on sait que maintenant ça coûte plus cher que les anciennes donc je remets en cause les « super régions », ça ce n'est pas une question puisque ça coûte plus cher. Il faut revenir aux anciennes régions, sans supprimer les départements parce que c'est la seule chose qui fait qu'il y a une égalité sur le territoire. »

Meilleure coordination entre Région et département

2

Un participant : « Moi je suis assez sceptique par rapport à l'idée de garder les départements : je pense qu'il y a trop de niveau de collectivités et je verrais plutôt une articulation entre Région et Département, parce qu'il y a là deux échelons qui ne se coordonnent pas forcément. Soit tout à la Région, soit les mêmes élus ou un système quelconque pour coordonner régions et départements »

Même collectivité qui gère les déplacements et les infrastructures

⁶⁷ Malgré nos recherches, nous n'avons pas trouvé à quelle entreprise il était fait précisément référence ici

⁶⁸ D'après le Dictionnaire de l'Environnement, de l'agence Recyconsult, un tribunal arbitral est « un mode de règlement juridique qui consiste dans le recours des parties à des juges de leur choix chargés de régler le conflit par une décision obligatoire »

⁶⁹ Il a été écrit et prononcé lors de la réunion, le mot « déconcentration » ; Nous nous sommes permis de le modifier puisqu'il désigne en fait la délégation de compétences à des agents ou organismes locaux appartenant à l'administration centrale (ex : l'Education Nationale aujourd'hui). Le développement de l'argument correspond plutôt à de la décentralisation, c'est-à-dire à un transfert de compétences à une collectivité territoriale

Un participant: « La mobilité a été un débat au moins au début du mouvement des Gilets jaunes sur le cout du déplacement individuel, et je trouve choquant que ça ne soit pas la même collectivité qui s'occupe de mobilité (ici l'Agglomération) c'est à dire de transports collectifs, de covoiturage... et des routes, parce que la première décision en matière de mobilité c'est de faire des routes. Les gens vont habiter de plus en plus loin et on construit un territoire en faisant des routes, un territoire très dépendant de la voiture individuelle. Il n'y a pas de collectivité à avoir de vue globale : le département décide de faire des routes où il veut et l'agglomération s'occupe des transports collectifs : que ce soit la même collectivité à s'occuper des routes et des déplacements - ça revient à supprimer les départements : si on enlève les routes au département il reste pas grand-chose ! »

Un interlocuteur polyvalent par commune. 1

Un participant : « Je trouverais intéressant que dans chaque commune, on dispose d'un bureau de contact avec les différentes structures administratives. Il faut que quand un citoyen se présente avec un problème, on puisse l'aider à le résoudre et qu'il ne soit pas obligé de se déplacer systématiquement à Vannes ou ailleurs. »

SERVICES PUBLICS

Maintien du service public, quelle que soit sa rentabilité 3

Un participant: « Il me paraît impossible de conjuguer des services publics avec de la rentabilité or c'est ce qui se passe actuellement. Je crois qu'arrivés à un moment, il faut bien voir à quoi, à qui servent les services publics. Ça vaut l'argent qu'on y met ! On parle de la désertification rurale, mais quand tous les services publics s'en vont, les gens s'en vont aussi ! »

Un autre participant: « Je suis d'accord, on ne peut pas demander à la fonction publique de faire des bénéfices et quand je dis « fonction publique », je parle de la sécurité, l'éducation, la santé ça fait trois domaines où on a pas à faire d'économies ou de bénéfices ! »

Remise à plat, décentralisation, et analyse de la valeur des services publics 1

Un participant: Je trouve qu'il faudrait faire une remise à plat de toute l'organisation de l'Etat, avec une démarche qu'on appelle « analyse de la valeur⁷⁰ » : qui fait quoi et à quoi ça sert ? Il y a aussi quelque chose qui nous manque, c'est la décentralisation et non pas le système actuel où l'état décide tout, tout se passe à paris pour la moindre décision c'est pas possible ! Au niveau local on devrait pouvoir avoir une marge de manœuvre qui n'existe pas.

Remettre en œuvre des formations publiques pour permettre l'accès au travail 4

Un participant: « Les chômeurs de longue durée, il faut leur remettre le pied à l'étrier pour travailler : on ne trouve pas du boulot comme ça quand on a pas travaillé depuis longtemps. Il faut des formations, voilà le rôle du service public, et non pas du privé qui se font du pognon à faire des formations qui ne servent à rien. Il y a des chômeurs de longue durée qui ne sont même plus comptabilisés mais qui ont besoin de travailler. Tout le monde a besoin de travailler, tout le monde a besoin de faire vivre le pays ! »

Rendre accessible le haut débit pour tous 2

Une participante: « Je voudrais une amélioration de la qualité de la couverture numérique, pour nous aider à trouver un moyen d'avoir le haut débit »

Soins équitables pour tous 2

Une participante : Aujourd'hui, puisque que la sécurité sociale dérembourse, c'est les mutuelles qui financent la CMU-C⁷¹, il faut le savoir. Ça veut dire que c'est vous ! Il faut que le système de santé français réagisse, il est en train de se casser la figure donc il faut réagir pour que tout le monde puisse se soigner dignement et de manière équitable puisque ce n'est plus le cas aujourd'hui. C'est un constat que je fais au niveau de mon métier et personnellement »

Création de centres pour les SDF. Renforcer leur accompagnement 1

Un participant: « Il y a plein de problèmes qui ont été soulevés par ce mouvement : les SDF, qu'est-ce qu'on en fait ? Il faut la création de centres bien sûr, pour les loger, et un accompagnement pour pouvoir essayer de les remettre dans la vie. Que les SDF soient nourris, accueillis et qu'ils ne soient pas dehors ! «

⁷⁰ L'analyse de la valeur désigne une méthode permettant de concevoir un produit (un service, un processus, une organisation) parfaitement adapté aux besoins de son utilisateur, et, ceci, au coût le plus faible. Source : [Direction du budget - Ministère de l'action et des comptes publics](#)

⁷¹ Couverture Maladie Universelle-Complémentaire (CMU-C) est une protection complémentaire santé gratuite, attribuée sous conditions de résidence et de ressources. Plus d'infos sur [service-public.fr](#)

RAPPORT AUX ADMINISTRATIONS

Revoir les horaires d'ouverture des services publics en les élargissant pour accessible à tous

3

Un participant: « Je trouve que les horaires d'ouverture des services publics sont trop restreints. Quand on travaille, c'est tout juste impensable de poser une journée pour des formalités administratives obligatoires ! »

Simplification administrative

5

Accessibilité aux services publics hors internet

2

Une participante : « On nous demande d'aller sur internet, moi je m'en sors assez facilement mais c'est à la limite du bac pro ou du BTS informatique, alors je me demande comment font les personnes qui n'ont pas internet ou les étudiants, s'ils n'ont pas papa-maman derrière. Par exemple, en ce moment c'est les demandes de bourses, le renouvellement qu'on fait tous les ans. Si vous ne le faites pas dans le créneau, c'est trop tard. On nous demande tous les ans les mêmes justificatifs alors que je pensais qu'on était reliés au niveau des impôts...En plus, il faut payer 6€ et on se demande où va l'argent parce que si tous les étudiants ont versé 6€, ça fait des milliers d'euros. »

Accompagnement par un service public pour les personnes demandant une aide informatique

2

Un participant: « Sur la fibre et le haut débit, il faudrait un accompagnement car aujourd'hui, je pense que personne ne s'y reconnaît dans les offres. Y aurait-il possibilité dans un service public, municipal ou départemental, d'un accompagnement pour les personnes qui auraient besoin d'aide pour accéder à ça ? Aujourd'hui, vous avez des gens qui font du porte à porte pour vendre la fibre optique : mettez-vous à la place des personnes qui ne savent pas comment ça se passe ! »

FONCTIONNAIRES

Efficacité des agents des services publics avec les moyens

Mettre fin aux régimes spéciaux des fonctionnaires

4

Un participant: « Moi je suis fonctionnaire et je trouve que la sécurité de l'emploi c'est pas normal : je traîne des collègues qui ont fait le boulot jusqu'à ce qu'ils soient titularisés, et maintenant c'est des boulets.

Je ne dis pas que les fonctionnaires ne sont pas efficaces mais comme dans tous les domaines, même dans le privé, vous avez des gens qui ne le sont pas efficaces et ne devraient plus avoir leur poste. Quand vous êtes payé pour un travail, vous devez le fournir ! (...)

J'irais même plus loin : fin des régimes spéciaux. Moi je suis infirmier je travaille à l'hôpital pourquoi j'ai le droit de partir à la retraite plus tôt que ma collègue qui va travailler à la clinique ? »

FISCALITE ET DEPENSES PUBLIQUES

Recettes de l'État pour des choses utiles : nettoyage des océans, recherche médicale

Nettoyer les océans

1

Une participante : « J'aimerais que nos impôts servent à autre chose qu'à acheter de la vaisselle pour l'Élysée et que du coup on fasse un peu plus de recherches pour le cancer, parce qu'il y a certaines recherches qui ont été arrêtées parce que c'était pas assez rentable. Dans une autre catégorie, je trouve pas ça normal qu'on nous mette une taxe carbone alors que personne ne se soucie du nettoyage des océans. J'aimerais que l'Etat avec tout l'argent qu'il récupère via les impôts, les taxes, serve à des choses utiles. »

Prise en compte des avis de la Cour des comptes par le gouvernement

1

Un participant: « Comment se fait-il que chaque année, les gouvernements prennent de moins en moins en compte les recommandations de la [Cour des comptes](#), chaque année on a plus du tiers de ses remarques qui ne sont pas prises en compte : que le gouvernement s'engage à les appliquer ! »

TRANSPARENCE FISCALE

Affectation des impôts définie par les citoyens

Un participant: « Je voudrais qu'il y ait un mécanisme qui permette de donner au citoyen la possibilité de décider de l'affectation budgétaire. Pas par le referendum, mais au moment où vous déclarez vos impôts vous pouvez dire que vous voulez que cet argent soit affecté prioritairement à la santé, à l'éducation... Une affectation budgétaire directe décidée par les citoyens plutôt que ce soit toujours par exemple la défense ou l'armée qui soient privilégiées... C'est à inventer pour que le mécanisme soit intelligent, mais que le citoyen ait vraiment le pouvoir d'affecter les sommes »

Bilan annuel de ce qui est perçu par l'État et à quoi il sert

1

Une participante: « Je voudrais recevoir une espèce de compte-rendu une fois par an pour savoir où vont les impôts que je paye, par rapport, en quoi je participe au service public. »

EUROPE

Pour le Frexit

2

4

Un participant: Tous ces points sont solubles si on sort de l'Union Européenne : elle nous coûte 53 milliards par an, sans retour, c'est à dire que notre argent part à l'Union Européenne et revient mais, évidemment, il a été énormément ponctionné au passage. Pour la santé, pour les vieux, pour tout ça moi je suis pour le « frexit » c'est la solution ! »

EQUITE FISCALE

Rétablir l'ISF, réévaluer les tranches d'imposition, diminuer les taxes sur les produits de première nécessité

7

Augmentation de la TVA sur les produits de luxe

5

Un participant: « La base même de ce mouvement, c'est la misère, la misère qui crie et pour une fois on commence à l'entendre et à l'écouter. La France est un pays qui est quand même assez riche, pourquoi ne pas prendre l'argent là où il est ? Je suis pour remettre l'ISF, déjà, pour le geste. Refaire des tranches d'imposition, de façon à ce que plus on gagne plus on paye, ce qui me paraît normal ; diminuer les taxes sur les biens de consommation et mettre des taxes sur les produits de luxe. »

Impôts liés à la nationalité

3

Un participant: « Les impôts en France c'est le droit du sol et il faut que ça soit sur la citoyenneté : si vous êtes français, vous payez vos impôts en France. On déduit l'impôt de là où ils sont, mais ils continuent de payer une fiscalité en France mais il faut que les impôts soient liés à la citoyenneté. »

Taxer les transactions financières : taxe Tobin

Un participant: « On entend dire qu'il n'y a pas d'argent, parler de la dette... mais est-ce qu'il ne serait pas possible de mettre en place une taxe sur la transaction financière ? Personne n'en parle, elle échappe à tout le monde et pourtant elle pourrait régler de sérieux problèmes. Les grosses transactions financières, ça ferait participer certaines sociétés qui payent pas forcément leur impôt au bon endroit. »

Un autre participant: « Ça s'appelle la taxe Tobin⁷². Pour ceux qui ne savent pas, ça s'appuie sur les achats et ventes d'actions au millième de seconde : ça a été calculé que si on taxe les transactions financières qui durent moins d'une seconde, ça rapporte 40 milliards à la France. Ça n'existe que parce qu'il y a des ordinateurs qui travaillent.

Il faut obligatoirement qu'avec le RIC, on demande l'obligation de la taxe Tobin ! »

Taxe d'habitation payée par tous

1

Taxe d'habitation : abattement pour tous

2

Un participant: Je voudrais parler de la taxe d'habitation. Tel que c'est prévu, c'est la suppression totale et moi je serais plutôt pour un abattement identique pour tout le monde : ceux qui ne la payaient ou payaient moins retoucheraient la différence et tous ceux qui payent une taxe supérieure à cette somme continueraient à payer, mais une somme réduite.

⁷² Du nom de James Tobin, prix Nobel d'économie en 1972. Conçue par lui, elle visait les transactions monétaires internationales. Le terme désigne par extension une taxe sur les transactions financières

Indexer les retraites sur le coût de la vie/CSG proportionnelle aux revenus

7

Un participant: « Il faut que la CSG soit proportionnelle aux revenus et que les retraites soient de nouveau indexées pour que nos anciens puissent augmenter leurs retraites, sachant qu'ils aident en plus leurs enfants, parce qu'il faudra bien leur payer leur maison de retraites, c'est pas tout ça ! »

ENTREPRISES

Bien différencier les petites entreprises des grandes dans tous les domaines (fiscale...)

1

Un participant: « Ce serait bien de faire la différence entre les petites entreprises et les très grosses entreprises, que ce soit dans les mesures fiscales ou dans la communication, et je vois que, notamment dans les médias, souvent ça n'est pas fait. L'intérêt pour les très grandes entreprises c'est d'avoir toutes les petites entreprises qui se lèvent en masse pour protéger les mêmes intérêts qu'eux, or, on a pas du tout les mêmes intérêts ! C'est des mondes très différents et quand il y a des mesures fiscales avantageuses qui sont données pour les entreprises, elles peuvent être très légitimes pour les petites entreprises et complètement scandaleuses pour les grandes. L'intérêt de pas faire la séparation c'est qu'il y a toute une armée de petits entrepreneurs qui se retrouvent dans le même sac que les quelques grandes entreprises du CAC 40 et qui vont donc de fait, sans le vouloir, défendre leurs intérêts. »

Subventionner les aides aux entreprises à des vérifications et remboursement de ces aides si non-respect de la part des entreprises

2

Un participant: « Pour créer de l'emploi il faut qu'il y ait une transparence et une vérification sur les aides aux entreprises, parce que je fais remarquer que le CAC 40, ils ne fondent pas d'emplois, c'est les PME ! Le CAC 40, qu'est ce qu'il fait ? L'an dernier, la France était championne du monde des dividendes : elle a reversé 53 milliards aux actionnaires alors que l'année d'avant, on avait filé 43 milliards aux entreprises pour le CICE. Il faut qu'il y ait une transparence et une vérification des moyens qui ont été donnés, que ça ne reparte pas dans les poches des actionnaires. »

DEPENSES PUBLIQUES

Justice fiscale = + de service public

2

Un participant: [Moi il y a un truc qui me fait vraiment sourire enfin je ris jaune](#), c'est [dans la [Lettre du Président de la République](#)] : « comment pourrait-on rendre notre fiscalité plus juste et plus efficace ? quel impôt faut-il baisser en priorité ? » Si on baisse la fiscalité faut baisser des services publics, moi je réponds tout de suite et j'ai la solution, parce qu'évidemment cette question est totalement biaisée : la solution c'est qu'il y a 100 milliards de fraude fiscale et l'an dernier y a eu 43 milliards de CICE. Il y a 53 milliards d'intérêt de la dette, ça veut dire qu'en réalité, la fraude fiscale, si on la diminue de moitié, la totalité des services publics sont largement à flot donc la réponse c'est pas "moins d'impôt = moins de services publics", c'est "justice fiscale=plus de services publics" »

Imposer un forfait journalier à chaque détenu

Une participante : « Moi, je voulais parler des prisons : faire participer chaque détenu à un forfait, comme le forfait hospitalier. On va à l'hôpital, on paye chaque jour 20 euros, et bien chaque détenu devrait payer un forfait journalier »

TRANSITION ECOLOGIQUE

Logement : revoir les modes d'habitat, favoriser les habitats « légers »

2

Un participant: « Je suis d'accord avec les gens qui ont dit que le prix du logement est complètement scandaleux en France, d'ailleurs c'est marrant, ça aurait pu être un des grands thèmes et c'est étonnant qu'il ne le soit pas. Je pense que c'est normal : le logement c'est un des moteurs principaux de l'économie financière et de la création monétaire, c'est pour ça qu'on en parle pas aujourd'hui alors que c'est un des scandales sociaux et un des moteurs de misère principaux. Des solutions il y en aurait, c'est très complexe mais une petite solution dont on parle ici depuis quelques années c'est la promotion des modes d'habitat réversibles, légers ou économes à plein de niveaux. On devrait donner une médaille aux gens de la ZAD qui ont inventé des nouveaux modes d'habitat plutôt que de leur taper dessus, les écouter et faire un territoire d'expérimentation. »

Eduquer à l'écologie pour tous et dès l'école

6

Prioriser les trames vertes et bleues

Un participant: « Je crois que ce serait bien de mettre l'accent sur le rapport catholique à la nature, et la domination de l'homme sur la nature. Ce serait pas mal de s'intéresser à d'autres cultures, par exemple les cultures sud-américaines, qui parlent d'abord de Pachamama⁷³ : c'est un rapport affectif et de soumission à la nature, et ça renverse les comportements. Chacun de nous a sa responsabilité, il faut vraiment changer sa mentalité et remettre au cœur de l'enjeu la biodiversité, puisqu'à terme c'est bien ça qu'il faut sauver. Des petites solutions il y en a plein, encore faut-il les mettre en place.

Déjà, avoir un rapport différent avec son jardin et arrêter de vouloir un jardin de Versailles, de dominer la nature : il faut laisser vivre les choses dans leur beauté ça c'est vraiment important.

Il faut absolument faire dans les écoles de l'éducation à l'écologie en général. Il faut y aller, il n'y a quasiment rien qui est fait ! Il faut éduquer d'urgence la population à l'écologie pour pouvoir changer les comportements.

Sur chaque commune, on devrait avoir l'obligation d'avoir des réserves intégrales par exemple une petite zone forestière et connecter ces réserves de biodiversité entre elles, c'est la base. Il y a eu une tentative avec Natura 2000⁷⁴ et son inventaire : c'était un début d'inventaire des zones vraiment essentielles en terme de biodiversité.

Les trames vertes et bleues⁷⁵ c'est le B.A-BA de l'écologie dans l'aménagement du territoire. Ça commence à être intégré mais c'est encore très difficile à mettre en place et très fragile : on se heurte constamment aux intérêts pragmatiques et financiers qui n'ont vraiment rien de responsable et de poétique.

Il faut réinterroger l'aménagement de la ville de façon à ce qu'il puisse accueillir de la biodiversité et sensibiliser les agriculteurs dans leur ensemble à la biodiversité, parce qu'aujourd'hui la biodiversité elle est en ville, et c'est dramatique. »

Alternative au glyphosate. Promouvoir les alternatives aux produits dangereux

9

Une participante : « Il y a une alternative au glyphosate, un désherbant 100% naturel, produit à Loudéac (22) c'est [Osmobio](#). Ça a été testé par la marine nationale et par un sous-traitant de la SNCF et ça a été refusé sans motifs, par l'agence nationale de sécurité sanitaire. Il a été testé par l'INERIS⁷⁶, il est inoffensif, on ne pourrait pas l'utiliser ce produit-là ? »

Mise en place des jardins partagés

2

Une participante: » Je voudrais que dans chaque commune, il y ait un petit jardin pour tout le monde : des jardins partagés, des ateliers partagés... J'ai visité récemment la ville de Roubaix c'est une ville zéro déchet et je peux vous dire que c'est une ville qui a énormément de convivialité, qui a des zones de partage, des restaurants associatifs et ça je voudrais le voir un peu partout. »

AGRICULTURE

Plus d'aide à la conversion et au bio pour les agriculteurs
Payer les aides aux agriculteurs

3

3

COMPORTEMENTS INDIVIDUELS

L'écologie débute par soi-même : citoyenneté écologique

Un participant: « Pour moi, l'écologie va avec la citoyenneté. Je vais prendre un exemple : il y a eu encore un dépôt sauvagement de déchets, alors que la déchetterie elle est à 1km, et ça s'est passé entre 17h et 18h, pendant les horaires d'ouverture d'une déchetterie. »

ENERGIE

⁷³ « Terre-mère », déesse terre dans des cosmogonies andines

⁷⁴ Les sites Natura 2000 sont des zones de préservation de la biodiversité visant à protéger un certain nombre d'habitats et d'espèces représentatifs de la biodiversité européenne. Plus d'infos sur le [site français Natura 2000](#)

⁷⁵ Dans les documents d'aménagement du territoire, corridors de continuité écologique c'est-à-dire de nature sans interruption urbanistique, visant à protéger l'épanouissement de la biodiversité en permettant la circulation et l'accès à des zones vitales des espèces.

⁷⁶ Institut National de l'Environnement industriel et des RISques. [Site internet](#)

Créer des arsenaux citoyens locaux pour les énergies (Negawatt) 4

Un participant: Si l'Etat était responsable, il supprimerait toute TVA pour les modes d'action en matière écologique. Il ne l'est pas, et continue d'appliquer des taux de TVA relativement élevés alors que nous sommes dans une immense urgence écologique. Il ne s'agit pas d'avoir des gens timorés et qui prennent la question avec le petit doigt en l'air : c'est la guerre !

Nous pouvons agir localement en créant ce que j'appelle des arsenaux citoyens pour la production et les économies d'énergie.

Par exemple une grande partie de l'énergie électrique consommée en France, ça sert pour les chauffe-eau et c'est absolument stupide alors que le capteur solaire passif, qui coute trois francs six sous s'il est fabriqué avec des techniques locales et des citoyens motivés, permettrait une économie de plusieurs centrales nucléaires en France. Je me permets de donner mes sources car elles sont très sûres et elles ne sont pas suffisamment relayées dans les médias : c'est l'association [Negawatt](#) qui depuis plus de 20 ans maintenant a étudié tout ça avec des ingénieurs et vous le démontre.

LOBBYS

Halte aux lobbys 1

Un participant: « Arrêter les lobbys trop puissants et proposer vraiment une solution alternative : pour le glyphosate, pour le moteur diesel, soit disant il n'y a pas de solution... Il y a toujours des solutions ! Le moteur à eau par exemple, a eu un brevet déposé et bizarrement on en entend pas parler, pourquoi ? Parce que ce n'est pas un lobby industriel et ça a été interdit, donc il faut arrêter le commerce entre riches et écouter tout le monde ! »

Condamner des élus si favorisation des lobbys corrupteurs 3

Un participant: « Les lobbys sont à la source d'énormes problèmes de transition écologique et je propose une solution : lorsqu'un représentant, un élu est pris en flagrant délit de favoritisme parce qu'il y a eu un lobby, qu'il soit condamné à de la prison ferme, et pour trois ans - parce qu'en dessous de trois ans ils font jamais un jour de prison. Il faut que les gens sachent quand ils sont élus que si ça magouille c'est trois ans de cabane minimum. »

DEPLACEMENTS/TRANSPORT

Construire un territoire dans lequel la voiture individuelle ne serait pas obligatoire

Un participant: « On parle beaucoup de la voiture individuelle trop couteuse etc. mais on continue d'avoir une politique, d'urbanisme notamment, favorable à la voiture individuelle : on fait des commerces autour des échangeurs routiers, on spécialise l'emploi d'un côté, l'habitat de l'autre et je pense qu'il faudrait arrêter ça, c'est à dire construire un territoire où la voiture individuelle ne serait pas indispensable »

Développer les bus (gratuité)/développer le ferroutage 1 2

Un participant: « Il est important de développer les bus : éventuellement des bus gratuits et plus de bus, à des horaires qui correspondent, ce qui n'est pas toujours le cas. On pourrait trouver des systèmes pour les communes les plus éloignées qui n'ont pratiquement aucun bus. Et développer le ferroutage pour diminuer les camions. »

Différencier les taxes sur l'automobile en fonction de son utilisation, indispensable ou loisirs 2

Un participant: « Il faut qu'il y ait une contribution en fonction de l'endroit où on habite : quand on habite dans les villes, qu'il y a des alternatives de transport, ce n'est pas normal d'avoir une voiture, par contre, quand on est obligé vu le prix des loyers et l'étendue du territoire d'avoir des voitures pour se déplacer, il faut qu'il puisse y avoir un remboursement sur les taxes sur l'essence. »

Taxer autant tous les carburants (fuel lourd, kérosène...) 8

Un participant: « Quand on sait qu'un des plus gros paquebots français, quand il reste à quai, en une semaine de diesel il pollue autant que 5 millions de voitures, parce qu'il consomme du fioul lourd, ça me fait rigoler... C'est détaxé pour les bateaux, c'est détaxé pour les avions et ils se baladent de tous les côtés. Il faut taxer autant pour les bateaux et les avions »

AUTRES SUJETS/SUJETS TRANSVERSAUX

Actualiser le code de la route (enseignement des panneaux)

4

Un participant: « Moi je voudrais parler du code de la route parce qu'il a changé il y a très peu de temps. Ils ont tout modifié et je pense qu'il faudrait le revoir parce que mon propre formateur me l'a dit, il reste seulement trois questions avec des panneaux de signalisation. Je ne trouve pas ça intéressant parce qu'on apprend rien : les panneaux on est censés les connaître ! »

Valoriser le travail Revaloriser le travail

2

2

Une participante : J'aimerais qu'on favorise plus le travail, parce que je trouve qu'il y a quand même certaines personnes qui ne travaillent pas, qui restent chez eux gagnent plus qu'une personne qui travaille.

Valorisation du bénévolat

1

Un participant à propos de fiscalité : « Moi je ne vais pas parler de finances mais d'une autre richesse qu'on a en France : les relations humaines et notamment le bénévolat. Malgré nos vies tumultueuses et bien remplies il y a beaucoup de gens qui trouvent encore le temps de donner du temps pour les autres, donc je trouve que ce serait normal que ce soit valorisé et reconnu »

POUVOIR D'ACHAT

Augmenter le SMIC

7

Un participant: « Quand je vois le prix des loyers, c'est de la folie pure, comment voulez-vous que nos jeunes se logent ? On dit « faut pas de fonctionnaire, il faut des CDD à n'en plus finir », comment ils vont acheter une maison ? Il faut réinjecter de l'argent en augmentant le SMIC⁷⁷ : qu'ils aient plus d'argent et toute la société s'en trouvera mieux parce qu'on achètera, on créera des produits... »

Minimum vieillesse pour les « anciens » et équivalent au SMIC

5

Une participante : Je suis « gilet jaune », je le dis, et j'ai vu sur les ronds-points des anciens qui font les poubelles, c'est pas une invention ! Ça veut dire qu'aujourd'hui il n'y a plus de minimum pour nos anciens c'est à dire que vous travaillez 20, 30 ou 40 ans et vous vous retrouvez à la retraite avec 500 ou 600 euros pour vivre⁷⁸. Je ne trouve pas ça normal, je pense qu'il faut un vrai minimum vieillesse. On a demandé d'augmenter le SMIC, donc, quand le SMIC augmente, les retraites de nos anciens augmentent avec !

Augmentation des revenus en valeur absolue et non en pourcentages

Un participant: « Je trouve qu'il faudrait que les augmentations de revenus (salaires, retraites...) soient égales pour tous parce que le cout de la vie quand il augmente, il augmente pour tout le monde pareil en %. Et on devrait supprimer l'augmentation en pourcentage. Prenons le cas de la retraite par exemple : on prend le médian et on applique le même montant à tout le monde, autrement dit, au lieu que certains aient 4 € de plus et d'autres 50, tout le monde aurait 25 €. »

Forfait internet et téléphone pour tous

1

Un participant: « Je suis très inquiet pour les jeunes, parce que quand je vois ce qu'ils gagnent et les charges incompressibles qu'ils ont - l'EDF, le gaz, le chauffage, le loyer...Il y a des taxes incompressibles et maintenant tout le monde doit avoir un téléphone portable : pourquoi est-ce qu'on a pas un forfait portable et internet minimal pour les gens qui n'ont pas beaucoup de revenus ? »

⁷⁷ Le salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance est fixé à 1 521,22 € brut mensuels pour un temps plein (35h par semaine)

⁷⁸ Le « minimum vieillesse » (ASP) est fixé aujourd'hui à 868,2 € pour une personne seule. Source : [Service public](#)

Photos des panneaux par thèmes avec les contributions retranscrites au fur et à mesure et le « vote » par gommettes

LA DEMOCRATIE ET LA CITOYENNETE

Supprimer le poste de président de maire
• du président du conseil général et départemental

Installation de journées citoyennes
• ans régulièrement au service des personnes ~~fonctionnaires~~
• obligatoires, et pour tous, et compensation par ailleurs

Nelle Démocratie fondée sur 5 pouvoirs
• législatif • exécutif
• judiciaire • financier
• média et savoir

Rendre obligatoire le conseil citoyen pour les communes

Referendum Initiative citoyenne plus régulière en tte matière

Exemples de élus dans ces fonctions

- Création d'une chambre constitutionnelle, liée au RJC composée de 50% d'élus et 50% de citoyens liés au sort, pour 4 ans non renouvelable

Création
• Prise en compte du vote blanc
• Quitter le système de vote en 2 tours pour présidentielle.

Vote obligatoire et accessible à tous

Actualiser le cadre de la carte
• Médias information
• ou les panneaux

• Limiter les mandats successifs des élus
• Âge de retraite obligatoire pour les élus nationaux

- Limiter le salaire des élus.
• Percevoir leur retraite... même régime que chaque citoyen.

• Pour les élus nationaux imposer une représentation proportionnelle entre le corps social.
• Introduire une part de proportionnelle

minimum vieillesse pour les anciens
• et équivalent au SRIIC

Valoriser le travail

Pas de privilèges pour les élus

ORGANISATION DE L'ETAT ET DESSERVICES PUBLICS

la propriété du peuple français est invendable

Simplification administrative

Rendre accessible de haut débit pour tous

~~Document~~
un interlocuteur polyvalent par commune

maintien du service public, quel que soit sa rentabilité

accessible aux services publics, hors Internet

Remise à plat
Décentralisation et analyse de la valeur des SP

Maintien des Départements et venir aux anciennes régions

↓ nombre d'élus

casier judiciaire vierge pour tout élu national et local

Soins équitables pour tous
services de santé

Accompagnement par un service public pour les personnes demandant une aide informatique

Prise en compte des avis de la cour des comptes par le gouvernement

meilleure coordination entre Région et Département

Même collectivité qui gère les déplacements et les infrastructures

Création de centres par les SDF
Renforcer l'accompagnement

Réglementation opportune et applicable

réviser les horaires d'ouverture des services publics
en les élargissant pour accéder à tous

Imposer aux parlementaires de rendre des comptes

Mettre fin aux régimes spéciaux des fonctionnaires

Efficacité des agents des services publics avec les moyens

• Décentralisation de l'éducation nationale au niveau régional
- meilleure liaison entre éducation nationale et entreprise pour la formation

Pour le FREXIT

Imposer un plafond journalier de dépenses de l'Etat

LA FISCALITE ET LES DEPENSES

PUBLIQUES

- anclage l'impôt
des taxes sur les
citoyens.

Soutien aux
aides aux entreprises
à des vérifications
et enlèvement de
ce aide si non
respect de B part de
entreprises.

Augmentation de
le TVA sur les
produits de luxe

Bien différencier les
petites entreprises des
grandes dans tous les
domaines (fiscale...)

Taxe sur les
transactions financières
Taxe Tobin

Impôts liés à
la nationalité

Indexer les retraites
sur le coût de la
vie
CSG, proportionnelle
aux revenus.

Revaloriser
le travail

+ de Service Public

retail et ISF
revenue en tranches
d'imposition
Diminuer les taxes
sur les produits de première
nécessité

Recette de l'état
par des choses utiles
↳ nettoyage ocean
↳ recherche médicale

Suppression des
comités inutiles.

Façon internet et
Téléphone, minimum
par tax

Valorisation de
l'écovoté

Bilan annuel
de ce qui est perdu
par l'Etat et à
quoi il sert.

Taxe d'habitation
payée par tous

TAXE d'habitation
abattement pr tous

Augmentation de
revenu et valeur
absolue et non en
pourcentage

Affectation des
impôts, définie par
les citoyens

LA TRANSITION ECOLOGIQUE

Alternative au glyphosate.
Promouvoir les alternatives aux produits dangereux en: analyses

Mise en place des jardins partagés

Taxer autant tous les carburants (fuel lourd, Kerosène)

Remettre au cœur des enjeux Le biochimique.

Halte aux ~~Energy~~ Collis

Developper en bus, gratuite.
Developper le feroutage

l'écologie diluée par par memo. citoyenneté écologique

Créer des arènes citoyens ^{locaux} pour les énergies (NegaWatt)

Nettoyer les Océans

Prioriser les trames Vertes et bleues

Différencier les taxes sur l'automobile en fonction de son utilisation, indispensable au voisin

Condamner les élus si favorables de Collis, corrupteurs.

Construire un territoire dans lequel le vertus individuels ne soient pas flétris.

Eduquer à l'écologie pr tous dès l'école.

Plus d'aide à la conversion et au bio par les agriculteurs

Payer les aides aux agriculteurs

AUTRES

Augmenter le
SMIC

Remettre en
œuvre des formations
publics pour permettre
l'accès au travail

Logement, revenu &
mode d'habitat.

Savoirs & habitats
"Cogn"

Actualiser le code
de la route
(enseignement des
panneaux)



Conseil de Développement

Golfe du Morbihan Vannes Agglomération — Arc Sud Bretagne — Questembert Communauté

Le grand
débat national

**Date et horaire : 7 mars 19h-
21h**

**Lieu : Salle du conseil municipal - Muzillac
(56190)**

COMMUNICATION

La réunion a été annoncée dans la presse locale ainsi que sur les supports de communication de la Mairie, et enregistrée sur le site du Grand Débat National. Le Conseil de développement a créé un « événement » sur sa page Facebook.

DEROULE DE LA REUNION

Environ 80 personnes présentes. 2h de réunion.

Equipe d'animation composée de 3 bénévoles du Conseil de développement et de l'animatrice salariée.

En tout, 53 contributions ont été placées par l'équipe d'animation sur des panneaux pendant la réunion.

Pour plus de cohérence dans la synthèse, certaines contributions ont été déplacées d'un thème à l'autre.

REGLES ET METHODE

Les participants ont été invités à s'exprimer au micro autour des quatre thèmes décidés par le Président de la République, non exclusivement. Ils étaient libres d'aborder d'autres thèmes.

Les contributions étaient affichées sur des panneaux au fur et à mesure, et les participants ont été invités à la fin de la réunion à positionner des gommettes vertes et rouges sur celles-ci pour les soutenir ou les contester (voir photos du résultat final en fin de document).

NB : le nombre de gommettes n'était pas limité par personne et tous les participants ne sont pas restés pour cette séquence. Il ne s'agit pas d'un « vote » représentatif mais d'une possibilité supplémentaire d'expression, qui nous permet de visualiser l'engagement suscité par les différents propos (Nombre de gommettes apposées indiqué dans les cartouches en face de chaque sujet. Taille de police agrandie pour les contributions ayant suscité le plus de réactions, positives ou négatives).

CONTENU DES ECHANGES

NB : Les contributions sont réunies selon les thèmes proposés par le Président de la République, avec en plus un thème « Autres sujets/sujets transversaux ». Les sous-thèmes indiqués ont été créés par le Conseil de développement pour plus de lisibilité, ils n'ont pas été validés par les participants.

Les citations ont été retranscrites à partir d'un enregistrement sonore. Elles ont été simplifiées pour une forme plus lisible, en collant au plus près possible des mots des participants.

Les contributions ne sont pas présentées dans un ordre chronologique ni hiérarchique.

TRANSITION ECOLOGIQUE

Écouter davantage les scientifiques en matière d'écologie

5

Un participant : Il me semble que nous avons des scientifiques et on a tendance à ne pas vouloir les écouter trop. J'ai des enfants qui sont scientifiques et qui nous alertent, nous leurs parents, sur la réalité de ce qu'ils voient chaque jour dans leur milieu de recherche. Je suis très inquiet qu'en général, on essaye de pas trop en parler pour éviter de nous bousculer dans nos petites habitudes. La réalité du GIEC⁷⁹ et de tous ces gens qui nous alertent, on met tout ça un peu de côté et nos hommes politiques poursuivent plutôt des ambitions personnelles et donc dévoient toutes ces réalités là avec des discours un peu démagogiques.

Priorité à l'écologie

8

+ de cohérence dans les prises de décisions écologiques

7

Une participante: Je m'étonne du manque de cohérence de certaines décisions d'état, que ce soit d'un point de vue national ou européen, par exemple, la crise des Gilets jaunes elle est partie de la taxe écologique sur le carburant et moi je me suis rendu compte avec les renseignements que j'avais, que cette taxe avait été créée mais qu'en réalité une partie infime de cette taxe était censée être reversée dans la transition écologique. Ça m'a choqué, parce que payer plus cher l'essence c'était pas le cœur du problème : toute cette augmentation c'était moins d'1% reversé à la transition écologique et le scandale il se trouve exactement sur ce point-là, sur la cohérence entre les décisions qui sont prises, les raisons qui sont données sur les buts de ces décisions et ce qui est réellement appliqué. Quand il y a une taxe sur l'essence, ce soit 100% de cette taxe qui soit impacté directement dans la transition écologique !

Pour moi l'écologie c'est plus que primordial ça devrait passer avant tout ! On est sur une planète qui a besoin qu'on réagisse de manière significative et je pense qu'il faut remettre en question notre façon de fonctionner que ce soit du point de vue de notre confort, parce que ça passe aussi par ça, notre façon de nous alimenter... C'est quelque chose qu'il faut absolument faire ressortir de ce grand débat parce que toutes les urgences finalement à côté de ça, elles n'ont pas beaucoup d'importance parce que nos enfants, nos petits enfants ne seront pas là, que ce soit avec un bon système de retraite que ce soit à 80 km/h ou à 90 ou que ce soit avec 1.5€ ou 1€ le litre.

On parle des voitures électriques aujourd'hui il existe plusieurs systèmes beaucoup plus écologiques à la production parce qu'on est d'accord que la voiture électrique une fois produite et livrée chez vous elle n'est qu'écologique mais son empreinte carbone au moment de la création de cette voiture c'est une catastrophe. Et pourtant ça fait plus de dix ans qu'il existe des solutions écologiques qui sont interdites par l'Union européenne par exemple sur le principe de l'huile de friture et l'Europe a réussi à faire interdire ça, sans le dire clairement mais en obligeant les voitures à avancer à travers un processus de combiné de 2 produits et l'huile de friture c'est un seul produit. Ça a été interdit alors que c'est une vraie solution écologique, par exemple, après je suis pas une professionnelle je pense aussi que c'est important de voir y a des professionnels la cohérence !

Maintenir les enquêtes publiques en particulier pour l'écologie

2

Une participante : Depuis le départ de Nicolas Hulot, et même avant, on constate une régression écologique. On sait que la Bretagne est une des régions de France les plus vulnérables, par ses élevages intensifs - ne faut pas oublier que les algues vertes sont apparues la première fois sur les côtes bretonnes - et c'est un territoire où l'eau va être de plus en plus rare donc il faut le prendre en compte. Face à ça on a des décisions gouvernementales qui font que, bizarrement, c'est une région qui a été choisie pour tester la suppression des enquêtes publiques⁸⁰, qui étaient destinées à faire des enquêtes où tout le monde était concerné, sur des projets à fort impact environnemental comme les installations classées, l'assainissement, les éoliennes, les plans d'urbanisme... tout ça va être supprimé en phase test pour 3 ans, ceci sous la pression de certains syndicats très puissants qui dictent leur loi en Bretagne et donc la population n'a plus rien à dire. Ça va permettre à toutes ces installations de prendre beaucoup plus d'ampleur et de poursuivre la dégradation de notre environnement. Les préfets, l'administration, vont avoir de plus en plus de pouvoir pour décréter du jour au lendemain une autorisation, sans consultation des populations.

Produire l'énergie (électrique) localement

5

1

Une participante : Il faut savoir que notre Président a signé la possibilité de vendre les barrages hydrauliques à des entreprises privées et j'aimerais savoir si on ne pourrait pas plutôt revenir à des circuits courts en matière d'Énergie pour éviter les coupures comme il y avait pu y en avoir il y a quelques années : il y avait eu une coupure en Allemagne, et en Bretagne on avait plus d'électricité. Est ce qu'on ne pourrait pas revenir à des

⁷⁹ Groupe Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat : panel d'experts dont le rôle est d'analyser l'information concernant les risques liés au changement climatique provoqué par l'homme.

⁸⁰ La phase d'expérimentation lancée pour 3 ans en Bretagne et dans les Hauts-de-France porte sur une procédure de participation du public par voie électronique en lieu et place de l'enquête publique, dans le cadre de la procédure de délivrance de l'autorisation environnementale pour les projets ayant fait l'objet d'une concertation préalable sous l'égide d'un garant par la [Commission Nationale du Débat Public](#) (CNDP)

choses plus locales, le barrage de la Rance par exemple dans les Côtes d'Armor pourrait alimenter à lui seul la Bretagne.⁸¹

QUESTIONS LOCALES

Nuisances dues à l'usine, à la lumière la nuit, aux pigeons

2

Une participante : J'habite derrière une usine et j'ai beaucoup de nuisances puisque j'ai des allergies, et des lumières la nuit qui me gênent beaucoup. Ça fait 30 ans que je demande, et il n'y a pas d'améliorations.

Transparence sur les prospections minières

3

Une participante : J'aimerais savoir s'il était possible d'avoir de la transparence sur les forages qui sont fait en Bretagne par des entreprises australiennes, parce que j'aimerais savoir quel avenir on va avoir par rapport à ces risques et à ces possibles futures mines (par rapport aux cours d'eau, à l'eau du robinet...)

RESSOURCES NATURELLES

Faire un plan de gestion et préservation du littoral et des mers pour la Bretagne

5

Une participante : Je voudrais qu'on fasse un plan de préservation de notre littoral et de la mer, je crois qu'il y a des enjeux importants. La Région devrait s'en emparer, que ce soit la préservation des espèces, la dépollution des milieux marins, le problème des plastiques... Il y a un enjeu énorme pour notre région du point de vue de la préservation de la ressource marine, de la pêche, alors je voudrais un plan de gestion pour le littoral breton

Meilleurs contrôle et gestion de la filière bois et des labels Préserver et améliorer la gestion de toutes les forêts du monde

1

3

Une participante : On a un effort à faire sur la gestion forestière, que ce soit à l'échelle nationale ou internationale. Il faudrait que l'Europe se mobilise pour préserver les bois tropicaux. On a des forêts tropicales notamment en Afrique, avec des bois précieux et toute cette filière du bois n'est pas gérée de façon durable. C'est un véritable enjeu pour la planète et la préservation des écosystèmes et de la biodiversité et c'est aussi un enjeu pour les générations futures et pour la qualité du climat et la préservation de la planète. Il faudrait engager quelque chose au niveau de la forêt, de sa préservation et de sa bonne gestion puisque nous sommes les premiers consommateurs des bois exotiques, que ça soit pour faire des terrasses, des meubles etc. Il faudrait donc faire comme pour la consommation en général, on parle de consommer près de chez soi, c'est la même chose pour le bois, que ce soit pour se chauffer ou pour faire des meubles. Qu'on fasse de l'exploitation de proximité avec replante et qu'on arrête d'appauvrir les forêts exotiques. Aujourd'hui, on a des exploitants de la forêt qui abusent des stratégies environnementales et on voit que ça leur permet d'exploiter les forêts et de faire des exploitations vers les pays occidentaux en dévastant les forêts et en replantant le même arbre de façon systématique, sans tenir compte de la biodiversité mais ils sont labellisés écologiques. En ayant une gestion qui est éloignée de la source de production, on n'a pas de contrôle sur l'exploitation qui est faite qui est abusive pour la planète donc il y a un regard à porter vraiment sur la gestion forestière, sur l'approvisionnement et l'origine de nos bois.

Assurer le maintien des écosystèmes

4

Une participante : Il y a des petites choses qui sont tout bêtes dans notre quotidien et chacun peut le constater près de chez soi ça a été la suppression des rivières et petits cours d'eau. Ça ne nous touche pas encore, mais il faut savoir que l'année dernière, les cartes des rivières et cours d'eau ont été supprimées donc, il y a des régions de France où des agriculteurs passent et suppriment purement et simplement ces endroits là et ça veut dire qu'il y a moins de petites espèces et de petites bêtes. On peut se dire que ce n'est pas grave, sauf que qui mange les petites espèces ? les plus grosses espèces ! Et on arrive à des fortes proportions d'animaux malades. Il y a des battues de renard par exemple qui sont faites pour éviter que ces bêtes sauvages accèdent aux villages car c'est très dangereux parce que c'est un animal qui transporte des maladies qu'il transmet aux humains. Il faudrait bien faire attention aux petites écosystèmes des campagnes, ça peut paraître ridicule mais je pense que c'est essentiel si on veut pouvoir accéder ensuite à une agriculture raisonnée qui permette de laisser la place à chaque espèce, parce qu'on a besoin de tout le monde sur cette terre.

⁸¹ La production de kWh de l'usine marémotrice de la Rance correspond plutôt à la consommation de la ville de Rennes, soit environ 2,4% de la consommation annuelle en Bretagne (source : [EDF](#))

ORGANISATION DE L'ETAT ET DES SERVICES PUBLICS

L'État en modérateur

3

Un participant : D'une manière générale j'ai cru entendre quelque chose qui me convient bien, qui se résume au rôle de l'Etat, qui pourrait très bien être un gouvernement au niveau européen comme ou français. Il y a, me semble-t-il, des dépenses qui sont absolument nécessaires et qui ne relèvent pas de la production mais du bien être en commun. Concernant par exemple les personnes âgées, je trouve que nous sommes en pleine régression avec une maltraitance institutionnelle des salariés des établissements pour personnes âgées et une mauvaise prise en charge, parce qu'on reste sur le paradigme que la santé doit être rentable. Non, la santé ne peut pas être rentable ! Il faut que l'Etat fasse une régulation de façon à équilibrer la société sur des besoins qui concernent tous les citoyens, avec la possibilité d'investir, d'entreprendre et de faire de la production pour avoir des impôts derrière.

CONSTITUTION

Supprimer le sénat

Supprimer le CESE

Supprimer le parlement européen

3	4
1	
4	6

Un participant : Il y a 42 élus départementaux dans le Morbihan, ils pourraient par exemple envoyer à la Région une dizaine d'entre eux pour commander la Région, ce serait très cohérent et ce serait beaucoup plus économique. D'autre part, je garde les 577 députés et je supprime le sénat qui ne sert à rien, le CESE et, cerise sur le gâteau, le palais européen

MEDECINE

Egalité des services publics, en particulier la santé

Les médecines doivent donner du temps en échange de leur formation. Et les enseignements longs

4

Une participante : Chaque citoyen doit bénéficier de services publics qu'il soit résident en zone rurale ou urbaine donc il est inacceptable que l'on ne puisse pas accéder au service public et en particulier la santé. Je propose que les médecins doivent donner du temps puisqu'on leur paye une formation, comme d'autres corps de métier - les policiers, les enseignants, qui ont je crois un contrat de 5 ans - donc ils ne doivent pas choisir en fonction de l'économie et être responsables et citoyens.

Un participant : Si les médecins n'ont plus le droit de s'installer où ils veulent et s'ils doivent payer parce que nous payons leurs études il faut aussi penser qu'on paye les études des lycéens : est-ce que vous allez leur imposer des métiers ? est-ce qu'on va bientôt arriver dans un fascisme intégral ? dans un pays communiste total ? C'est aberrant !

Un autre participant : Qu'on ne demande pas aux lycéens de s'engager dans telle ou telle filière je suis d'accord, par contre pour des enseignements longs comme la médecine, les architectes, les pharmaciens... on peut discuter de l'idée que ces gens-là doivent un certain temps dans les services de l'Etat comme, à l'époque, les instituteurs devaient tant d'années pour payer leurs études à l'Ecole Normale⁸², moi ça ne me choquerait pas.

Une autre participante : J'ai une nièce qui fait des études de médecine, je peux vous dire qu'à 29 ans, elle n'a pas fini ses études et travaille en interne⁸³ à l'hôpital jour et nuit pour ne pas gagner sa vie alors dire que les médecins se la coulent douce et qu'ils devraient travailler 5 ou 7 ans de plus, il faut parler de ce qu'on connaît ! Dire qu'on paye les études de médecine et que les médecins ne rendent rien en échange c'est faux !

+ de médecins formés

2

Une participante : Je suis tout à fait d'accord avec la dame, normalement tout le monde doit avoir accès tout le monde à la santé, mais encore faudrait-il qu'il y ait d'abord plus de médecins, parce qu'à ce que je sais, la population a beaucoup augmenté et on est resté à un numerus clausus à peu près identique.⁸⁴ Sachant qu'actuellement dans les facultés de médecine, ce sont essentiellement des femmes qui sont en études et que beaucoup d'entre elles font le choix de ne pas travailler à plein temps, faites le compte du nombre de médecins

⁸² C'est encore le cas des écoles de la fonction publique dans lesquelles les études sont rémunérées (ENA mais aussi école de la magistrature par exemple)

⁸³ L'internat constitue une large part des études de médecine : 3 à 5 ans essentiellement en hôpital suivant la spécialité choisie par l'étudiant, à partir de la 7^{ème} année d'études.

⁸⁴ Numerus clausus : limitation du nombre de personnes admises à poursuivre les études de médecine, sur concours, après la première année Le numerus clausus est fixé par arrêté signé par les ministres chargés de l'enseignement supérieur et de la santé.

disponibles pour avoir un rendez-vous rapidement, c'est encore pire évidemment en milieu rural. Il faudrait qu'on accepte qu'ils soient plus nombreux à passer des études : plus d'étudiants pour plus de médecins

Un participant : Vous avez aujourd'hui une multitude d'étudiants dans les métiers de la santé qui vont dans les pays de l'est payer 5000 euros par an pour faire leurs études, je trouve ça honteux ! Pourquoi on ne donne pas plus de facilités aux jeunes étudiants en médecine en France ?

ACCESSIBILITE

Aller plus loin dans l'accessibilité aux personnes handicapées

9

Une participante : Je souhaite que vous ajoutiez le problème de l'accessibilité pour les handicapés. On a un maire dans le Morbihan⁸⁵ qui se promène un petit peu partout dans les communes, pour savoir si tout est fait pour l'accessibilité pour les handicapés et qui met une note (A, B ou C) suivant ce qu'a fait la commune. A Muzillac c'est B.

FISCALITE ET DEPENSES PUBLIQUES

EQUITE FISCALE

Répartition avant redistribution de l'impôt Moins de niches fiscales Revenu universel pour tous

6

6

8

Une participante : J'aimerais qu'il y ait moins de niches fiscales donc que tout le monde paye l'impôt à hauteur de ce qu'il gagne - et pas simplement les revenus liés au travail, c'est les revenus en général. A partir du moment où tout le monde paiera ses impôts, on sera plus que 45% à le payer et donc la pression fiscale sera peut-être un peu moindre à ce moment-là.

Je voulais rajouter qu'on parle beaucoup de redistribution mais il faudrait d'abord parler de répartition parce que la répartition c'est avant impôt.

Et une de mes propositions ce serait le revenu universel pour tous, dans des conditions à débattre évidemment, mais qu'on parle de cette proposition qui permettrait aux gens de vivre dignement, sans se sentir vivre aux crochets de la société comme on veut leur faire croire.

Remise à plat de la fiscalité pour qu'elle soit plus juste Taxer la spéculation foncière et autres

7

5

Un participant : Nous payons tous des impôts, directs ou indirects, et nous avons beaucoup de demandes mais il faut aussi penser que toutes ces choses-là pourront avancer si on participe tous à la richesse commune. Comment participer ? Il y a les prélèvements des impôts, et ma proposition, ce serait une remise à plat complète de la fiscalité en général de façon que chacun puisse contribuer à hauteur de ce qu'il peut, de ce qu'il produit et ce qu'il gagne, je ne pense pas uniquement aux personnes mais aussi aux sociétés, aux profits ne sont pas réinvestis dans l'emploi... Que la fiscalité soit vraiment juste !

Quelque chose qui me révolte, c'est la spéculation et je parle aussi de la spéculation foncière, qui devrait être taxée à 100%. Ce sont des profits qui mériteraient que ces gens-là participent davantage. On aurait des services communs, un service public : nous en souhaitons tous, nous en avons beaucoup, mais il faut y participer.

Baser la fiscalité (TVA) sur l'impact sur des valeurs (ex : Santé) ou d'autres bases que les biens et services

7

Un participant : La fiscalité qui a été mise en place par monsieur Giscard d'Estaing était basée sur les biens et services, or, aujourd'hui je pense qu'on pourrait imaginer qu'elle soit basée sur la santé en général. Ça permettrait d'avoir peut-être un système de TVA à 0% pour les biens de consommation courante et beaucoup plus élevées pour des biens qui nous empoisonnent la vie. Je vous donne un exemple : les fruits et légumes, les médicaments 0%, mais tous les plats cuisinés, les sodas...vous récupérez là-dessus. Ça c'est les exemples les plus faciles, mais on peut très bien l'appliquer en écologie pour, par exemple, isoler une maison avec une TVA

⁸⁵ Yann Jondot, maire de Langoëlan, nommé fin 2018 « ambassadeur de l'accessibilité » par la secrétaire d'état chargée des personnes handicapées

à 0 et peut être avoir sur les produits de luxe et les autres produits des TVA beaucoup plus élevées. Ça permet aussi de rendre du pouvoir d'achat aux gens.

Suppression du CICE, restitution des fonds perçus

3	1
---	---

Un participant : Je vais peut-être enfoncer une porte ouverte, mais supprimer ce fameux CICE, qui coûtait déjà énormément d'argent avec le quinquennat précédent et qui continue de plus belle sur celui-ci puisqu'on parle quand même de 40 milliards qui sont donnés à la plupart des grands groupes, sans retombées réelles sur les petites ou moyennes entreprises, c'est toujours très choisi. Moi je verrais bien la suppression voire la restitution de ce qui a été donné.

Rétablir l'ISF

5

Impôt aux multinationales

3

Un participant : On a vu que la notion de ruissellement ne fonctionne pas du tout, donc ma proposition est toute simple c'est rétablissement de l'ISF dans la fiscalité. C'est aussi l'impôt sur les sociétés surtout sur multinationales qui ne payent pas d'impôts par rapport à ce que payent les PME, donc c'est suppression des cadeaux faits aux riches

DEPENSES PUBLIQUES

Conserver les constructions publiques rentables, les services publics et entreprises publiques rentables

4

Une participante : Ce serait bien que l'argent des structures financées par les impôts des contribuables puisse leur revenir. Pour le barrage de la Rance, ce sont les impôts des bretons qui ont payé ça et maintenant que tout est payé et qu'on a plus que des bénéfices on parle de le revendre. Je ne trouve pas ça normal parce que, même si un état ne doit pas faire de bénéfices, est-ce qu'on ne pourrait pas changer ça pour que, à partir du moment où on construit un édifice qui devient rentable, on puisse le garder pour récupérer des fonds et éviter de taxer les gens après ? Parce que c'était le but au départ.

Fin des privatisations et récupération des anciens services publics

6

Une participante : Pour moi, ce ne sont pas que les barrages qui devraient rester à l'État, c'est tous ces services qui sont rentables et qui ont été vendus : les barrages, les autoroutes, la Poste, la SNCF... rentables ou pas d'ailleurs, parce que c'est des services publics et c'est important que ça reste national. Si j'ai une proposition, c'est que les entreprises nationales qui ne sont plus nationales le redeviennent, surtout les rentables tant qu'à faire, puisque c'est les français qui ont payé, et surtout qu'on ne vende plus les entreprises nationales qui servent à l'intégralité des français.

Possibilité pour la France d'emprunter à la [Banque de France](#)

5

Une participante : Par rapport à la dette publique, aujourd'hui on a une loi en France, qui fait que l'état est obligé d'emprunter aux banques privées et pour moi la dette publique elle vient de là, puisqu'on n'a pas le temps de rembourser notre dette qu'on est déjà en train de rembourser les intérêts des précédentes. Ma proposition, ce serait de redonner le pouvoir à l'Etat d'emprunter à la Banque de France à taux zéro.

DEMOCRATIE ET CITOYENNETE

+ de justice

4

Besoin de débattre sur le fond pour savoir où on veut aller

1

Se donner de vrais objectifs. La fiscalité n'est pas un objectif mais un outil

2

Un participant : Tout le monde a beaucoup de choses à dire aujourd'hui et on nous pose plein de questions qui sont très segmentées. Dans la [lettre de monsieur Macron](#) c'est 40 micro-questions et tout ça n'a pas de sens, parce qu'il n'y aucune direction là-dedans. C'est des questions de technocrates sur des micro-sujets qui permettent d'éviter de répondre aux vraies questions. La vraie question qui ressort de quasiment toutes les interventions c'est qu'il y a une demande générale d'une plus grande justice. La fiscalité, ce n'est pas une question, c'est un outil pour pouvoir répondre à des problèmes, pour pouvoir tendre vers un objectif mais à aucun moment dans toutes les questions qui sont posées, on ne parle de cet objectif qui, pour moi, est assez clair : c'est la justice. Dans tous les domaines de notre vie finalement, que ce soit l'écologie, les transports, les services publics, l'accès à la médecine...on sent bien que ça ne va pas, ça diminue, ça se délite et on en est de plus en plus éloignés. Typiquement, la fiscalité pourrait permettre de rétablir ça, mais ce n'est qu'un outil donc la première question c'est « qu'est-ce qu'on veut vraiment ? ». Ce serait bien qu'un jour on ait effectivement les moyens d'en parler et de s'exprimer sans que ce soit systématiquement inscrit dans des petites boîtes qui empêchent de répondre à ces sujets-là.

Sur quasiment toutes les questions plus fondamentales qui sont posées, on peut trouver un mécanisme qui permet d'y répondre mais avant ça, il faudrait qu'on sache où on veut aller et c'est quelque chose qui est

absolument absent de toute ce qu'on a pu entendre et des débats. J'ai suivi plusieurs des débats nationaux en cours, alors peut être que ça dure 7h ou 8h mais en fait c'est 7 ou 8h sur les micro-dossiers locaux : c'est génial, on a le meilleur des technocrates a la tête du pays ! Il est temps d'avoir un retour de la politique mais de la vraie politique. Avoir enfin de vrais objectifs et après, essayer de les décliner avec des solutions !

6^{ème} République

6

Un participant : Le grand problème, c'est un problème de démocratie quelles que soient les décisions qui sont prises, quels que soient les votes et le bulletin qu'on va mettre dans une urne, à la sortie on nous fait un bras d'honneur et ils font comme ils veulent. (...) Il faut absolument qu'on arrive à un autre système, la 5eme république elle était viable avec la personnalité de de Gaulle mais maintenant on a des rigolos, la 6eme république proposée par Mélenchon c'est peut-être la moins pire des solutions

ÉLUS

Réintroduire : de l'écoute, de la représentativité, du contrôle des représentants, la responsabilité des élus

5

Un participant : Je voudrais essayer de rassembler un peu différentes choses qui ont été dites précédemment. Comme beaucoup, je trouve qu'on n'est pas très écoutés, d'ailleurs je suis assez inquiet sur ce que tout ceci produira réellement, c'est à dire que le débat est passionnant, c'est très intéressant, mais qu'est-ce qu'il en sortira vraiment ? J'ai des gros doutes...

A chaque fois qu'on a voté, on met un bulletin dans une urne et déjà, effectivement, il y a un problème du choix face à nous parce que finalement les partis ne nous représentent pas forcément très bien (et à la dernière élection c'était peut être particulièrement marqué et c'est un gros malentendu, la personne pour qui on a voté à la dernière élection dans la majorité des cas on votait pas pour son programme c'était un peu par la force des choses) mais quand on amène des questions précises, quand il y a eu des referendums, ils ont été systématiquement détournés, quand il y a eu des pétitions extrêmement larges, y compris en passant par le CESE⁸⁶, d'une manière générale on est pas écoutés. En plus de ça il y a un problème de représentativité qui est absolument phénoménal à l'Assemblée nationale, qui ne représente rien. Il y a une telle distorsion dans la composition de l'Assemblée Nationale qu'elle ne sert plus à rien, et c'est assez intéressant de voir que le gouvernement, à un moment donné, a proposé de supprimer le Sénat et de garder l'Assemblée Nationale, qui était extraordinaire, alors qu'en fait l'Assemblée Nationale ne sert à rien et que c'est le Sénat qui a un vrai apport pour enrichir les lois ou pour contrôler le gouvernement. C'est exactement l'inverse de ce qui est poussé par le gouvernement. Ce dont on a réellement besoin, c'est une vraie représentativité, avec des vrais contrôles. La question de la responsabilité, est complètement absente du domaine politique, c'est même inscrit dans la loi⁸⁷ pour ce qui concerne le Président de la République, qui est irresponsable sauf en cas de haute trahison. La plupart des hommes politiques ils peuvent faire n'importe quoi, une fois qu'ils arrivent au gouvernement notamment, on ne peut rien leur reprocher et le fait de dire qu'ils peuvent se représenter à la prochaine élection ce n'est pas suffisant. En travaillant dans des administrations ou dans le privé, si on travaille mal, on se fait virer, punir et parfois condamner, ce n'est absolument pas ce qu'on observe dans le domaine politique avec cette notion de responsabilité qui est purement et simplement absente. Il faut vraiment réintroduire de la représentativité et de la responsabilité. C'est plus un message pour les hommes politiques : qu'ils nous montrent enfin qu'ils nous écoutent !

Transparence des réunions des élus (tous) avec les lobbys, citoyens. Faire un registre

4

Un participant : Une proposition serait qu'il soit tenu un décompte des rendez-vous que les élus, nos 577 députés, ont avec les différents lobbys ou corps constitués, étant entendu que pour moi le plus grand lobby, c'est le lobby des citoyens. Que cette proposition puisse être réelle, vérifiable et évaluable. Qu'on sache très précisément qui rencontre le député de base parce qu'il est très intéressant de connaître les réseaux d'influence, qui se traduisent par des rendez-vous. Nous savons tous que les élus savent très bien résister ou, au contraire, écouter avec beaucoup d'oreille attentive tous ces différents avis. A partir de cela il faut peut-être fixer quelques règles pratiques. Ce que je sais, c'est qu'elle est en cours cette décision, pour l'Europe⁸⁸, et qu'elle fait l'objet d'un refus massif des élus parce que rendre des comptes sur qui je fréquente, qui je reçois, sur quels sujets... Mais là je parle des élus français et pas que des élus nationaux.

⁸⁶ Le Conseil Economique Social et Environnemental (CESE) est la 3^{ème} chambre de la République, avec l'Assemblée Nationale et le Sénat, il s'agit d'un conseil consultatif qui conseille le gouvernement sur l'élaboration des lois et les orientations des politiques publiques. Voir son [site internet](#).

⁸⁷ L'article 67 de la Constitution stipule que « Le Président de la République n'est pas responsable des actes accomplis en cette qualité »

⁸⁸ Modification du règlement intérieur du parlement européen votée en janvier. Voir sur le [site officiel](#)

Baisse du nombre de sénateurs et députés Baisser les avantages et salaires des élus

1
1

Un participant : Je pense que nous avons en France trop de députés⁸⁹, trop de sénateurs, et que nous les payons trop cher. Je pense qu'on n'a pas besoin de tout ce monde et qu'ils sont beaucoup trop payés⁹⁰, qu'ils ont des retraites qui sont trop importantes. Je parlerais aussi de nos anciens Présidents de la République qui coûtent très cher à l'état. Je pense qu'avant de chercher à trouver de l'argent auprès des classes moyennes, ils feraient bien d'abord de s'occuper d'eux sur ce plan-là. Personne n'en parle, nous, nous en parlons mais eux n'en parlent pas, je crois que ça ne les gêne pas d'être très nombreux et très bien payés.

Reconnaitre les niveaux de responsabilité des citoyens et des élus qui ne sont pas au même niveau. Les vrais responsables sont ceux qui ont le pouvoir

3

Un participant : Je pense très honnêtement qu'on n'est pas à égalité, je veux bien que l'on fasse chacun des efforts mais je suis fatigué d'entendre les politiciens dire que nous sommes responsables de tout. Je veux bien être responsable mais ma responsabilité, votre responsabilité, n'est pas du même niveau que ceux qui ont le pouvoir et sans arrêt nous sommes fustigés : nous devons surveiller les étiquettes, faire ceci, vider ceci, faire cela... sans arrêt nous sommes mis plus bas que terre et nous sommes responsables des malheurs du monde, de ce qu'on ne fait pas. Je suis désolé mais j'ai moins de pouvoir que messieurs Macron, Sarkozy ou Hollande ou monsieur Carlos Gohn ! Ce sont quand même les hommes politiques, tous les gens qui ont prôné le libéralisme, qui nous ont emmené dans cette galère ! Je pense que nos hommes politiques nous attaquent sans arrêt, ceux du bas, alors bien sur nous sommes responsables mais pas au même niveau, faut pas charrier ! Les vrais responsables, ce sont ceux qui ont le pouvoir et pas ceux qui ne l'ont pas.

Mise en place du RIC

2	7
1	

Plus d'experts auprès des élus avec contrôle et transparence

Une participante : A vous écouter intervenir, je me rends compte qu'on a tous nos propres soucis qui impactent notre vie privée ou notre vie professionnelle, des revendications, des choses qui nous scandalisent et il y a plein de points qu'en fait on ne connaît pas. Par exemple la médecine : je vous entends échanger et je me rends compte qu'on ne connaît pas forcément, on peut avoir un point de vue mais pas les connaissances suffisantes pour être objectif. Et moi, j'ai une proposition qui se dédouble en deux parties : la première ce serait le referendum d'initiative citoyenne (RIC) : je ne suis pas une révolutionnaire dans l'âme mais l'idée du RIC, c'est que n'importe quel citoyen qui peut fédérer une partie de la population, que ce soit pour créer des lois...pour le coup, théoriquement, dans une certaine bienveillance puisque c'est nous citoyens qui nous battons contre ces lobbies, contre le fric, contre cette mentalité ultra mondialiste et je me dis qu'une fois que ça vient de nous, ça ne peut que changer. Aujourd'hui notre pays peut nous donner les moyens, quand on a des causes qui nous tiennent vraiment à cœur de pouvoir les défendre pour moi le ric en sachant que je parle de tous les ric possibles : révocatoires...pour moi c'est la seule vraie solution pour mettre tout le monde d'accord et que tout le monde ait son mot à dire de manière intelligente que ce soit démocratique
En parallèle, je voudrais aussi un changement de ces représentants politiques. Le truc qui me choque c'est que, si on écoute notre président actuel, la démocratie de la 5eme république se résume à voter une fois tous les 5 ans : vous élisez un président ou vous n'en élisez pas un autre potentiel et finalement on ne se sent pas maître de tout ça réellement, donc ma deuxième proposition ce serait de faire en sorte qu'on ait des politiciens qu'on choisisse en fonction de leur valeur professionnelle. Parce qu'aujourd'hui, moi je vote que depuis dix ans et à chaque fois je ne sais pas pour qui voter, parce que ce ne sont pas des programmes que nous élisons mais c'est un temps de parole dans la presse, des contacts... et j'en ai marre de voter dans la peur de ce qui pourrait se passer ! J'ai envie de voter pour des idées, pour des valeurs, pour des vrais concepts (...)
Et inclure les professionnels, par exemple tout à l'heure on parlait des scientifiques (...) et moi je demande à ce que les hommes politiques s'entourent de réels professionnels de réels scientifiques qui fassent leur travail de manière éthique, que ce soit contrôlé et pas par une minorité. On en revient encore à la transparence.

Suppression du financement public des partis politiques (c'est le citoyen qui choisira à qui il donne)

1

Propositions financement des partis :

- 1 citoyen=1voix=7,5€
- Au parlement : 1/3 en fonction des CSP, 1/3 tirés au sort

3

Un participant : une proposition à faire qui recoupe l'idée de plus de justice dans la démocratie et la citoyenneté et qui est toute simple. Je vais vous citer 3 chiffres donnés dans « Le prix de la démocratie⁹¹ », un ouvrage qui a été envoyé à M. Macron. Les citoyens sont très inégaux dans la façon de représenter les français à travers leur parlement et le financement public des partis politiques. Première proposition : suppression du financement public direct des partis politiques au profit d'une allocation de 7,5€ donnée à chaque citoyen qui le donne au parti ou au groupe politique de son choix chaque année. Le coût du fonctionnement des appareils politiques tout confondu est de 1,4 milliards donc, divisé par le nombre de citoyens en âge de voter, c'est très exactement 7,5 euros par an à la discrétion de chaque citoyen. Pourquoi cela ? Parce que les études montrent que ce sont

⁸⁹ Il y a en France 577 députés et 343 sénateurs

⁹⁰ Les indemnités des députés et sénateurs s'élèvent à 7239,9 € bruts soit environ 5380 € nets par mois.

⁹¹ Julia Cagé, 2018, éditions Fayard

essentiellement les classes favorisées qui financent la politique et les partis politiques à hauteur en moyenne, pour les 10% les plus favorisés, de 340 euros/an avec des processus de défiscalisation. Là ou un smicard pourra donner 5 euros, on peut donner jusqu'à 7500€ défiscalisés⁹² quand on a de l'argent pour le faire, donc cette proposition introduirait un citoyen=une voix=un financement, donc interdiction du financement privé mais total financement public par le fait que chaque citoyen alloue chaque année 7,5 euros au parti de son choix. Ces propositions de financement par les citoyens existent déjà en partie en Belgique et, de façon assez étonnante pour moi, en Italie.

Aujourd'hui, le Parlement est essentiellement composé de personnes issues des classes moyennes ou favorisées et il n'y a quasiment personne des employés et des ouvriers or, ça représente en France 51% de la population active. Deuxième proposition, la représentation au Parlement pourrait se faire sur la base du tiers des 577 députés strictement représentants chaque catégorie socio-professionnelle, qui pourraient être élu à partir de quotas. On pourrait aussi imaginer dans un autre tiers du parlement, des élus qui seraient le résultat d'un tirage au sort.

Ces deux petites propositions pourraient introduire une stricte égalité entre les voix des citoyens et dans le cadre réformiste, il ne s'agit pas d'une 6ème république. Inutile de vous dire que toutes ces propositions, Macron les connaît, l'appareil d'état et toute sa technocratie les connaissent et bien sûr, ils ne veulent pas en entendre parler.

PARTICIPATION DES CITOYENS

Avoir des citoyens dans chaque commission ou groupe de travail local ou national 3

Une participante : Ma proposition, ce serait qu'il y ait des citoyens qui puissent être dans tous les groupes de travail, que ce soit ceux des communes, des intercommunalités, des départements, de l'Assemblée Nationale, du Sénat... parce que quand on parle d'agriculture, il faut des agriculteurs quand on parle de santé il faut des infirmières...

Election directe pour les intercommunalités 4

Associer les citoyens dans les projets intercommunaux 4

Une participante: Concernant la décentralisation je voudrais qu'on élise les élus de la communauté de communes parce qu'actuellement ils sont désignés par les conseils municipaux⁹³, pas directement, et on pourrait imaginer qu'il y aurait une augmentation de la participation pour les scrutins locaux : soit par des comités citoyens pour tout ce qui concerne la gestion locale, soit qu'il y ait une campagne de présentation des projets de la communauté de communes qui soit mise au suffrage des électeurs.

Parce qu'aujourd'hui, on n'a pas tellement de regard sur les projets intercommunaux ni sur les équipes donc il faudrait associer les citoyens à la gestion intercommunale, je pense que c'est le meilleur endroit où on peut discuter des projets aujourd'hui, ce n'est pas dans la commune. L'intercommunalité ayant pris de l'importance sur les décisions locales, ce serait bien qu'il y ait des comités citoyens associés et qu'on soit associés à un projet intercommunal en obligeant les gens qui se présentent à l'intercommunalité de soumettre un projet aux citoyens et surtout qu'il y ait un débat sur le projet intercommunal parce qu'aujourd'hui il n'y en a pas

RIC, y compris local (ex : rattachement du 44 à la Bretagne

Respect de la demande des citoyens)

Un participant : Je vous rappelle simplement que l'ONU vient de faire quelques remontrances à la France pour son manque de clarté dans sa politique très « politicienne » et je crois que l'occasion est venue de passer à autre chose. Moi, je suis un fanatique du fédéralisme et je pense que l'ultra-centralisme ça suffit. Je trouve très bien cette idée de RIC, c'est une idée à reprendre, que les élus peuvent reprendre localement.

Il y a eu une première pétition menée en Loire Atlantique⁹⁴ sur le rattachement administratif à la Bretagne qu'on a ratifiée 110 000 personnes. La loi prévoit que si 10% des électeurs, soit 100 000 personnes en Loire Atlantique, le demandent, on doit obligatoirement organiser un référendum. Le président du Conseil Général⁹⁵ a botté en touche et n'a pas organisé ce référendum. Ce que je propose concrètement, c'est que les élus ainsi que le Conseil Général du Morbihan rappellent ses vœux de rattachement administratif de la Bretagne parce que c'est quelque chose qui, je crois, qui tient à cœur à beaucoup de monde et c'est important pour la suite. C'est en quelque sorte le premier RIC qui vient d'être établi : soyons en mesure d'écouter les vœux des citoyens donc RIC y compris local

Un autre participant : On a parlé de la prise en considération des référendums locaux, je suis tout à fait pour mais quand on parle de réunir le 44 à la Bretagne, il faut qu'on arrête nos âneries ! L'État a déjà créé des hyper-

⁹² 7 500 € par an et par personne, plafonnés à 15 000 € par an et par foyer fiscal. Source : service-public.fr

⁹³ Depuis 2014, les listes aux élections municipales doivent mentionner les membres des équipes qui seront membres des conseils communautaires.

⁹⁴ L'association Bretagne réunie, à l'origine de la pétition, a recueilli 105 000 signatures. La loi prévoit que dans un département, un dixième des électeurs peuvent demander à ce que soit inscrite à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante (conseil départemental) l'organisation d'une consultation sur toute affaire relevant de la décision de cette assemblée. La décision d'organiser la consultation appartient à l'assemblée délibérante de la collectivité territoriale. ([article L 1112-16 du Code Général des collectivités territoriales](#)) La loi prévoyait également un « droit d'option » pour les départements qui souhaitaient changer de Région, avant le 1^{er} mars 2019.

⁹⁵ NB : Depuis 2015, le « Conseil Général » est officiellement appelé « Conseil Départemental »

régions : vous prenez le cas de Toulouse qui se trouve réunie avec Montpellier⁹⁶ ils versent des millions d'euros (ils ont doublé tous les bâtiments de réunions et ils payent des indemnités aux élus pour se déplacer une fois à Montpellier une fois à Toulouse) il faut qu'on arrête nos conneries sur ce niveau-là, donc le 44 reste le 44, je n'ai absolument rien contre le 44, et qu'il y ait une réunion historique du 44 avec le reste des départements bretons pourquoi pas ? Mais au niveau administratif il est hors de question que le 44 vienne !

MODALITES DE VOTE

Vote obligatoire Prise en compte des votes blancs Quorum pour être élu

1	2
8	
1	

Un participant (à propos d'un referendum sur le rattachement de la Loire atlantique à la Bretagne) : *Il faut obliger les gens à voter, autrement ça ne sert à rien. Il y a eu un referendum dimanche à Quimperlé⁹⁷, y a qu'à regarder y a eu 50 personnes. Vote obligatoire avec prise en compte des votes blancs et quorum minimal.*

Une participante : *je voulais soulever une question : parmi les gilets jaunes, essayez de donner un pourcentage de gens qui ont voté. Quand on a voté après on le droit de manifester mais là, on se demande : ce sont des gens qui ne veulent pas voter, qui n'ont pas d'idées et à un moment donné quand il faut revendiquer, on revendique, alors je suis pour le vote obligatoire !*

Une autre participante : *Je suis d'accord pour la prise en compte du vote blanc mais pas du tout pour l'obligation du vote (...) parce qu'à partir du moment où vous obligez à voter, si c'est pour avoir les mêmes candidats qu'on a aujourd'hui je suis désolée mais on peut être obligés ou pas, les choses ne vont pas changer. Je ne pense pas que le problème d'aujourd'hui soit dans le fait de voter ou pas voter, il y a énormément de gens qui ne votent pas parce qu'ils ne savent pas pour qui voter, parce qu'on n'a pas une classe politique professionnelle donc pour moi l'obligation de vote elle peut être possiblement envisageable dans le futur mais pas dans un monde politique actuel. Moi si demain vous m'obligez à voter ça ne changera pas mon vote, je voterais blanc et pour moi le vote blanc il doit être comptabilisé.*

Et par rapport au referendum pour moi, à partir du moment où vous apportez un vrai outil démocratique, il n'y a pas besoin d'obliger les gens à voter. Dans mon entourage, j'ai beaucoup de gens qui ne votent pas depuis plusieurs années pas parce que le vote ou la démocratie leur passent au-dessus c'est juste qu'ils disent « je vais voter pour quoi ? de toute façon je vote blanc ça ne compte pas et je ne sais pas pour qui voter donc moi je vote blanc de mon canapé ». C'est aussi simple que ça ! Si demain on a une vraie réponse démocratique avec des personnes engagées et de la bienveillance, si on a des vrais professionnels de la politique qui ont des vraies réponses et pas juste une apparence (...) je pense que les gens n'auront pas besoin d'obligation pour aller voter et le feront par plaisir de faire avancer leur pays !

EUROPE

Pas d'Europe/retour au Franc

5	11
---	----

Un participant : *Moi je voudrais parler de la maladie de la France. Finalement, c'est un gros problème économique. Qu'est ce qui se passe ? On va vers la mondialisation et la mondialisation finalement c'est la libre circulation des hommes, des idées, des biens, des capitaux et l'alignement des salaires, des prestations sociales des retraites sur les cours mondiaux. Est-ce qu'il y a quelqu'un dans la salle qui pourra aligner son salaire ou sa retraite sur les cours mondiaux ? C'est généreux de s'aligner sur la pauvreté du monde, c'est à dire que nous on aura moins et les autres auront plus... La crise des Gilets jaunes, c'est des gens qui veulent consommer plus, consommer normalement et on leur interdit, finalement, par des salaires très bas, donc moi je suis de ceux qui pensent que je préfère une retraite qui est indexée sur notre pays que de voir ma retraite indexée sur la pauvreté du monde. Plus il y a d'Europe, plus il y a de mondialisation, donc je propose qu'on sorte de l'Europe et qu'on revienne au franc.*

Un autre participant : *Sur l'Europe, combien les capitaux chinois et européens créent d'emplois en Bretagne ? Je ne parle pas du tourisme, mais de la vie de tous les jours : demandez aux pêcheurs, aux chantiers navals, allez à Saint-Nazaire, demandez-leur combien l'Europe crée d'emplois ! C'est pour ça qu'il ne faut pas avoir une vue de son petit côté ! Dire « l'Europe, la mondialisation... » on est dans un système. Si on veut que la mondialisation existe d'une autre façon je suis d'accord, mais dire « pas de mondialisation » ce n'est pas possible !*

⁹⁶ Au sein de la région Occitanie, fusion des anciennes Régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées

⁹⁷ Un référendum a eu lieu le dimanche 3 mars à Quimper (et non Quimperlé) dans le Finistère sur le devenir des halles de la ville. Avec un taux de participation de 20,33% il n'a qu'une valeur consultative, la valeur décisionnelle d'un tel référendum étant conditionnée à la participation d'au moins 50% des électeurs. (source : [ville de Quimper](#))

Harmonisation fiscale et sociale de l'Europe

4

Un participant : *Moi je suis pour l'Europe et je voudrais une Europe sociale et fiscale et là on réglerait pas mal de problèmes d'injustice*

Une autre Europe, pas basée sur les lobbys et sur le fric/la rentabilité

1

Un participant : *Ce n'est pas « pas d'Europe » qu'il faut, c'est une autre Europe, une Europe humaine qui soit pas basée sur le fric, ou sur les lobbys. Moi j'ai 35 ans de métier du bâtiment et si vous saviez...toutes les normes européennes actuelles sont imposées par les lobbys professionnels !*

Qu'on arrête d'avoir une vie basée sur le fric, pourquoi on ferme les bureaux de poste ? parce que ce n'est pas rentable ! Tout est basé sur le fric alors là, y a un choix à faire : ou on fait Peter le globe terrestre a force de lui faire des piqures de fric ou on commence à parler de transition écologique mais on ne mélange pas tout.

Non à l'Europe ultralibérale

2

Un participant : *Concernant l'Europe monsieur a dit « pas d'Europe », je vais bientôt finir par le penser aussi si on continue comme ça avec leur ultra libéralisme où les sociétés capitalistiques décident de tout en permanence à Bruxelles et où n'importe quel dirigeant d'une grosse boite ou d'un fond de pension a plus de pouvoir que Macron...*

SUJETS TRANSVERSAUX

Arrêter le libéralisme

3

Lutter contre l'inégalité sociale

8

Un participant (à propos de transition écologique) : *J'ai une problématique, c'est que c'est à ce monde libéral d'assurer la transition écologique, parce que nous savons que le monde libéral c'est d'abord l'argent qui le mène et donc je ne suis pas sûr qu'il ne faille pas changer de système. Tout ce que je vois sur le tableau c'est du macronisme, moi je sais depuis longtemps ce que c'est que le monde libéral, je ne suis pas surpris. Je vais vous citer un exemple : « la fiscalité et les dépenses publiques » ça c'est un thème qui est voulu et moi j'aurais préféré qu'on parle de la production (qu'est-ce qu'on produit ? comment on le produit ?) et la répartition des richesses. C'est d'abord la répartition des richesses - des revenus, des traitements, des salaires- et après seulement, on pourra parler fiscalité. Nous sommes dans un monde extrêmement inégalitaire, ce libéralisme c'est le creusement des inégalités, qui sont terribles. Il y a des économistes qui disent clairement que nous sommes au bout du rouleau. Les Gilets jaunes sont pas venus comme ça, par hasard, c'est la suite logique d'un système qui se veut inégalitaire alors moi je veux bien qu'on parle de fiscalité, mais je souhaiterais qu'on comprime un petit peu entre ceux qui ont 95 milliards au patrimoine et ceux qui n'ont pas un centime. La journée ne dure que 24 h, comment peut-on justifier cette différence ?*

Je le mettrais dans « autres » parce que tout ça, est un petit peu figé. Il y a d'autres débats que ce qui est inscrit là : la lutte contre les inégalités sociales, la lutte contre les trop grandes différences entre eux qui ont et ceux qui n'ont pas ça nous allons en mourir !

Répartition plus juste des richesses. Remise en question des citoyens individuellement

2

Un participant : *Il y a des gens qui ont parlé de la répartition des richesses, dire qu'on répartit mal les richesses, dans certains cas, il y a un côté pile et un côté face et il faut savoir regarder les deux cotés et pas toujours dénoncer. Savoir que chaque citoyen est responsable de ce qu'il fait dans sa vie de tous les jours, c'est ça aussi qu'il faut dénoncer.*

Un autre participant : *Je crois que d'une façon générale, l'idée générale vers laquelle on lutte actuellement, toutes ces réactions, les Gilets jaunes et d'une façon générale de tous les gens : on en a marre des inégalités, on en a marre de voir les riches favorisés en supprimant l'ISF, on en a marre de voir les multinationales à qui on supprime les impôts ou qu'on a du mal à leur faire payer, on en a marre de toutes ces inégalités avec, par contre, un oubli complet de l'humain. La CSG est un exemple : n'oublions pas qu'elle est venue tout de suite après la suppression de l'ISF, c'est vraiment aberrant, anti social et contre la façon dont on doit diriger un pays, je pense.*

Rétablir l'ISF, c'est évident : prendre l'argent là où il est ! Par contre, essayer d'arrêter d'augmenter les impôts et les taxes comme on l'a fait il n'y a pas très longtemps avec le carburant. Je crois que c'est un déséquilibre complet et une inégalité qui se creusent de plus en plus. On constate qu'il y a de plus en plus de riches en France et dans le monde et on a aussi de plus en plus de pauvres !

CONFIGURATION DE LA SALLE



EN FIN DE REUNION, VOTE PAR « GOMMETTES » DES PARTICIPANTS



Photos des panneaux par thèmes avec les contributions retranscrites au fur et à mesure et le « vote » par gommettes



ORGANISATION DE L'ETAT ET DESSERVICES PUBLICS

L'Etat en
modérateur



10/10/2016

(+) de médecins
formés



Egalité des services
publics, en particulier
liés à la santé

Les médecins doivent donner
du temps en échange de leur
formation.
Et les enseignements longs

• Fin des •
• privatisations
• et récupérations des
anciens services publics

• Conserver les construc-
• tions publiques rentables
• Conserver
les services publics
les entreprises publiques
• rentables

• Aller plus loin
• dans l'accessibilité
• aux personnes
• handicapées

LA FISCALITE ET LES DEPENSES

PUBLIQUES

Rétablissement de
l'ISF
l'impôt aux multinationales

Harmonisation
fiscale et
sociale de
l'Europe

Suppression
du CICE
restituts des fonds
perçus

Rétablir
l'ISF

Possibilité pour
la Fce d'emprunter
à la Banque
de Fce

Répartition plus
juste des richesses
Remise en question des
citoyens individuellement

Remise à plat de la
fiscalité
soit + juste

Taxer la
Spéculation
foncière et
autres

Basen la fiscalité (TVA)
sur l'impact possible sur
des valeurs (santé)
ou d'autres bases que les
loisirs et services

Revenu universel
pour tous

Non de niches
fiscales

Repartition avant
redistribution
de l'impôt

LA DEMOCRATIE ET LA CITOYENNETE

6^{eme} République

Transparence des réunions des élus (Tous) avec les lobbies, citoyens
Faire un registre

Besoin de débattre sur le fond pour savoir où on veut aller
Se donner de vrais objectifs
La fiscalité n'est pas un objectif mais un outil.

Pas d'Europe
Retour au franc

Suppression du financement public des partis politiques

Maintenir les enquêtes publiques - en particulier pour l'éologie

Mise en place du RIC

Non à l'Europe ultra libérale

Propositions
1 citoyen = 1 voix = 1,50€
Après sur parlement en fonction des tris au sort

Associer les citoyens dans les projets inter communaux

RIC y compris local
ex: rattachement du 44 à la Bretagne
Respect de la demande des citoyens

Besoin de débattre sur le fond pour savoir où on veut aller

Prise en compte des votes blancs

Vote obligatoire

Une autre Europe pas basée sur les lobbies et sur le fisc / rentabilité

Plus d'experts pris des élus avec contrôles et transparence

Avoir des citoyens dans chaque commission ou groupe de travail local ou national

Supprimer le SENAT

Supprimer le Parlement Européen

Forum pour être élu

Election direct pour les inter communalités

Supprimer le CESE (Conseil économique et social)

Avantages et Salaires des élus

nbr de Sénateurs et de députés

AUTRES

Arrêter le
libéralisme

6 autres
verts

+ de justice

Lutter contre
l'inégalité
sociale

Reintroduire :

- de l'écoute
- de la représentativité
- du contrôle des représentants
- la responsabilité des élus

Reconnaitre les niveaux
de responsabilité des
citoyens et des élus
↳ qui ne sont pas au
même niveau.
Les vrais responsables sont ceux
qui ont le pouvoir



Conseil de Développement

Golfe du Morbihan Vannes Agglomération — Arc Sud Bretagne — Questembert Communauté

Le grand
débat national

Date et horaire : 11 mars 18h30-20h30

**Lieu : « Le Carré d'Arts » - Elven
(56250)**

COMMUNICATION

La réunion a été annoncée dans la presse locale ainsi que par la Mairie et celles des trois communes limitrophes. Elle a été enregistrée sur le site internet du Grand Débat. Le Conseil de développement a créé un « évènement » sur sa page Facebook.

DEROULE DE LA REUNION

Environ 80 personnes présentes. 2h de réunion.

Equipe d'animation composée de 4 bénévoles du Conseil de développement et de l'animatrice salariée.

En tout, 85 contributions ont été placées par l'équipe d'animation sur des panneaux pendant la réunion (voir photos en fin de document)

Pour plus de cohérence dans la synthèse, certaines contributions ont été déplacées d'un thème à l'autre.

REGLES ET METHODE

Les participants ont été invités à s'exprimer au micro autour des quatre thèmes décidés par le Président de la République, non exclusivement. Ils étaient libres d'aborder les sujets de leur choix.

Les contributions étaient affichées sur des panneaux au fur et à mesure, et les participants ont été invités à la fin de la réunion à positionner des gommettes vertes et rouges sur celles-ci pour les soutenir ou les contester (voir photos du résultat final en fin de document).

NB : le nombre de gommettes n'était pas limité par personne et tous les participants ne sont pas restés pour cet exercice. Il ne s'agit pas d'un « vote » représentatif mais d'une possibilité supplémentaire d'expression, qui nous permet de visualiser l'engagement suscité par les différents propos (Nombre de gommettes apposées indiqué dans les cartouches en face de chaque sujet. Taille de police agrandie pour les contributions ayant suscité le plus de réactions).

CONTENU DES ECHANGES

NB : Les contributions sont réunies selon les thèmes proposés par le Président de la République, avec en plus un thème « Autres sujets ». Les sous-thèmes indiqués ont été créés par le Conseil de développement pour plus de lisibilité, ils n'ont pas été validés par les participants.

Les citations ont été retranscrites à partir d'un enregistrement sonore. Elles ont été simplifiées pour une forme plus lisible, en collant au plus près possible des mots des participants.

Les contributions ne sont pas présentées dans un ordre chronologique ou hiérarchique.

FISCALITE ET DEPENSES PUBLIQUES

Baisser le revenu des hauts fonctionnaires

13

Un participant : Une précision par rapport à ce qui a été dit sur la baisse des indemnités des élus nationaux : je crois qu'il faut aussi voir qu'on a des hauts fonctionnaires qui sont payés bien plus cher que nos élus donc il faut aussi réagir à ce niveau-là !

Appliquer avis de la Cour des comptes

4

Un participant : La dette de la France continue d'enfler chaque année et la Cour des comptes⁹⁸ relate ses résultats. Le gouvernement devrait en tenir compte pour mieux gérer et traiter le problème de la dette qui continue d'enfler !

IMPOTS ET TAXES

Rétablir la taxe d'habitation

3 8

Une participante : Pour l'organisation des collectivités locales, je souhaiterais que monsieur Macron revienne sur son idée de campagne qu'il a commencé à mettre en œuvre, de suppression de la taxe d'habitation qui ampute les collectivités déjà désargentées d'une partie de leur dotation. En plus je ne sais pas où il va trouver l'argent pour compenser tout ça. Les collectivités, dans ces temps de réorganisation n'ont pas besoin de ça sinon, on aura plus de piscines, plus de salles polyvalentes etc.

IMPOTS SUR LE REVENU

Rétablissement ISF

6

Nouvelle tranche d'imposition pour les très hauts revenus

6

Une participante : Je suis gilet jaune, et je m'en fais un petit peu le porte-parole : on souhaiterait rétablir l'impôt sur la fortune en lieu et place de l'impôt sur la fortune immobilière⁹⁹ qu'a mis en place monsieur Macron. On souhaiterait également que pour l'impôt sur le revenu, notamment pour les hauts revenus, d'autres tranches soient créées. Ça nous paraît une mesure de justice fiscale, par rapport à la « classe moyenne moins »

Impôt sur le revenu pour tous (minimum)

2 1

Mettre à plat les niches fiscales

5

Un participant : Je suis tout à fait d'accord avec une tranche supplémentaire mais il semblerait logique qu'il y ait un impôt pour tous les citoyens en fonction de leurs revenus, et une mise à plat des niches fiscales qui persistent encore

Une autre participante : Même si on paye 20 euros d'impôts sur le revenu, au moins, qu'on paye quelque chose parce que les personnes se transforment en consommateur. Ça devient des droits mais il n'y a pas de devoirs !

Proportionnalité de l'imposition (fin des paliers)

Un participant : On parle d'impôt par tranche sur les différents salaires, est-ce qu'il ne serait pas possible d'introduire une proportionnalité c'est à dire simplement un coefficient multiplicateur ? Surtout que c'est assez compliqué, je pense, pour les personnels des services fiscaux de mettre tous ces chiffres dans une case. Peut-être pas sur la totalité des grilles de salaire mais ça paraîtrait plus logique d'avoir une progression linéaire en fonction du salaire et qu'après, pour les très bas salaires, on ait une autre forme de courbe. Quelque chose qui soit lissé, plutôt qu'un escalier qui paraît très injuste pour quelqu'un qui va gagner deux ou trois euros de plus sur l'année et qui va changer de tranche d'imposition.

TVA

Remplacer TVA par une taxe sur les transactions financières

4

Une participante : J'avais écouté un économiste, qui disait qu'on pourrait retirer toutes les TVA à partir du moment où sur chaque transactions bancaires et financières, on paierait par exemple 0,1%. Derrière, on pourrait rajouter une TVA à taux zéro sur les matières premières et ça rapporterait plus d'argent que cet impôt injuste.

⁹⁸ La Cour des comptes est l'institution de contrôle chargée de vérifier l'emploi des fonds publics et de sanctionner les manquements à leur bon usage. Elle est notamment constituée de Chambres Régionales. [Site officiel](#)

⁹⁹ Impôt pour les personnes possédant un patrimoine net taxable supérieur à 1 300 000 € au 1er janvier. Source : [Direction Générale des finances publiques](#)

Mettre TVA à 0% sur produits de première nécessité

8

Un participant : Sur les produits de première nécessité, ce serait bien qu'on baisse la TVA pour permettre aux gens d'arriver à mieux finir leurs mois.

Un autre participant : Pour continuer sur la TVA on connaît la réponse du gouvernement : la TVA à taux zéro, Bruxelles n'en veut pas, mais il ne faut pas oublier que dans les pays européens il y a plusieurs pays à qui la TVA à taux zéro a été accordée : Malte, l'Islande et la Grèce, donc ces trois pays ont une TVA à 0% sur les produits de première consommation. Si d'autres pays le font, pourquoi pas le faire, le poser sur la table puisqu'on arrive aux élections européennes ... ?

TAXATION/AIDES POUR ENTREPRISES

Taxer les GAFAs¹⁰⁰

7

Prélèvement par l'Etat quand l'argent sort de France

Prélèvement de la banque sur chaque transaction effectuée vers les GAFAs

1

2

Un participant : Actuellement, et depuis maintenant une trentaine d'années, le gouvernement a besoin d'argent et a des dettes mais pas de possibilité, si ce n'est de ponctionner des gens qui ne peuvent pas se défendre : les retraités, alors qu'il serait possible de trouver l'argent. On parle en particulier des fameux GAFAs et ils n'arrivent pas à mettre un impôt sur ces gens-là. Par exemple, pour Amazon, qui ne paye pas d'impôts, quand vous payez avec votre carte bancaire, l'argent n'est pas débité en France mais au Luxembourg. Il suffirait simplement que les banques prélèvent un pourcentage, comme elles le font pour elles-mêmes, pour l'Etat. Si on faisait ça, ça rapporterait 78 milliards. Il suffirait simplement que les produits bruts comme le pétrole soit détaxés, par contre si une compagnie importe de l'essence elle paiera ces taxes si le produit est raffiné, on sait faire ça avec des documents administratifs de la douane.

Ça taxerait tout le monde, par exemple les chanteurs, les joueurs de foot, qui emportent immédiatement l'argent gagné en France à l'étranger, quand l'argent de France sortirait ils paieraient la taxe à l'état français

Un autre participant : Taxer les GAFAs c'est une chose mais je me méfie parce qu'ils vont augmenter leurs prix et c'est le client qui va payer donc c'est pas comme ça qu'il faut le faire.

Diminuer charges qui pèsent sur les entreprises

5

Plafonner dividendes

Une participante : Moi je voudrais parler des multinationales et les mettre en parallèle avec les PME. Ce que je proposerais, ce serait de mettre un plafond sur les dividendes qui sont donnés aux actionnaires. On le voit encore aujourd'hui chez BIC, les actionnaires ont touché plusieurs millions d'euros et derrière on ferme l'usine, donc c'est encore les salariés qui trinquent parce que BIC veut se remplir les poches. Si on plafonnait les dividendes ça laisserait un petit peu d'argent. De toute façon, les multinationales, dès que ça se gâte un peu, elles s'en vont, on ne peut pas compter sur eux. Dans les PME, c'est des petits patrons, qui ont mis leurs tripes dans leur entreprise, et même si ça se gâte ils vont tenir bon. C'est sur eux qu'il faut compter pour créer de l'emploi donc en contrepartie il faudrait diminuer les charges salariales pour les PME quand ils emploient des gens, ça leur permettrait d'embaucher et peut être de mieux rémunérer et de revaloriser le travail, parce que ce n'est pas normal que des gens qui travaillent n'arrivent pas à vivre décemment.

Suppression du CICE pour les grandes entreprises (évaluation pour TPE-PME)

3

Une participante : En tant que Gilet jaune, dont je suis un peu porte-parole ce soir, nous voulons la suppression du CICE¹⁰¹ pour les grandes entreprises et une évaluation de celui-ci pour les PME et les TPE

Raccourcir délais d'obtention des aides aux entreprises

2

Un participant : On dit souvent que les entreprises doivent avancer l'argent pour les différentes aides mais aujourd'hui, pour la prime à la conversion des voitures, l'Etat met 6 mois à rembourser, donc ça peut mettre en difficulté les entreprises qui ont peu de moyens d'avance. On se repose de plus en plus sur les entreprises, pour les impôts ou les aides donc au bout d'un moment les entreprises faibles qui ont peu de trésorerie ou qui sont déjà en difficulté aujourd'hui, elles ne pourront pas suivre, et s'il n'y a plus d'entreprise on sera tous au chômage !

Mettre en œuvre bonus/malus sur CDD

4

1

Une participante : Que monsieur Macron mette en œuvre la mesure qui était promise dans sa campagne de créer un bonus/malus pour les entreprises qui utilisent trop les contrats à durée déterminée.

¹⁰⁰ Acronyme désignant quatre des entreprises les plus puissantes dans le domaine des nouvelles technologies : Google, Apple, Facebook, Amazon. Le M de Microsoft y est parfois ajouté.

¹⁰¹ Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi

FISCALITE SUR LES TRANSPORTS

Vignette sur les camions à l'entrée en France

1

Une participante : Je pense qu'il faut voir le problème des camions Nous sommes en Bretagne maintenant et ici il n'y a pas ou peu de camions, mais nous venons d'une région, la Franche Comté où quand vous voyez sur l'A36, qui traverse l'Alsace, vous avez neuf camions sur dix camions qui sont étrangers. Ils ne passent ni par l'Allemagne ni par la Suisse parce qu'ils y sont taxés. Pourquoi ne pas taxer les camions à l'arrivée en France ou avec une vignette qui coûterait très cher, que chaque patron paierait, et que cette taxe aux camions soit enlevée de la taxe à l'essieu¹⁰² des français. Quand on voit le nombre de camions qui passent en France sur l'A76, l'A71 ou l'A36, on aurait des millions d'€ qui rentreraient en France.

Un participant : Concernant les poids lourds, j'ai un 13 tonnes dans ma ferme et avant, on payait 2,97€ par jour, chaque fois qu'on utilisait nos camions. Pour nous les agriculteurs, les ostréiculteurs, un camion ça sert seulement de temps en temps, une vingtaine de fois l'année, et ça ne coutait pas cher. Depuis Macron, on nous oblige à payer 180 euros tous les six mois.

Et je signale quand même que les camions étrangers, je les différencie bien des camions français : les Polonais ils ont des camions tous neufs qui consomment très peu de gasoil - un semi-remorque, chargé à bloc, descend à 32l de consommation aux 100km - et en France, nous avons juste le droit de payer pour les autres en Europe et nous on a les poubelles faute de pouvoir faire autrement. C'est pas la même réglementation qui est appliquée

Généraliser frais réels (transports)

1

Une participante : On parlait de la taxe sur les carburants, je crois qu'il y a moyen d'étudier quelque chose, notamment pour les personnes qui sont à la campagne et qui sont obligées d'utiliser leur voiture : des personnes font des déclarations de revenus en donnant leurs frais réels et il faudrait que ça puisse être pratiqué par tout le monde, c'est à dire que les gens puissent comptabiliser ce que leur coûtent les déplacements pour aller travailler, passé un certain nombre de kilomètres.

Taxer les gros pollueurs en transports (pétroliers et avions)

3

Une participante : Pour les GAFA je crois que tout le monde est d'accord mais il faudrait aussi taxer les gros pollueurs : les bateaux, les pétroliers et les avions sur les carburants et aussi la pollution

DEPENSES PUBLIQUES

DEPENSES DE SANTE

Vente à l'unité des médicaments et matériel de soin

4

Une participante : On essaye de réduire les dépenses publiques en supprimant des effectifs dans nos hôpitaux ou dans d'autres services publics et je pense qu'on pourrait réduire les dépenses autrement, par exemple au niveau des médicaments, en s'attaquant plutôt aux entreprises pharmaceutiques par exemple. Quand on est malade, à la pharmacie, on vous donne des boîtes de médicaments et vous avez une boîte de trente quand vous devez en prendre dix. Aux Etats Unis, on vous donne le nombre de médicaments qui correspond à la durée de votre traitement. C'est pareil quand vous allez à l'hôpital, les pansements ou les produits sont parfois conditionnés de telle façon que vous ouvrez une bouteille alors que vous allez en utiliser même pas un tiers. C'est tout simple, mais on pourrait donc gérer le coût des médicaments autrement. Au niveau des dépenses de la sécurité sociale y a plein de choses à faire au lieu d'aller réduire les couts en réduisant le nombre de postes

Tiers-payant¹⁰³ généralisé obligatoire

Un participant : Il ne serait pas illogique dans le système que l'on a dans le domaine de la santé, de mettre obligatoirement le tiers payant, de l'imposer à tout le monde, voire même de supprimer le paiement à l'acte. Ça s'est fait y a une dizaine d'années de façon concrète mais il fallait que les médecins soient d'accord. Ceux qui l'étaient, avaient complètement supprimé le paiement à l'acte. Il y a beaucoup de pays qui l'ont fait et ça fait qu'il y a une certaine justice.

¹⁰² La Taxe Spéciale sur certains Véhicules Routiers (TSVR ou « taxe à l'essieu ») a pour objet de compenser les dépenses d'entretien de la voirie, occasionnées par la circulation de certaines catégories de véhicules de fort tonnage. Elle concerne les véhicules immatriculés en France ou dans un Etat tiers n'ayant pas conclu d'accord d'exonération réciproque avec la France, d'un poids autorisé égal ou supérieur à 12 tonnes. Voir détails sur le [site des Douanes](#).

¹⁰³ Le tiers payant est le mécanisme qui permet à un patient de ne payer à un professionnel de santé que la partie non remboursée d'un acte de santé (par la sécurité sociale et/ou sa complémentaire santé).

Taxe sur les médicaments

1	4
---	---

Un participant : Par rapport aux médicaments, moi j'ai une mutuelle qui ne me rembourse pas tous mes médicaments, je paye peut-être 30%, 50 centimes, rien du tout mais c'est vrai qu'à un moment donné il faut responsabiliser les gens pour que chacun participe à la vie de l'état. Si au lieu de rembourser 100 % les médicaments, chacun participait à hauteur de 50 centimes ou un euro... Les gens seraient plus responsables de leurs dépenses

PRESTATIONS SOCIALES

Indexation retraites

9	
---	--

Baisse de la CSG pour les retraités modestes

2	1
---	---

Une participante : Il faut la réindexation des retraites (on revient donc sur ce qu'a fait le gouvernement) et la baisse de la CSG pour les retraités modestes

Limiter allocations familiales selon revenus

4

Maintenir AAH¹⁰⁴ même après mariage

6

Une participante : Je voulais parler des personnes qui sont en situation de handicap. Elles n'ont pas forcément le choix, c'est subi plus qu'autre chose et elles ont une double peine parce que, par exemple, si elles se marient, parce qu'elles ont décidé d'être égales à toutes les personnes autour d'elles, elles perdent leurs aides, leur AAH et ça les met en situation de dépendance vis à vis de leur conjoint. C'est à dire que si elles se marient, elles ont plus aucun revenu et si un jour elles sont victimes de violences par exemple elles ne peuvent plus s'en aller, elles seront toujours en situation d'infériorité. Elles n'ont déjà pas grand-chose, alors si on leur enlève le peu qu'elles ont...

Revenu universel de 100 €

3

Un participant : J'ai remarqué que suite au mouvement des Gilets jaunes, quand Emmanuel Macron a fait son fameux discours en fin d'année de « 13 minutes/13 milliards » avec le chèque Energie, le truc, le bidule...on s'aperçoit que ce n'est pas toujours l'Etat qui paye, c'est quelque fois l'employeur et c'est chacun petit bout par petit bout. Il me semble qu'il y avait une solution simple : j'ai fait un rapide calcul, pour 12 milliards on donnait 100 euros de revenu universel à tous les citoyens français, y compris les enfants et c'était pas la peine d'aller chercher dans la poche de Pierre, Paul ou Jacques. On créait un revenu universel de cent balles de plus par mois à tout le monde et ça faisait exactement la même somme : 12 milliards par an.

ORGANISATION DE L'ETAT ET DES SERVICES PUBLICS

SIMPLIFICATION ADMINISTRATIVE

Simplifier démarches administratives (réduire les envois de recommandés)

7

Un participant : Pour des démarches qui sont aujourd'hui informatisées, on nous demande encore des exemplaires en papier : ça n'a pas de sens !

Dans mon métier, il y a des communes dans lesquelles ça se passe très bien, on a une réponse au bout de deux jours et s'il manque un papier on a un coup de téléphone. On met toutes nos coordonnées : on a les mails, les téléphones... et parfois on nous envoie un recommandé (que je mets 4 jours à aller chercher), pour un papier manquant, et à la fin on me dit que j'ai mis deux jours de trop. C'est une usine à gaz ! Il faut réduire les délais de réponse et surtout être pertinent et faire des choses sensées !

Plus de lisibilité et d'explications dans les documents administratifs

Une participante : Par rapport à la prime à la conversion, moi j'ai rencontré une difficulté qui est au niveau de la compréhension des termes employés sur le formulaire : ils indiquent que le véhicule doit encore être assuré au moment de la facturation, donc au moment de la remise à la casse, et le terme « facturation » concerne uniquement les entreprises, même si cette prime est ouverte aux particuliers qui achèteraient leur véhicule auprès d'un particulier. Donc, des personnes qui se sont engagés dans cette démarche la et qui pensaient obtenir 1000 ou 2000 euros se sont vu refuser cette prime là, à cause du terme de « facturation ». Je ne trouve ça

¹⁰⁴ Allocation aux Adultes Handicapés. Cette allocation est versée à des adultes dans l'incapacité de travailler en raison de leur handicap, sous condition de ressources pour le foyer fiscal. Plus d'infos sur service-public.fr

intéressant d'amener le grand public à maîtriser ces termes mais une partie de la population n'y a pas accès. Il faut plus de lisibilité, des petits astérisques qui expliquent les termes

Un participant : Je rejoins la difficulté administrative : un de mes copains m'a communiqué un papier sur une prise de sanction pour "non-respect de la charte graphique du logotype de la maquette transmise". Est-ce qu'il y en a qui parlent la langue ici ? Ce sont nos fonctionnaires qui nous donnent ça à la DDTM. L'administration est faite par des « fonctionnaires », alors qu'ils fonctionnent !

Création de maisons de services publics itinérantes (limitation fracture numérique)

5

Un participant : On assiste depuis quelques années à une soi-disant simplification administrative, notamment par le biais de la dématérialisation et je m'aperçois que dans beaucoup de cas, on a des laissés pour compte, des gens qui ne sont pas très à l'aise avec internet ou qui ne sont pas en mesure de faire [des démarches] à cause d'une connexion aléatoire chez eux. Le sens de l'évolution qu'on subit aujourd'hui va vers toujours plus de dématérialisation et je pense qu'autant ça peut amener une réduction donc une optimisation des coûts de ces démarches. Ça peut peut-être laisser une marge pour ce qu'on appelle aujourd'hui les maisons de service public, c'est à dire des services publics qui sont présents dans les territoires ruraux et qui sont en général hébergés dans des locaux de mairie. Je pense qu'on pourrait imaginer des maisons de service public itinérantes qui viendraient un peu comme le camion du boucher venait dans le temps, pour aider les personnes qui ne sont pas à l'aise ou qui ne peuvent pas avoir accès et éventuellement leur tenir la main pour effectuer toutes ces démarches

QUALITE DU SERVICE PUBLIC

Mettre un terme à l'austérité dans les services publics (Cap2022)

8

Une participante : On essaie, nous dans la fonction publique, de faire en sorte de mener à bien nos missions au service du public et depuis la LOLF¹⁰⁵ de 2001, on n'a pas arrêté de saigner les services publics : la RGPP¹⁰⁶ de monsieur Sarkozy, la MAP¹⁰⁷ de monsieur Hollande et puis monsieur Macron suit le même exemple avec « Cap 2022 »¹⁰⁸. Ce sont des politiques de réduction des dépenses publiques qui sont simplement alignées sur les 3% de l'union européenne et on en a assez dans les services publics. (...) Dans les services hospitaliers, les services sociaux, dans la police ou les services pénitentiaires, dans la justice... c'est l'hécatombe : le service au public est mal assuré voire plus assuré du tout et les conditions de travail des personnels sont difficiles. Il faut mettre un terme à l'austérité qui pèse sur les services publics, mettre un terme à Cap2022 (...) à ce saignement de la fonction publique d'état, hospitalière et des collectivités locales.

Remplacer départs à la retraite (services publics)

3

Un participant : Je suis d'accord sur la fonction publique, j'ai fait partie de la territoriale et les départs en retraite ne sont pas suffisamment remplacés. Moi j'étais sur le terrain et le travail a été bâclé. C'est pas la faute des élus municipaux, c'est la faute de nos dirigeants en haut.

Maintenir les impôts pour un service public de qualité

3

Un participant : Sur la fiscalité on parle de baisser les impôts mais quand on regarde un petit peu, on a quand même besoin d'avoir de l'argent. On voit bien que les services publics on est en train de les dilapider, Moi je suis fonctionnaire et à chaque instant on nous met en face d'une baisse de crédit et d'une nécessité à faire mieux en diminuant le budget. Il faut peut-être revoir les impôts mais il faut quand même les maintenir : on en a besoin !

Poursuivre baisse des dépenses publiques

Un participant : Pour les services publics, je ne suis pas certain que la solution soit dans toujours plus de taxes ou que les taxes augmentent. Il y a deux facteurs : des progrès techniques, qui permettent de faire des choses moins chères aujourd'hui y compris dans les services publics - c'est fait dans un certain nombre de cas et c'est très bien- et dans toute organisation, quand il y a moins de ressources, on dépense moins. Je suis chef d'entreprise et une petite entreprise qui n'a pas tellement de ressources, elle fait des économies, ce qui n'est pas incompatible avec le bien être. Après, c'est une question de management. Je pense qu'il faut poursuivre la baisse des dépenses publiques, c'est urgent parce qu'il faut qu'on libère les énergies de notre pays et ce n'est pas en faisant tout passer par l'Etat qu'on va régler le problème !

SERVICES PUBLICS

¹⁰⁵ Loi Organique relative aux Lois de Finances. Plus d'infos [ici](#)

¹⁰⁶ Révision Générale des Politiques Publiques

¹⁰⁷ Modernisation de l'Action Publique

¹⁰⁸ Comité Action Publique 2022. Plus d'infos sur [vie-publique.fr](#)

Création d'une banque d'état

Un participant : J'aurais une proposition pour les services publics c'est la création d'une banque d'État, de façon à ce que les gens les moins n'aient pas des impôts via des agios à payer à chaque fois qu'ils sont en petite difficulté financière, parce que les banques font payer des sommes importantes à des gens qui sont en difficulté.

Abrogation du décret sur contrôle des chômeurs

2

Une participante : Je voudrais que le gouvernement revienne sur le décret de fin d'année ¹⁰⁹ qui durcit les conditions de contrôle des chômeurs. Les personnels de Pôle emploi n'ont pas que ça à faire de contrôler les chômeurs, ils sont là pour les épauler et les aider à trouver du travail. Que le gouvernement développe une politique d'emploi digne de ce nom et non à l'anglo-saxonne !

Fonctionnariser attachés parlementaires

2

Une participante : Sur les mœurs de nos députés et sénateurs, qui font appel à des attachés parlementaires, je souhaiterais qu'on mette en place un concours national d'attachés parlementaires qui s'occuperaient des affaires juridiques de ces messieurs dames, pourquoi pas des sorties d'Instituts Régionaux d'Administration¹¹⁰.

EDUCATION

Revaloriser filières professionnelles et métiers manuels

10

Une participante : Je trouve qu'il serait important de revaloriser les filières professionnelles et peut être qu'on pourrait comme ça réduire le chômage, au lieu de faire la chasse aux chômeurs. J'ai travaillé dans un secteur avec beaucoup de pauvreté et beaucoup de gens ne pouvaient pas trouver de travail parce qu'ils n'étaient pas qualifiés. Si on revalorisait le travail professionnel, probablement que ces gens-là trouveraient du travail, d'autant que des entreprises ne trouvent pas d'ouvriers. Qu'on valorise les filières professionnelles, des filières courtes, et qu'on arrête de vouloir emmener tout le monde au bac pour faire après des gens déçus.

HOPITAUX/EPHAD

Arrêter baisses de personnel dans hôpitaux et EPHAD

6

Un participant : J'ai des personnes dans mon entourage qui travaillent dans les hôpitaux et en discutant, on se rend compte qu'en fait ce qui coûte cher maintenant dans les hôpitaux, c'est les arrêts de travail. Moi j'ai une de mes enfants qui vient de rentrer dans le monde de l'hôpital : elle fait son boulot, elle est passionnée mais elle se retrouve toute seule à déplacer des personnes qui font cent kilos, si bien qu'elle commence, à 23 ans, à avoir des problèmes d'épaule. Au lieu de diminuer les effectifs dans les hôpitaux, dans les EPHAD et dans tous les services publics, qu'on laisse les effectifs en l'état et il y aura beaucoup moins d'arrêts parce que les gens seront en meilleure santé pour effectuer leur travail.

Maintien personnel et matériel adéquat dans l'hôpital

7

Une participante : J'ai été pendant treize ans cadre dans une maison de retraite long séjour où j'avais un personnel conséquent qui travaillait vraiment très bien, mais j'avais aussi du matériel ! Je ne comprends pas comment votre fille peut manipuler toute seule quelqu'un de cent kilos sans lève-malade. Il faut des lève-malade, des brancards, des brancards douches... On manque de personnel mais il y a aussi le matériel. Moi je me suis toujours battu pour avoir et du matériel adéquat et du personnel compétent

VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Augmenter moyens contre les violences faites aux femmes Former personnels (police...) sur accueil des victimes de violences faites aux femmes

5

8

Une participante : C'était la journée pour les droits des femmes il n'y a pas très longtemps et on entend dans l'information qu'on déploie des lois, des moyens, et qu'on essaye finalement de prévenir les violences à l'égard des femmes or, j'ai pu remarquer qu'on entend moins parler de la disparition et de la fermeture d'associations qui viennent en aide à ces femmes-là, et sans solution de remplacement. Il faut des moyens à la hauteur du discours qui est tenu à l'égard des femmes.

Cela m'amène à réagir aussi sur le besoin d'une meilleure formation pour les forces de l'ordre et toutes les personnes qui sont en contact direct avec les femmes lorsqu'elles viennent solliciter de l'aide.

¹⁰⁹ Décret du 30 décembre 2018 qui durcit les sanctions applicables aux demandeurs d'emploi. Plus d'infos sur service-public.fr

¹¹⁰ Les IRA forment les attachés d'administration de l'Etat (fonctionnaires) à Bastia, Lille, Lyon, Metz et Nantes. Détails [ici](#)

ENFANTS EN SITUATION DE HANDICAP

Améliorer sort des enfants handicapés

9

Un participant : Je vais parler du handicap, je ne suis pas spécialement concerné et mes enfants non plus mais c'était une promesse forte de Macron d'améliorer le sort des enfants concernant l'accès à l'école etc. Je ne sais pas exactement ce qu'il en est de l'évolution de ces politiques là mais je pense que c'est un devoir national solidaire que de pousser dans ce sens-là.

Revaloriser statut des AVS¹¹¹

2

Une participante : Sur les enfants en situation de handicap, moi je propose qu'on revalorise très notablement le statut des auxiliaires de vie scolaire (AVS) qui pour l'instant ont des statuts extrêmement précaires. C'est un beau métier, qu'elles aiment, et leur statut les met dans une position très difficile.

DEMOCRATIE ET CITOYENNETE

Appliquer vraiment l'article 40¹¹² du code pénal

4

Un participant : Il y a un truc qui est extrêmement intéressant dans le code pénal que peu de gens connaissent et qui malheureusement n'est pas appliqué : toute autorité constituée, si elle est au courant d'un crime ou d'un délit doit en saisir immédiatement le procureur. Ça veut donc dire qu'un élu, même un conseiller municipal, s'il est au courant d'une magouille il doit immédiatement saisir le procureur. Ça a bien été spécifié par nos députés en 2009 mais aucune sanction n'a été prévue. Que l'article 40 soit appliqué et des sanctions spécifiées et qu'une personne ne soit pas jugée par un tribunal qui est sous les ordres du pouvoir exécutif. Si les députés étaient vraiment condamnables on serait peut-être pas dans la merde où nous sommes actuellement parce que les magouilles, je crois que ça commence à suffire.

ÉLUS

Baisser nombre de députés et sénateurs

6 1

Une participante : Je pense qu'il faudrait baisser le nombre de députés et sénateurs, ça permettrait de faire des économies parce que tout ça nous coûte cher et souvent on les voit dans hémicycle à dormir ou à jouer avec leur téléphone

Baisse des indemnités/privilèges des élus

10

Droit de contrôle des citoyens sur les élus et leurs dépenses

4

Une participante : Sur la baisse des dépenses publiques, on peut déjà partir sur la baisse des revenus de nos élus, je parle plutôt du gouvernement que des élus locaux. On va me dire que ça ne va pas représenter une économie importante mais ce serait bien qu'il y ait un effort qui soit fait par eux et ça nous permettrait de nous sentir peut-être mieux représentés par des gens qui sont « plus honnêtes ». La baisse de leurs revenus et aussi de leurs privilèges comme par exemple le financement des obsèques de leur famille, la gratuité de certains transports, des logements de fonction... On pourrait prendre exemple sur d'autres pays européens, comme la Suède, où leurs avantages et revenus sont beaucoup moindres et où le citoyen a un droit de regard sur les dépenses de ses élus. Et je pense que ce serait vraiment important et intéressant que ce soit mis en place. Quand vous travaillez dans une entreprise, vous devez justifier de vos dépenses et actuellement, un ministre n'a pas à le faire alors que c'est l'argent des contribuables.

Limiter nombre de mandats

7

Un participant : Il faut limiter le nombre de mandats et surtout de réélections. C'est-à-dire avoir deux ou trois mandats et terminé !

¹¹¹ Les Auxiliaires de Vie Scolaire accompagnent les enfants et adolescents présentant un handicap dans leur scolarité au sein d'un établissement primaire ou secondaire.

¹¹² « Le procureur de la République reçoit les plaintes et les dénonciations et apprécie la suite à leur donner conformément aux dispositions de l'article 40-1. Toute autorité constituée, tout officier public ou fonctionnaire qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquiert la connaissance d'un crime ou d'un délit est tenu d'en donner avis sans délai au procureur de la République et de transmettre à ce magistrat tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs. » Source : Légifrance.fr

Inéligibilité totale des élus condamnés

8

Une participante : Je pense qu'un élu qui est condamné ne devrait plus pouvoir exercer de mandat et ne devrait plus être représenté dans les institutions.

Supprimer indemnités aux anciens élus

7

Une participante : Concernant les indemnités des députés et des sénateurs, quand ils sont en activité aucun souci ils ont le droit d'avoir leur salaire par contre quand ils arrêtent la fonction, ils n'ont plus d'indemnités¹¹³ et c'est pareil pour les anciens présidents. Quand ils sont plus en activité, ils n'ont pas à avoir des privilèges

Interdire aux énarques de se présenter aux élections

2

1

Un participant : Pour moi il faudrait interdire aux énarques d'être élu parce qu'ils sont actuellement élus : Président de la République, Premier ministre, ils sont également au Parlement en nombre important, directeurs de cabinet dans les préfetures, préfets, ils sont également en position à Bruxelles, à la tête d'entreprises privées, ils sont partout... Les énarques ne devraient pas avoir le droit d'être élus !

MODALITES DE VOTE

Vote obligatoire

9

3

Reconnaissance du vote blanc (seuil d'éligibilité)

10

Une participante : Les Gilets jaunes ont parlé de referendum, je crois qu'il faudrait commencer par demander aux gens de voter et de voter obligatoirement parce que sinon ce sera toujours l'éternel problème et c'est un moyen aussi de reconnaître le vote blanc. Il y a des règles évidemment à établir -peut être une limite pour être élu- mais au moins ça permettrait d'obliger les gens à s'exprimer. Parce que là on parle de justice dans beaucoup de domaines mais la première des justices aussi c'est que tout le monde contribue.

Un participant : On a parlé du vote obligatoire et l'important c'est le seuil d'éligibilité, c'est à dire que si le vote nul ou blanc est supérieur au score du premier, on refait l'élection.

Introduction de la proportionnelle

3

Décaler les législatives à mi-mandat présidentiel

3

Un participant : Les élections législatives pourraient être mises à mi-mandat présidentielles, et non pas en même temps, puisque ça donne à chaque fois une majorité absolue au président élu. C'est une facilité pour gouverner mais peut être qu'on peut mettre en place une autre forme de contrôle avec un vote à mi-mandat, peut être sur la moitié de l'assemblée et pas sur la totalité.

PARTICIPATION CITOYENNE/RIC

Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC)

8

RIC local

8

Une participante : Je souhaite la mise en place d'un referendum d'initiative citoyenne, je ne tiens pas à ce qu'il soit national mais local, le cas échéant. C'est vrai que ça demande des ajustements législatifs qui ne sont pas faciles à mettre en œuvre.

Faire d'autres débats/réunions citoyennes

3

Un participant : Voir tout le monde ici ce soir, c'est un bon exercice démocratique et c'est une très belle chose de voir que tout le monde vient pour écouter les autres. Peut-être faut-il envisager l'organisation de débats comme ceux-là un peu plus fréquemment, pour se mélanger parce que je trouve que c'est important de voir des personnes en face de nous pas juste de surfer sur les réseaux sociaux et effectivement, pour trouver les solutions à nos problèmes il faut échanger, aussi, à l'échelle locale

Débats citoyens à tous les niveaux

7

¹¹³ Le système de protection sociale des députés a été réformé pour se rapprocher de celui des salariés.

La fin de leur mandat leur ouvre des droits à une indemnité chômage alignée sur le régime des salariés : 57% de l'indemnité parlementaire de base, soit 3191 € bruts. A la différence des salariés elle peut être perçue 5 ans sans dégressivité, à la condition qu'ils ne retrouvent pas d'emploi.

Un participant : Monsieur a parlé tout à l'heure de débats locaux : il faudrait mettre un local, un départemental qui réunisse le local, un régional etc. pour faire remonter les propositions qui seraient redébatues à chaque niveau

Consultations locales des citoyens sur les services publics

4

Une participante : Ma proposition c'est que régulièrement on fasse des consultations, des tables rondes au niveau local, que ce soit pour l'hôpital, la police etc. indépendamment des syndicats, indépendamment de la politique. Je crois que la proximité, c'est au niveau local qu'on peut l'obtenir au lieu d'attendre des négociations annuelles qui n'aboutissent pas forcément.

TRANSITION ECOLOGIQUE

AIDES AUX PARTICULIERS

Meilleure information des particuliers sur rénovation énergétique¹¹⁴

2

Un participant : Dans un précédent poste que j'occupais dans l'amélioration de l'habitat, beaucoup de propriétaires, qui avaient peu de moyens, étaient mal informés sur les possibilités d'aides de l'Etat. Ce qu'ils ne savaient pas, notamment, c'est qu'ils pouvaient contacter leur banquier même avec très peu de moyens pour avoir recours à un prêt léger parce que les travaux d'économie d'énergie quand on est propriétaire de logement modeste, il y a le droit à l'allocation logement familiale à caractère social ce qui couvre en grande partie le recouvrement de l'emprunt léger.

Permettre aux petits revenus d'accéder aux aides (paiement direct au prestataire...)

4

Une participante : Monsieur Macron nous fait miroiter des aides pour les changements des fenêtres, l'isolation, changement de voiture... il faudrait peut-être qu'il nous explique comment des gens qui ont des petits revenus pour bénéficier de ces choses-là puisqu'ils n'ont pas le droit au micro-crédit. On ne peut pas investir pour rénover une maison ou pour acheter une nouvelle voiture qui polluera moins, c'est impossible, puisqu'il faut faire un prêt total avant de toucher l'aide. Le montant devrait être donné directement à l'entreprise ou au garage pour que les personnes n'aient que leur propre partie à financer, comme le système pour l'aide à la mutuelle santé.

Associer les banques (à la transition écologique)

3

Un participant : Je m'aperçois que dans beaucoup de dialogues sociaux, notamment pour l'emploi, le chômage... on a une troisième partie qui est toujours absente, ce sont les organismes bancaires. Il me semble que les banquiers devraient absolument être présents autour de la table quand on négocie, sinon on ne peut pas les forcer par exemple à accorder un emprunt immobilier. Ils vont refuser systématiquement un prêt à des gens qui n'ont pas de CDI alors qu'on généralise les CDD.

CONSOMMATION/VIE QUOTIDIENNE

Consommer local

5

Simplifier étiquetage pour le tri sélectif (1 lettre par produit)

2

Un participant : Concernant le tri, ne pourrait-on pas faire comme dans certains pays (la Suisse et l'Allemagne il me semble) et avoir une lettre sur le produit de façon à savoir dans quelle poubelle en fonction de cette lettre qu'on retrouverait sur la poubelle ? Il n'y aurait plus à savoir si le bout de plastique blister que vous avez, vous le mettez dans le jaune, dans le vert ou dans le tout-venant.¹¹⁵

Modulation TVA selon impact carbone

1

Un participant : Est-ce qu'on ne pourrait pas mettre une TVA avec différentes tranches ? On parlait de créer une nouvelle taxe comme la taxe carbone par exemple, pourquoi ne pas revoir la TVA, puisqu'elle s'applique sur tout objet ou service en France, en mettant des critères sur l'impact carbone de chacun des produits ou des services. Ça inciterait plus facilement le citoyen faire des choix écologiques.

¹¹⁴ NB : Les particuliers propriétaires occupants (dans des logements construits il y a de plus de 15 ans) souhaitant entreprendre des travaux dans le domaine énergétique peuvent contacter l'[Opération Renovee](#) de Golfe du Morbihan-Vannes agglomération, pour des conseils neutres et gratuits, y compris sur les aides dont ils peuvent bénéficier. Contact : Direction Habitat - Logement - 02 97 60 42 55 - operation.renovee@gmvagglo.bzh

¹¹⁵ NB : la difficulté en France est notamment que les équipements, et donc les possibilités de tri ne sont pas les mêmes d'un centre de tri à l'autre. En attendant, en cas de doute il est possible de vérifier sur le site [Consignes de tri](#). Pour en savoir plus, le SYSEM, organise une fois par mois des visites du centre de tri local le jeudi de 17h30 à 18h30. Plus d'infos [ici](#)

Suppression TVA sur produits bio

3 4

Une participante : Moi j'aimerais consommer plus de produits bio, le problème c'est qu'ils sont très chers, donc je proposerais de supprimer la TVA sur les produits bio

BIODIVERSITE

Frelon asiatique¹¹⁶ en catégorie 1 des nuisibles

6

Un participant : Pour la biodiversité, il faudrait qu'on passe le frelon asiatique en catégorie 1 au niveau des nuisibles. Ça faciliterait les choses

DEPLACEMENTS

Favoriser les transports publics

10

Un participant : Je reviens la transition écologique, savez-vous que la présidente de la Croatie a revendu son avion présidentiel ? Vous ne croyez pas que monsieur Macron pourrait prendre un autre moyen de transport que son petit avion ? Ça ferait quand même beaucoup moins de pollution... Et quand nos ministres, sous prétexte d'écologie prennent le train pour un déplacement, leurs gardes du corps ils le font en bagnole !

Développer le train

1

Mettre de l'ordre dans le rail (SNCF)

4

Un participant : Si la SNCF était beaucoup plus performante, beaucoup moins souvent en grève et qu'elle faisait vraiment son travail, c'est certain qu'il y aurait beaucoup plus de transporteurs qui s'orienteraient vers le rail. Comment voulez-vous vous qu'un transporteur fasse confiance au ferroviaire qui est toujours en grève ?

Non à la voiture électrique

2 1

Un participant : On est en train de nous bassiner avec les voitures électriques et c'est vrai qu'effectivement ça ne pollue pas quand ça roule, mais pour les construire il faut du lithium qui est à la base des batteries et on est en train de piquer les sous-sols des africains. Les voitures électriques polluent beaucoup plus qu'on veut nous le faire croire !

Vignette critère 1 pour le diesel

11

Un participant : Il y a beaucoup de français qui ont des diesels et on est en train de taper sur le diesel, or c'est le moteur le plus propre. Vous le savez peut-être pas mais moi qui suis mécanicien je peux vous le dire, c'est celui qui rejette le moins de CO2. D'ailleurs on le voit au niveau des taxes : vous achetez une voiture essence vous êtes taxé vous achetez une voiture diesel vous n'êtes pas taxé. Au niveau des particules, puisque c'est le grand mot de la Maire de Paris, les diesels modernes n'en rejettent plus, ils ont un filtre à particule (FAP) et les moteurs essence ne l'ont pas or, pour diminuer le CO2 au niveau des moteurs essence, on a augmenté les pressions d'injection ce qui fait que vous avez plus de particules à sortir d'un moteur essence que d'un moteur diesel. Il faut que ces politiques arrêtent de dire n'importe quoi et surtout accepter que le moteur diesel ait la vignette critère 1 puisque c'est le moteur le plus propre !

Développer télétravail

1

Un participant : Le fait de faire du local crée moins de déplacements et il faut peut-être faire plus de télétravail. Moi j'ai une entreprise et mon personnel travaille en télétravail c'est à dire depuis la maison. En échange, il y a une forme de confiance et on est sur un tremplin écologique important.

AUTRES SUJETS

Service public d'information sur tous les sujets

1

Un participant : Je pense que pour bien décider, pour bien voter, il faut être bien informé et c'est extrêmement difficile aujourd'hui de trouver une information sérieuse et objective. Je pense que c'est le rôle de l'État de définir une politique d'information de l'ensemble des citoyens. On pourrait imaginer par exemple, comme ça se

¹¹⁶ Le frelon asiatique est arrivé en France en 2004 à bord de cargos en provenance de Chine et a colonisé de nombreux départements français, dont le Morbihan. N'étant pas un insecte local il perturbe la chaîne alimentaire et donc la biodiversité. Il est notamment un prédateur des abeilles.

faisait, mais c'est peut-être un peu démodé, qu'une partie des programmes de la télévision publique soit dédié à des programmes d'information objective sur tous les grands dossiers et on pourrait le faire aussi sur internet. On pourrait imposer dans les formations de journalisme un peu plus d'équilibre, pour ne pas donner toujours un seul point de vue à très court terme et d'une seule personne. Par exemple on parlait du diesel tout à l'heure : c'est difficile de trouver une information objective sur ce sujet-là !

Suppression anonymat sur réseaux sociaux

3 1

Un participant : Est-ce qu'on ne pourrait supprimer l'anonymat sur les réseaux sociaux ? Dans la rue, on ne se balade pas avec une cagoule pour insulter son voisin, alors pourquoi est-ce qu'on a le droit de le faire sur les réseaux sociaux ? Ou alors créer un réseau social qui interdit aux gens de se cacher...

SECURITE ROUTIERE

Stop aux nouveaux contrôles techniques

9

Un participant : Avec le nombre de points du contrôle technique qui a été augmenté, ce sont encore les gens à faibles revenus qui sont pénalisés. Il faut arrêter de taper sur le gazoil, on l'a dit tout à l'heure, mais aussi laisser encore aux véhicules anciens une autorisation de continuer au moins le temps du remplacement.

Amendes proportionnelles aux revenus

6

Un participant : On devrait faire des tranches pour les PV, comme en Suisse où on paie un pourcentage de notre salaire, une amende de 100 euros, pour un chef d'entreprise ou un élu qui gagnent beaucoup d'argent ça ne fait pas grand-chose en pourcentage, donc mettre tout le monde sur un pied d'égalité avec un pourcentage sur les salaires.

Augmenter fortement les sanctions des délits routiers

3 3

Un participant : Je voudrais réagir par rapport à la sécurité routière. On proposait tout à l'heure de mettre des amendes proportionnelles au salaire, moi je propose d'augmenter les amendes parce que ça coûte très cher à l'État de devoir soigner des personnes qui sont blessées pendant des années. Pendant toute leur vie l'État doit subvenir à leurs besoins parce qu'elles sont devenues paraplégiques, tétraplégiques etc. Moi je suis favorable à augmenter les amendes de manière vraiment conséquente pour que les gens prennent conscience que sur la route on doit faire attention aux autres et à soi-même. Par rapport à l'alcool, la vitesse etc. moi je serais vraiment très sévère !

On fait tous, tous les jours, des bêtises en circulant mais ce ne serait pas un point sur lequel je reviendrais en disant qu'il faudrait diminuer les radars etc. (...) je trouve que ce n'est pas un point sur lequel on doit discuter. L'État fait plus que son boulot par rapport à la prévention et moi j'encourage à faire encore plus et être encore plus sévère.

Publication des chiffres des commissions d'indemnisation

3

Un participant : Sur le coût des accidents de la route, ce que j'aimerais c'est que la presse publie les comptes-rendus de la commission d'indemnisation qui a lieu généralement après le verdict pénal. Là, on s'apercevrait que ça devient très très violent pour l'auteur de l'infraction.

SOLIDARITES LOCALES

Création réseau social local

6

Un participant : On pourrait peut-être aussi développer un mini réseau social à l'échelle d'une commune ou de quelques communes, parce qu'on ne sait pas ce que fait le voisin, on ne connaît pas les entreprises, on ne sait pas qui est en recherche d'emploi... Sur un réseau social dédié, une entreprise pourrait dire « je cherche telle compétence, est-ce que par hasard vous connaissez quelqu'un ? »

Organiser le don localement

8

Une participante : On parlait des solidarités qu'on pourrait mettre en place au niveau local : moi par exemple dans mon jardin j'ai trois pommiers qui produisent beaucoup de pommes et j'ai demandé autour de moi, mais mes voisins aussi ont des pommiers... En cherchant, j'ai pu, l'année dernière offrir des pommes mais je pense que d'autres habitants auraient peut-être aussi des besoins particuliers. Sans aller jusqu'à l'idée du contre don (on peut juste donner sans forcément attendre quelque chose en retour), mais que ce soit organisé au niveau local

Photos des panneaux par thèmes avec les contributions retranscrites au fur et à mesure et le « vote » par gommettes



L'ORGANISATION DE L'ETAT ET DES SERVICES PUBLICS

Mettre un
terme à l'austerité
dans les Services publics
(Cap 2022)

Mettre de
l'ordre dans le rail
(SNCF)

Création de
Maisons de services
publics itinérantes
(limitation fracture numérique)

ABROGATION
DU DECRET SUR
CONTRÔLE DES
CHOMEURS

REPLACER
DEPARTS A
LA RETRAITE (SP)

Fonctionnariser
attachés parlementaires
(création concours)

Baisser les
Revenus des
hauts fonctionnaires

METTRE EN ŒUVRE
BONUS MALUS
SUR CDD

CREATION
D'UNE BANQUE
D'ETAT

AUGMENTER
FORTEMENT
SANCTIONS DES
DELITS ROUTIERS

ARRETER
BAISSES DE
PERSONNELS DANS
HOPITAUX ET EPHAD

REVALORISER
STATUT
DE AVS

Maintien personnel
dans l'hôpital
et
Matériel adéquat

Simplifier
démarches administratives
(réduire les envois de
recommandés)

MAINTENIR
IMPÔTS POUR
UN SERVICE
PUBLIC DE QUALITÉ

APPLIQUER
AVIS DE LA
COUR DES COMPTES

Raccourcir
délais
obtention aides
aux entreprises

PLUS DE LISIBILITÉS
ET D'EXPLICATIONS
DANS LES DOCUMENTS
ADMINISTRATIFS

Revaloriser
filières professionnelles
et métiers manuels

LA TRANSITION ECOLOGIQUE

Développer le train

Favoriser les transports publics

PERMETTRE AUX PETITS REVENUS D'ACCÉDER AUX AIDES (paiement direct au prestataire...)

Simplifier étiquetages par le tri sélectif (Lettre par produit)

Modulation TVA selon impact carbone

VIGNETTE CRITERE 1 POUR LE DIESEL

Meilleure information des particuliers / rénovation énergétique

Associer les banques à la transition écologique.

NON à la voiture électrique

Consommer local

Développer télétravail

SUPPRESSION TVA SUR PRODUITS BIO

FRECON ASIATIQUE → CATEGORIE 1 DES NUISIBLES

AUTRES

TIERS PAYANT
GENERALISÉ

OBLIGATOIRE

sur le paiement du paiement
à l'Etat

STOP
aux
nouveaux contrôles
techniques

PLAFONNER
DIVIDENDES

Diminuer charges
qui pèsent sur les
entreprises

VENTE A L'
UNITÉ DES
MEDICAMENTS
ET MATERIEL DE SOIN

Création
Réseau social
local

AUGMENTER
MOYENS CONTRE
VIOLENCES FAITES
AUX FEMMES

MAINTENIR AAH
MEME APRES
MARIAGE

PUBLICATION
DES CHIFFRES
DES COMMISSIONS
D'INDEMNISATION

FORMER PERSONNES
(Police...) SUR ACCUEIL
DES VICTIMES DE
VIOLENCES FAITES
AUX FEMMES

ORGANISER
DE DON
LOCALEMENT

Suppression
anonymat
sur les réseaux sociaux

Améliorer
sort des
enfants handicapés



Conseil de Développement
Golfe du Morbihan Vannes Agglomération — Arc Sud Bretagne — Questembert Communauté

Le grand
débat national

**Date et horaire : 12 mars 18h30-
20h30**

**Lieu : « L'Asphodèle » - Questembert
(56230)**

COMMUNICATION

La réunion a été annoncée par la Communauté de communes et la Mairie sur leurs différents supports de communication (site internet, réseaux sociaux, panneaux lumineux...) ainsi que dans la presse locale, et enregistrée sur le site du Grand Débat. Le Conseil de développement a créé un « évènement » sur sa page Facebook.

DEROULE DE LA REUNION

Environ 80 personnes présentes. 2h de réunion.

Equipe d'animation composée de 6 bénévoles du Conseil de développement et de l'animatrice salariée.

En tout, 86 contributions ont été placées par l'équipe d'animation sur des panneaux pendant la réunion (voir photos en fin de document).

Pour plus de cohérence dans la synthèse, certaines contributions ont été déplacées d'un thème à l'autre.

REGLES ET METHODE

Les participants ont été invités à s'exprimer au micro autour des quatre thèmes décidés par le Président de la République, non exclusivement. Ils étaient libres d'aborder d'autres thèmes.

Les contributions étaient affichées sur des panneaux au fur et à mesure, et les participants ont été invités à la fin de la réunion à positionner des gommettes vertes et rouges sur celles-ci pour les soutenir ou les contester (voir résultat final en fin de document).

NB : le nombre de gommettes n'était pas limité par personne et certains participants ne sont pas restés pour cette étape. Il ne s'agit pas d'un « vote » représentatif mais d'une possibilité supplémentaire d'expression, qui nous permet de visualiser l'engagement suscité par les différents propos (Nombre de gommettes apposées indiqué dans les cartouches en face de chaque sujet).

CONTENU DES ECHANGES

NB : Les contributions sont réunies selon les thèmes proposés par le Président de la République, avec en plus un thème « Autres sujets ». Les sous-thèmes indiqués ont été créés par le Conseil de développement pour plus de lisibilité, ils n'ont pas été validés par les participants.

Les citations ont été retranscrites à partir d'un enregistrement sonore. Elles ont été simplifiées pour une forme plus lisible, en collant au plus près possible des mots des participants.

Les contributions ne sont pas présentées dans un ordre chronologique ni hiérarchique.

DEMOCRATIE ET CITOYENNETE

Traçabilité des impôts Retrouver la confiance dans la politique Prendre en compte la mobilisation citoyenne et les travaux des syndicats Respecter le vote du peuple (référendum européen)

3	
1	1
3	
10	

Un participant : Je crois que le début de la crise des gilets jaunes c'était la taxe sur le carburant pour la transition écologique et je pense qu'on a besoin de savoir : on va taxer plus la bagnole, c'est bien mais qu'est-ce qu'on fait du pognon ? Comment l'état agit sur la transition écologique ? On est beaucoup taxés, par la TVA, les choses comme ça, et on ne voit pas forcément le fruit de cet argent. Ma copine, qui est infirmière, dit que dans un temps donné elle soignait dix patients et maintenant, dans le même temps, il faut qu'elle en soigne vingt, mon facteur râle parce qu'il n'a pas le temps de s'arrêter... Tout le monde râle et on ne comprend pas. Moi, ce que je voudrais c'est qu'on retrouve la confiance. Comment on peut retrouver confiance dans la politique, dans la capacité des gens qui sont censés nous gérer ? Moi, je n'ai absolument plus aucune confiance : je viens ici un peu pour regarder et je vois qu'il n'y a pas grand monde, pas beaucoup de jeunes et c'est ça, la question qu'on peut se poser, pourquoi il y a plus de 40% des gens qui ne vont pas voter ?

Je suis paysan et syndicaliste à la Confédération Paysanne et il y a énormément de boulot qui est fait, par exemple sur la nouvelle PAC ou la loi Egalim, on a fait des propositions intelligentes sur la transition écologique, sur l'organisation de l'état... dans tous les départements, toutes les cellules locales, tout ça pour aboutir à rien. Donc moi je suis syndicaliste et j'ai envie de faire ça mais en fait, ça ne sert plus à rien. Les mobilisations dans la rue (sur la loi travail, la guerre en Irak...), ça sert à rien. Là il y a les Gilets jaunes et l'état passe son temps à dire : « ils sont racistes, ils sont fascistes, ils sont violents... ». Le dernier referendum contre le traité sur l'Europe... A un moment, comment on s'exprime ? Comment on fait pour retrouver cette confiance ? Je pense que c'est un très gros problème. Actuellement on a un espace mais il faut retrouver des espaces comme ça, sinon on va descendre dans la rue et les actions vont être de plus en plus violentes !

Un autre participant : La démocratie elle a été bafouée au dernier referendum parce que les français ont dit non et le président en place a dit oui. La confiance, y en a plus !

Trouver des méthodes pour parvenir au consensus

3

Un participant : Je crois que dans notre pays, le problème, c'est un problème de consensus. J'ai été syndiqué pendant 40 ans, dans des associations, et j'ai remarqué dans tout ce que j'ai pu faire il n'y a pas de consensus : chaque syndicat...quand il est au pouvoir, tout ce qu'il fait l'opposition trouve que ce n'est pas bien et vice versa. A un moment donné, il faut qu'on trouve une manière de trouver le consensus, de quelle manière organiser la démocratie et la citoyenneté pour l'acquérir.

REFERENDUM D'INITIATIVE CITOYENNE

Instaurer le RIC

6 1

Un participant : Le RIC, c'est ce qu'on est en train de faire ce soir, et on est en train de nous le vendre en ce moment comme si c'était fait pour les extrêmes, mais en fait ils ont juste peur que tout ce qu'on est en train de débattre là, ça les empêche de pouvoir faire ce qu'ils veulent. Par exemple, on a parlé de la nationalisation des autoroutes et bien, si on était tous d'accord, ça remonterait tout là-haut et ça les empêcherait de faire leurs petites magouilles.

MODALITES DE VOTE

Introduire la proportionnelle pour l'Assemblée nationale

4

Un participant : Qu'on mette une part de proportionnalité dans l'élection des députés ! Comment, à l'heure actuelle, on peut avoir certains partis qui représentent une proportion de la population, qui sont très faiblement, voire pas représentés du tout à l'Assemblée Nationale ? Est-ce représentatif de la réalité de la population ? Même si on n'est pas forcément d'accord avec les idées que véhicule un parti, s'il y a un certain nombre de personnes qui le soutiennent, il faut qu'il soit représenté !

Noter les candidats pour arriver à un consensus (« vote pondéré »)

1

Un participant : Je pense que, comme beaucoup de français, on va voter aux Présidentielles au premier tour pour quelqu'un et au deuxième tour contre quelqu'un. Aujourd'hui il existe différents modes de vote et il y en a un que je trouve tout à fait intéressant, qui est de noter les candidats. Par exemple, si on a 7 candidats, on met en 1 celui qu'on préfère, 2,3 etc. jusqu'à celui qu'on exècre¹¹⁷. Au moins on n'aurait pas un choix par défaut, mais on irait vers un consensus de la majorité de la population, et on n'entendrait pas, comme en ce moment,

¹¹⁷ Pour une illustration de ce système de vote, voir par exemple l'[expérimentation scientifique](#) menée sur le scrutin 2017 par une association, en partenariat avec des universitaires. NB : Les participants étant volontaires, le résultat ne peut être ici représentatif.

qu'il y a une légitimité alors que le nombre de personnes exprimées est très faible au premier tour et que le deuxième tour c'est « la peste ou le cholera ». Je suis peut-être un peu radical dans mes propos mais je pense que beaucoup de français ont ce sentiment et d'ailleurs, ne vont plus voter parce qu'ils sentent bien qu'après... Il y a eu cette élection mais aussi celle d'avant et d'encore avant : à chaque fois on se retrouve dans cette situation !

Prise en compte du vote blanc

10

PARLEMENT

Pour le maintien du Sénat

5

Un participant : Il semblerait qu'à l'heure actuelle, la Présidence veuille réduire la place du Sénat or, même s'il n'est pas élu directement par les citoyens, il est composé d'élus qui ont quand même l'expérience concrète du terrain, ce que n'ont peut-être pas toujours nos députés.

Elu=casier vierge

11 1

Un participant : Un contrôleur technique dans un centre, si son casier judiciaire est entaché ne serait-ce que pour un grand excès de vitesse, il perd son agrément. On a combien d'élus au gouvernement avec des casiers judiciaires longs comme le bras ?

Ne plus payer des élus qui ne travaillent plus (entre deux mandats par ex)

7

Mêmes règles pour les élus et les travailleurs

8

Un participant : Est-il normal qu'un député ou un sénateur, lorsqu'il n'est pas réélu, puisse percevoir pendant une durée de cinq années l'équivalent de ce qu'il percevait lorsqu'il était élu¹¹⁸ ? Lorsque nous nous retrouvons sans travail, bien évidemment, nous sommes au fil du temps pénalisés et c'est tout à fait normal. Je ne vois pas pourquoi le député, qui est appelé à voter une loi, peut s'exonérer des règles qu'il impose à l'ensemble de la société française.

Limitier les dépenses des parlementaires

6 1

Un participant : Le contrôle de dépenses des députés et des sénateurs, ça éviterait quand même pas mal de choses. Les petites enveloppes qui leur servent de frais de fonctionnement... moi je suis artisan, toute dépense que je fais je dois le justifier, donc je trouve anormal qu'on ait des enveloppes distribuées pour les frais de fonctionnement¹¹⁹. Chacun fait un petit peu ce qu'il veut et ça permet d'arroser les uns et les autres.

Baisser le nombre de parlementaires

2 3

Sanctionner les parlementaires absents

8 1

Contrôle des dépenses des parlementaires (justificatifs des frais)

3

Une participante : Je voudrais revenir sur les dépenses au niveau des parlementaires. Je pense qu'en France, on a énormément de parlementaires et on n'est pas forcément en contact direct avec eux donc je pense que réduire le nombre de parlementaires peut être une bonne idée pour réduire un peu les dépenses publiques. En plus, ces parlementaires, notamment les députés ne sont pas forcément présents à chaque fois à l'assemblée lorsqu'il y a des votes : je propose de sanctionner ces députés qui ne sont pas présents puisque voter pour des représentants et ne pas les voir au Parlement, je trouve ça un peu frustrant. Surtout qu'ils ont énormément d'avantages : ils ont droit à un logement sur Paris, aux transport, à un logement dans leur commune¹²⁰... ils ont une enveloppe

¹¹⁸ NB : Le système de protection sociale des députés a été réformé pour se rapprocher de celui des salariés.

La fin de leur mandat leur ouvre des droits à une indemnité chômage alignée sur le régime des salariés : 57% de l'indemnité parlementaire de base, soit 3191 € bruts. A la différence des salariés elle peut être perçue 5 ans sans dégressivité, à la condition qu'ils ne retrouvent pas d'emploi.

¹¹⁹ Concernant les frais de mandats des parlementaires, ils reçoivent une avance générale mensuelle de 5900 € pour les sénateurs et 5373 € pour les députés. Les frais déduits de cette enveloppe doivent être justifiés et contrôlés. Les sommes non dépensées sont restituées à l'Assemblée Nationale ou au Sénat. (source : [Sénat et Assemblée Nationale](#))

¹²⁰ Concernant les moyens mis à disposition pour exercer leurs mandats :

- Hébergement parisien (pendant les séances, pour les parlementaires non parisiens) : avance de 1200 €/mois pour les sénateurs et remboursement de 200 € maximum/nuit d'hôtel pour les députés (si pas de couchage dans leur bureau ni de places dans les chambres appartenant à l'Assemblée). En revanche, aucun logement n'est prévu en circonscription : les frais avancés (voir note précédente) peuvent être utilisés pour la location d'un local de permanence (et non plus l'achat comme c'était possible jusqu'en 2015)

que personne ne contrôle et s'ils ne l'utilisent pas, ils peuvent la garder pour des frais qui leur sont propres et ne concernent pas leur fonction. Je trouve que c'est énormément d'avantages donc je pense que réduire le nombre de parlementaires et leurs avantages, ou alors les sanctionner et réduire leurs avantages s'ils ne sont pas présents et ne jouent pas leur rôle, c'est important

Transparence des liens des élus avec les lobbys

7

Plafonner les financements des campagnes électorales

1

Un participant : Il y a des choses qui me semblent un peu anormales comme le plafonnement des dépenses de campagne électorales. C'est assez étrange qu'on puisse avoir des lobbys qui payent les campagnes électorales !

Un autre participant : Sur les lobbys, j'ai l'impression que les lobbys, c'est toujours les lobbys des autres. Par exemple, j'ai appartenu à un moment au lobby des maires qui est extrêmement puissant quand il faut faire des lois concernant les communes et surtout les petites communes.

Non à la loi « anti-casseurs »

6

Restaurer/sauvegarder la séparation des 3 pouvoirs

8

Un participant : Ça n'a pas été dit et je trouve ça assez grave et aberrant : il y a une loi « anti casseurs » qui vient d'être passée donc c'est vrai que ça fait peur les « casseurs » donc tout le monde se dit qu'il faut voter une loi. Mais en fait c'est la séparation des pouvoirs qui est en train de se jouer en ce moment et je trouve assez grave que les députés aient pu voter ça (...) J'espère que vous avez bien conscience que vos enfants, vos petits-enfants, quand ils voudront contester dans les années à venir, ils ne pourront peut-être pas le faire, que les syndicalistes vont être fichés, que nous-mêmes, nous serons fichés et qu'on est en train de faire des préfets des procureurs et d'anticiper des futurs délits. Posez-vous la question de la gravité de ces choses-là parce que je trouve qu'il est temps de se réveiller ! Personnellement, je vois des violences depuis 4 mois tous les samedis (...) et moi je n'ai pas vécu, je ne suis pas né dans ce pays-là et j'aurais jamais imaginé arriver à ce stade-là. Il faut avoir la séparation des pouvoirs ! Avec cette nouvelle loi, on est en train de changer de démocratie !

FISCALITE ET DEPENSES PUBLIQUES

Plus de débats sur les choix des dépenses publiques

3

Un participant : Je suis content d'être là ce soir parce que pour une fois on débat, et les dépenses publiques elles devraient être beaucoup plus débattues y compris à l'échelle de notre territoire en invitant les citoyens comme ce soir.

Un autre participant : Moi je n'ai pas vu souvent, malgré nos invitations, des citoyens venir discuter du budget communal, et nous avons voté dans les conseils municipaux ou conseils communautaires les comptes administratifs c'est à dire le bilan de ce qui s'est passé l'année dernière, nous avons étudié les orientations budgétaires et il n'y avait pas grand monde dans la salle. C'est quand même dommage : si on veut débattre de la dépense publique, commençons ici sur le terrain, regardons ce qui se fait chez nous et agissons localement !

Renationaliser la dette de la Banque de France

2

Un participant : Je pense qu'il faudrait renationaliser la dette de la Banque de France : c'est anormal que la dette de ce pays soit faite par les banques privées.

Un autre participant : Nationaliser la dette je veux bien mais avec quels sous ? parce que si c'est les banques qui prêtent l'argent donc si on les rembourse, on prend où l'argent pour rembourser les banques ? C'est un peu tard pour y penser

Arrêter la privatisation des aéroports, autoroutes etc.

7

Un participant : Je voudrais qu'on me donne une bonne raison de vendre Aéroports De Paris et la Française des Jeux. En tant que petit fils de paysan, la vache qui donne du lait, on l'envoie pas à l'abattoir ! Aujourd'hui, ça rapporte de l'argent et si aujourd'hui on posait la question aux français « seriez-vous prêts à privatiser les autoroutes pour Vinci ? » je pense que le résultat serait clair : ce serait non !

-
- Informatique : avances de 3000 € au renouvellement puis 1000 €/an pour les sénateurs et de 15 500 € pour les nouveaux députés et 13 000 pour les députés réélus pour l'intégralité du mandat
 - Transports : pour les deux chambres carte RATP, SNCF en 1^{ère} classe prise en charge et billets d'avions circonscription-Paris pour les parlementaires non parisiens (40 allers-retours pour les deux chambres)
- Pour l'embauche de collaborateurs (5 maximum), le montant brut mensuel accordé est de 8402,85 € pour les sénateurs et 10581 € pour les députés. (source : [Sénat et Assemblée Nationale](#))

EQUITE FISCALE

Avoir des critères fiscaux justes, solidaires et équitables

8

Un participant : Je voulais intervenir sur le thème « fiscalité et dépenses publiques » en prenant pour point de départ le questionnaire en ligne que le gouvernement a lancé sur ce thème et je voulais dénoncer en même temps la démarche manipulatoire de ce questionnaire avec des questions fermées qui fige les réponses possibles. Je donne un exemple (...) : si on prend le deuxième item, en face de « baisser les impôts/réduire la dette », « quelles dépenses publiques faut-il réduire en priorité ? ». On a cette confrontation entre dette et dépense publique. Est-ce que ça doit se faire uniquement sur ces deux critères la ? Moi je pense que les critères d'une fiscalité c'est qu'elle soit juste équitable et solidaire.

Imposer les très hauts revenus

5

Un participant: Quand le gouvernement nous dit qu'il faut choisir entre l'endettement et la diminution des services publics, moi je proteste, en disant qu'il y a des solutions. De l'argent il y en a, à condition qu'on aille le chercher là où il est : par exemple, l'exil fiscal, la fiscalité des multinationales qui mettent leurs bénéficiaires dans des paradis fiscaux, les cadres supérieurs ou les détenteurs d'actions qui ont des privilèges sur les dividendes ou sur le rachat d'actions, les très hauts revenus, qui s'enrichissent dans des conditions pas toujours claires et transparentes et qui ne sont pas imposés du tout à la hauteur de ce qu'ils apportent à l'intérêt national. Quand on connaît l'écart de revenus que certains préconisent, une marge maximum d'un à vingt, on en est très loin !

Supprimer les niches fiscales (sauf visée sociale et environnementale)

4

Un participant: On a des niches fiscales aujourd'hui, à peu près 480 je crois. Toutes ne sont pas à visée sociale et certaines peuvent être assez étonnantes, et ces niches fiscales vont créer une distorsion entre des personnes qui ont à peu près le même niveau de revenu.

Un impôt pour tout le monde

2 1

Une participante : Je voudrais qu'il y ait un impôt pour tout le monde, finalement on est que 46% à payer des impôts en France et je trouve que ce n'est pas normal. En plus, c'est la classe moyenne qui paye le plus, proportionnellement.

Rétablir l'ISF¹²¹ (c'est un symbole)

4 1

Un participant : L'ISF a été supprimé pour remplacer par l'impôt sur la fortune immobilière¹²² (IFI) accompagné de la flat tax¹²³, qui plafonne l'imposition des dividendes, moi je suis pour le rétablissement de l'ISF, je trouve que symboliquement c'est très important. C'est sûr que macro économiquement ça n'apporte pas grand-chose, 5 ou 7 milliards mais ça correspond à peu de gens très très aisés et symboliquement c'est indispensable.

Un autre participant : Je suis pas touché par le problème mais on parle de l'impôt sur la fortune j'entends dire le gouvernement que ça rapportait pas grand-chose c'est vrai que ça peut être une mesure symbolique. Moi je dirais plutôt qu'on peut trouver un consensus pour ces messieurs qui ont beaucoup d'argent (c'est pas mon cas vous inquiétez pas) pour dire que c'est pas un impôt sur la fortune pour les riches c'est une redistribution sociale pour aider le pays à fonctionner un peu mieux que ce qu'il est maintenant.

Baisse de la CSG sur les salaires, retraites, revenus locatifs et intérêts

6 3

Une participante : Moi je demanderais la baisse de la CSG sur tous les salaires, les retraites, tous les revenus locatifs et sur les intérêts de l'argent qui est placé dans les banques - parce que finalement on a déjà payé sur cet argent la et on repaye une deuxième fois - c'est quand même très important parce qu'au départ la CSG elle était de 2 ou 3% et maintenant elle est rendue à un taux très important.

Un autre participant : J'ai entendu la demande de baisse de la CSG, mais la CSG ça sert à financer la sécurité sociale et une bonne partie de la hausse de ces dernières années, elle a remplacé des cotisations sur les salaires donc on ne peut pas tout demander : si vous voulez avoir la sécurité sociale, il faut payer les cotisations que ce soit les salariés ou les retraités, on peut pas tout demander !

¹²¹ Impôt de Solidarité sur la Fortune. Il a été supprimé au 31 décembre 2017

¹²² Impôt pour les personnes possédant un patrimoine net taxable supérieur à 1 300 000 € au 1er janvier. Source : [Direction Générale des finances publiques](#)

¹²³ Le Prélèvement Forfaitaire Unique (PFU dit Flat tax) est applicable depuis le 1^{er} janvier 2018 aux revenus de capitaux mobiliers. Il inclut à la fois prélèvements sociaux et impôt sur le revenu. Le taux global est de 30%. Source : [Gouvernement](#)

Suppression des paradis fiscaux

7

TAXES

Supprimer TVA sur les produits de première nécessité

9

ENTREPRISES

Taxer + les dividendes et les rachats d'actions par les entreprises

4

Une participante : Pour contrer les inégalités sociales, il faudrait taxer plus fortement les dividendes et taxer le rachat par les entreprises et leurs propres actions

Meilleure équité fiscale entre les entreprises

7

Un participant : Je m'interroge sur la problématique de la fiscalité en France qui est un mille-feuille assez complexe, où on va voir des variations tout à fait notables selon la taille des entreprises, c'est à dire que certaines très grandes entreprises vont pouvoir faire de l'optimisation à différents niveaux. Je prends un exemple : une grande boîte de bâtiment va payer pour la sécurité sociale en réel, parce qu'elle sous traite à des PME et donc elle se retrouve avec un nombre de personnes qui va être peu concerné par des risques de maladie, alors qu'une petite entreprise va être au fixe, qui est calculé normalement pour l'ensemble. Il y a une disparité de traitement qu'on va retrouver dans la création de holding qui va permettre l'optimisation fiscale sur les dividendes. Qu'on soit une toute petite entreprise ou qu'on fasse partie du conseil d'administration d'une très grande entreprise, on aura pas du tout le même traitement ce qui est vraiment impactant pour les petites entreprises qui ne peuvent pas créer d'emploi local non délocalisable.

DEPENSES PUBLIQUES

Financer les fondamentaux (santé, éducation, alimentation) plutôt que l'armement

4

Un participant : je voudrais parler d'une valeur qui m'est chère, c'est la paix, la paix entre les hommes, qui me paraît primordial pour ce 3eme millénaire et bien sûr la paix a la terre qui est un enjeu actuel urgent et important.

(...) La France est un pays constructeur et vendeur d'armes à travers le monde, et on vient de voter 37 milliards d'investissement sur quelques années pour réarmer notre porte avion nucléaire Charles de Gaulle. Je voulais parler d'échelle (...), parce qu'on nous balance des chiffres mais c'est quoi la différence entre un million et un milliard ? Si on mettait ça en secondes, un million de secondes ça fait à peu 11,57 jours, tandis qu'un milliard de secondes ça fait 32 ans, c'est une échelle qui me paraît importante a situé. En France, chaque années les dépenses militaires c'est de l'ordre de 50 milliards d'euros¹²⁴. Un dernier chiffre pour cette paix systémique entre les hommes : pour que chaque être humain sur la planète puisse vivre dignement et accéder aux 4 besoins fondamentaux (...) c'est juste dix milliards d'euros par an, donc un pays comme le nôtre pourrait subvenir à cinq fois les besoins fondamentaux de l'humanité !

Conditionner les aides publiques à l'environnement et à l'emploi

4

Un participant : Quand il y a des aides publiques, qu'elles soient conditionnées d'un point de vue emploi et environnemental. Ça me paraît une évidence, mais ce n'est pas la réalité aujourd'hui que ce soit au niveau local ou au niveau Etat.

Arrêter de baisser les aides pour les associations

5

Une participante : Je voudrais parler des associations, c'est la trame du tissu social, on se félicite, en France, d'avoir des associations de loi 1901 qui sont nombreuses. Or, on s'aperçoit que les aides baissent de plus en plus notamment pour les associations d'intégration de solidarité. Elles sont très utiles à la société et je trouve qu'on devrait arrêter de baisser les aides, qui ont tendance à disparaître

Arrêter de financer les anciens présidents

10

Une participante : Que les Présidents de la république ne nous coutent plus d'argent, je trouve que ce serait vraiment très intéressant et ça serait une grosse économie.

ORGANISATION DE L'ETAT ET DES SERVICES PUBLICS

¹²⁴ Le budget 2019 de la Défense à proprement parler est de 35,9 milliards d'euros. Source : ministère des Armées

Interdire les allers-retours public/privé pour les hauts fonctionnaires

4

Un participant : Il faut arrêter le « pantouflage », c'est à dire qu'on ne puisse plus avoir des hauts fonctionnaires qui passent dans le privé : s'ils vont dans le privé ils ne reviennent plus dans le public, c'est pas possible de faire des aller retours comme ça !

Maintien des services publics : ne pas rechercher la rentabilité (santé, transport...)

12

ORGANISATION TERRITORIALE

Plus de pouvoirs et de budget aux régions. Supprimer les départements

6

Un participant : En ce qui concerne les strates au niveau de l'Etat et de l'administration, ça n'a pas encore été abordé mais avons-nous besoin d'une Région ? d'un Département ? Je pense que le département aujourd'hui ne s'avère pas nécessaire et qu'il est préférable de mettre en place des régions cohérentes sur un plan économique et géographique et de leur donner plus de pouvoir et de budget, qu'elles puissent vraiment décider.

Relancer la décentralisation de l'état Plus de pouvoirs aux élus locaux, y compris impôts Sauvegarder les services publics locaux

8

4

14

Un participant : Ce que je propose c'est qu'on relance la décentralisation, qu'on arrête de tout laisser entre les mains de l'Etat central qui finalement décide de tout, des revenus des collectivités territoriales notamment, en supprimant la taxe d'habitation. On est contents de pas l'avoir mais c'était des ressources propres aux collectivités donc des ressources qu'elles n'auront plus pour toutes les missions qu'on leur confie aujourd'hui qui sont de plus en plus nombreuses. On voit bien que l'Etat se désengage en transmettant les missions, donc les charges, aux communes, à la région, aux départements, aux intercos etc. donc ce que je propose c'est qu'on porte une réorganisation de l'Etat, qui donne beaucoup plus de pouvoir aux élus locaux, et donc plus de pouvoir de choisir ses revenus. Les services publics il faut les défendre en local parce que je rappelle c'est bien gentil de vouloir faire sur internet, mais quand on n'a pas internet parce qu'on est loin du bourg et qu'on n'aura jamais l'optique, aller sur un site qui sera de plus en plus développé, de plus en plus lourd, c'est compliqué. 7,5 millions de français n'ont pas un accès à internet ou à un internet de qualité et ces gens-là on les retrouve aux guichets des services publics locaux et comme y en a de moins en moins ça devient compliqué, donc moi je veux qu'on sauvegarde les services publics locaux !

Regrouper les communes

3

6

Un participant : Pourquoi avoir un regroupement de communes et garder les communes ? Pourquoi n'y aurait-il pas une seule commune suffisamment grande, qui ait des délégués pour chacun des quartiers ou des communes qui ont adhéré à l'intercommunalité ? Aujourd'hui, ce sont des doublons qui sont mis en place et des taxes qui apparaissent sur nos feuilles d'impôt et je ne pense pas que ça apporte davantage aux citoyens donc je pense qu'il faut regrouper les communes et ne garder que ce regroupement.

Possibilité pour la Région de prélever un impôt

3

Une participante : Je pense que les Régions devraient pouvoir lever leur propre impôt. Actuellement nos impôts vont à l'Etat et sont distribués aux régions alors, en fonction des gouvernements, c'est plus ou moins d'impôts qui reviennent.

Supprimer les services déconcentrés de l'Etat et transfert à la Région

4

Une participante : Ma proposition serait de supprimer les services déconcentrés¹²⁵ de l'Etat (DDTM, DRAF¹²⁶...) et leurs missions pourraient être transférées aux régions et aux départements.

SERVICES PUBLICS

¹²⁵ Délégation de compétences à des agents ou organismes locaux appartenant à l'administration centrale, à ne pas confondre avec les compétences décentralisées, c'est-à-dire à gestion autonome par une collectivité territoriale.

¹²⁶ DDTM : Direction Départementale des Territoires et de la Mer ; DRAF : Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt

Mieux adapter les services des EPHAD

Une participante : Je ne connais personne dans mon entourage qui y est mais je trouve que c'est anormal que les personnes en EPHAD¹²⁷ soient moins bien traitées que les personnes qui sont en prison. Elles doivent payer des sommes parfois astronomiques pour avoir droit à une douche par semaine alors qu'en prison ils ont le droit à énormément d'avantages...

Pas de rentabilité pour la SNCF = service public

8

Conservier et réparer les lignes SNCF

8

Un participant : Pourquoi la SNCF décide de fermer quelques lignes qui ne sont pas rentables ? C'est un service public donc on ne regarde pas la rentabilité on sert des citoyens point !

Il faut conserver les lignes et réparer celles qui sont en mauvais état, parce que leur problème c'est qu'ils ont plus de sous parce qu'ils ont fait tellement de tgv qu'en fin de compte les petites lignes intérieures sont laissées à l'abandon, et ils parlent même maintenant de réduire aussi les lignes de TGV, c'est à dire qu'ils ne s'arrêtent plus à certaines gares. On nous pose de gros problèmes de gasoil, d'essence... et en fin de compte, d'un côté on nous supprime des choses et d'un autre coté on nous supprime aussi des choses

PRESTATIONS SOCIALES

Egalité des régimes de retraite et sécurité sociale

4

Un participant : Il faudrait commencer par une égalité des régimes de retraite et de sécurité sociale parce que c'est quand même assez pratique pour diviser les gens !

Revalorisation des pensions pour handicapés

10

RETRAITES

Uniformiser les formules de calcul des retraites entre public et privé

6

1

Une participante : Moi j'ai 26 ans et j'ai la chance d'être en CDI dans une entreprise privée mais je voudrais parler des différences qu'il y a avec la fonction publique pour le calcul des retraites. La fonction publique, ils sont sur les 6 derniers mois d'ancienneté alors que les personnes dans le privé doivent cotiser pendant 40 ans. Je connais des retraités de la fonction publique (ils ont eu raison de le faire), qui ont travaillé énormément dans les six derniers mois. Je voudrais qu'il y ait une égalité entre la fonction publique et la fonction privée

Suppression de la cotisation maladie sur les retraites complémentaires

6

Une participante : Je suis retraitée et je demande la suppression de la cotisation maladie sur les retraites complémentaires. Ça concerne l'ARGIC-ARRCO, l'IRCANTEC (c'est à dire les contractuels du service public). Nous sommes les seuls, suite à la loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 qui avait supprimé les cotisations, à payer cette cotisation-là, qui est de l'ordre de 1%, en plus de la CSG, soit une somme très importante au niveau global. Les syndicats ont soulevé ce problème-là, ils ont rencontré les députés, et on n'a toujours pas de réponse ! Ce n'est pas normal que les privés payent encore la cotisation de 1% alors que ça devrait être enlevé !

Réindexer les retraites sur l'inflation

11

Un participant : C'est simple, pour les retraites, je pense qu'il faut revenir à leur indexation sur l'inflation. L'augmentation des retraites de base a été de 0,3% en novembre 2018 et sera à nouveau de 0,3% en 2019, ça veut dire que sur les deux années c'est une perte de pouvoir d'achat qui est proche des 4% !

Arrêter de cibler les retraités. Pas de rupture du contrat du début de vie active

3

Un participant : Je considère que les retraités dans leur ensemble sont la cible privilégiée du gouvernement actuel. Nous nous sommes engagés, à une certaine époque, à cotiser en contrepartie de quoi on nous a donné une valorisation du point et aujourd'hui ce contrat est rompu unilatéralement et on constate que progressivement le montant de la rente diminue. Ce n'est absolument pas normal que l'on revienne sur des conditions rétroactivement ! Nous les retraités, nous sommes des cibles au niveau de la CSG qui a augmenté, il n'y a plus d'indexation par rapport à l'inflation, (...). Nous sommes nombreux ce soir, ça veut donc dire que nous sommes le reflet d'un certain malaise. Nous avons travaillé en général 45 ans et aujourd'hui on cible nos niveaux

¹²⁷ Etablissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes

de revenus et notre patrimoine. Ces retraités ont la charge des enfants, parce que lorsqu'ils entrent dans la vie professionnelle, ils gagnent des salaires situés au bas de l'échelle et si les parents ne les aident pas c'est très délicat, mais de la même façon, supportent aussi nos aïeux qui sont à l'EPHAD. Si nous ne le faisons pas ces efforts à partir de nos revenus et de notre patrimoine qui le ferait ? L'Etat et la collectivité, donc il faut arrêter de nous cibler, laisser les retraités tranquilles et vivre maintenant de leur travail.

TRANSITION ECOLOGIQUE

Mettre en place une politique d'économie (alimentaire, énergétique...) 3

Un participant : Il me paraît important d'économiser, d'avoir une vraie politique d'économie d'énergies, alimentaire aussi, parce qu'on a une société occidentale où on mange beaucoup... bref instaurer une vraie politique d'économies

Arrêter l'écologie punitive pour l'écologie positive 10 1

Lien entre fiscalité et environnement 4

ENERGIES

Arrêt des éoliennes pour la méthanisation 3 1

Un participant : Je souhaite simplement l'arrêt de l'implantation des éoliennes, et plutôt le développement des usines de méthanisation¹²⁸.

Augmenter le prix de l'énergie 5 4

Un participant : Je voudrais parler notamment de la taxe carbone qui est à l'origine du mouvement des Gilets jaunes, et des travers qui pourraient intervenir dans le cas d'une énergie à cout bas. Si l'énergie coute très peu, quel est l'intérêt s'isoler les maisons ? Quel est l'intérêt d'énergies renouvelables qui ne seraient pas rentables ? Quel serait l'intérêt de solutions alternatives de transports ? Un certain nombre de réflexions dans le domaine énergétique tomberaient dans l'oubli, donc je pense qu'un cout d'énergie, non pas élevé, mais plus cohérent, pourrait favoriser la transition énergétique

Parce qu'on parlait d'écologie punitive, il faut savoir aussi que par exemple quand on regarde le nombre de morts sur les routes, qui a été en baisse constante, est-ce que la peur du radar n'y a pas joué ? La réduction du tabac c'est aussi le cout du paquet de cigarettes...

Du solaire, pas de nucléaire 7

Un participant : On a le lobby de l'électricité nucléaire en France mais il faut savoir que si on mettait des panneaux solaires sur tous les toits orientés plein sud de Lille à Bordeaux ou à Marseille, on pourrait fermer au moins deux centrales nucléaires¹²⁹ !

Utiliser les impôts pour financer les filières porteuses de transition énergétique 4

Un participant : De l'argent il y en a, et on doit l'utiliser prioritairement en lien avec la transition écologique et énergétique, parce que là il y a une urgence, il en va de notre avenir à tous et il faut faire des choses rapidement ! Sur la question de l'énergie, on a abordé la question de l'électrique, du nucléaire, de l'éolien et je donne l'exemple de l'éolien offshore, qui était porteur d'avenir en termes énergétiques, que la France vient d'abandonner faute de financement. Plus généralement on assiste à une désindustrialisation, (...) et à une absence de financements opportuns dans des filières qui sont porteuses pour l'avenir énergétique.

TRANSPORTS

Taxe carbone pour financer les transports en commun 9

Développer les parkings relais dans les grandes villes 10

Une participante : Je suis jeune, et dans ma situation je ne suis pas capable de m'acheter une voiture électrique donc je pense que la taxe carbone elle devrait plutôt, pour m'aider moi, financer les transports en commun. Par exemple, je suis obligée de prendre ma voiture pour me déplacer mais quand j'arrive dans une grande ville si je

¹²⁸ Transformation de matières organiques en méthane par fermentation

¹²⁹ Il existe aujourd'hui en France 58 réacteurs nucléaires en activité, répartis sur 19 sites, qui représentent plus de 70% de la production française d'électricité. Sources : [Agence de Sûreté Nucléaire](#) et [EDF](#)

ne peux pas me garer à l'extérieur de la ville pour prendre les transports en commun, je suis un peu coincé. Il devrait y avoir des parcs automobiles gratuits autour des grandes villes avec des transports en commun gratuits.

Mieux utiliser l'existant en matière de transports en commun 8

Un participant : Nous sommes sur un territoire où les déplacements sont souvent individuels ou avec des partages, mais nous avons la chance d'avoir une ligne de chemin de fer qui traverse la communauté de communes et d'avoir une gare à Questembert. On pourrait certainement avoir une meilleure utilisation de l'existant, en particulier des transports en commun. Il existe un réseau de transports en communs géré par le Département, des cars qui roulent à vide, et il y a peut-être des raisons à cela : des problèmes d'horaires... et c'est un peu la même chose aussi pour les trains.

Faire une réelle évaluation de l'impact économique et écologique de la voiture électrique 11

Un participant : Pendant des années, je dirais même des décennies, on nous a vantés les mérites du diesel et nous sommes tous massivement partis vers le diesel. Aujourd'hui, on nous parle des voitures électriques mais nous n'en connaissons pas le prix de revient pour l'instant (on nous parle d'un prix net minoré des aides de l'Etat), on ne connaît pas non plus son bilan carbone : où sont fabriquées les batteries ? Pas chez nous : vive les porte-containers ! Où sont extraits les minerais nécessaires pour la fabrication de ces batteries ? Dans très peu de pays, ce qui fait que demain nous risquons d'être confrontés à des situations dominantes nous privant de ces minerais et donc de la fabrication des batteries. On ne nous dit pas où et comment ces véhicules électriques seront recyclés, comment les batteries seront recyclées ? (...) On ne nous parle pas de ces immenses batteries qui vont équiper les véhicules électriques : quel sera le vrai prix de la batterie de rechange nécessaire ? Enfin, comment allons-nous produire l'électricité nécessaire si tous les français passent au véhicule électrique ? A quel prix sera proposé le kWh nécessaire pour recharger les voitures ? Je crains que l'on nous envoie encore dans une voie sans issue !

Une participante : Concernant la voiture électrique, moi j'ai fait des études y a quelques temps et on parlait de la voiture électrique qui allait être le moyen de révolutionner le transport puisqu'on allait plus utiliser de carburant. Je ne suis pas d'accord avec ça, je trouve que la voiture électrique avec les batteries et tous les composants qui sont utilisés pollue pratiquement autant que les voitures thermiques, peut-être un petit peu moins, mais je ne pense pas que ce soit la solution d'avenir.

Un autre participant : Je ne comprends pas que l'Etat français refuse encore les autorisations de mise sur le marché d'une voiture qui fonctionne à air comprimé. C'est un mode de traction qui n'a aucune nuisance ou pollution.

Développer le ferroutage Taxer les camions qui traversent la France, le kérosène, le fioul lourd 11 12

Une participante : Je trouve anormal qu'actuellement des camions traversent encore la France du nord au sud voire de l'est à l'ouest sur les routes, alors qu'on pourrait très bien développer le ferroutage, ou alors, je sais que l'écotaxe a fait bondir les bretons il y a quelques années mais je connais des régions où ils seraient bien contents de l'avoir parce qu'ils sont submergés de camions qui traversent.

Dans le même ordre d'idée, on ne taxe toujours pas le kérosène des avions, les gros cargos et les porte containers et je ne parle pas des bateaux de croisière qui sont un gouffre écologique. Il faut taxer les gros consommateurs parce qu'on taxe l'automobiliste mais on ne taxe absolument pas les cargos qui vont de Chine en France, pour amener des marchandises qu'on pourrait très bien fabriquer en France et qui consomment du fioul lourd, comme les bateaux de croisière ces espèces de villes flottantes qui sont des aberrations écologiques

Un participant : Il faut savoir qu'un porte containers qui emmène la matière première d'Europe en Asie, aller-retour, c'est 10 000 tonnes de fioul lourd soufré et ça correspond pratiquement à la consommation mondiale de l'automobile mais on dit que le citoyen français pollue avec sa voiture pour aller travailler, alors qu'on représente 0,7%¹³⁰ de la pollution mondiale et que les Etats-Unis, la Chine et l'Inde, c'est à peu près 65% de la pollution mondiale !

¹³⁰ Chiffres 2016 de l'Agence Internationale de l'Energie

Pays	France	Inde	Etats-Unis	Chine	Monde
% émission de CO2 mondial	0,9	6,4	14,9	28	100
Tonnes/an/habitant	4,35	1,57	14,95	6,57	4,35

AGRICULTURE

Privilégier l'agroécologie dans la PAC

9

Un participant : Sur les questions de financement et de transition, il y a un lien avec l'agriculture, la production alimentaire etc. Je pense qu'aujourd'hui la PAC¹³¹ finance essentiellement de très grandes entreprises, aux dépens de l'agriculture paysanne qui, elle, respecte beaucoup plus notablement l'environnement et la biodiversité. Il y a un terme pour désigner cette démarche-là, qui devrait être subventionnée prioritairement, c'est l'agroécologie. C'est reconnu par plein de spécialistes mondiaux mais la PAC, c'est de l'ordre de 9 milliards par an de subventions qui vont prioritairement ailleurs. Et on sait que les agriculteurs qui veulent faire la mutation vers le biologique, en ce moment, ils attendent des années avant de toucher leurs subventions.

Distance minimale des épandages de pesticides près des habitations et écoles

7 1

Un participant : J'ai été interpellé par une petite dizaine de citoyens concernant les pesticides et notamment l'épandage, parce qu'ils étaient soucieux par rapport à leurs habitations, Ma proposition c'est de réfléchir à instaurer une distance minimum d'épandage des pesticides par rapport aux habitations et aux écoles, parce que pour l'instant il faut savoir qu'il y a aucune règle.¹³²

AUTRES SUJETS/SUJETS TRANSVERSAUX

Efficacité : de la justice fiscale, des services publics, des réformes au plus près du terrain

8

Un participant : Je crois que le débat démocratique on est en train de le faire, mais on n'a pas trouvé la solution, alors je crois que tout ça, ça peut se jouer dans la démocratie et la citoyenneté, c'est à dire quels moyens on va mettre en œuvre pour arriver à régler tous ces problèmes ? On ne peut pas non plus remettre en cause des sujets en permanence et je crois qu'il faut être dans l'efficacité, trouver un système dans lequel pour prendre les décisions. Quand on a une décision à prendre, on ne va pas faire des débats pendant 6 mois... Il faut trouver les moyens de l'efficacité des services publics c'est à dire que quand une réforme est en cours il faut aller dans le détail, jusqu'au plus près du terrain, puisque je pense que les réformes qui sont faites, elles n'y vont pas, la preuve : on a touché les retraités et maintenant on sait qu'on a touché trop bas et il faut remonter un petit peu, donc les gens qui ont pris la décision n'ont pas été dans le détail sur le terrain !

Revalorisation des salaires et des retraites

4

Revoir les 80km/h

11 5

Un participant : Il faut revoir les 80 km/h parce que les élus, l'ensemble des gens, connaissent bien les routes accidentogènes et je pense que c'est un peu sévère de ramener tout à 80km/h.

Harmoniser la politique européenne (sociale, environnement)

14 1

Un participant : Pour éviter une compétition inégale entre acteurs et entre pays et éviter une concurrence déloyale, il faut mettre des conditionnalités et donc une harmonisation de la politique européenne, en insistant sur le social, les lois sur le travail etc. et la transition par exemple sur la biodiversité, qui est une question majeure, actuelle et préoccupante

¹³¹ La Politique Agricole Commune est la plus ancienne et l'une des plus importantes politiques communes de l'Union Européenne en termes de budget. Ses objectifs sont d'accroître la productivité de l'agriculture ; d'assurer un niveau de vie équitable à la population agricole ; de stabiliser les marchés ; de garantir la sécurité des approvisionnements ; d'assurer des prix raisonnables aux consommateurs de veiller au respect de l'environnement, à la sécurité sanitaire et au développement rural.

¹³² Pour les produits phytosanitaires, il n'existe pas de règles spécifiques concernant les habitations (c'est la réglementation sur l'application des produits phytosanitaires qui s'applique). En revanche, pour la plupart des produits phytosanitaires, à proximité des « établissements recevant du public vulnérable » (crèches, écoles, hôpitaux...), il y a des règles spécifiques. Pour les cultures (autres que l'arboriculture), il n'y a pas de distance minimum à respecter à condition qu'il existe des mesures limitant la dérive des produits en dehors de la parcelle (haies de séparation ou utilisation de buses antidérive, dont beaucoup de pulvérisateurs sont équipés en Bretagne). Si ce n'est pas le cas, les traitements sont interdits à moins de 5m de la limite de propriété et ils sont interdits pendant la présence d'enfants sur le site. A noter qu'un pulvérisateur ne contient pas forcément des produits phytosanitaires. Il peut aussi s'agir d'engrais liquide, de minéraux. Concernant la fertilisation (compost et déjections animales), des distances minimales sont prévues vis à vis des tiers, c'est à dire des habitations, qui varient selon le type de produits et le mode d'épandage. Source : Chambre d'agriculture

SALAIRES

Indexer les salaires sur l'inflation, pas seulement le SMIC

5

Un participant : Sur l'indexation des pensions sur l'inflation, je rappelle que les salaires, à part le smic ne sont pas indexés donc il faudrait aussi le faire pour les salariés des tranches inférieures, parce que les cadres ils peuvent souvent négocier leur salaire donc ils ont le droit à des hausses plus sensibles, mais les ouvriers qui sont légèrement au-dessus du SMIC, a part se faire rattraper par le SMIC ils n'ont pas beaucoup d'espoir.

LOGEMENT

Plafonner les loyers

7

Réorienter les aides au financement des logements

3

Un participant : Ça a été abordé de façon très indirecte puisque on a demandé la taxation la fixation réglementaire des loyers et on a noté avec beaucoup de justesse que les loyers représentaient aujourd'hui une très forte part des revenus. La proposition que je voudrais voir remonter : que les aides au financement du logement soient réorientées. Une étude de la [Fondation Abbé Pierre](#) il y a quelques années montrait que sur une maison financée par les systèmes Robien, la puissance publique payait 60 000 euros en dégrèvements fiscaux donc on a aidé les gens à constituer leur patrimoine avec de l'argent public et je ne sais pas si c'est une très bonne idée au moment où on a besoin que les moins aisés se logent facilement !

COMMERCES

Favoriser les commerces dans les petites villes (rez-de-chaussée = commerce)

7

Un participant : Comment pourrait-on favoriser les propriétaires de bâtiments en centre-ville dans les petites communes, de façon à ce que les rez-de-chaussée restent en commerce ? Parce qu'on s'aperçoit de plus en plus dans les petits bourgs de la disparition de tous les petits commerces. Vous avez des rénovations et au rez-de-chaussée, on fait de l'habitat et c'est bien dommageable parce qu'après, vous n'avez plus du tout de cellule commerciale et les centres-villes se meurent, ce qui fait que vous développez des zones à l'extérieur et c'est la voiture de plus en plus. Je ne sais pas comment faire mais je pense que lors des rénovations, il faut favoriser fortement de façon que le rez-de-chaussée reste commercial

EMPLOI

Renationaliser l'emploi

1

Interdire les agences d'intérim/nationaliser la demande d'emploi

3

3

Un participant : Il faudrait peut-être penser à renationaliser l'emploi. C'est vrai que c'est bien d'avoir des agences intérim mais en fait, une agence intérim se fait payer par des sociétés privées pour donner de l'emploi, c'est en fait une privatisation du marché de l'emploi puisque normalement ça devrait être le rôle de Pole emploi. Donc je pense que toutes les personnes qui sont employées dans les agences d'intérim et qui sont compétentes et pourraient très bien travailler pour Pole emploi. L'argent que les sociétés privées payent aux agences intérim pourrait revenir au Pôle emploi, ce qui permettrait de favoriser plus d'apprentissage.

SANTE

Non aux 11 vaccins obligatoires

5

2

Reconnaitre les diplômes de médecine douce par l'Etat

8

Médecines douces et prévention

7

Une participante : Je voudrais que l'Etat revienne en arrière sur les 11 vaccins obligatoires¹³³ qui sont donnés aux enfants, et qui sont très dangereux. Je voudrais aussi que l'Etat valorise la médecine douce avec des diplômes d'état, ce qui ferait que les gens feraient de la prévention au lieu de faire qu'ils soient soignés pour des problèmes, donc ça baisserait aussi tout ce qu'on donne à la sécurité sociale puisqu'il y aurait moins de gens malades.

TELECOMMUNICATIONS

¹³³ Depuis le 1^{er} janvier 2018, 11 vaccins sont obligatoires pour les jeunes enfants (avant 2 ans) : L'Haemophilus influenzae B, la coqueluche, l'hépatite B, la rougeole, les oreillons, la rubéole, le méningocoques C et le pneumocoque se sont ajoutés au « DT-Polio » (diphthérie, tétanos, poliomyélite) qui était déjà obligatoire. Le respect de cette obligation conditionne l'inscription en accueils collectifs (crèches et écoles notamment)

Arrêter le développement de la 5G¹³⁴

3

Un participant : Je considère le développement des ondes - à travers les réseaux de téléphone portable 3G, 4G, les compteurs Linky etc. - comme une arme de destruction massive et je pesé mes mots. Il y a maintenant le développement de la 5G qu'on peut encore arrêter.

Avoir internet partout en France

12

Un participant : Pour répondre à ce monsieur au sujet de la 5G, il faudrait peut-être d'abord qu'on ait internet dans tous les foyers, parce qu'un document comme la [lettre du Président de la République](#), certains jours il me faut 5 à 10 minutes pour le télécharger. (...) On veut faire la 5G, on supprime les services publics mais on n'a même pas internet à la maison !

QUESTION LOCALE (non transmise au Grand Débat National)

Une participante : Est-ce qu'il y a des navettes qui vont à la gare ? Parce que je ne comprends pas comment je peux aller à la gare à part en prenant ma voiture mais dans ce cas, je vais directement à vanne ! Donc je me posais la question de savoir s'il y allait avoir une mise en place de navettes ou de covoiturage.¹³⁵

Un participant : La demande a été reformulée ce soir d'une navette entre le centre-ville de Questembert et la gare. Nous l'avions mise en place, c'était compliqué et peut être qu'on s'est fait avoir d'une certaine manière sur le plan technique, quoi qu'il en soit il y a eu une navette calée sur les horaires des trains les plus fréquentés. Chaque voyage nous coûtait dix euros nous avions en moyenne un client par voyage, et lorsque nous avons arrêté (parce que quand même quand on fait des bêtises comme ça on arrête) c'est à dire qu'on a fermé la ligne de navettes, je me suis fait engueulé comme du poisson pourri par un fonctionnaire territorial qui prenait le train tous les jours et qui était choqué qu'on supprime la navette entre la ville et la gare de Questembert !

¹³⁴ 5^{ème} génération du standard pour la téléphonie mobile

¹³⁵ Un Plan Mobilité Rurale conjoint à Questembert Communauté et Arc Sud Bretagne est en cours d'élaboration. Cette question fait partie de celles évoquées dans les groupes de travail.

CONFIGURATION DE LA SALLE



EN FIN DE REUNION, VOTE PAR « GOMMETTES » DES PARTICIPANTS



Panneaux par thèmes avec les contributions retranscrites au fur et à mesure et le « vote » par gommettes

LA DEMOCRATIE ET LA CITOYENNETÉ

Pour le maintien
du Sénat



↓ le nombre des
parlementaires
~~et sanctionner~~



Sanctionner les
parlementaires absents



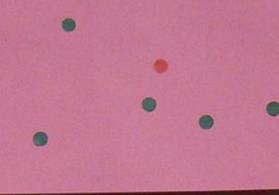
limiter les
dépenses des
parlementaires



Plafonner les financements
des campagnes
électorales



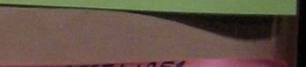
Instaurer le RIC



Prise en compte
du vote
Blanc



Introduire la
proportionnalité au
sein de l'Assemblée
Nationale



Transparence des
impôts



Trouver des méthodes
pour parvenir au
consensus



Non à la loi
anti casseur



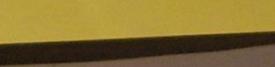
RESTAURER
SAUVEGARDER
la séparation des
3 pouvoirs



Prendre en compte
la mobilisation
citoyenne et les travaux
des syndicats



Retrouver la
confiance dans
la politique



VOTE
Noter les candidats
pour arriver à un
consensus.
("Vote pondéré")



Transparence des
liens des élus
avec les lobbys



Elu =
Cassier vierge



Respecter le vote
du peuple
(Référendum européen)



LA FISCALITE ET LES DEPENSES

PUBLIQUES

Meilleure épargne fiscale entre les entreprises

Lien entre fiscalité et environnement

Baisse de la CSG sur salaires, retraites et revenus, localités et intérêts

Avoir des cotés fiscaux justes, solidaires et équitables

Arrêter de financer les anciens présidents

Suppression de la cotisation maladie sur les retraites complémentaires

Renationaliser la dette de la Banque de France

Ne plus payer des élus qui ne travaillent plus (moins de 2 mandats par ex)

Uniformiser les formules de calcul des retraites entre public et privé.

Egalité des régimes de retraite et de sécurité sociale

Contrôle des dépenses des parlementaires (limitation des dépenses)

Rétablir l'ISF (c'est un symbole)

Arrêter de cibler les retraites
Indexer les retraites sur l'inflation
Pas de rupture du contrat de débts de vie acté

Imposer les très hauts revenus

Supprimer les niches fiscales (sauf niche sociale et environnementale)

Même règles pour les élus et les électeurs travailleurs

Arrêter la privatisation des aéroports, autoroutes etc...

Re-indexer les retraites sur l'inflation

Suppression des paradis fiscaux

Un impôt pour tout le monde

Financer les fondamentaux (Santé, Éducation, Alimentation) plutôt que l'armement.

Taxer + les dividendes et les rachats d'action par les entreprises

Arrêter de ↓ les aides pour les associations

Plus de débats dans le choix des dépenses publiques

Conditionner les aides publiques à l'environnement et à l'emploi

Supprimer TVA sur les produits de premières nécessités

ORGANISATION DE L'ETAT ET DES SERVICES PUBLICS

Possibilité pour la
région de
prélever un impôt

Plus de pouvoirs
aux élus locaux
y compris impôts

Relancer la
décentralisation
de l'état

Sauvegarder les
services publics
locaux

Maintien services
public = pas ^{rechercher}
de rentabilité (Santé
transport...)

Conserver les lignes SNCF
Réparer les lignes

Pas de rentabilité
pour la SNCF
Service =
Public

Supprimer les services
déconcentrés de l'Etat
et transférer à la Région

Interdire les AR
public/privé par les
hauts fonctionnaires

Il faut adapter
les services
de EPHAD

plus de pouvoirs et
de budget aux
régions
Supprimer département

Regrouper les
communes

Reconnaître les
diplômes de
médecine douce
par l'Etat

LA TRANSITION ECOLOGIQUE

Ne pas utiliser
l'existant en matière
de transport en
commun

Taxer les camions
qui traversent la France
• le kérosène
• fioul lourd

Développer le
ferroviaire

Arrêt des bidons
pour la
méthanisation

Arrêter l'écologie
punitrice pour
l'écologie positive

↑ le ~~coût~~ ^{prix} de
l'énergie

Faire une réelle évaluation
de l'impact économique
et écologique de la
voiture électrique

Du solaire
pas de
nucléaire

Utiliser les impôts
pour financer les
filiales postales
de transition
énergétique

Privilégier
Prendre en compte
l'agro-écologie
dans la PAC

Mettre en place une
politique d'économie
(alimentaire, énergétique)

Distance minimale
des épandages de
pesticides près des
habitations et des
écoles

Taxe carbone
pour financer les trans-
ports en commun

Développer les
parkings relais
entre les grandes
villes

AUTRES

Arrêter le développ.
pement de la
5G

Indexer les salaires
sur l'inflation
pas seulement le smic

Avoir internet
partout en
fœ

Médecines douces
et Prévention

Revalorisation
des salaires
et des retraites

Plafonner les
loyers

Non aux vaccins
obligatoires.

Reorienter les aides
au financement
des logements

EFFICACITÉ :
de la justice fiscale
des services publics
des réformes au + près
du terrain

Revoir les 80 km/h

Favoriser les
commerces dans les
petites villes
(rez de chaussée = commerce)

Renationaliser
l'emploi.

Harmoniser la
politique européenne
(sociale, environnement)

Revalorisation
des pensions pour
handicapés

Interdire les agences
d'intérim
Nationaliser la
demande d'emploi